المغربية للإيجار
MAROC LEASING

GROUPE CDG

# NOTE D'INFORMATION

## AUGMENTATION DE CAPITAL DE MAROC LEASING

### AU TITRE D'UNE OPERATION DE FUSION-ABSORPTION DE CHAABI LEASING

**Nombre d'actions émises : 1 181 818 actions**

**Prix d'émission : 282,14 Dirhams par action**

**Parité d'échange : 11 actions *Chaâbi Leasing* pour 13 actions Maroc Leasing**

**Souscription réservée aux actionnaires de Chaâbi Leasing**

**Montant de l'Opération : 333 438 182 dirhams**

Echange de titres : le 30 Septembre 2009

***Conseiller Financier et Coordinateur Global***

CDG CAPITAL GROUPE CDG

***Organisme centralisateur de l'opération***

CDG CAPITAL BOURSE

**VISA du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières**

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n° 03/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 31 août 2009 sous la référence VI/EM/029/2009.

# ABREVIATIONS

**APSF** : Association Professionnelle des Sociétés de Financement

**ALM** **:** Asset and Liability Management

**BNDE** : Banque Nationale pour le Développement Economique

**BSF** : Bon de Sociétés de Financement

**CBM** : Crédit Bail Mobilier

**CBI** : Crédit Bail Immobilier

**CDG** : Caisse de Dépôts et de Gestion

**CDVM** : Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

**CEC** : Comité des établissements de crédit

**CES** : Créances en souffrance

**CGI** : Code Général des Impôts

**CIMR** : Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite

**CMT** : Crédit à moyen terme

**CNCE** : Conseil national du crédit et de l'épargne

**CPM** : Crédit Populaire Marocain

**CT** : Court terme

**Dh** : Dirham

**Ev.** : Evolution

**FBCF** : Formation Brute du Capital Fixe

**FCT** : Facilités de caisse, trésorerie

**IS** : Impôt sur les sociétés

**Kdh** : Millier de dirhams

**Mdh** : Million de dirhams

**MLT** : Moyen et long terme

**OCDE** : Organisation de coopération et de développement économique

**Opération** : Désigne l'Opération de fusion-absorption

**PB** : Point de base

**PCEC** : Plan comptable des Etablissements de Crédit

**PNB** : Produit net bancaire

**ROA** : Rendement des actifs

**ROE** : Rendement des capitaux propres

**RAI** : Résultat Avant Impôt

**RN** : Résultat Net

**SCR** : Société Centrale de Réassurance

**Société** : Désigne la société Maroc Leasing

**TEG** : Taux effectif global

**TIMP** : Taux d'intérêt moyen pondéré

**TMIC** : Taux maximum des intérêts conventionnels

**TMP** : Taux moyen pondéré

**TVA** : Taxe sur la valeur ajoutée

# SOMMAIRE

ABREVIATIONS ..... 2

SOMMAIRE ..... 4

AVERTISSEMENT ..... 7

RESTRICTIONS ..... 8

PREAMBULE ..... 9

PARTIE I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES ..... 10

I. Conseil d'Administration ..... 11

II. Commissaires aux Comptes ..... 12

III. Conseiller financier ..... 16

IV. Conseiller juridique ..... 17

V. Responsable de l'information et de la communication financière ..... 18

PARTIE II. PRESENTATION DE L'OPERATION ..... 19

I. Cadre de l'opération ..... 20

II. Objectifs de l'opération de fusion-absorption ..... 26

III. Présentation de Chaâbi Leasing ..... 27

IV. Montant de l'opération ..... 40

V. Renseignements relatifs aux titres à émettre ..... 40

VI. Eléments d'appréciation du prix d'émission ..... 41

VII. Intermédiaires financiers ..... 50

VIII. Calendrier de l'opération ..... 50

IX. Echange de titres ..... 50

X. Bénéficiaires de l'Opération ..... 51

XI. Parité d'échange ..... 51

XII. Cotation en Bourse ..... 51

XIII. Impacts de l'opération de fusion-absorption ..... 52

XIV. Fiscalité relative à l'opération de fusion ..... 53

XV. Fiscalité relative aux opérations sur titres ..... 54

XVI. Charges relatives à l'opération ..... 56

PARTIE III. PRESENTATION GENERALE DU SECTEUR DU CREDIT-BAIL ..... 57

I. Historique ..... 58

II. Principes du crédit-bail. ..... 58

III. Avantages du crédit-bail ..... 59

IV. Cadre réglementaire et juridique du crédit-bail au Maroc ..... 59

V. Evolution de la production ..... 66

VI. Evolution de l'encours sectoriel ..... 73

PARTIE III. PRESENTATION GENERALE DE LA SOCIETE ..... 75

I. Renseignements à caractère général ..... 76

II. Renseignements sur le capital de la Société ..... 78

III. Marché des titres de Maroc Leasing ..... 85

IV. Notation ..... 87

V. Assemblées des actionnaires ..... 87

VI. Conseil d'Administration ..... 89

VII. Organes de direction ..... 91

VIII. Gouvernement d'entreprise ..... 95

PARTIE IV. ACTIVITE DE LA SOCIETE ..... 98

I. Historique de la Société ..... 99

II. Appartenance de la Société à un groupe ..... 100

III. Filiales ..... 105

IV. Flux financiers entre la Société et la CDG ..... 105

V. Activité de la Société ..... 106

VI. Moyens humains ..... 115

VII. Contrôle interne et gestion des risques ..... 120

VIII. Système d'information ..... 121

IX. Stratégie commerciale et marketing ..... 121

PARTIE V. SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE ..... 123

I. Analyse du compte de produits et charges .....124
II. Analyse du bilan .....141
III. Tableau des flux de trésorerie .....150
IV. Indicateurs financiers .....152
PARTIE VI. PERSPECTIVES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT .....158
I. Perspectives de développement du marché du crédit bail .....159
II. Orientations stratégiques du nouvel ensemble.....160
III. Business plan du nouvel ensemble .....162
PARTIE VII. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES .....175
I. Faits exceptionnels et contentieux .....176
Partie VIII. Facteurs de risques .....177
I. Facteurs de risque.....178
PARTIE IX. ANNEXES .....181
I. Principes et méthodes comptables Maroc Leasing .....182
II. Principes et méthodes comptables Chaâbi Leasing.....183
III. Etats financiers de Maroc Leasing .....184
IV. Etats financiers de Chaâbi Leasing .....218
V. Rapport des commissaires aux comptes de Maroc Leasing sur la fusion .....252
VI. Rapport des commissaires aux comptes de Chaâbi Leasing sur la fusion.....255

# AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Les actions, objet de la présente note d'information, ne seront proposées à l'échange qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières, ni Maroc Leasing, ni CDG Capital n'encourront de responsabilité du fait du non respect de ces lois et règlements.

# RESTRICTIONS

L'opération d'augmentation de capital est ouverte exclusivement aux actionnaires de Chaâbi Leasing.

# PREAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'Opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par CDG Capital conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 03/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Commentaires, analyses et statistiques fournis par la Direction Générale de la Société, notamment lors des due diligences effectuées auprès de la Société selon les standards de la profession ;
- Liasses fiscales et comptables de la Société pour les exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008 ;
- Procès-verbaux des Conseils d'Administration, des Assemblées Générales Ordinaires, des Assemblées Générales Extraordinaires relatifs aux exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008 et de l'exercice en cours jusqu'à la date du visa ;
- Rapports de gestion pour les exercices clos aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ;
- Rapports généraux des Commissaires aux Comptes pour les exercices clos aux 31 décembre 2006,2007 et 2008 ;et
- Rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes pour les exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public au siège de la Société ;
- Disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma) ;
- Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca et sur son site Internet (www.casablanca-bourse.com).

# PARTIE I. ATTESTATIONS ET COORDONNEES

# I. Conseil d'Administration

## Identité

| | |
|---|---|
| **Dénomination ou raison sociale :** | Maroc Leasing, Société Anonyme à Conseil d'Administration |
| **Représentant légal :** | M. Ali Harraj |
| **Fonction :** | Président Directeur Général |
| **Adresse :** | 57 Bd. Abdelmoumen, angle rue Pinel, 20100 Casablanca |
| **Numéro de téléphone :** | +212 5 22 76 83 01 |
| **Numéro de fax :** | +212 5 22 76 82 70/71 |
| **Adresse électronique :** | harraj@marocleasing.ma |

## Attestation

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Maroc Leasing ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

**Pour le Conseil d'Administration**

**M. Ali HARRAJ**

Président Directeur Général

# II. Commissaires aux Comptes

## Identité

| | |
|---|---|
| **Dénomination ou raison sociale :** | PriceWaterhouseCoopers |
| **Représentant légal :** | Aziz BIDAH |
| **Adresse :** | 101, Bd Massira Al Khadra - 20 000 Casablanca |
| **Numéro de téléphone :** | +212 522 98 40 40 / +212 522 77 90 00 |
| **Numéro de fax :** | +212 522 77 90 90 / +212 522 99 11 96 |
| **Adresse électronique :** | aziz.bidah@ma-pwac.com |
| **Date du 1er exercice soumis au contrôle :** | 1997 |
| **Date d'expiration du mandat actuel :** | 2011 |

| | |
|---|---|
| **Dénomination ou raison sociale :** | Ernst and Young |
| **Représentant légal :** | Bachir TAZI |
| **Adresse :** | 37, Bld Abdellatif Benkaddour, 20050 Casablanca |
| **Numéro de téléphone :** | +212 522 77 90 00 |
| **Numéro de fax :** | +212 522 39 02 15 |
| **Adresse électronique :** | bachir.tazi@ma.ey.com |
| **Date du 1er exercice soumis au contrôle :** | 1999 |
| **Date d'expiration du mandat actuel :** | 2008 (démission[1]) |

| | |
|---|---|
| **Dénomination ou raison sociale :** | Deloitte |
| **Représentant légal :** | Faouzi Britel |
| **Adresse :** | 282 Bd Zerktouni - Casablanca |
| **Numéro de téléphone :** | 05 22 22 40 25/26 / 05 22 47 34 |
| **Numéro de fax :** | 05 22 22 47 59 |
| **Adresse électronique :** | fbritel@deloitte.com |
| **Date du 1er exercice soumis au contrôle :** | 2009 |
| **Date d'expiration du mandat actuel :** | 2011 |

## Attestation des Commissaires aux Comptes relative aux comptes sociaux pour les exercices clos le 31 décembre 2006, 2007 et 2008

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information, en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse tels qu'audités par nos soins au titre des exercices 2006, 2007 et 2008.

[1] Le cabinet Ernst & Young a démissionné en mars 2009 de son mandat de commissariat aux comptes pour ne pas être en situation d'incompatibilité due à une mission de conseil réalisée pour le compte de la CDG.

**Les Commissaires aux Comptes**

PriceWaterhouseCoopers et Ernst & Young

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIF A L'EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2008**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société Maroc Leasing comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KDH 342 175, dont un bénéfice net de KDH 66 177.

**Responsabilité de la Direction.**

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

**Responsabilité de l'Auditeur.**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre des procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Opinion sur les états de synthèse**

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers, sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Maroc Leasing au 31 décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca, le 7 avril 2009.

Les Commissaires aux comptes

**ERNST & YOUNG,** **PRICE WATERHOUSE,**

M. Bachir TAZI, Associé. M. Aziz BIDAH, Associé

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIF A L'EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de Maroc Leasing arrêtés au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KDH 298.462, y compris un bénéfice net de KDH 50.558, sont la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et les informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

**Opinion sur les états de synthèse**

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Maroc Leasing au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Casablanca, le 13 mars 2008.

Les Commissaires aux comptes

**ERNST & YOUNG,** **PRICE WATERHOUSE,**

M. Bachir TAZI, Associé. M. Aziz BIDAH, Associé

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIF A L'EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de Maroc Leasing arrêtés au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant DH 267 043 428, y compris un bénéfice net de DH 44 388 259, sont la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et les informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

**Opinion sur les états de synthèse**

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Maroc Leasing au 31 décembre 2006, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Le 26 mars 2007.

Les Commissaires aux comptes

**ERNST & YOUNG,** **PRICE WATERHOUSE,**

M. Bachir TAZI, Associé. M. Aziz BIDAH, Associé

# III. Conseiller financier

## Identité

| | |
|---|---|
| **Dénomination ou raison sociale :** | CDG Capital |
| **Représentant légal :** | Abdessamad ISSAMI |
| **Fonction :** | Directeur Délégué |
| **Adresse :** | Place Moulay El Hassan, Tour Mamounia – Rabat |
| **Numéro de téléphone :** | +212 5 37 66 52 54 |
| **Numéro de fax :** | +212 5 37 66 52 56 |
| **Adresse électronique :** | corporatefinance@cdgcapital.ma |

## Attestation

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de Maroc Leasing et de Chaâbi Leasing à travers :

- Les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension auprès de la Direction Générale de Maroc Leasing et de Chaâbi Leasing;
- L'analyse des comptes sociaux et des rapports de gestion des exercices, 2006, 2007 et 2008 de Maroc Leasing et de Chaâbi Leasing ;
- La lecture des procès-verbaux des organes d'administration et des assemblées d'actionnaires de Maroc Leasing et de Chaâbi Leasing relatifs aux trois derniers exercices et à l'exercice en cours.

Par ailleurs, la Caisse de Dépôt et de Gestion, maison mère de CDG Capital, et actionnaire dans Maroc Leasing à hauteur de 71,03 %.

Compte tenu de ce qui précède, nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

La préparation de cette note d'information a été effectuée conformément aux règles et usages internes en vigueur au sein de CDG Capital.

# IV. Conseiller juridique

## Identité

| | |
|---|---|
| **Dénomination ou raison sociale :** | Northon Rose |
| **Représentant légal :** | Me. Alain MALEK |
| **Fonction :** | Associé/Avocat à la Cour |
| **Adresse :** | 42 rue Washington 75008 Paris |
| **Numéro de téléphone :** | +33 1 53 89 56 00 |
| **Numéro de fax :** | + 33 1 53 89 56 56 |
| **Adresse électronique :** | alain.malek@northonrose.com |

## Attestation

L'Opération, objet de la présente note d'information, à savoir l'augmentation du capital au titre de la fusion par absorption de Chaâbi Leasing par Maroc Leasing, est conforme aux dispositions statutaires de Maroc Leasing et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

**Me. Alain Malek**

Avocat au Barreau de Paris

# V. Responsable de l'information et de la communication financière

## Identité

| | |
|---|---|
| **Personne responsable :** | M. Youssef AMMOR |
| **Fonction :** | Directeur Administratif et Financier |
| **Adresse :** | 57, Bld Abdelmoumen, angle rue Pinel<br>Casablanca |
| **Numéro de téléphone :** | +212 522 42 95 14/ +212 520 42 95 14 |
| **Numéro de fax :** | +212 522 42 95 15/ +212 520 42 95 15 |
| **Adresse électronique :** | ammor@marocleasing.ma |

# PARTIE II. PRESENTATION DE L'OPERATION

# I. Cadre de l'opération

Conformément aux pourparlers tenus entre les dirigeants de la CDG et de la BCP qui prévoyaient notamment la réalisation de travaux d'évaluation et d'audit juridique, comptable, fiscal et social de la Société et de Chaâbi Leasing, la Société et Chaâbi Leasing ont engagé des discussions et des *diligences* afin de déterminer l'opportunité de mettre en place un partenariat.

La CDG et la BCP ont signé le 27 avril 2009, en présence des sociétés Maroc Leasing et Chaâbi Leasing, un protocole d'accord fixant les termes et les conditions relatifs à leur rapprochement stratégique par voie de fusion par absorption de Chaâbi Leasing par la Société.

Le Conseil d'Administration de la Société, réuni le 29 mai 2009 et le 14 juillet 2009, a notamment arrêté les modalités et conditions de la fusion-absorption de Chaâbi Leasing par la Société. De même, le Directoire et le Conseil de Surveillance de Chaâbi Leasing, réunis le 29 mai 2009, ont notamment arrêté les modalités et conditions de la fusion-absorption de Chaâbi Leasing par la Société.

Le Conseil d'Administration de la Société du 29 mai 2009 et du 14 juillet 2009 a également chargé son Président Directeur Général, M. HARRAJ, de procéder à la mise en forme définitive du projet du traité de fusion, de signer l'acte définitif et d'une manière générale, de prendre toutes mesures utiles pour assurer la réalisation de la fusion.

Ce même conseil a décidé de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire pour le 30 septembre 2009, notamment en vue d'approuver le projet de fusion.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 14 juillet 2009, la Société et Chaâbi Leasing ont conclu un traité de fusion, par voie d'absorption de Chaâbi Leasing par la Société dont les principales caractéristiques sont ci-après rapportées :

- Chaâbi Leasing apportera à la Société, sous réserve de la réalisation définitive de la fusion, l'universalité de son patrimoine, tel qu'il est décrit et énuméré ci-après et sans que cette énumération ait un caractère limitatif, le patrimoine de Chaâbi Leasing devant être dévolu à la Société dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation de la fusion ;
- Pour établir les conditions de la fusion, la Société et Chaâbi Leasing ont décidé l'utilisation des comptes arrêtés pour la Société et pour Chaâbi Leasing au 31 décembre 2008, date de clôture du dernier exercice social de chacune desdites sociétés, avec pour Chaâbi Leasing une prise en compte d'un dividende distribué de 22 Mdh et d'une augmentation de capital de 150 Mdh réalisée au 15 juin 2009;
- Les éléments d'actif et de passif formant le patrimoine de Chaâbi Leasing, figurant dans les tableaux ci-après, seront apportés à la Société pour leur valeur nette comptable, à l'exception (i) de certains éléments qui ont fait l'objet d'une réévaluation, et (ii) du fonds de commerce qui a fait l'objet d'une évaluation conventionnelle au 31 décembre 2008.

Les apports de la société Chaâbi Leasing sont recensés par référence au Bilan arrêté au 31 Décembre 2008 et par l'application des règles suivantes :

| Nature du poste | Méthode d'évaluation |
|---|---|
| **1.** Valeurs en caisse | Solde comptable du compte caisse confirmé par l'inventaire physique des existants |
| **2.** Créances sur les établissements de crédits et assimilés | Solde comptable du compte bancaire compte tenu des écritures en rapprochement |
| **3.** Créances sur la clientèle | Valeur nominale des créances |
| **4.** Titres de transaction, de placements et titres d'investissement | Les actions cotées sont valorisées au cours boursier du 31 Décembre 2008 |
| **5.** Autres actifs | Solde comptable des comptes concernés |
| **6.** Titres de participations et emplois assimilés | Les parts sociales de BP Casablanca sont valorisées à leur valeur nominale d'origine.<br><br>Les actions de la société CHAÂBI LLD ont fait l'objet d'une évaluation financière multicritères |
| **7.** Immobilisations données en crédit-bail et en location | |
| ▪ Immobilisations incorporelles données en crédit bail | Valeur d'acquisition nette des amortissements cumulés au 31 Décembre 2008 |
| ▪ Crédit Bail mobilier en cours | Somme des avances sur acquisitions en cours |
| ▪ Crédit Bail mobilier loué | Valeur d'acquisition nette des amortissements cumulés au 31 Décembre 2008 |
| ▪ Crédit Bail mobilier non loué après résiliation | Valeur d'acquisition nette des amortissements cumulés au 31 Décembre 2008 |
| ▪ Crédit Bail immobilier en cours | Somme des avances sur acquisitions en cours |
| ▪ Crédit Bail immobilier loué | Valeur d'acquisition nette d'amortissements sur constructions et de provisions pour dépréciation de terrains, cumulés au 31 Décembre 2008 |
| ▪ Crédit Bail immobilier non loué après résiliation | Valeur nette d'amortissement |
| ▪ Loyers courus à recevoir | Quote-part de loyer à recevoir de la date d'échéance de la dernière redevance locative jusqu'au 31 Décembre 2008 |
| ▪ Loyers impayés | La valeur comptable des redevances locatives impayées TVA incluse |
| ▪ Créances en souffrances | Créances impayées frais et intérêts inclus nettes de provisions pour dépréciation cumulées au 31 Décembre 2008 |
| **8.** Immobilisations incorporelles (Logiciels informatiques) | Valeur d'acquisition nette des amortissements cumulés au 31 Décembre 2008 |

| | |
|---|---|
| **9.** Eléments incorporels du Fonds de Commerce (Goodwill) | La valeur du Goodwill a été déterminée par différence entre la valorisation financière de CHAÂBI LEASING découlant de l'application des paramètres contractuels après déduction de la situation nette comptable au 31 Décembre 2008, compte tenu des dividendes mis en distribution au titre de 2008 et après déduction des plus values constatées sur immobilisations non louées disponibles à la vente, et sur titres de participation CHAÂBI LLD. |
| **10.** Immobilisations corporelles d'exploitation (mobilier et matériel de bureau, matériel informatique, agencement, aménagement) | Les immobilisations corporelles d'exploitation sont apportées à leur valeur nette d'amortissement au 31 Décembre 2008, car non destinées à la vente et ne recelant pas de plus-value potentielle. |
| **11.** Immobilisations hors exploitation (Biens acquis par dation en paiement) | Les propriétés concernées sont apportées à leur valeur marchande estimée à dire d'expert indépendant. |
| **12.** Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | Les dettes à l'égard des établissements de crédit sont valorisées en valeur nominale compte tenu des intérêts courus échus ou non échus à payer. |
| **13.** Dépôt de la clientèle | Les dépôts de garantie de la clientèle et les retenues de garantie sont valorisées en valeur comptable historique ressortant des comptes correspondants. |
| **14.** Autres passifs | Les dettes fiscales, les dettes à l'égard des organismes sociaux et du personnel, les dettes à l'égard des fournisseurs de biens et services et autres créditeurs sont apportées pour leur valeur comptable.<br>Les comptes de régularisation du passif (charges à payer, produits constatés d'avance) sont apportés pour leur valeur comptable. |
| **15.** Provisions pour Risques et Charges | De montant égal au risque couvert. |
| **16.** Engagements Hors bilan | Les engagements hors bilan reçus ou donnés sont valorisés selon les règles du PCEC en vigueur. |

L'actif de Chaâbi Leasing, dont la transmission est prévue au profit de la Société comprend au 31 décembre 2008, date de clôture des comptes de référence de Chaâbi Leasing, les biens, droits et valeurs, ci-après désignés et évalués :

| | | |
|---|---|---|
| **1.** | Valeurs en caisse, Banque Centrale, Trésor Public – Service des Chèques Postaux | 73,54 Dh |
| **2.** | Créances sur les établissements de crédits et assimilés | 208.641.700,37 Dh |
| **3.** | Créances sur la clientèle | 1.352.168,30 Dh |
| **4.** | Titres de transaction, de placements et titres D'investissement | 242.528,00 Dh |
| **5.** | Autres actifs | 142.253.183,20 Dh |
| **6.** | Titres de participations et emplois assimilés [2] | 12.339.300,00 Dh |
| **7.** | Immobilisations données en crédit-bail et en location | 3.064.063.080,70 Dh |
| **8.** | Immobilisations incorporelles [3] | 101.956.120,61 Dh |
| **9.** | Immobilisations corporelles | 2.803.058,59 Dh |
| **TOTAL ACTIF** | | **3.533.651.213,31 Dh** |

[2] Les titres de participation Chaâbi LLD ont été évalués à 12 186 300 Dh

[3] Intégrant un Goodwill de 101 075 739 Dh

Le passif de Chaâbi Leasing, dont la transmission est prévue à la Société comprend l'ensemble des dettes et autres éléments de passif au 31 décembre 2008, ci-après désignés :

| | |
|---|---|
| **1.** Dettes envers les établissements de crédits et assimilés | 3.031.681.622,91 Dh |
| **2.** Dépôts de la clientèle | 2.258.964,23 Dh |
| **3.** Autres passifs | 136.276.522,21 Dh |
| **4.** Provisions pour risques et charges [4] | 29.995.921,96 Dh |
| **TOTAL PASSIF** | **3.200.213.031,31 Dh** |

En dehors du passif bilanciel ci-dessus, la Société prendra à sa charge tous les engagements hors bilan qui ont pu être contractés par Chaâbi Leasing.

Par conséquent, la valeur de l'actif net apporté s'élève à:

**Montant total de l'actif de l'absorbée : 3 533 651 213,31**
**Montant du passif exigible de l'absorbée : (3 200 213 031,31)**
**Soit un actif net apporté de : 333 438 182,00**

La valorisation de la Société étant estimée à 450.005.572 dirhams et celle de Chaâbi Leasing à 333.438.182 dirhams, il en découle un rapport d'échange de onze (11) actions de Chaâbi Leasing pour treize (13) actions de Maroc Leasing. (cf partie VI- Eléments d'appréciation du prix)

En rémunération de la transmission par Chaâbi Leasing de l'ensemble de son patrimoine, la Société créera 1.181.818 actions nouvelles de 100 Dirhams de nominal chacune, à remettre aux actionnaires de Chaâbi Leasing suivant le rapport d'échange indiqué ci-dessus. Les actions nouvelles de la Société seront créées jouissance du 1er Janvier 2009. L'augmentation de capital corrélative de la Société s'élèvera à 118.181.800 Dirhams, le montant de la prime de fusion devant s'élever à 215.256.382 Dirhams.

A noter que la date de réalisation de l'opération est fixée au 30 Septembre 2009 avec effet rétroactif au 1er Janvier 2009. Les opérations réalisées par Chaâbi Leasing depuis cette date étant considérées comme accomplies par la Société.

La réalisation effective de la fusion et la dissolution définitive sans liquidation de Chaâbi Leasing interviendra au 30 Septembre 2009. La Société aura la propriété et la jouissance des biens et droits de Chaâbi Leasing à compter de cette date.

La fusion et l'augmentation de capital de la Société ne seront définitives qu'à compter du jour de la réalisation de la dernière des conditions suspensives suivantes :

- L'obtention de l'avis du Ministre de l'Economie et des Finances sur la fusion conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi 39-89.
- L'obtention d'un nouvel agrément de Bank Al Maghrib, au titre de la fusion, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi 34-03.
- L'approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire de Maroc Leasing dont la tenue est prévue le 30 Septembre 2009 ;
- L'approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire de Chaâbi Leasing dont la tenue est prévue le 30 Septembre 2009 ;

[4] Intègre une provision pour impôts différés sur plus-value de fusion de 29 882 681,16 Dh.

- L'obtention des accords de tiers (banques,…) requis pour la réalisation de la fusion et des mainlevées sur les actifs à transférer par Chaâbi Leasing à la Société, le cas échéant.

Du fait de la transmission universelle de son patrimoine à la Société, Chaâbi Leasing se trouvera dissoute de plein droit par le seul fait de la réalisation définitive de la fusion.

Dans le cas où l'une des conditions suspensives ne serait pas réalisée au plus tard le 31 décembre 2009, et sauf à ce que ce dernier délai soit prorogé par accord mutuel écrit des deux sociétés, le traité de fusion sera résolu de plein droit.

Il est en outre prévu, concomitamment à la réalisation de la fusion :

- La conclusion d'une convention de garantie d'actif et de passif relatif à la Société entre la CDG, en qualité de garant, d'une part, et la BCP, en qualité de bénéficiaire, d'autre part ;
- La conclusion d'une convention de garantie d'actif et de passif relatif à Chaâbi Leasing entre la BCP, en qualité de garant, d'une part, et la CDG, en qualité de bénéficiaire, d'autre part ;
- La conclusion d'un pacte d'actionnaires entre la CDG et la BCP destiné à régir leurs relations au sein de la Société. (Cf. partie « Pacte d'actionnaires » page 82) ;
- La conclusion d'un accord de partenariat commercial entre la Société, la BCP et les BPR (cf. Partie perspectives page 159).

A noter que, conformément à l'article 234 de la loi 17-95, la Société et Chaâbi Leasing mettront à la disposition de leurs actionnaires respectifs à leur siège social trente jours au moins avant la date de leurs Assemblées Générales Extraordinaires appelées à se prononcer sur la Fusion prévues le 30 Septembre 2009, les documents suivants :

- Le projet de fusion ;
- Le rapport du Conseil d'Administration ou du Directoire sur l'opération de fusion ;
- Le rapport des Commissaires aux Comptes sur la valorisation et la parité d'échange ;
- Les états de synthèse approuvés ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des deux sociétés ;
- Un état comptable, établi selon les mêmes méthodes et la même présentation que le dernier bilan annuel, arrêté à une date antérieure de moins de trois mois à la date du projet de fusion. L'état comptable présenté par les deux sociétés sera arrêté au 30 juin 2009.

A noter que conformément à l'article 10 du Dahir 1/0070 portant promulgation de la loi 12-96 portant réforme du Crédit Populaire du Maroc tel que modifié et complété par la loi 42-07 du 20 octobre 2008, le Comité Directeur du CPM du 16 juillet 2009 a marqué son accord sur les modalités de mise en œuvre de l'opération de rapprochement entre Chaâbi Leasing et la Société qui sera réalisé par voie de fusion absorption.

Le texte des projets de résolutions, relatives notamment au projet de fusion absorption de Chaâbi Leasing par la Société, qui sera soumis à l'Assemblée générale extraordinaire de la Société le 30 septembre 2009, se présente comme suit :

**Première résolution**

L'Assemblée Générale :

- Après avoir pris connaissance du projet de Traité de Fusion et de ses annexes signés avec Chaâbi Leasing le 14 Juillet 2009, aux termes duquel cette société transmettrait à titre de fusion la totalité de son patrimoine à Maroc Leasing avec effet rétroactif au 1er Janvier 2009 ;

- Et après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration, et des Commissaires aux comptes ;
- Approuve ce Traité, décide la fusion par voie d'absorption de Chaâbi Leasing, prend acte que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de cette société se tenant le même jour statuera sur la présente fusion, constate que les conditions auxquelles était subordonnée la fusion et qui sont mentionnées dans le Projet du Traité de Fusion se trouveront ainsi toutes définitivement remplies ;
- Approuve la transmission universelle du patrimoine de Chaâbi Leasing ainsi que l'évaluation qui en a été faite, la valeur du patrimoine transmis ressortant à 333.438.182 Dirhams au 1er Janvier 2009 ;
- Approuve la rémunération de cette opération, selon un rapport d'échange de treize (13) actions de Maroc Leasing pour onze (11) actions de Chaâbi Leasing, et l'augmentation de capital qui en résulte de 118.181.800 Dirhams assortie d'une prime de fusion de 215.256.382 Dirhams ;
- Décide que la fusion de Maroc Leasing avec Chaâbi Leasing sera définitive à la réalisation de la dernière condition suspensive conformément aux dispositions du Traité de fusion ;
- Confère au Conseil d'Administration et par subdélégation au Directeur Général tous pouvoirs à l'effet de constater la réalisation définitive de cette opération.

**Deuxième résolution**

L'Assemblée Générale :

- Constate que par suite du vote de la résolution qui précède, le capital de la Société est augmenté d'une somme de 118.181.800 Dirhams par la création de 1.181.818 actions de 100 (Cent) Dirhams de valeur nominale chacune, entièrement libérées ; ces 1.181.818 actions nouvelles porteront jouissance au 1er Janvier 2009 et seront entièrement assimilées aux autres actions composant le capital social ;
- Décide que la différence entre la valeur du patrimoine transmis par Chaâbi Leasing (soit 333.438.182 Dirhams) et le montant de l'augmentation de capital (soit 118.181.800 Dirhams) sera inscrite à un compte « Prime de fusion » d'un montant de 215.256.382 Dirhams, sur laquelle porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux.

**Troisième résolution**

En conséquence de la résolution qui précède, et sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, l'Assemblée Générale décide de modifier comme suit l'article 6 des Statuts :

***« Article 6 : Capital Social***

*Le capital social est fixé à la somme de 277.676.800 (Deux Cent Soixante Dix Sept Millions Six Cent Soixante Seize Mille Huit Cents) Dirhams, divisé en 2.776.768 (Deux Millions Sept Cent Soixante Seize Mille Sept Cents Soixante Huit) actions de 100 (Cent) Dirhams de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, intégralement souscrites et libérées de la totalité de leur montant »*

**Quatrième résolution**

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire adopte une nouvelle rédaction des statuts intégrant les modifications issues des dispositions de la Loi n° 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 Mai 2008, ayant modifié la Loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, ainsi que des dispositions du Dahir portant promulgation de

la Loi n° 34-03 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006) relative aux établissements de crédit et organismes assimilés et des textes pris pour son application.

**Cinquième résolution**

L'Assemblée Générale prend acte de la décision du Conseil d'Administration d'opter au mode d'administration de la société dont la fonction de Président du Conseil d'Administration est régie par les dispositions de l'article 74 bis de la Loi n° 17-95 et de la fonction de Directeur Général telle que visée par l'article 67 et suivants de la même loi.

**Sixième résolution**

Consécutivement à la réalisation définitive de la fusion-absorption de Chaâbi Leasing, l'Assemblée Générale décide de recomposer le Conseil d'Administration comme suit :

- L'Assemblée désigne en qualité de nouveaux administrateurs pour une durée de 6 années expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2014 :
  - La Banque Centrale Populaire, représentée par Monsieur Mohamed BELGHAZI
  - Monsieur Aomar YIDAR
  - Monsieur Laidi EL WARDI
  - Monsieur Rachid AGOUMI
- L'Assemblée Générale Extraordinaire ratifie la cooptation par le Conseil d'Administration lors de ses délibérations du 29 Mai 2009 en qualité de nouveaux administrateurs pour une durée de 6 années expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2014 :
  - Monsieur Fouad BENADADA
  - Monsieur Hassan BOUBRIK
- L'Assemblée Générale Extraordinaire prend acte de la démission de Monsieur Mustapha LAHBOUBI de son poste d'Administrateur intervenue lors des délibérations du Conseil d'Administration du 29 Mai 2009, et sa désignation par la Caisse de Dépôt et de Gestion en qualité de représentant permanent auprès du Conseil.

**Septième résolution**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée, pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités où besoin sera.

## II. Objectifs de l'opération de fusion-absorption

La fusion-absorption par la société MAROC LEASING de la société CHAÂBI LEASING, vise à optimiser les performances économiques, accroître la part de marché et renforcer les potentialités financières. Il s'agit d'une fusion-absorption basée sur une réelle synergie dans les structures, les moyens humains, matériels ou financiers et dans la gestion des différents métiers du crédit bail.

Les objectifs de cette fusion absorption résident dans la complémentarité qui caractérise ces sociétés notamment au niveau :

- Du champ d'activité commun ;
- De la couverture de l'ensemble des métiers du crédit bail ;
- Du potentiel de croissance dans un domaine très concurrentiel ;
- De l'amélioration de la productivité en développant les synergies, tant au niveau opérationnel, commercial, financier qu'au niveau du réseau de distribution.

Quatre leviers majeurs sont identifiés et constitueront les gisements de synergies :

- Le couplage du réseau de distribution dense des Banques Populaires Régionales et d'une force de vente performante ;
- L'optimisation du dispositif de distribution en dehors de l'axe Casablanca – Rabat ;
- La diversification du portefeuille clients ;
- Le maintien d'un avantage concurrentiel en termes de maîtrise des risques et de rentabilité.

## III. Présentation de Chaâbi Leasing

Créée le 8 Novembre 1999, la société Chaâbi Leasing est une société Anonyme de capital social égal à 100 000 000 dh réparti en 1 000 000 d'action de valeur nominale de 100 dh. Chaâbi Leasing a pour objet le financement par leasing de toutes opérations mobilières ou immobilières à usage professionnel. Son siège social est établi au 3 Rue d'Avignon à Casablanca. La durée de la société est fixée à 99 ans ; l'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Chaâbi Leasing se situe dans la catégorie société de financement, ce qui lui a conféré un agrément pour réaliser les activités suivantes :

- Financement par voie de crédit-bail ou leasing de tous biens mobiliers ou immobiliers, concernant toutes les activités industrielles, commerciales ou autres ; ces biens étant acquis par la société qui en demeure propriétaire et le locataire ayant la possibilité en fin de contrat de crédit-bail d'acquérir à une date fixée avec le bailleur, tout ou partie des biens loués, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie des versements effectués à titre de loyers ;
- Pratique de la location simple, de la location avec option d'achat de tous biens mobiliers ou immobiliers ;
- Collecte des fonds du public pour une période de deux ans au minimum.

### Historique

Le Groupe Banque Populaire développant son activité dans les métiers de la Banque a créé sa propre filiale spécialisée en leasing en Octobre 1999 avec un capital de 100 Mdh, auquel participe Natixis Lease à hauteur de 10%, la BCP à hauteur de 30% et les différentes BPR à hauteur de 60%.

Il est à préciser que le Groupe Banque Populaire était déjà présent dans Maghrebail dont il détenait 11,8% des actions et droits de vote, et dont il s'est retiré pour se consacrer à sa propre filiale.

La création de Chaâbi Leasing répondait aussi à la complémentarité des produits financiers proposés, il était important pour le Groupe Banque Populaires de se positionner et de développer la synergie autour du réseau le plus étendu du pays, pour fidéliser sa clientèle avec cette formule de financement.

| | |
|---|---|
| 1999 | Création par le Groupe Banque Populaires de sa filiale spécialisée en leasing en octobre 1999, avec un capital social de 100.000.000 DH, dont 10% détenu par Natixis Lease. |
| 1999 | Signature avec le Groupe Banques Populaires de la 1ere convention « BP LEASE » permettant au réseau de commercialiser directement le produit Leasing de Chaâbi Leasing. |
| 2004 | Prise de participation au capital de Chaâbi LLD pour 6 millions de DH (30% du capital de Chaâbi LLD). |
| 2008 | Renforcement de la synergie avec le Groupe Banque Populaire, et révision de la convention. |
| 2009 | Dans le cadre de l'opération de fusion avec Maroc Leasing, la BCP a racheté en avril 2009 les 100 000 parts détenues par Natixis Lease et détient désormais 40% du capital de Chaâbi Leasing. Le Groupe Banques Populaire détient donc depuis 100% de Chaâbi Leasing |
| 2009 | Augmentation de capital à 250Mdh par incorporation des réserves et élévation de la valeur nominale de 100dh à 250dh par action. |

## Actionnariat de Chaâbi Leasing

Le Groupe Banque Populaire est composé du Crédit Populaire du Maroc, de Filiales métiers et de Fondations dédiées. Institué par le Dahir 1/60/262 du 2 février 1961 et désormais régi par la loi 12/96 portant réforme du CPM telle que modifiée et complétée par la loi 42/07 du 20 octobre 2008, le Crédit Populaire du Maroc est un groupement de banques constitué de la Banque Centrale Populaire (BCP) et de11 Banques Populaires Régionales.

Sa mission est de :

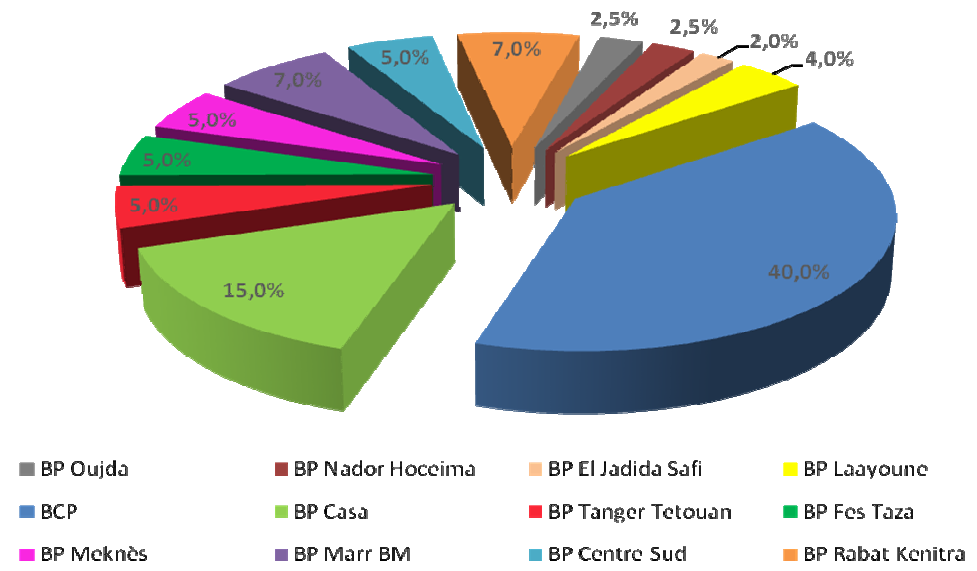
- Favoriser, par différentes formes de financements, l'activité et le développement de la moyenne ou petite entreprise artisanale, industrielle ou de service ;
- Contribuer à la mobilisation de l'épargne et à son investissement au niveau régional, ainsi qu'à la promotion des activités bancaires au niveau local et régional.

## Evolution du capital

Depuis sa création, le capital de Chaâbi Leasing n'a subi aucune modification. Cependant, dans le cadre de la présente Opération, la société Chaâbi Leasing a procédé à deux augmentations de capital, ratifiées par l'Assemblée générale mixte du 15 Juin 2009, comme suit :

- Augmentation de capital à 109.500.000 Dirhams par incorporation de la réserve légale à hauteur de 9.500.000 Dirhams et élévation de la valeur nominale à 109,5 Dirhams ;
- Affectation du report à nouveau en réserves facultatives à hauteur de 59.159.933,09 Dirhams ;
- Distribution d'un dividende exceptionnel de 140.500.000 Dirhams par prélèvement sur les réserves facultatives ;
- Augmentation de capital d'un montant de 140.500.000 Dirhams pour le porter à 250.000.000 Dh par élévation de la valeur nominale de l'action de 109,5 à 250 Dirhams, à libérer par compensation avec les créances issues de la distribution du dividende exceptionnel.

## Répartition du capital au 30 juin 2009




*Source : Chaâbi Leasing*

| Actionnaires | Nombre d'actions détenues | % Capital | Nb de droits de vote détenus | % Droits de vote |
|---|---|---|---|---|
| Banque Centrale Populaire | 400 000 | 40,0% | 400 000 | 40,0% |
| BPR Casablanca | 150 000 | 15,0% | 150 000 | 15,0% |
| BPR Tanger-Tétouan | 50 000 | 5,0% | 50 000 | 5,0% |
| BPR Fès -Taza | 50 000 | 5,0% | 50 000 | 5,0% |
| BPR Mèknes | 50 000 | 5,0% | 50 000 | 5,0% |
| BPR Marrakech - Beni Mellal | 70 000 | 7,0% | 70 000 | 7,0% |
| BPR Centre Sud | 50 000 | 5,0% | 50 000 | 5,0% |
| BPR Rabat - Kénitra | 70 000 | 7,0% | 70 000 | 7,0% |
| BPR Oujda | 25 000 | 2,5% | 25 000 | 2,5% |
| BPR Nador - EL Hoceima | 25 000 | 2,5% | 25 000 | 2,5% |
| BPR El Jadida - SAFI | 20 000 | 2,0% | 20 000 | 2,0% |
| BPR Laayoune | 40 000 | 4,0% | 40 000 | 4,0% |
| **Total** | **1 000 000** | **100,0%** | **1 000 000** | **100,0%** |

Pour les besoins de l'opération, les différentes BPR ont prévu de céder de façon irrévocable leur participation dans Chaâbi Leasing à la BCP en date du 25 septembre 2009. Les conseils de Surveillance des différentes BPR devront acter cette cession le 15 septembre 2009 et le comité directeur du CPM entérinera la dite cession le 25 septembre 2009.

## Organes de gestion de Chaâbi Leasing : Conseil de Surveillance et Directoire

La composition du Conseil de Surveillance de Chaâbi Leasing se présente comme suit :

| Actionnaire Représenté | Représentant | Qualité | Date Début mandat | Date Fin mandat |
|---|---|---|---|---|
| Banque Centrale Populaire | BENCHAABOUN Mohamed | Président | févr-2008 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Centrale Populaire | BELGHAZI Mohamed | Vice Président | juin-2008 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Centrale Populaire | YIDAR Aomar | Membre | févr-2008 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Centrale Populaire | AGOUMI Rachid | Membre | févr-2008 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Populaire de Casablanca | AMAHZOUNE Hassan | Membre | mai-2005 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Populaire de Tanger -Tétouan | BENJELOUN Nourredine | Membre | juin-2007 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Populaire de Meknès | TRACHEN Abdelaziz | Membre | mai-2005 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Populaire du Centre Sud | BENHMAD ELbachir | Membre | juin-2007 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Populaire de Marrakech -BeniMellal | BELKZIZ Mohamed | Membre | juin-2009 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Populaire d'Oujda | BENDRISS Abdelkhalek Ahmed | Membre | juin-2007 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |
| Banque Populaire de Rabat - Kénitra | ASSALHI Ahmed | Membre | mai-2005 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010 |

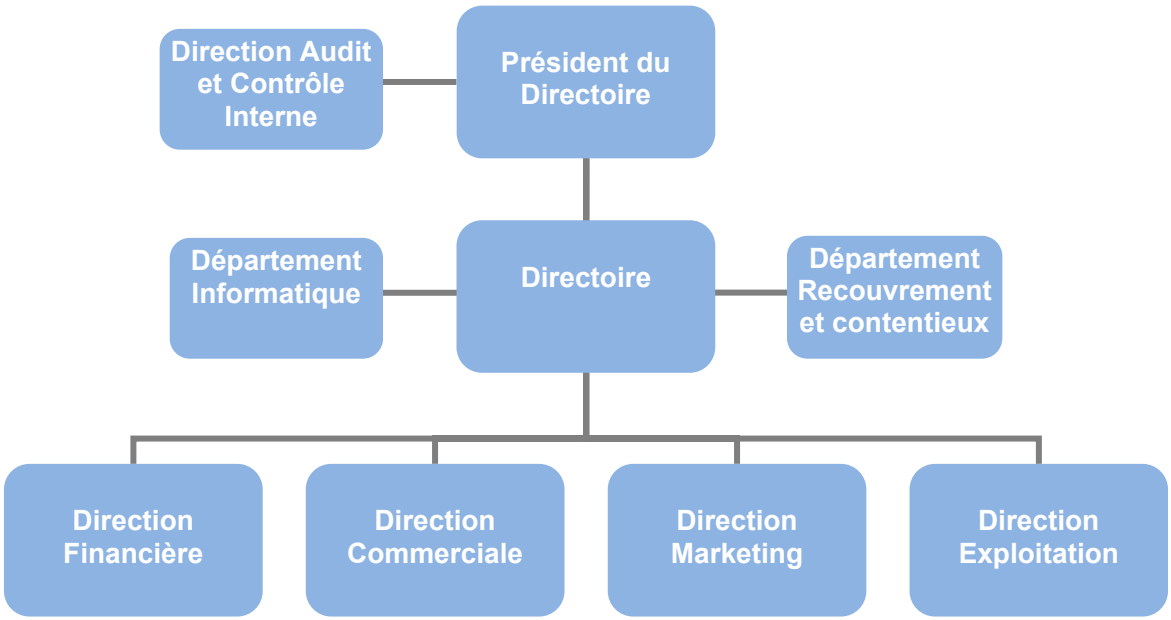
*Source : Chaâbi Leasing*

La composition du Directoire de Chaâbi Leasing se présente comme suit :

| NOM | Qualité | Date renouvellement mandat | Date Fin mandat |
|---|---|---|---|
| BOUTALEB Aziz | Président | févr-08 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2009 |
| LADID Mohamed | Membre | févr-08 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2009 |
| NASSAFI Mohamed | Membre | févr-08 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2009 |
| BAKKALI Amal | Membre | févr-08 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2009 |

*Source : Chaâbi Leasing*

## Organigramme fonctionnel de Chaâbi Leasing




*Source : Chaâbi Leasing*

### *Direction financière*

La Direction Financière a pour mission la gestion des ressources humaines en veillant au respect de la réglementation en vigueur et le suivi des moyens généraux de la société. Elle a aussi pour fonctions la supervision de la comptabilité, la gestion de la trésorerie et des besoins de refinancement, le contrôle de gestion, la préparation des budgets prévisionnels ainsi que le suivi des créances de la société, le recouvrement des créances douteuses et compromises ainsi que la transmission de celles contentieuses au département juridique et contentieux.

### *Direction Commerciale*

La Direction Commerciale a pour mission l'élaboration et la mise en place de la politique commerciale de la société sur la base des orientations stratégiques décidées par la Direction Générale. Elle assure l'étude et le suivi des dossiers de crédit en animant et coordonnant l'équipe commerciale et le suivi des tableaux de bord des financements réalisés.

### *Direction Marketing*

La Direction Marketing a pour mission la mise en œuvre de la stratégie globale de communication en collaboration avec la Direction commerciale et Directoire. La coordination avec les autres cellules de la société, le suivi de la communication externe et interne (image de marque, communication institutionnelle, marketing direct développement de la qualité des prestations, développement produits et formation) .Communication des statistiques et suivi des reportings adressés à la BCP.

### *Direction Exploitation*

La Direction exploitation a pour mission de veiller à l'application des décisions du comité interne de crédit, confectionner et délivrer les actes de gestion (contrats bons de commande suivre les opérations de crédit bail immobilier).Veiller à la couverture des risques opérationnels par des mesures de contrôle adéquats, gérer les différentes relances clients et fournisseurs. Etablissement des rapports de gestion hebdomadaires.

## Indicateurs d'activités de Chaâbi Leasing

| Indicateurs d'activité des 3 derniers exercices | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| en Kdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
| Production | CBM | 981 922 | 1 165 584 | 18,7% | 1 250 471 | 7,3% | 12,8% |
| | CBI | 85 911 | 112 624 | 31,1% | 172 879 | 53,5% | 41,9% |
| | total | **1 067 833** | **1 278 208** | **19,70%** | **1 413 155** | **10,6%** | **15,1%** |
| Encours net comptable | CBM | 1 772 291 | 2 123 895 | **19,8%** | 2 440 611 | **14,9%** | **17,4%** |
| | CBI | 443 911 | 498 580 | **12,3%** | 597 064 | **19,8%** | **16,0%** |
| | total | **2 216 202** | **2 622 475** | **18,3%** | **3 037 675** | **15,8%** | **17,1%** |
| part de marché* | CBM | 11,0% | 11,4% | **0,4pts** | 10,6% | **-0,8pts** | |
| | CBI | 5,3% | 5,1% | **-0,2pts** | 6,8% | **1,7pts** | |
| | total | **10,1%** | **10,3%** | **0,2 pts** | **9,8%** | **-0,5pts** | |

*Source : Chaâbi Leasing*
** part de marché en terme de production annuelle*

La production de Chaâbi Leasing affiche en 2007 un nette croissance de 19,7% par rapport à 2006, supérieure à celle du secteur qui atteind 18,2%. Bien que la croissance CBI de Chaâbi Leasing compte 5,7 points de moins que celle du secteur, elle augmente de 31,1% et atteint 112,6 Mdh. Il est à noter que l'encours net comptable des CBI augmente de 12,3%, et celui des CBM de 14,9%.

En 2008, la production de Chaâbi Leasing affiche des performances inférieures à celles du secteur. En effet, la croissance de ce dernier est de 15,3% alors que la société présente une croissance de 10,6%. Cela s'explique par des résultats sur le segment des CBM (+7,3%), dont la croissance est deux moins importante que celle du marché (+15,3%). Cependant, Chaâbi Leasing affiche en 2008 une croissance exceptionnelle sur le marché des CBI, avec une augmentation de +53,5% de la production, alors que le secteur réalise seulement +14,2%.

Sur ces trois derniers exercices, la part de marché en terme de production de Chaâbi Leasing reste stable aux alentours de 10%.

## Indicateurs financiers de Chaâbi leasing

| Indicateurs financiers | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
| Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 836 626 | 1 020 079 | 21,9% | 1 163 456 | 14,1% | 17,9% |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 687 756 | 838 103 | 21,9% | 965 627 | 15,2% | 18,5% |
| Résultat des opérations de crédit bail | 148 870 | 181 976 | 22,2% | 197 829 | 8,7% | 15,3% |
| **Marge d'intérêt** | **-78 443** | **-94 452** | **-20,7%** | **-108 124** | **-14,5%** | **-17,4%** |
| **Produit net bancaire** | **70 416** | **87 416** | **24,1%** | **89 557** | **2,4%** | **12,8%** |
| **Charges générales d'exploitation** | **16 380** | **16 305** | **-0,5%** | **17 916** | **9,9%** | **4,6%** |
| **Coefficient d'exploitation** | **23,3%** | **18,7%** | **-4,6pts** | **20,0%** | **1,3pts** | |
| **Résultat net de l'exercice** | **31 636** | **40 080** | **26,7%** | **45 374** | **13,2%** | **19,8%** |

*Source : Chaâbi Leasing*

Chaâbi Leasing présente de bons indicateurs financiers pour l'année 2007. Le résultat des opérations de crédit-bail affiche une croissance de +22,2%. Le PNB croît de +24,1% en réalisant 87,4 Mdh malgré une marge d'intérêt à -94,5 Mdh en baisse de 20,7%par rapport à 2006 et ce du fait du refinancement de la production croissante.

Les charges générales d'exploitation restent au même niveau de 2006. Le coefficient d'exploitation baisse de 4,6 pts par rapport à 2006 pour s'établir à 18,7% ;

Ainsi, Chaâbi Leasing réalise un résultat net de 40 Mdh en 2007, soit +26,7% par rapport à 2006.

En 2008, la croissance est toujours au constatée mais moins soutenue. En effet, le résultat des opérations de crédit-bail présente une croissance de +8,7% atteignant 197 Mdh. L'indicateur le plus significatif est le PNB qui s'établit à 89 Mdh, en croissance 2,5% par rapport à 2007, malgré une marge d'intérêt à -108 Mdh en baisse de 14,5% par rapport à 2006 et ce du fait du refinancement de la production croissante.

D'autre part, les charges d'exploitation augmentent d'environ 10% ce qui limite le résultat net de l'exercice 2008 à 45 Mdh, en progression de 13,3% par rapport à 2007. Le coefficient d'exploitation augmente de 1,3 pts par rapport à 2007 pour s'établir à 20%.

## Créances en souffrance

Le tableau suivant présente les créances en souffrance de Chaâbi Leasing sur la période 2006-2008.

| Créances en souffrance | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
| Créances en souffrance | 36 134 | 32 793 | -9,2% | 29 555 | -9,9% | -9,6% |
| Taux de créances en souffrance | 1,6% | 1,2% | -23,0% | 1,0% | -22,3% | -22,7% |
| Cumul des provisions | 17 620 | 19 353 | 22,2% | 18 657 | 8,7% | 2,9% |
| **Taux de couverture** | **48,8%** | **59,0%** | **24,1%** | **63,1%** | **2,4%** | 13,8% |

*Source : Chaâbi Leasing*

Chaâbi Leasing dispose d'un portefeuille client où les créances en souffrance se situent aux alentours de 1% de l'encours financier.

En 2007, Chaâbi Leasing affiche une diminution des créances en souffrance de -9,2% et qui atteignent 32,8 Mdh. D'autre part, le cumul des provisions augmente de 22,2% permettant d'afficher un taux de couverture de 59%.

En 2008, le montant des créances en souffrance reste semsiblement le même, tout comme le de taux de créances en souffrance qui stagne aux alentours de 1%. Le cumul des provisions atteint 18 Mdh et le taux de couverture dépasse 63%.

A noter qu'en 2008, 20,07% de l'encours de la société est couvert par des cautions bancaires de la BCP et des BPR. D'autre part, 70% de ces cautions est motivé par le respect du coefficient de division de risque de la société.

Chaâbi Leasing dispose d'un portefeuille client de qualité comme le démontre le taux de créances en souffrance. Cela explique les taux de couverture inférieurs à 70% de Chaâbi Leasing.

## Structure de refinancement

Pour ses besoins de refinancement, la société Chaâbi leasing a recours à trois modes de refinancement qui sont respectivement le découvert, le spot et le CMT. La production de l'année est financée dans un premier temps, pour des considérations de flexibilité, par découverts bancaires et spots. Ces concours bancaires sont transformés en lignes CMT en fin d'année.

| En Kdh | 2006 | 2007 | Var | 2008 | Var | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 995 067 | 2 443 422 | *22,5%* | 3 031 682 | *24,1%* | *23,3%* |
| *Pourcentage total bilan* | *87,4%* | *87,4%* | *0 pts* | *88,6%* | *1,2 pts* | |
| Dépôt de la clientèle | 1 194 | 2 467 | *106,6%* | 2 259 | *-8,4%* | *37,5%* |
| **Refinancement externe** | **1 996 261** | **2 445 889** | ***22,5%*** | **3 033 941** | ***24,0%*** | ***23,3%*** |

*Source : Chaâbi Leasing*

Le poste dettes envers les établissements de crédit est constitué d'emprunts contractés auprès d'entité du Groupe CPM (BCP et BPR) dont l'encours à fin 2008 est de 2,6 Gdh ,soit 86% des

dettes bancaires, ainsi que de deux lignes de financement d'un montant de 200Mdh chacune auprès de la BMCE et de la SGMB. Les emprunts de Chaâbi Leasing ont été contractés à des taux oscillant entre 5,5% et 4,14%.

| En Kdh | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|---|---|---|
| Intérêts sur découvert | 1 343 | 8 016 | 8 534 |
| Intérêts sur spot | 13 546 | 14 127 | 20 389 |
| Intérêts sur CMT | 72 924 | 82 764 | 88 929 |
| **Intérêts de refinancement** | **87 831** | **104 907** | **117 852** |
| Encours moyen CMT | 1 412 609 | 1 663 391 | 2 014 221 |
| **Coût moyen de refinancement** | **5,16%** | **4,98%** | **4,42%** |

*Source : Chaâbi Leasing*

Entre 2006 et 2008, la baisse du taux moyen de refinancement est due principalement à :

- l'écoulement des encours des anciennes lignes de CMT dont le taux de refinancement est compris entre 5,5% et 4,86% ;
- la contribution de nouvelles lignes CMT avantageuses accordées en 2007 par les BPR à un taux de 4,14% dont l'encours à fin 2008 est de 1,3Mdh.

## Marge d'intermédiation

| En % | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux de placement moyen de l'encours[5] | 7,64% | 8,09% | +45 pb | 7,79% | -30pb |
| Taux de refinancement moyen de l'encours[6] | 5,16% | 4,98% | -18 pb | 4,42% | -56 pb |
| **Marge d'intermédiation[7]** | **2,48%** | **3,11%** | 63 pb | **3,37%** | 26 pb |

*Source : Chaâbi Leasing*

La marge d'intermédiation de Chaâbi Leasing est en hausse sur la période 2006-2008 et grâce à l'effet combiné de la hausse du taux de placement de l'encours (+15 pb) et de la baisse du taux de refinacement (-72 pb).

[5] Le Taux de placement moyen de l'encours correspond au taux de sortie moyen des crédits distribués par Chaâbi Leasing.

[6] Le Taux de refinancement moyen de l'encours correspond au coût moyen des ressources financières (dettes bancaires).

[7] La marge d'intermédiation correspond au différentiel entre le taux de placement et le taux de refinancement

## Répartition de la production de Chaâbi Leasing en fonction du type des segments

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la production totale de Chaâbi Leasing en fonction des segments :

| Evolution de la production totale en fonction des segments | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (en Kdh) | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
| Production totale | Nombre de dossiers | 1 778 | 1 783 | 0,3% | 1 480 | -17,0% | -8,8% |
| | Montant global | 1 067 833 | 1 278 207 | 19,7% | 1 413 155 | 10,6% | 15,0% |
| | Moyenne par dossier | 1624 | 2343 | 44,3% | 2 692 | 14,9% | 28,8% |
| CBM | Nombre de dossiers | 1 746 | 1 755 | 0,5% | 1 444 | -17,7% | -9,1% |
| | Montant global | 981 922 | 1 165 584 | 18,7% | 1 250 471 | 7,3% | 12,8% |
| | Moyenne par dossier | 562 | 664 | 18,1% | 866 | 30,4% | 24,1% |
| CBI | Nombre de dossiers | 32 | 28 | -12,5% | 36 | 28,6% | 6,1% |
| | Montant global | 85 911 | 112 623 | 31,1% | 162 684 | 44,5% | 37,6% |
| | Moyenne par dossier | 2 685 | 4 022 | 49,8% | 4 519 | 12,4% | 29,7% |

*Source : Chaâbi Leasing*

En 2008, Chaâbi Leasing affiche une croissance de 10,6% par rapport à 2007. Bien que les opérations réalisées en 2008 portent sur 1480 dossiers (-17%), elles ont engendré 1 413 155 Kdh contre 1 278 207 Kdh en 2007, soulignant l'accroissement de la valeur moyenne par dossier. Cette croissance est stimulée par l'augmentation de l'activité des contrats CBI (+44,5%) et par l'augmentation du montant moyen des contrats CBM (+30,4%). Ainsi, la croissance de l'entreprise sur le segment CBI déjà important en 2007 (+31,1%), est renforcée en 2008.

Sur 3 exercices, la production globale de Chaâbi Leasing affiche un taux de croissance annuel moyen de 15% ventilé de la façon suivante :

- Taux de croissance annuel moyen des CBM sur la période : 12,8% ;
- Taux de croissance annuel moyen des CBI sur la période : 37,6%.

## Répartition de la production de Chaâbi Leasing en fonction du type de bien financé

Le tableau ci-dessous présente la répartition de la production totale en fonction du type d'équipement financé :

| Type d'equipement | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (en Kdh) | déc-06 | déc-07 | Δ% | Déc-08 | Δ% | % de la prod 2008 | TCAM |
| Machines et équip. Ind. | 144 781 | 140 226 | -3,1% | 206 888 | 47,5% | 14,6% | 19,5% |
| Ord, matériel de bureau | 58 479 | 43 557 | -25,5% | 66 460 | 52,6% | 4,7% | 6,6% |
| Véhicules industriels | 295 494 | 441 365 | 49,4% | 496 306 | 12,4% | 35,1% | 29,6% |
| Voitures de tourisme | 213 538 | 239 760 | 12,3% | 170 835 | -28,7% | 12,1% | -10,6% |
| Matériel BTP | 195 102 | 206 028 | 5,6% | 228 397 | 10,9% | 16,2% | 8,2% |
| Divers[8] | 57 862 | 74 065 | 28,0% | 68 796 | -7,1% | 4,9% | 9,0% |
| Matériel médical | 16 665 | 20 583 | 23,5% | 12 789 | -37,9% | 0,9% | -12,4% |
| Bien Immobilier | 85 912 | 112 623 | 31,1% | 162 684 | 44,5% | 11,5% | 37,6% |
| **TOTAL** | **1 067 833** | **1 278 207** | **19,7%** | **1 413 155** | **10,6%** | **100,0%** | 15,0% |

*Source : Chaâbi Leasing*

[8] Matériel spécifique non classé dans une des rubriques.

En 2008, Chaâbi Leasing affiche une croissance de +10,6% essentiellement due aux performances significatives des segments d'équipements suivants:

- Ordinateur, matériels de bureau : +52,6%
- Machines et équipements industriels : +47,5%
- Bien immobilier : +44,5%

Il est à noter que trois segments affichent un recul de leur activité :

- Matériel médical : -37,9%
- Voitures de tourisme : -28,7%
- Divers : -7,1%

En 2008, le matériel roulant représente environ 50% de la production globale de Chaâbi Leasing avec 35,1% en véhicules industriels. Les Machines et équipements industriels représentent 14,6% et le matériel BTP 16,2%.
Sur la période 2006-2008, le plus fort taux de croissance annuel moyen est à attribuer aux biens immobiliers avec 37,6% du fait du développement de l'activité CBI, suivi par le segment Véhicules industriels avec 29,6%.

## Répartition de la production par secteur

Le tableau ci-dessous illustre la répartition de la production de Chaâbi Leasing en fonction des secteurs financés :

| REPARTITON DE LA PRODUCTION PAR SECTEUR | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (Kdh) | Déc-06 | déc-07 | Δ% | déc-08 | Δ% | % de la prod 2008 | TCAM |
| Services | 274 005 | 275 663 | 0,6% | 294 306 | 6,8% | 20,8% | 3,6% |
| Construction | 290 813 | 370 743 | 27,5% | 413 673 | 11,6% | 29,3% | 19,3% |
| Transports & communication | 107 761 | 187 286 | 73,8% | 253 967 | 35,6% | 18,0% | 53,5% |
| Industrie | 176 116 | 189 612 | 7,7% | 176 858 | -6,7% | 12,5% | 0,2% |
| Négoce | 209 188 | 241 957 | 15,7% | 260 912 | 7,8% | 18,5% | 11,7% |
| Divers[9] | 9 950 | 12 946 | 30,1% | 13 439 | 3,8% | 1,0% | 16,2% |
| **TOTAL** | **1 067 833** | **1 278 207** | **19,7%** | **1 413 155** | **10,6%** | **100,0%** | 15,0% |

*Source : Chaâbi Leasing*

En 2008, Chaâbi Leasing affiche une croissance dans tous les secteurs excepté celui de l'industrie, avec une récession de -6,7% par rapport à 2007. Le secteur des transports et communication reste porteur avec une croissance de +35,6% sur l'année.

Ce tableau illustre la présence quasi homogène de Chaâbi Leasing dans tous les secteurs, sauf sur le segment divers.

Il est à noter que le taux de croissance annuel moyen sur cette période 2006-2008 est satisfaisant. En effet, Chaâbi Leasing affiche un TCAM de 15% grâce notamment au secteur

[9] Agriculture, pêche, aquaculture

des transports et communications dont le Taux de croissance annuel moyen sur cette même période atteint 53,5%.

### Répartition de la production totale en fonction de la zone géographique

Le tableau ci-dessous illustre la production totale de Chaâbi Leasing en fonction de la zone géographique :

| VENTILATION DE LA PRODUCTION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | %prod 2008 |
| Casablanca | 514 240 | 473 603 | -7,9% | 623 160 | 31,6% | 44,1% |
| Est & Oriental | 260 021 | 321 618 | 23,7% | 259 593 | -19,3% | 18,4% |
| Nord | 83 805 | 68 153 | -18,7% | 74 123 | 8,8% | 5,2% |
| Ouest | 44 897 | 61 366 | 36,7% | 79 697 | 29,9% | 5,6% |
| Sud | 164 870 | 353 467 | 114,4% | 376 582 | 6,5% | 26,6% |
| **Total** | **1 067 833** | **1 278 207** | **19,7%** | **1 413 155** | **10,6%** | **100,0%** |

*Source : Chaâbi Leasing*

La production de Chaâbi Leasing est principalement concentrée sur la ville de Casablanca. En effet, la société Chaâbi Leasing réalise 44,1% de sa production, et sa meilleure performance de 2008, soit 31,6%.

### Répartition de la production totale en fonction du circuit de distribution

Le tableau ci-dessous ventile la production totale de la société en fonction du réseau de distribution :

| VENTILATION DE LA PRODUCTION 2006 PAR LE RESEAU DE DISTRIBUTION | | | | |
|---|---|---|---|---|
| en Kdh | CBM | CBI | Total | % |
| Réseau BP | 349 326 | 16 215 | 365 541 | 34,2% |
| Direct (commerciaux) | 603 211 | 69 177 | 672 388 | 63,0% |
| Prescripteurs | 29 385 | 519 | 29 904 | 2,8% |
| **Total** | **981 922** | **85 911** | **1 067 833** | **100,0%** |

| VENTILATION DE LA PRODUCTION 2007 PAR LE RESEAU DE DISTRIBUTION | | | | |
|---|---|---|---|---|
| en Kdh | CBM | CBI | Total | % |
| Réseau BP | 543 824 | 37 075 | 580 899 | 45,5% |
| Direct (commerciaux) | 598 065 | 75 349 | 673 414 | 52,7% |
| Prescripteurs | 23 695 | 200 | 23 895 | 1,9% |
| **Total** | **1 165 584** | **112 624** | **1 278 208** | **100,0%** |

| VENTILATION DE LA PRODUCTION 2008 PAR LE RESEAU DE DISTRIBUTION | | | | |
|---|---|---|---|---|
| en Kdh | CBM | CBI | Total | % |
| Réseau BP | 532 238 | 49 114 | 581 352 | 40,8% |
| Direct (commerciaux) | 703 345 | 113 801 | 817 146 | 57,4% |
| Prescripteurs | 14 888 | 9 964 | 24 852 | 1,8% |
| **Total** | **1 250 471** | **172 879** | **1 423 350** | **100,0%** |

*Source Chaâbi Leasing*

Entre 2006 et 2008, la production de Chaâbi Leasing s'est principalement appuyée sur la force de vente et le réseau BPR. Ainsi, la participation du réseau BPR est passée de 34,2% en 2006 à 40,8% en 2008 et ce du fait de la mise en place de synergie réelle liée à la convention BP Lease liant les BPR à Chaâbi Leasing et du renforcement de la cohésion Groupe.

## IV. Montant de l'Opération

Dans le cadre de l'opération de fusion absorption, la Société envisage d'augmenter son capital pour un montant de 333 438 182 Dh, prime de fusion incluse, par l'émission de 1 181 818 actions de 100 Dh chacune au prix de 282,14 Dh l'action, soit une prime de fusion unitaire de 182,14 Dh.

## V. Renseignements relatifs aux titres à émettre

| | |
|---|---|
| Nature des titres | Les Actions de Maroc Leasing sont toutes de même catégorie |
| Forme juridique | Les actions seront toutes au porteur. Les actions de la Société seront entièrement dématérialisées et inscrites en compte chez Maroclear. |
| Nombre de titres à émettre | 1 181 818 actions |
| Prix d'émission | 282,14 Dhs par action |
| Valeur Nominale | 100 Dhs par action |
| Prime de Fusion | Les actions seront émises avec une prime de fusion de 182,14 Dhs par action |
| Date de jouissance | 1er janvier 2009 |
| Libération des titres | Les actions émises seront entièrement libérées et libres de tout engagement |
| Ligne de cotation | 1ère ligne |
| Négociabilité des titres | Les actions émises sont librement négociables |
| Cotation des nouveaux titres | Les actions issues de la présente augmentation de capital seront entièrement assimilées aux actions déjà existantes, cotées en 1ère ligne, quant à leurs droits et obligations |
| Droits rattachés | Toutes les actions (anciennes et nouvelles) bénéficieront des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donnera droit à un droit de vote lors de la tenue des Assemblées. |

# VI. Eléments d'appréciation du prix d'émission

## VI.1. Méthodes d'évaluation utilisées pour la détermination du Rapport d'échange

La démarche adoptée pour la détermination du prix d'émission des nouvelles actions de la Société dans le cadre de la présente Opération est exclusivement fondée sur la méthode des multiples.

Néanmoins pour les besoins de la négociation, d'autres méthodes de valorisation ont été réalisées à fin 2007 et se basent essentiellement sur la valeur patrimoniale et sur l'actualisation des cash disponibles pour l'actionnaire après dotation aux ratios réglementaires des sociétés Maroc Leasing et Chaâbi Leasing.

### Méthodes patrimoniales

#### Rappel méthodologique

Les méthodes patrimoniales retenues permettent d'appréhender le Goodwill d'une banque. Celui-ci traduit la valeur des actifs incorporels tels le savoir-faire (know-how), l'expérience, la clientèle et la notoriété.

Ces facteurs restent difficiles à évaluer en soi. Par contre, chacun amène une valeur supplémentaire à la banque : un capital productif. La valorisation de la banque est alors égale à son actif net comptable corrigé (ANCC) augmenté du Goodwill.

**Valorisation** = ANC+ Gw

Selon ces méthodes, le Goodwill est calculé comme tel :

- **Pour la méthode des praticiens bancaires** : le goodwill est égal à la moyenne pondérée des moyennes de PNB, de dépôts à terme et à vue, de bénéfices bruts des trois dernières années et du résultat net moyen des trois derniers exercices capitalisé au coût des fonds propres ;
- **Pour la méthode de l'Enregistrement** : le goodwill est égal à la moyenne pondérée des dépôts à terme et à vue à fin 2007, de la moyenne des PNB des trois dernières années et du résultat net moyen des trois derniers exercices capitalisé au coût des fonds propres ;
- **Pour la méthode du Crédit Lyonnais** : le goodwill est égal à la moyenne pondérée des moyennes des dépôts à terme et à vue sur les trois derniers exercices, de la moyenne des PNB des trois dernières années et du résultat net moyen des trois derniers exercices capitalisé au coût des fonds propres ;
- **Pour la méthode du l'Office Central des Banques Privées (OCBP)** : le goodwill est égal à la moyenne pondérée des dépôts à terme et à vue à fin 2007et du résultat net moyen des trois derniers exercices.

## Calcul du taux d'actualisation

Pour Chaâbi Leasing :

| Indicateur | Valeur | Explication |
|---|---|---|
| Taux sans risque | 4,29% | Taux secondaire 5 ans : compte tenu de l'absence de levée du trésor sur cette échéance, le taux primaire n'est plus considéré comme un référent de marché. |
| Beta secteur du Leasing | 0,437 | Béta endetté calculé sur la base des bétas des sociétés du secteur cotées à la bourse des valeurs de Casablanca. |
| Beta endetté | 0,394 | Beta reflétant la structure financière de la société |
| Prime de risque | 7,71% | Rentabilité des Fonds propres des sociétés cotées retraitée des extrêmes (12%) – Taux sans risque. |
| % Fonds Propres | 8,64% | Au 31 décembre 2007. |
| **Taux Capitaux Propres** | **7,33%** | |
| Coût de la dette | 4,6% | Coût moyen pondéré de la dette à fin 2007. |
| Taux d'IS | 37% | |
| % de dette | 91,36% | Au 31 décembre 2007. |
| **Taux dette nette** | **2,8%** | |
| **Taux d'actualisation** | **7,5%** | |

Pour Maroc Leasing

| Indicateur | Valeur | Explication |
|---|---|---|
| Taux sans risque | 4,29% | Taux secondaire 5 ans : compte tenu de l'absence de levée du trésor sur cette échéance, le taux primaire n'est plus considéré comme un référent de marché. |
| Beta endetté | 0,618 | Beta de Maroc Leasing sur les 5 dernières années |
| Prime de risque | 7,71% | Rentabilité des Fonds propres des sociétés cotées retraitée des extrêmes (12%) – Taux sans risque. |
| % Fonds Propres | 10% | Au 31 décembre 2007. |
| **Taux Capitaux Propres** | **9,05%** | |
| Coût de la dette | 4,7% | Coût moyen pondéré de la dette à fin 2007. |
| Taux d'IS | 37% | |
| % de dette | 90% | Au 31 décembre 2007. |
| **Taux dette nette** | **2,9%** | |
| **Taux d'actualisation** | **7,76%** | |

## Synthèse des valorisations patrimoniales

Pour Chaâbi Leasing

**Actif Net Comptable Corrigé à fin 2007**

| En milliers de dirhams | ANCC au 31/12/07 |
|---|---|
| **ACTIF** | |
| **ACTIF** | **31/12/2007** |
| Valeurs en caisse, Banque centrales, Trésor public, SCP | 0 |
| Créances sur les EC et assimiles | 24 271 |
| Créances sur la clientèle | 3261 |
| Créances acquises par affacturage | 0 |
| Opérations Diverses | 123 178 |
| Autres Actifs | 0 |
| Titres de Participation et emplois ass. | 6 153 |
| Immo. données en crédit-bail en location | 2 640 297 |
| Immobilisations corporelles | 1 565 |
| **Total actif** | **2 798 725** |
| **PASSIF EXIGIBLE** | |
| Provision pour risques et charges | 113 |
| Comptes d'associés | 0 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 0 |
| Créditeurs divers | 2 566 359 |
| Trésorerie passive | 1 565 |
| **Total Passif exigible et provisions** | **2 568 037** |
| **Actif net** | **230 688** |

| Eléments CPC | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|---|---|---|
| PNB | 61 386 | 70 416 | 87 451 |
| RAI | 40 444 | 48 796 | 69 833 |
| RN | 26 237 | 31 636 | 42 147 |

| Total Dépôts | | 2 005 | 2 006 | 2 007 |
|---|---|---|---|---|
| **A Vue (AV)** | | **67 401** | **225 837** | **4 494** |
| **A Terme (AT)** | | **1 908** | **1 194** | **2 467** |
| | ***Dont Dépôts clientèle*** | | | |
| | *AV* | 0 | 0 | 0 |
| | *AT* | 1 908 | 1 194 | 2 467 |
| | ***Dont TCN*** | | | |
| | *AV* | 0 | 0 | 0 |
| | *AT* | 0 | 0 | 0 |
| | ***Dont Dettes envers les EC*** | | | |
| | *AV* | 67 401 | 225 837 | 4 494 |
| | *AT* | 1 590 000 | 1 769 231 | 2 438 929 |

| *en Mdh* | 2005 | 2006 | 2007 | Moyenne | Coeff. de pond. | Montant pondéré |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Méthode des praticiens bancaires** | | | | | | |
| Moyenne du "PNB" sur les trois derniers exercices | 61 386 | 70 416 | 87 451 | 73 084 | 80% | 58 467 |
| Moyenne des dépôts à vue sur trois ans | 67 401 | 225 837 | 4 494 | 99 244 | 10% | 9 924 |
| Moyenne des dépôts à terme sur trois ans | 1 908 | 1 194 | 2 467 | 1 856 | 5% | 93 |
| Moyenne des bénéfices bruts des trois derniers exercices | 40 444 | 48 796 | 69 833 | 53 024 | 80% | 42 419 |
| RN moyen des trois derniers exercices capitalisé au coût des FP | 26 237 | 31 636 | 42 147 | 33 340 | 13,64 | 454 776 |
| **Moyenne** | | | | | | 113 136 |

| *En Mdh* | 2005 | 2006 | 2007 | Moyenne | Coeff. de pond. | Montant pondéré |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Méthode de l'enregistrement** | | | | | | |
| Dépôts à fin décembre 2007 | 69 309 | | | 69 309 | 10% | 6 931 |
| Moyenne du "PNB" sur les trois derniers exercices | 61 386 | 70 416 | 87 451 | 73 084 | 80% | 58 467 |
| RN moyen des trois derniers exercices capitalisé au coût des FP | 26 237 | 31 636 | 42 147 | 33 340 | 13,64 | 454 776 |
| **Moyenne** | | | | | | 173 392 |

| *en Mdh* | 2005 | 2006 | 2007 | Moyenne | Coeff. de pond. | Montant pondéré |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Méthode du Crédit Lyonnais** | | | | | | |
| Moyenne des dépôts des trois exercices | 69 309 | 227 031 | 6 961 | 101 100 | 5% | 5 055 |
| Moyenne du "PNB" sur les trois derniers exercices | 61 386 | 70 416 | 87 451 | 73 084 | 10% | 7 308 |
| Moyenne des bénéfices bruts des trois derniers exercices | 40 444 | 48 796 | 69 833 | 53 024 | 80% | 42 419 |
| RN moyen des trois derniers exercices capitalisé au coût des FP | 26 237 | 31 636 | 42 147 | 33 340 | 13,64 | 454 776 |
| **Moyenne** | | | | | | 127 390 |

| *en Mdh* | 2005 | 2006 | 2007 | Moyenne | Coeff. de pond. | Montant pondéré |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Méthode de l'Office Central des Banques Privées (OCBP) | | | | | | |
| Dépôts à vue à fin décembre 2007 | 67 401 | | | 67 401 | 5% | 3 370 |
| Dépôts à terme à fin décembre 2007 | 1 908 | | | 1 908 | 8% | 153 |
| RN moyen des trois derniers exercices | 26 237 | 31 636 | 42 147 | 33 340 | 3 | 100 020 |
| **Moyenne** | | | | | | 51 771 |

| | Goodwill | ANC | Valorisation CL |
|---|---|---|---|
| **Méthode des Praticiens Bancaires** | 113 136 | 230 688 | 343 824 |
| **Méthode de l'Enregistrement** | 173 392 | | 404 080 |
| **Méthode du Crédit Lyonnais** | 127 390 | | 358 078 |
| **Méthode de l'Office Central des Banques Privées** | 51 771 | | 282 459 |
| Moyenne | 116 422 | | **347 110** |

Pour Maroc Leasing

**Actif Net Comptable Corrigé à fin 2007**

| En milliers de dirhams | ANCC au 31/12/07 |
|---|---|
| **ACTIF** | |
| Valeurs en Caisse, Banque centrales, Trésor public, SCP | **17** |
| A Vue | |
| A Terme | **-** |
| Créances sur les EC et assimiles | **356** |
| Crédits de Trésorerie et à la Consommation | **1 917** |
| Crédits à l'équipement | **-** |
| Crédits immobiliers | **4 738** |
| Autres crédits | **13 758** |
| Créances sur la clientèle | **20 413** |
| Créances acquises par affacturage | |
| Autres actifs | **127 858** |
| Titre d'investissement | **-** |
| Titres de participation et emplois ass. | **427** |
| Créances Subordonnées | **-** |
| Immo. données en Crédit-Bail en location | **3 302 438** |
| Immobilisations corporelles | **2 796** |
| **Total Actif** | **3 474 718** |
| **PASSIF EXIGIBLE** | |
| Provision pour risques et charges | **6 570** |
| Comptes d'associés | **-** |
| Fournisseurs et comptes rattachés | **425 492** |
| Créditeurs divers | **2 567 108** |
| Trésorerie passive | **175 117** |
| **Total Passif exigible et provisions** | **3 174 287** |
| **Actif net** | **300 431** |

| Eléments CPC | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|---|---|---|
| PNB | 62 206 | 91 057 | 112 740 |
| RAI | 32 994 | 51 618 | 82 601 |
| RN | 30 034 | 44 388 | 50 558 |

| Total Dépôts | 2 005 | 2 006 | 2 007 |
|---|---|---|---|
| **A Vue (AV)** | **76 367** | **165 325** | **175 117** |
| **A Terme (AT)** | **606 360** | **704 721** | **638 861** |
| ***Dont Dépôts clientèle*** | | | |
| *AV* | 0 | 0 | 0 |
| *AT* | 41 383 | 43 929 | 38 378 |
| ***Dont TCN*** | | | |
| *AV* | 0 | 0 | 0 |
| *AT* | 564 977 | 660 792 | 600 483 |
| ***Dont Dettes envers les EC*** | | | |
| *AV* | 76 367 | 165 325 | 175 117 |
| *AT* | 868 004 | 1 295 398 | 1 928 247 |

| *en Mdh* | 2005 | 2006 | 2007 | Moyenne | Coeff. de pond. | Montant pondéré |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Méthode des praticiens bancaires** | | | | | | |
| Moyenne du "PNB" sur les trois derniers exercices | 62 206 | 91 057 | 112 740 | 88 668 | 80% | 70 934 |
| Moyenne des dépôts à vue sur trois ans | 76 367 | 165 325 | 175 117 | 138 936 | 10% | 13 894 |
| Moyenne des dépôts à terme sur trois ans | 606 360 | 704 721 | 638 861 | 649 981 | 5% | 32 499 |
| Moyenne des bénéfices bruts des trois derniers exercices | 32 994 | 51 618 | 82 601 | 55 738 | 80% | 44 590 |
| RN moyen des trois derniers exercices capitalisé au coût des FP | 30 034 | 44 388 | 50 558 | 41 660 | 11,04 | 460 088 |
| **Moyenne** | | | | | | **124 401** |

| *En Mdh* | 2005 | 2006 | 2007 | Moyenne | Coeff. de pond. | Montant pondéré |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Méthode de l'enregistrement** | | | | | | |
| Dépôts à fin décembre 2007 | 682 727 | | | 682 727 | 10% | 68 273 |
| Moyenne du "PNB" sur les trois derniers exercices | 62 206 | 91 057 | 112 740 | 88 668 | 80% | 70 934 |
| RN moyen des trois derniers exercices capitalisé au coût des FP | 30 034 | 44 388 | 50 558 | 41 660 | 11,04 | 460 088 |
| **Moyenne** | | | | | | **199 765** |

| *en Mdh* | 2005 | 2006 | 2007 | Moyenne | Coeff. de pond. | Montant pondéré |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Méthode du Crédit Lyonnais** | | | | | | |
| Moyenne des dépôts des trois exercices | 682 727 | 870 046 | 813 978 | 788 917 | 5% | 39 446 |
| Moyenne du "PNB" sur les trois derniers exercices | 62 206 | 91 057 | 112 740 | 88 668 | 10% | 8 867 |
| Moyenne des bénéfices bruts des trois derniers exercices | 32 994 | 51 618 | 82 601 | 55 738 | 80% | 44 590 |
| RN moyen des trois derniers exercices capitalisé au coût des FP | 30 034 | 44 388 | 50 558 | 41 660 | 11,04 | 460 088 |
| **Moyenne** | | | | | | **138 248** |

| *en Mdh* | 2005 | 2006 | 2007 | Moyenne | Coeff. de pond. | Montant pondéré |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Méthode de l'Office Central des Banques Privées (OCBP)** | | | | | | |
| Dépôts à vue à fin décembre 2007 | 76 367 | | | 76 367 | 5% | 3 818 |
| Dépôts à terme à fin décembre 2007 | 606 360 | | | 606 360 | 8% | 48 509 |
| RN moyen des trois derniers exercices | 30 034 | 44 388 | 50 558 | 41 660 | 3 | 124 980 |
| **Moyenne** | | | | | | **88 654** |

| | Goodwill | ANC | Valorisation ML |
|---|---|---|---|
| **Méthode des praticiens bancaires** | 124 401 | | 424 832 |
| **Méthode de l'enregistrement** | 199 765 | 300 431 | 500 196 |
| **Méthode du crédit Lyonnais** | 138 248 | | 438 679 |
| **Méthode de l'Office Central des Banques Privées** | 88 654 | | 389 085 |
| Moyenne | 137 767 | | **438 198** |

Les différentes méthodes patrimoniales font ressortir des valorisations de 438 Mdh pour Maroc Leasing et de 347 Mdh pour Chaâbi Leasing. Ces deux valorisations n'ont constitué qu'un seuil de négociation pour les deux parties.

## Méthode d'actualisation des cash flow disponibles après dotation des ratios réglementaires.

### Rappel méthodologique

Cette méthode consiste à évaluer la valeur de l'actif économique sur la base des flux de trésorerie disponibles après dotation des fonds propres règlementaires, actualisés au coût moyen pondéré du capital (Weighted Average Cost of Capital – WACC).

Les flux de trésorerie sont appréhendés nets d'impôt. Ils sont prévus sur un horizon explicite, lequel est borné par une valeur terminale.

Méthode d'évaluation fondamentale, l'actualisation des flux de trésorerie disponibles pour l'actionnaire aboutit à une valeur d'entreprise.

### Calcul du taux d'actualisation (cf. page 42)

### Synthèse des valorisations

Pour Chaâbi Leasing

La valorisation par la méthode DCF est élaborée à partir d'un business plan prévisionnel sur un horizon de 5 ans (2008$^{e}$-2012$^{e}$).

Les cash-flows disponibles à l'actionnaire après dotation au ratios réglementaires (en modèle stand alone) se déclinent comme suit :

| *Kdh* | 2008e | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e |
|---|---|---|---|---|---|
| Fonds propres hors Résultat Net | 210 294 | 239 091 | 273 249 | 313 812 | 358 520 |
| Risques pondérés | 3 351 793 | 4 131 138 | 4 815 205 | 5 054 094 | 5 560 125 |
| Résultat net distribuable | 57 594 | 68 318 | 81 125 | 89 417 | 92 558 |
| Affectation de 50% du RN aux réserves | 239 091 | 273 249 | 313 812 | 358 520 | 404 799 |
| **Coefficient de solvabilité effectif** | **7%** | **7%** | **7%** | **7%** | **7%** |
| **Coefficient requis** | **8%** | **10%** | **10%** | **10%** | **12%** |
| Fonds propres requis | 268 143 | 413 114 | 481 520 | 505 409 | 667 215 |
| GAP en Fonds propres | -57 850 | -174 023 | -208 271 | -191 597 | -308 695 |
| Augmentation de capital budgétée | 40 000 | 130 000 | | | 65 000 |
| Fonds Propres post augmentation de capital | 279 091 | 443 249 | 483 812 | 528 520 | 639 799 |
| **Position Ratio de solvabilité** | **11%** | **11%** | **10%** | **10%** | **12%** |
| Gap bis en Fonds propres | 10 947 | 30 136 | 2 291 | 23 111 | -27 416 |
| Cash disponible pour les actionnaires | 28 797 | 34 159 | 40 563 | 44 708 | 18 863 |
| *Taux de distribution Résultat Net* | *50%* | *50%* | *50%* | *50%* | *20%* |
| **Cash disponible pour les actionnaires actualisé** | **26 878** | **29 758** | **32 983** | **33 931** | **13 362** |

De ce modèle, la valeur de la société Chaâbi Leasing ressort à :

| Indicateur | Valeur (Kdh) |
|---|---|
| **Valeur d'entreprise** | **436 742** |

Pour Maroc Leasing

Les cash-flows disponibles à l'actionnaire après dotation au ratios réglementaires (en modèle stand alone) se déclinent comme suit :

| *Kdh* | 2008e | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e |
|---|---|---|---|---|---|
| Fonds propres hors Résultat Net | 263 273 | 297 131 | 332 775 | 371 339 | 412 510 |
| Risques pondérés | 3 915 740 | 4 339 415 | 4 910 530 | 5 387 498 | 5 939 492 |
| Résultat net distribuable | 67 716 | 71 289 | 77 128 | 82 341 | 101 789 |
| Affectation de 50% du RN aux réserves | 297 131 | 332 775 | 371 339 | 412 510 | 463 404 |
| **Coefficient de solvabilité effectif** | **7,59%** | **7,67%** | **7,56%** | **7,66%** | **7,80%** |
| **Coefficient requis** | **8%** | **10%** | **10%** | **10%** | **12%** |
| Fonds propres requis | 313 259 | 433 942 | 491 053 | 538 750 | 712 739 |
| GAP en Fonds propres | -49 986 | -136 811 | -158 278 | -167 410 | -300 229 |
| **Augmentation de capital budgétée** | **65 000** | **76 000** | | | **88 000** |
| Fonds Propres post augmentation de capital | 362 131 | 473 775 | 512 339 | 553 510 | 692 404 |
| **Position Ratio de solvabilité** | **9,2%** | **10,9%** | **10,4%** | **10,3%** | **11,7%** |
| Gap bis en Fonds propres | 48 872 | 39 834 | 21 286 | 14 760 | -20 335 |
| Cash disponible pour les actionnaires | **33 858** | **35 645** | **38 564** | **41 170** | **30 559** |
| *Taux de distribution Résultat Net* | *50%* | *50%* | *50%* | *50%* | *30%* |
| **Cash disponible pour les actionnaires actualisé** | **31 419** | **30 695** | **30 818** | **30 531** | **21 030** |

De ce modèle, la valeur de la société Chaâbi Leasing ressort à :

| Indicateur | Valeur (Kdh) |
|---|---|
| **Valeur d'entreprise** | **599 467** |

## Méthode des multiples

La valorisation des deux sociétés est calculée sur la base de la moyenne des valorisations obtenues par l'application des comparables boursiers, obtenus sur la base du cours moyen sur le 4ème trimestre 2008, aux agrégats des sociétés Maroc Leasing et Chaâbi Leasing. Les ratios retenus sont les suivants :

- Multiples d'encours ;
- Multiples de PNB ;
- Multiples de PER ;
- Multiples de P/B.

Indicateurs retenus :

| | 31/12/2007 | Moyenne Pondérée des cours sur 3 mois (*) |
|---|---|---|
| *Cours Moyen Maroc Leasing* | *379,9* | *282,2* |
| *PER* | *11,6* | *6,8* |
| *P/B* | *1,8* | *1,3* |
| *P/ENCOURS* | *18,4%* | *10,6%* |
| *P/PNB* | *5,4* | *3,1* |

*Source : CDG Capital*
*(*) Il s'agit d'indicateurs extrapolés en fonction des performances de Maroc Leasing au 31/12/2008*

Agrégats des deux entités :

| | | 2007 | 2008 |
|---|---|---|---|
| Maroc Leasing | Encours | 3 302 438 | 4 228 569 |
| | PNB | 112 740 | 144 291 |
| | Résultat net | 50 558 | 66 177 |
| | Fonds propres | 298 463 | 340 715 |
| Chaâbi Leasing | Encours | 2 466 451 | 3 080 725 |
| | PNB | 87 417 | 89 557 |
| | Résultat net | 40 081 | 45 374 |
| | Fonds propres | 229 301 | 274 674 |

*Sources : Maroc Leasing et Chaâbi Leasing*

Valorisation des deux entités :

L'application des indicateurs, calculés sur la base de la moyenne pondérée sur 3 mois au 31/12/2008 des cours de Maroc Leasing, aux agrégats des deux entités fait ressortir les valorisations et le rapport d'échange suivants :

| *en Dh* | Valorisation globale | Valeur par action |
|---|---|---|
| *Valorisation moyenne Maroc Leasing* | 450 005 572 | 282,14 |
| *Valorisation moyenne Chaâbi Leasing* | *333 438 182* | *333,44* |
| *Parité d'échange* | 74% | |

*Source : CDG Capital*

### Détermination de la parité :

Sur la base des valorisations obtenues, et suite aux pourparlers tenus par les dirigeants de la CDG et de la BCP, une valorisation définitive a été retenue pour les deux sociétés.

Les propositions de parité ont été dûment validées par les mandataires des sociétés intervenantes dans la fusion et aboutissent à l'échange sur la base treize (13) actions de la société Maroc Leasing pour onze (11) actions de la société Chaâbi Leasing.

D'où la création compte tenu du nombre d'actions formant le capital de la Société Chaâbi Leasing de 1.181.818 (Un Million Cent Quatre Vingt et Un Mille Huit Cent Dix Huit) actions de la Société.

La Société augmentera son capital d'un montant de 118.181.800 Dirhams. La différence entre la valeur du patrimoine transmis par Chaâbi Leasing et le montant de l'augmentation de capital de la Société soit 215.256.382 Dirhams constituera la prime de fusion.

## VII. Intermédiaires financiers

| Intervenant | Identité | Adresse |
|---|---|---|
| Conseiller et coordinateur global | CDG CAPITAL | Tour Mamounia Place Moulay El Hassan – Rabat |
| Organisme chargé centralisateur de l'opération auprès de la Bourse | CDG CAPITAL BOURSE | 9, Bd Kennedy- Casablanca. |

## VIII. Calendrier de l'opération

| Ordre | Etapes | Date |
|---|---|---|
| 1 | Réception du dossier complet de l'opération | 31 août 2009 |
| 2 | Emission de l'avis d'approbation de la Bourse de Casablanca sur l'opération | 31 août 2009 |
| 3 | Réception par la Bourse de Casablanca de la Note d'information visée par le CDVM | 31 août 2009 |
| 4 | Publication au Bulletin de la cote de l'avis relatif à l'augmentation de capital | 2 septembre 2009 |
| 5 | Publication de l'extrait de la Note d'Information dans un journal d'annonces légales | 2 septembre 2009 |
| 6 | Echange de titre | 30 septembre 2009 |
| 7 | • Approbation du projet de fusion-absorption et constatation de la réalisation de l'augmentation du capital par l'AGE de MAROC LEASING ;<br>• Approbation du projet de fusion-absorption par l'AGE de CHAÂBI LEASING; | 30 septembre 2009 |
| 8 | Réception par la Bourse de Casablanca du procès verbal de l'AGE de MAROC LEASING et de CHAÂBI LEASING ayant ratifié le projet de fusion-absorption . | 1er octobre 2009 |
| 9 | Admission des actions nouvelles MAROC LEASING | 6 octobre 2009 |

## IX. Echange de titres

L'échange de titres est prévu la journée du 30 septembre 2009.

## X. Bénéficiaires de l'Opération

La présente opération est réservée aux actionnaires de la société Chaâbi Leasing.

## XI. Parité d'échange

La parité d'échange est établie à 13 actions de Maroc Leasing pour 11 actions de Chaâbi Leasing.

## XII. Cotation en Bourse

| | |
|---|---|
| Secteur | Sociétés de Financement & Autres Activités Financières |
| Libellé | MAROC LEASING |
| Ticker | MLE |
| Code ISIN | MA0000010035 |
| Compartiment | Premier compartiment (Marché principal) |
| Mode de cotation | Continu |
| Date de première cotation | 27 février 1997 |
| Organisme centralisateur | CDG CAPITAL BOURSE |

# XIII. Impacts de l'opération de fusion-absorption

## XIII.1. Impact sur la structure de l'actionnariat

**Répartition de l'actionnariat avant et après la première augmentation de capital**

| Actionnaires | Avant l'opération | | | Après l'opération | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nb. de titres | % du capital | % des droits de vote | Nb. de titres | % du capital | % des droits de vote |
| CDG[10] | 1 132 893 | 71,03% | 71,03% | 1 132 893 | 40,80% | 40,80% |
| TAIC | 159 495 | 10,00% | 10,00% | 159 495 | 5,74% | 5,74% |
| Flottant | 302 562 | 18,97% | 18,97% | 302 562 | 10,90% | 10,90% |
| BCP[11] | - | - | - | 1 181 818 | 42,56% | 42,56% |
| **Total** | **1 594 950** | **100%** | **100%** | **2 776 768** | **100%** | **100%** |

Suite à cette Opération la CDG et la BCP détiendront 83,36% des droits de vote de la Société. Conformément (i) à l'article 18 de la loi 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier, (ii) au décret n°2-04-546 du 8 ramadan 1425 (22 octobre 2004) pris pour l'application de la loi n°26-03 notamment son premier article et (iii) à l'arrêté du Ministre des Finances et de la Privatisation n° 1874-04 du 11 ramadan 1425 (25 octobre 2004) fixant le pourcentage des droits de vote qui oblige son détenteur à procéder à une offre publique d'achat, la CDG et la BCP, agissant de concert tel que défini par l'article 10 de la loi 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier, déposeront, dans les conditions prévues par la loi 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier, auprès du CDVM un projet d'offre publique d'achat visant les actions de Maroc Leasing.

[10] La part CDG intègre la détention de la SCR (1,93%) dans Maroc Leasing

[11] Cette participation est conditionnée par la cession, avant l'opération de fusion-absorption, des BPR de leur participation dans la société Chaâbi Leasing à la BCP. Cette cession est normalement prévue le 25 septembre 2009.

### XIII.2. Répartition des sièges au Conseil d'Administration après l'opération

Suite à l'Opération, le Conseil d'Administration sera constitué comme suit :

| Fonction | Nom | Date de nomination | Expiration du Mandat |
|---|---|---|---|
| **Président** | Ali HARRAJ | Janvier 2004 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2009 |
| **Administrateurs**[12] | Caisse de Dépôt et de gestion, représentée par M. Mustapha LAHBOUBI | Janvier 2004 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2009 |
| | Banque Centrale Populaire représentée par M. Mohamed BELGHAZI | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | M. Fouad BENADADA | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | Monsieur Aomar YIDAR | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | Monsieur Laidi EL WARDI | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | Monsieur Rachid AGOUMI | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | Monsieur Hassan BOUBRIK | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | The Arab Investment Company, représentée par M. Zied ARFAOUI. | Mai 2006 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2011 |

## XIV. Fiscalité relative à l'opération de fusion

Les sociétés Maroc Leasing et Chaâbi Leasing ont décidé de placer l'opération de fusion absorption sous le régime particulier des fusions prévu par l'article 162 du Code Général des Impôts. Le régime particulier des fusions prévoit, sous réserve de respecter certaines règles de forme prévues par le législateur, que :

- La plus-value nette réalisée par la société absorbée à la suite de l'apport ou de la cession de l'ensemble des éléments de l'actif immobilisé et des titres de participation, ne soit pas imposée. Cette exonération est conditionnée par le dépôt au service local des impôts dont dépend la société fusionnée, en double exemplaire, d'une déclaration écrite accompagnée :
    - D'un état récapitulatif des éléments apportés comportant tous les détails relatifs aux plus-values réalisées ou aux moins-values subies et dégageant la plus-value nette qui ne sera pas imposée chez la société absorbée ;
    - D'un état concernant, pour chacune de ces sociétés, les provisions figurant au passif du bilan avec indication de celles qui n'ont pas fait l'objet de déduction fiscale ;

[12] Conformément au pacte d'actionnaires à signer entre les deux actionnaires de référence, un dixième administrateur, dit administrateur indépendant, devra être désigné.

- De l'acte de fusion dans lequel la société absorbante s'engage à :

  - Reprendre, pour leur montant intégral, les provisions dont l'imposition est différée à savoir :
    - les provisions pour dépréciation des immobilisations données en crédit-bail ;
    - les provisions pour créances en souffrance ; et
    - les provisions pour risques et charges ;
  - Réintégrer, dans ses bénéfices imposables, la plus-value nette réalisée par chacune des sociétés fusionnées sur l'apport des titres de participation et des éléments amortissables étant entendu que la plus-value nette précitée devra être réintégrée dans le résultat fiscal, par fractions égales, sur une période maximale de 10 ans, et la valeur d'apport des éléments concernés par cette réintégration devra être prise en considération pour le calcul des amortissements et des plus-values ultérieures ;
  - Ajouter aux plus-values constatées ou réalisées ultérieurement à l'occasion du retrait ou de la cession des éléments non concernés par la réintégration prévue ci-dessus, les plus-values qui ont été réalisées par la société fusionnée et dont l'imposition a été différée ;
  - Se substituer à la société absorbée dans les engagements fiscaux éventuels qu'elle a pris antérieurement à la fusion.

# XV. Fiscalité relative aux opérations sur titres

Le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Sous réserve de modifications législatives ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

## XV.1. Actionnaires personnes physiques résidentes

### Imposition des profits de cession

Conformément aux dispositions de l'article 73 du Code Général des Impôts, les profits de cession des actions sont soumis à l'IR au taux de 15%. Pour les actions cotées, l'impôt est retenu à la source et versé au Trésor par l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes titres.

Selon les dispositions de l'article 68 du Code Général des Impôts, sont exonérés de l'impôt :

- Les profits ou la fraction des profits sur cession d'actions correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 28 000 Dh.
- La donation des actions effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- La cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- L'échange, considéré comme une double vente de valeurs mobilières ;
- L'apport en société.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- D'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- Et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Les moins-values subies au cours d'une année sont imputables sur les plus-values des années suivantes jusqu'à l'expiration de la 4ème année qui suit celle de la réalisation des moins-values.

#### Imposition des dividendes

Les dividendes distribués à des personnes physiques résidentes sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IR.

### XV.2. Actionnaires personnes morales résidentes

#### Imposition des profits de cession

Les profits nets résultant de la cession, en cours ou en fin d'exploitation, d'actions cotées à la Bourse de Casablanca sont imposables en totalité.

#### Imposition des dividendes

**Personnes morales résidentes passibles de l'IS**

Les dividendes distribués, versés, mis à la disposition ou inscrits en comptes par des sociétés soumises à l'IS sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IS.

Cependant, les revenus précités ne sont pas soumis au dit impôt si la société bénéficiaire fournit à la société distributrice une attestation de propriété des titres comportant son numéro d'imposition à l'IS.

**Personnes morales résidentes passibles de l'IR**

Les dividendes distribués à des personnes morales résidentes passibles de l'IR sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% libératoire de l'impôt.

### XV.3. Actionnaires personnes physiques non résidentes

#### Imposition des profits de cession

Sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition, les profits de cession d'actions réalisées par des personnes physiques non résidentes sont imposables à l'IR.

#### Imposition des dividendes

Sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition, les dividendes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

### XV.4. Actionnaires personnes morales non résidentes

### Imposition des profits de cession

Les profits de cession d'actions cotées à la Bourse de Casablanca réalisées par des personnes morales non résidentes sont exonérés de l'impôt sur les sociétés. Toutefois, cette exonération ne s'applique pas aux profits résultant de la cession des titres des sociétés à prépondérance immobilière.

### Imposition des dividendes

Sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition, les dividendes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

## XVI. Charges relatives à l'opération

Les frais de l'Opération sont à la charge de la Société et sont estimés à près de 1,62% (hors taxes) du montant de l'Opération. La nature de ces frais est détaillée ci-dessous :

- Les frais légaux ;
- Le conseil financier ;
- Le conseil fiscal;
- Le conseil en organisation ; et

La commission relative au visa du CDVM.

# PARTIE III. PRESENTATION GENERALE DU SECTEUR DU CREDIT-BAIL

# I. Historique

Le concept de « location à bail » existe depuis plus de 7000 ans et était déjà pratiqué par les Sumériens. Bien que l'idée soit ancienne, les biens faisant l'objet de « location à bail » restent sensiblement les mêmes à travers les siècles comme les moyens de transports et les biens d'équipements de fabrication-transformation.

Dans les années 1920, le crédit-bail fournisseur apparaît aux Etats-Unis. Il s'agit alors d'une méthode pour stimuler les ventes et d'un service financier spécialisé afin de simplifier le financement des achats importants. C'est seulement dans les années 1950 que le « leasing » apparaît, toujours aux USA, sous sa forme quasi actuelle. 10 ans après, le concept est repris en Europe essentiellement au Royaume Uni et en France, où il est appelé crédit-bail.

Le crédit-bail est introduit au Maroc en 1965 avec la création à Casablanca de la première société de leasing du pays, Maroc Leasing, par la banque française Paribas et la BNDE. L'engouement pour le crédit-bail est minime durant les premières années. En effet, il existe une certaine réticence de la part des entreprises à investir sans être propriétaires.

Pendant une trentaine d'années, le métier se développe sans cadre juridique précis. Les sociétés de crédit-bail nécessitent uniquement d'une déclaration d'existence et sont considérées comme des entreprises commerciales. Ce n'est seulement qu'en 1993, avec la « loi bancaire » du 6 juillet, que la profession est réglementée et que les sociétés de crédit-bail acquièrent les statuts d'établissements de crédit. Ainsi, les banques ont massivement investi le secteur du crédit-bail en créant des structures spécialisées ou en rachetant des sociétés existantes. Au Maroc, toutes les grandes banques disposent actuellement d'une filiale de crédit-bail plus ou moins intégrée à leur réseau. Ainsi, à fin 2008, il existe 7 sociétés de leasing au Maroc :

- BMCI Leasing;
- CDM Leasing;
- Chaâbi Leasing;
- Maroc Leasing;
- Sogelease;
- Wafabail;
- Maghrebail.

# II. Principes du crédit-bail.

Le crédit-bail est un contrat entre un bailleur et un locataire par lequel le bailleur achète un bien qu'il met à la disposition du locataire. En contrepartie de ce service, le locataire règle une série de loyers qui permet au bailleur, sur la période du contrat, de couvrir, en principe, la totalité des coûts, intérêts compris :

- L'actif loué appartient au bailleur, contrairement à un financement traditionnel ;
- Les loyers sont calculés de telle sorte que le bailleur puisse financer l'acquisition de l'actif (intérêts et capital) augmenté d'une marge ;
- La totalité des charges et des risques engendrés par l'actif est à la charge du locataire ;
- Le contrat de crédit-bail prévoit généralement une clause de non-rupture pendant une période permettant au bailleur au minimum de récupérer son investissement ;
- Le bailleur ne prend aucun risque lié à l'actif. Il ne prend qu'un risque purement financier (crédit et rendement) ;
- Le risque du bailleur n'est plus un risque actif mais plutôt un risque locataire.
- Pendant la durée du contrat, le locataire peut considérer qu'il a la pleine jouissance de l'actif objet du bail ;

- A l'issue de la location, le locataire bénéficie d'une option d'achat du bien, pour un prix fixé à l'avance, et figurant au contrat de crédit-bail : la valeur résiduelle (VR).

La durée du contrat incombe au type du crédit-bail. En effet, on distingue le crédit-bail mobilier (équipements, véhicules et matériels informatiques) du crédit-bail immobilier (terrains et bâtiments). Généralement, les crédits-baux mobiliers durent entre 2 et 7 ans alors que les crédits-baux immobiliers durent entre 7 et 15 ans.

# III. Avantages du crédit-bail

## III.1. Pour le locataire

- Un financement intégral des investissements : le crédit-bail permet un financement intégral des investissements là où le crédit classique nécessite un apport initial ;
- Une trésorerie préservée : en offrant un financement total de l'investissement, le crédit-bail permet de préserver la trésorerie de l'entreprise qui conserve ses fonds propres pour les affecter au financement des besoins de son exploitation ;
- Des garanties réduites : le crédit-bail ne nécessite généralement pas de garanties lourdes à supporter par le client. La société de crédit-bail peut s'en tenir à la propriété du bien à financer, qu'elle détient jusqu'à l'expiration du contrat ;
- Une fiscalité attrayante : le crédit-bail a été doté par le législateur d'un régime fiscal approprié : déductibilité des charges, possibilité d'amortissement accéléré, exonération des droits d'enregistrement pour les biens financés en crédit-bail immobilier ;
- Une grande souplesse : le crédit-bail se distingue par sa souplesse dans la mise au point du contrat de location. Grâce à des barèmes personnalisés, il permet d'adapter au mieux le financement aux caractéristiques de l'activité professionnelle de l'entreprise et au cycle de vie du matériel à financer ;
- En cas de cession du bien au locataire en fin de contrat, il le comptabilise en valeur résiduelle et non pas en valeur réelle.

## III.2. Pour le bailleur

- Une limitation des risques de non paiements, car le bailleur demeure le propriétaire du bien jusqu'à sa cession ;
- Il bénéficie d'une exonération des droits d'enregistrement des actes d'acquisition de locaux à usage professionnel pour le crédit bail immobilier ;
- La méthode d'amortissement accéléré est autorisée.

# IV. Cadre réglementaire et juridique du crédit-bail au Maroc

## IV.1. Champs d'application

Avant 1993, le crédit-bail s'est développé sans cadre juridique spécifique au Maroc. C'est avec la loi bancaire, loi 1-93-147 du 6 juillet 1993 que le métier se professionnalise. En effet, cette loi définie précisément le crédit-bail et l'assimile à une opération de crédit. Par la même occasion, les sociétés de crédit-bail acquièrent les statuts d'établissements de crédit et sont ainsi soumises aux conditions d'exercice et règles de gestion de la profession.

Le code de commerce, instauré le 1er août 1996 par la loi 15-95, définit, dans ses articles 431 à 442, le crédit-bail comme :

*«- toute opération de location de biens d'équipement, de matériel ou d'outillage qui quelle que soit sa qualification, donne au locataire la possibilité d'acquérir, à une date fixée avec le propriétaire, tout ou partie des biens loués, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers (crédit-bail mobilier);*

*- toute opération de location de biens immobiliers à usage professionnel, achetés par le propriétaire ou construits pour son compte, qui, quelle que soit sa qualification, permet au locataire de devenir propriétaire de tout ou partie des biens loués au plus tard à l'expiration du bail (crédit-bail immobilier) » ;*

et le réglemente car jusqu'ici, le crédit-bail était soumis seulement au Droit des Obligations et des Contrats. D'autre part, pour stimuler le crédit-bail immobilier, le code du commerce exclut de ce type de contrat les dispositions relatives :

- A la révision périodique des prix de location des locaux à usage commercial, industriel et artisanal.
- Aux baux d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal.
- Aux rapports contractuels entre bailleurs et locataires des locaux d'habitation ou à usage professionnel.

Il est à noter que le code du commerce régit uniquement le crédit-bail entre professionnels.

Aujourd'hui, le crédit-bail est régit par la nouvelle loi bancaire, loi 34-03 du 14 février 2006, qui abroge et remplace la loi bancaire du 6 juillet 1993.

Les modifications principales sont :

- Le renforcement du rôle de la Bank Al-Maghrib dans la supervision du système bancaire et l'élargissement de son champ de contrôle ;
- La redéfinition de la composition et des compétences des organes consultatifs ;
- L'institution d'une commission de coordination des autorités de supervision du secteur financier ;
- Le crédit-bail mobilier peut être utilisé à des fins non professionnelles ;
- Le crédit-bail est étendu aux opérations de location simple ;
- Le crédit-bail s'étend désormais aux opérations de location de fonds de commerce.

D'après la nouvelle loi bancaire du 14 février 2006, sont considérés comme établissements de crédit les personnes morales qui exercent leur activité au Maroc, quels que soient le lieu de leur siège social, la nationalité des apporteurs de leur capital social ou de leur dotation ou celle de leurs dirigeants et qui effectuent, à titre de profession habituelle, une ou plusieurs des activités suivantes :

- La réception de fonds du public ;
- Les opérations de crédit ;
- La mise à la disposition de la clientèle de tous moyens de paiement ou leur gestion.

Dotées au même titre que les banques du statut d'établissements de crédit, les sociétés de financement s'en distinguent, cependant, par deux aspects :

- Elles ne peuvent exercer que les activités pour lesquelles elles ont été agréées, tandis que les banques sont à vocation universelle ;
- Elles ne peuvent collecter des dépôts d'un terme inférieur ou égal à deux ans.

## IV.2. Cadre institutionnel

Les Autorités Monétaires chargées de veiller au respect par les sociétés de crédit-bail des dispositions de la loi sont le Ministre chargé des Finances et le Gouverneur de Bank Al-Maghrib. Tous deux représentent les autorités de tutelle des sociétés de financement et donc, des sociétés de crédit-bail. La loi du 14 février 2006 leur a accordé de larges prérogatives en matière de réglementation, supervision et contrôle.

## Organes de Consultation

Il a été institué trois organes de consultation, dont l'avis est requis avant la prise de toute décision par les Autorités Monétaires. Il s'agit du CNCE, du CEC et de la Commission de Discipline des Etablissements de Crédit.

## Le CNCE

Le Conseil national du crédit et de l'épargne (CNCE) débat de toute question intéressant le développement de l'épargne ainsi que de l'évolution de l'activité des établissements de crédit. Il formule des propositions au gouvernement dans les domaines qui entrent dans sa compétence.

## Le CEC

Le Comité des établissements de crédit (CEC) dont l'avis est requis par le gouverneur de Bank Al-Maghrib sur toute question, à caractère général ou individuel, ayant trait à l'activité des établissements de crédit et des autres organismes assimilés

## La Commission de Discipline des Etablissements de Crédit

La Commission de discipline des établissements de crédit est chargée d'instruire les dossiers disciplinaires et de proposer, au gouverneur de Bank Al-Maghrib, les sanctions disciplinaires à prononcer.

## Organe de Coordination

Pour les sociétés de crédit-bail, l'organe de coordination est représenté par l'Association Professionnelle des Sociétés de Financement (APSF) qui regroupe toutes les sociétés de financement exerçant au Maroc. L'APSF fut créée par la loi bancaire du 6 juillet 1993. Elle regroupe aujourd'hui six métiers très spécialisés :

- Le crédit-bail ;
- L'affacturage ;
- Le cautionnement ;
- La mobilisation de créances ;
- Crédit à la consommation ;
- Gestion des moyens de paiement.

Conformément aux attributions qui lui sont dévolues par la loi, l'APSF défend les intérêts des professions qu'elle réunit, développe avec ses partenaires des relations de confiance et d'assistance au management, et veille au respect des valeurs éthiques que ses membres se sont imposés.

Par ailleurs, l'APSF informe régulièrement les organes de presse sur son action professionnelle et sur l'évolution des concours à l'économie des sociétés de financement membres. Chaque fois que c'est nécessaire, les dirigeants de l'APSF accordent des entretiens pour éclairer l'opinion publique sur le rôle des sociétés de financement dans le développement social et économique du pays.

## IV.3. Agrément

Toute personne morale considérée comme établissement de crédit doit, avant d'exercer son activité au Maroc, avoir été préalablement agréée par le gouverneur de Bank Al-Maghrib après avis du Comité des établissements de crédit, soit en qualité de banque, soit en qualité de société de financement.

Les autorités de marché évaluent notamment le plan d'action du requérant, son programme de développement, ses moyens techniques et financiers et son aptitude à participer au développement économique et social du pays, au niveau national, régional ou local. Il prend également en considération l'honorabilité, la moralité et la compétence de ses actionnaires et dirigeants.

La CEC vérifie également que le capital social du requérant correspond au minimum exigé par l'arrêté du Ministre des Finances n°2450-95 du 6 octobre 1995 fixé à 20 millions de Dirhams pour les sociétés de crédit-bail.

Pour toutes modifications des statuts de la société, comme un changement de nationalité, d'adresse, une fusion, absorption, etc… un nouvel agrément doit être attribué puis publié sous forme d'arrêté dans le Bulletin Officiel.

Les sociétés de financement ne peuvent effectuer que les opérations précisées dans les décisions d'agrément qui les concernent ou, éventuellement, dans les dispositions législatives ou réglementaires qui leur sont propres.

## IV.4. Règles de gestion

### Règlementation des taux

Les Autorités Monétaires ont fixé une limite au coût effectif du crédit. Ils ont institué pour ce faire un taux maximum des intérêts conventionnels (TMIC).

Le TMIC est calculé tous les semestres, sur la base du taux d'intérêt moyen pratiqué par les établissements de crédit le semestre précédent, majoré de 60%.

Le TMIC tient compte des intérêts proprement dits, des frais, commissions et rémunérations liés à l'octroi du crédit, à l'exception de la TVA et des frais de dossier notamment.

### Dispositions prudentielles

Les sociétés de financement sont soumises à des règles préventives qui fixent des conditions minimales d'une gestion saine. Ces règles visent à les prémunir contre les risques pouvant résulter soit d'une insuffisance de leurs ressources liquides, soit de leur insolvabilité, soit de la concentration des crédits sur un seul bénéficiaire ou même groupe de clients.

### Coefficient de liquidité

Le coefficient de liquidité représente le rapport minimum entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles et réalisables à court terme et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme. Il s'agit ainsi, pour les établissements de crédit, de faire maintenir une proportion de leurs ressources sous forme d'actifs liquides pour qu'ils puissent faire face à leurs engagements à court terme. Ce coefficient est fixé à un minimum de100%.

### Coefficient de solvabilité

Inspiré du « ratio Cooke » adopté en 1988 par les pays de l'OCDE (Comité de Bâle sur l'adéquation des fonds propres), le coefficient de solvabilité est défini en rapportant les fonds propres aux engagements. Le risque d'une insuffisance des fonds propres est pondéré par des quotités selon la nature de l'opération, la qualité du débiteur, le pays où est localisé le risque et la nature des garanties. Ce ratio, calculé sur base individuelle et consolidée, est fixé à un minimum de10% et sera porté à un minimum de 12% à fin 2009. Cependant, pour les sociétés de financement, ce ratio est toujours fixé à un minimum de 8% et devra passer à un minimum de 10% en 2010.

### Coefficient maximum de division des risques

Egalement inspiré du Comité de Bâle, le coefficient maximum de division des risques s'entend comme le total des risques encourus sur un même bénéficiaire rapporté aux fonds propres nets. Les risques encourus sur un même bénéficiaire sont affectés d'un taux de pondération selon leur degré lié à la qualité du débiteur, au pays où est localisé le risque et à la nature des garanties. Ce ratio, calculé sur base individuelle et consolidée, est fixé à maximum 20%.

### Classification et provisionnement des créances en souffrance

En vertu des dispositions de la circulaire du Gouverneur de Bank AI-Maghrib n°19/G/2002 du 23 décembre 2002 relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, les sociétés de financement sont tenues, en tant qu'établissements de crédit, de procéder au déclassement de leurs créances en souffrance et de les couvrir par un niveau de provisions approprié.

Les crédits par décaissement, y compris le crédit-bail, les engagements par signature donnés (cautions, avals....) sont considérés comme des créances en souffrance quand ils présentent un risque de non recouvrement total ou partiel, eu égard à la détérioration de la capacité de remboursement immédiate et/ ou future de la contrepartie.

Les créances en souffrance sont, compte tenu de leur degré de risque de perte, réparties en trois catégories (créances pré-douteuses, créances douteuses et créances compromises), et doivent donner lieu à la constitution de provisions égales respectivement au moins à 20%, 50% et 100% de leurs montants, déduction faite des agios réservés et des garanties.

## IV.5. Fiscalité

Le crédit bail bénéficie d'un régime fiscal propre permettant le développement de ce mode de financement au Maroc.

Ce régime offre :

- La déductibilité des redevances leasing: ces redevances sont comptabilisées comme des charges totalement déductibles du résultat imposable ;
- L'exonération de la TVA pour tout acquisition du bien, la TVA facturée en amont par le fournisseur du bien étant gérée par la société de financement ;
- La possibilité aux sociétés de financement de bénéficier de l'option d'amortissement accélérée ;
- Les actes d'acquisition par les sociétés de crédit-bail immobilier, de locaux à usage d'habitation ou professionnel ou de terrains nus destinés à la construction de tels locaux, sont exonérés des droits d'enregistrement.

Il est à noter que:

- La TVA au taux de 20 % acquittée sur les loyers est récupérable selon le statut fiscal du client (1);
- Les établissements de crédit-bail sont désormais soumis à l'IS au taux de 37 %, et ce, à compter du 1er Janvier 2007.

Le crédit-bail bénéficie d'un régime fiscal qui lui est propre, l'ensemble des avantages fiscaux conférés par l'administration fiscale ont permis le développement de ce mode de financement au Maroc.

(1) En 2007, la loi de finances abolissait le remboursement par l'administration fiscale du crédit de TVA des sociétés de financement. L'article 92 du Code Général des Impôts alinéa 6, stipule que l'exonération concerne uniquement les biens d'investissement inscrits dans un compte d'immobilisation ouvrant droit à déduction et acquis par les entreprises assujetties à la TVA pendant une durée de 24 mois à compter du début d'activité. Par ailleurs, l'article 103 du CGI stipule que le crédit de TVA ne donne pas lieu à un remboursement même partiel pour la TVA ayant grevé une opération non visée par l'article 92.

Compte tenu des caractéristiques du secteur du leasing, cette décision a limité les avantages dont bénéficiait l'activité du leasing.

Dans ce sens, la loi de finances 2008 a, quant à elle, ramené la TVA collectée et décaissée au taux de 20%, visant ainsi à uniformiser les taux applicables en amont et en aval de cette activité. Depuis le 1er janvier 2008, les sociétés de leasing bénéficie du remboursement du crédit de TVA non imputé né à partir de cette date.

***Avantages pour le crédit-bailleur*** :

- Bénéficier du droit de propriété sur le bien objet de leasing jusqu'à la cession de ce bien ;
- Bénéficier de l'option d'amortissement accéléré du bien ;
- Bénéficie d'une exonération relative aux droits d'enregistrement des actes d'acquisition ou de locaux à usage professionnel (crédit-bail immobilier).

***Avantage pour le preneur*** :

- Bénéficier de la déductibilité des loyers du résultat imposable.

## IV.6. Normes comptables

Les sociétés de financement doivent tenir leurs comptes selon les normes du Plan comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). Elles doivent, en outre, établir à la clôture de chaque exercice comptable, sous forme individuelle et consolidée, les états de synthèse relatifs à cet exercice et l'état des informations complémentaires comprenant notamment les engagements par signature reçus ou donnés.

Ces mêmes documents sont exigés, semestriellement, pour les sociétés de financement recevant des fonds du public.

Les comptes, annuels ou semestriels, doivent être certifiées conformes aux écritures par deux commissaires aux comptes et transmis à Bank Al-Maghrib selon la périodicité qu'elle a définie.

## IV.7. Soutien aux établissements en difficulté

La loi a institué un Fonds collectif de garantie des dépôts destiné, sur décision du Gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit à :

- Indemniser, à hauteur d'un montant maximum, les déposants des établissements de crédit en cas d'indisponibilité de leurs dépôts ou de tous autres fonds remboursables ;
- Consentir, à titre préventif et exceptionnel, des concours remboursables à l'un de ses membres dont la situation laisse craindre à terme une indisponibilité des dépôts ou de tous autres fonds remboursables, à condition qu'il présente des mesures de redressement jugées acceptables par Bank Al-Maghrib.

Les établissements de crédit recevant des fonds du public sont tenus de contribuer au financement du Fonds collectif de garantie des dépôts par le versement d'une cotisation annuelle dont le taux ne peut dépasser 0,25% des dépôts et autres fonds remboursables.

## IV.8. Communication

Les sociétés de financement doivent porter à la connaissance du public, dans les formes déterminées par le Gouverneur de Bank Al-Maghrib, toutes les conditions qu'elles appliquent à leurs opérations, notamment en matière de taux d'intérêt et de commissions. Ces informations doivent être affichées en tout lieu de prestation du service, qu'il s'agisse de leurs correspondants ou de leurs vendeurs agréés. D'autre part, les sociétés de crédit doivent publier dans un journal d'annonces légales et au Bulletin Officiel ces états de synthèse. Celles qui ne reçoivent pas de fonds publics, publient leurs états individuels une seule fois par an, et deux fois par an si les états sont consolidés. Les sociétés de crédit bénéficiant de fonds publics publient leurs états, individuels ou consolidés, deux fois par an.

## IV.9. Contrôle et sanctions

### Contrôle interne

Afin de se prémunir contre les risques encourus, les Autorités Monétaires imposent aux établissements de crédit de se doter d'un système de contrôle interne. Ce système est construit sur une base définie par Bank Al-Maghrib.

Le contrôle interne a pour rôle :

- La vérification des opérations et procédures internes ;
- La mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ;
- La fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières ;
- L'efficacité des canaux de la circulation interne de la documentation et de l'information, ainsi que leur diffusion auprès de tiers.

### Audit externe

Comme beaucoup d'autres sociétés de financement, un double contrôle externe est nécessaire aux sociétés de crédit-bail :

- Un contrôle légal : deux commissaires aux comptes doivent certifier leurs états financiers ;
- Un contrôle effectué par Bank Al-Maghrib sur documents et au sein des entreprises.

**Sanctions pécuniaires**

Le montant des sanctions pécuniaires est fixé par le Gouverneur de Bank Al-Maghrib. Les infractions ont trait :

- Aux règles comptables et aux modalités d'élaboration des documents qui doivent être transmis à Bank Al-Maghrib ;
- Aux délais de communication des documents et renseignements requis par Bank Al Maghrib ;
- Aux conditions des opérations de crédit ;
- Aux coefficients prudentiels ;
- Aux autres infractions.

## V. Evolution de la production

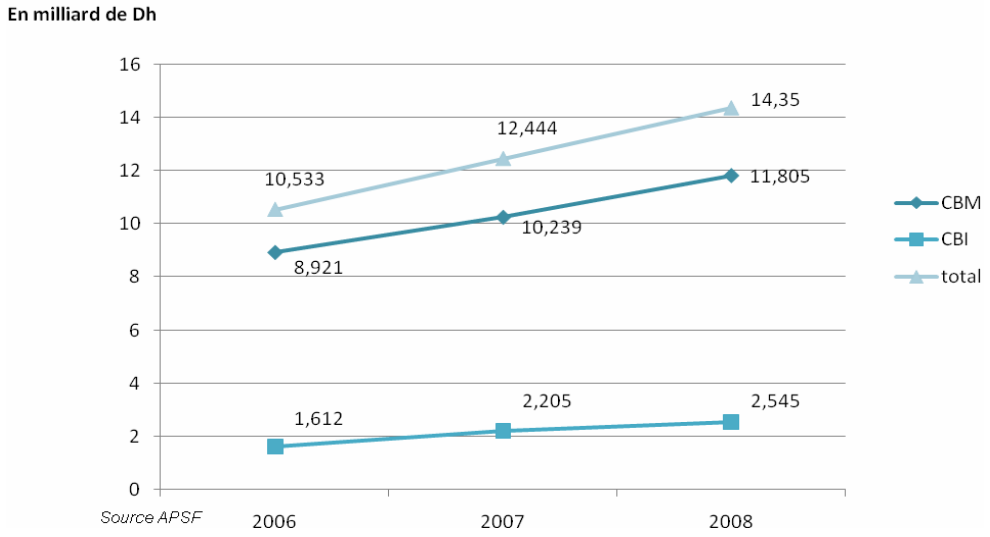
Depuis l'introduction du crédit-bail mobilier, l'activité a connu une évolution significative caractérisée par l'entrée progressive de nouvelles sociétés et par l'augmentation de plus en plus importante du recours des entreprises et des professionnels à cette formule de financement. Après un démarrage timide dû notamment au fait qu'investir sans être propriétaire constituait pour beaucoup d'entreprises une barrière psychologique difficile à franchir, le crédit-bail connaît un essor remarquable. Il en est de même du crédit-bail immobilier.

Dans un contexte de croissance économique, marqué par une progression annuelle moyenne de 13,1% des investissements (FBCF[13]) sur les cinq derniers exercices, le secteur leasing a cofinancés ces engagements à hauteur de 6,6% en 2008 contre une moyenne de 5,85% sur la période 2004-2007.

L'amélioration de la contribution de ce secteur dans la Formation Brute du Capital Fixe, en 2008, résulte d'une envolée de 15,3% de sa production à 14 350,4 MDH contre la hausse de la FBCF estimée à 12,8% pour la même année. En 2008, le crédit bail représente 30% du financement de l'économie marocaine.

[13] FBCF : la Formation Brute du Capital Fixe est l'agrégat qui mesure en comptabilité nationale l'investissement (acquisitions de biens de production) en capital fixe des différents agents économiques résidents. Le capital fixe est l'ensemble des actifs corporels ou incorporels destinés à être utilisés dans le processus de production pendant au moins un an (ce sont des biens durables).

**EVOLUTION DE LA PRODUCTION SUR LES 3 DERNIERES ANNEES**

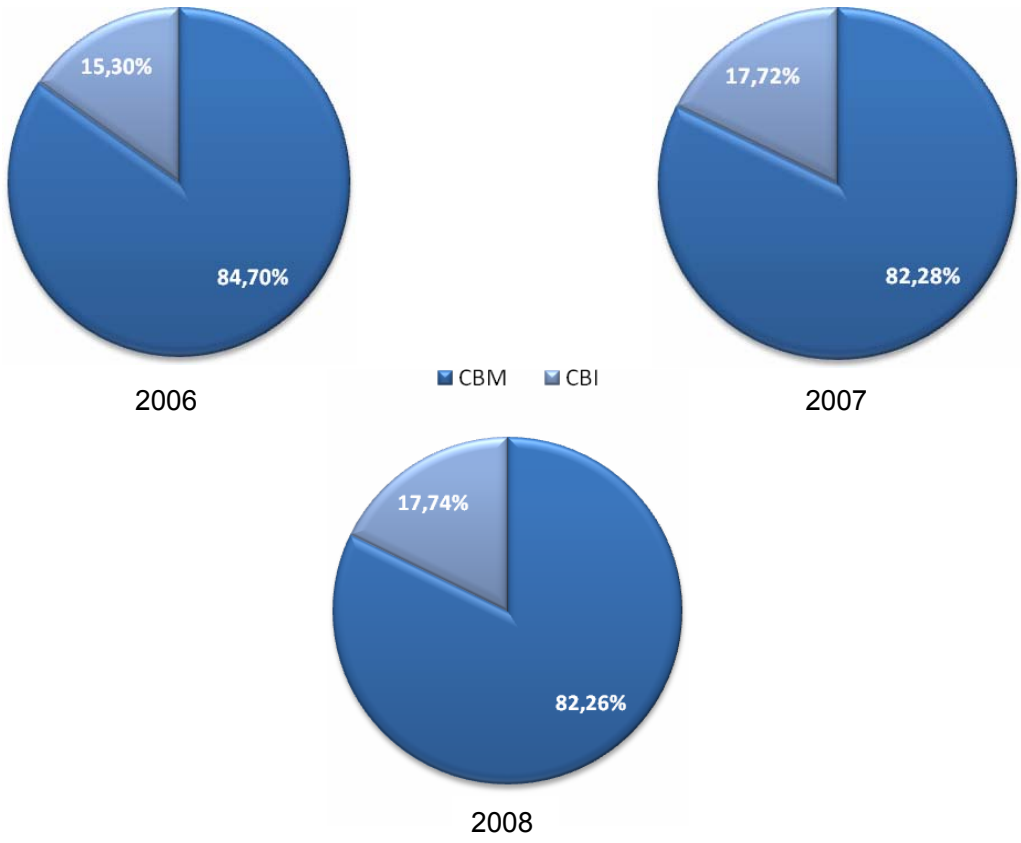



Les crédits distribués ont enregistré une progression sensible de 15,32%, passant de 12,44 milliards de dirhams en 2007 à 14,35 milliards de dirhams en 2008. Après une croissance de 18,14% en 2007, le secteur du crédit-bail affiche des performances soutenues.

L'évolution en valeur de la production sectorielle est due essentiellement, comme en 2007, à la progression du crédit-bail mobilier.

| VENTILATION DE LA PRODUCTION (CBM, CBI) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| MDH | 2006 | 2007 | 2008 | TCAM |
| **CBM** | **8 921** | **10 239** | **11 805** | **15,1%** |
| *Evolution en %* | - | *14,8%* | *15,3%* | |
| Part dans la production totale en % | 84,7% | 82,3% | 82,3% | |
| **CBI** | **1 612** | **2 205** | **2 545** | **25,7%** |
| Evolution en % | - | 36,79% | 15,42% | |
| Part dans la production totale en % | 15,30% | 17,72% | 17,74% | |
| **Production Sectorielle** | **10 533** | **12 444** | **14 350** | **16,7%** |
| *Evolution en %* | - | *18,2%* | *15,3%* | |

*Source : APSF*




En 2008, comme pour les années précédentes, nous remarquons une prépondérance des crédits-baux mobiliers. En effet, ils représentent 82,26% de la production totale. Cependant, la part des crédits-baux immobiliers ne cesse d'augmenter. En effet, elle a augmenté de 15,95 points de 2006 à 2008.

| PRODUCTION SECTORIELLE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **MDH** | **2006** | **(%) TOTAL** | **2007** | **(%) TOTAL** | **2008** | **(%) TOTAL** |
| Wafabail | 2 718,4 | 25,8% | 2 763,9 | 22,2% | 3 417,0 | 23,8% |
| Sogelease | 2 003,7 | 19,0% | 2 513,5 | 20,2% | 2 431,0 | 16,9% |
| Maghrebail | 1 679,8 | 15,9% | 2 189,9 | 17,6% | 2 448,8 | 17,1% |
| **Maroc Leasing (1)** | **1 281,7** | **12,2%** | **1 683,0** | **13,5%** | **2 268,1** | **15,8%** |
| BMCI Leasing | 1 400,2 | 13,3% | 1 681,0 | 13,5% | 1 861,2 | 13,0% |
| **Chaâbi Leasing (2)** | **1 067,8** | **10,1%** | **1 280,2** | **10,3%** | **1 413,2** | **9,8%** |
| CDM Leasing | 381,3 | 3,6% | 332,0 | 2,7% | 511,0 | 3,6% |
| **TOTAL** | **10 533** | **100,0%** | **12 444** | **100,0%** | **14 350** | **100,0%** |
| **(1+2)** | **2 349,5** | **22,3%** | **2 963,2** | **23,8%** | **3 681,3** | **25,6%** |

*Source : APSF*

Les principaux acteurs du crédit-bail sont affiliés à des banques locales. Les parts de marché les plus importantes en terme de production sont détenues, fin 2008, par Wafabail, Sogelease et Maghrebail. Ces 3 établissements réalisent 57,8% des parts de la production globale du secteur. Il est à noter que cette part diminue depuis 3ans : 60,7% en 2006 et 60% en 2007.

Cela s'explique par la diminution des parts de marché de Sogelease et de Maghrebail, au profit de celle de Maroc Leasing, soit 15,8% pour 2008.

Par contre en 2008, la part de marché de Chaâbi Leasing a subit une légère érosion (-0,5pts) liée principalement à la reprise en terme de part de marché de Wafabail (+1,6 pts en 2008 contre -3,6pts en 2007), au gain de part de marché de Maroc Leasing et à la remontée de CDM Leasing au niveau de part de marché détenu en 2006.

Enfin, en combiné, la part de marché occupée par Chaâbi Leasing et Maroc Leasing atteint les 25,6% en 2008, plaçant l'ensemble en leader sur le marché en terme de production sectorielle. Cette position est due au fait que les deux sociétés sont en pleine phase d'expansion.

## V.1.Analyse de la production par secteur d'activité

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la production de Crédit Bail Mobilier par secteur d'activité sur les exercices 2006 à 2008 :

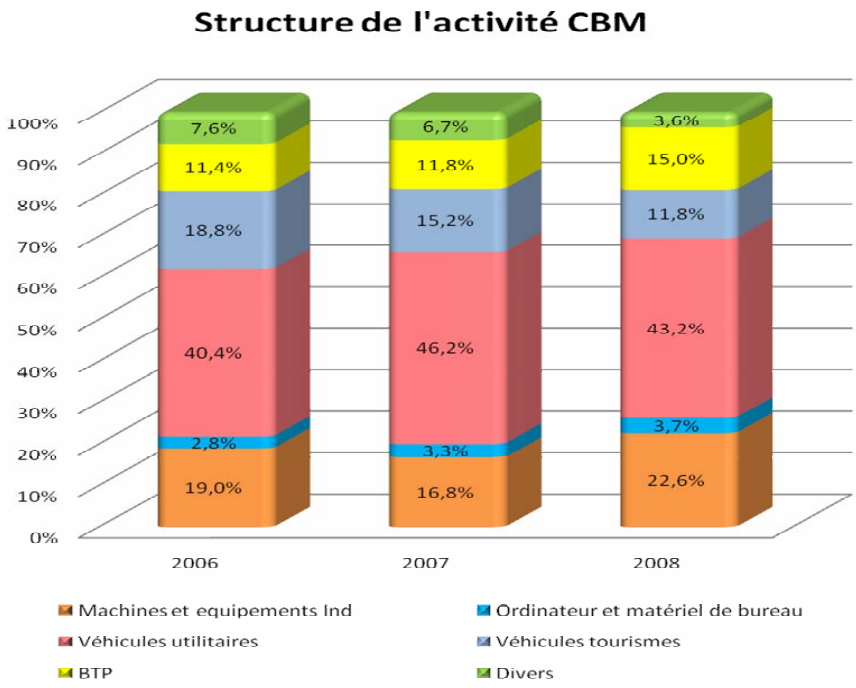
| PRODUCTION CBM PAR SECTEUR D'ACTIVITE | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2006 | | 2007 | | | 2008 | | | |
| | Mdh | % prod | Mdh | %prod | Δ% | Mdh | %prod | Δ% | TCAM |
| Agriculture | 170 381 | 1,9% | 187 341 | 1,8% | 10,0% | 186 183 | 1,6% | -0,6% | 4,5% |
| Pêche, Aquaculture | 30 894 | 0,3% | 82 038 | 0,8% | 165,5% | 94 390 | 0,8% | 15,1% | 74,8% |
| Industrie Extractives | 211 441 | 2,4% | 131 015 | 1,3% | -38,0% | 259 806 | 2,2% | 98,3% | 10,8% |
| Industrie Alimentaires | 479 708 | 5,4% | 448 636 | 4,4% | -6,5% | 336 249 | 2,8% | -25,1% | -16,3% |
| Industries textile, de l'habillement et du cuir | 261 965 | 2,9% | 255 288 | 2,5% | -2,5% | 224 785 | 1,9% | -11,9% | -7,4% |
| Industries chimiques et parachimiques | 129 262 | 1,4% | 133 365 | 1,3% | 3,2% | 186 764 | 1,6% | 40,0% | 20,2% |
| IMME | 391 647 | 4,4% | 216 584 | 2,1% | -44,7% | 358 514 | 3,0% | 65,5% | -4,3% |
| Industries divers | 495 828 | 5,6% | 601 549 | 5,9% | 21,3% | 838 047 | 7,1% | 39,3% | 30,0% |
| Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau | 48 578 | 0,5% | 31 645 | 0,3% | -34,9% | 71 869 | 0,6% | 127,1% | 21,6% |
| Constructions | 1 865 269 | 20,9% | 2 464 974 | 24,1% | 32,2% | 3 404 751 | 28,8% | 38,1% | 35,1% |
| Commerce, réparation automobile | 1 262 283 | 14,1% | 1 430 447 | 14,0% | 13,3% | 1 509 862 | 12,8% | 5,6% | 9,4% |
| Hôtels et restaurants | 84 432 | 0,9% | 85 536 | 0,8% | 1,3% | 123 320 | 1,0% | 44,2% | 20,9% |
| Transports-communications | 1 039 907 | 11,7% | 1 611 169 | 15,7% | 54,9% | 2 022 601 | 17,1% | 25,5% | 39,5% |
| Activités financières | 194 629 | 2,2% | 153 247 | 1,5% | -21,3% | 273 692 | 2,3% | 78,6% | 18,6% |
| Administrations publiques | 24 985 | 0,3% | 86 362 | 0,8% | 245,7% | 61 759 | 0,5% | -28,5% | 57,2% |
| Autres services | 2 229 582 | 25,0% | 2 320 172 | 22,7% | 4,1% | 1 852 656 | 15,7% | -20,2% | -8,8% |
| **Total** | **8 920 791** | **100%** | **10 239 368** | **100%** | **14,8%** | **11 805 248** | **100%** | **15,3%** | **15,0%** |

*Source : APSF*

Entre 2006 et 2008, la production sectorielle globale augmente en moyenne de 15% passant de 8,9 Gdh à 11,8 Gdh. Ceci dénote du renforcement de ce mode de financement dans les pratiques des entreprises et institutions du Royaume.

De 2006 à 2008, la production sectorielle est principalement axée sur le secteur des constructions, qui réalise 28,8% de la production globale en 2008 (en croissance de 35,1% sur la période) et sur le secteur des transports et communications qui réalise 17,1% en 2008 (en croissance de 39,5% sur la période).

## V.2.Analyse de la production par type de bien financé

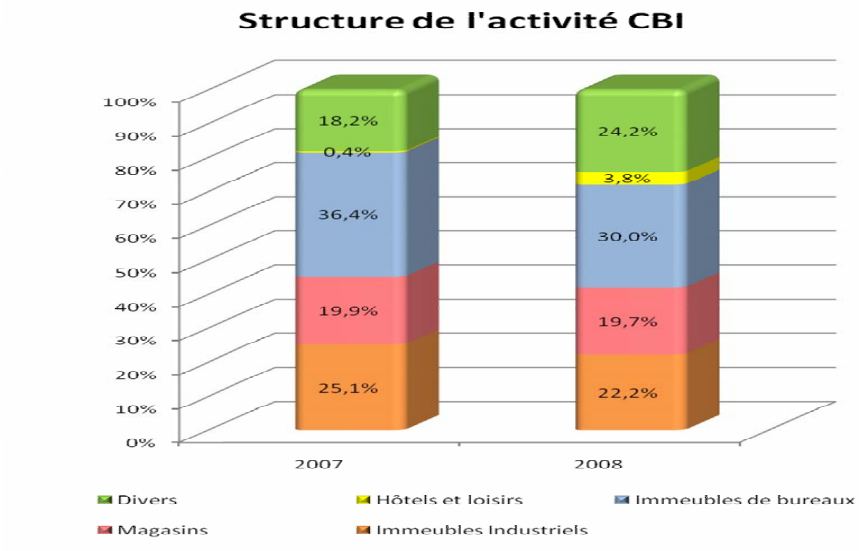



*Source : APSF*

En 2008, concernant le Crédit Bail Mobilier, c'est le financement des machines & équipements industriels (+949,2 Mdh), et les engins de BTP (+565,1 Mdh) et dans une moindre mesure la contribution des véhicules utilitaires (+367,2 Mdh), qui ont relevé la production CBM de 1 565,9 Mdh supplémentaires à 11 805,2 Mdh.

A ce titre, la structure de l'activité mobilière a changé en faveur des machines et équipements industriels, allant de 16,8% en 2007 à 22,6% à fin 2008. Le matériel BTP a pour sa part attiré 15% des financements contre moins de 12% l'année d'avant.

La structure des crédits distribués par secteur d'activité confirme cette donne, puisque le secteur des constructions a, à lui seul, initié une production de 3 404,7 Mdh contre 2 465,0 Mdh un an auparavant.




*Source : APSF*

Quant au Crédit Bail Immobilier, sa performance a été soutenue par le financement des hotêls & loisirs, allant d'une production de 8,1 Mdh en 2007 à 96,9 Mdh en 2008. Pour sa part, la production relative aux immeubles de bureaux s'est retractée de près de 5% à 764 Mdh.

## VI. Evolution de l'encours sectoriel

Le tableau ci-dessous présente la répartition de l'encours net sectoriel par opérateur sur les trois derniers exercices :

| Encours net sectoriel | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2 006 | | 2007 | | 2008 | | |
| | Encours | part % | encours | Part % | Encours | part % | TCAM |
| **Wafabail** | **4 477 219** | **21,6%** | **5 588 248** | **22,1%** | **7 093 526** | **22,9%** | **25,9%** |
| dont CBM | ND | ND | 4 519 905 | 80,9% | 5 509 572 | 77,7% | ND |
| Dont CBI | ND | ND | 1 068 343 | 19,1% | 1 583 954 | 22,3% | ND |
| **Sogelease** | **4 106 858** | **19,9%** | **5 113 214** | **20,2%** | **5 875 936** | **18,9%** | **19,6%** |
| dont CBM | ND | ND | 3 907 893 | 76,4% | 4 398 842 | 74,9% | ND |
| Dont CBI | ND | ND | 1 205 321 | 23,6% | 1 477 094 | 25,1% | ND |
| **Maghrebail** | **3 680 007** | **17,8%** | **4 674 343** | **18,5%** | **5 693 463** | **18,4%** | **24,4%** |
| dont CBM | ND | ND | 3 018 980 | 64,6% | 3 574 219 | 62,8% | ND |
| Dont CBI | ND | ND | 1 655 363 | 35,4% | 2 119 244 | 37,2% | ND |
| **Maroc Leasing** | **2 501 831** | **12,1%** | **3 252 608** | **12,8%** | **4 252 568** | **13,7%** | **30,4%** |
| dont CBM | ND | ND | 2 161 354 | 66,4% | 2 857 473 | 67,2% | ND |
| Dont CBI | ND | ND | 1 091 254 | 33,6% | 1 395 095 | 32,8% | ND |
| **BMCI Leasing** | **2 878 006** | **13,9%** | **3 394 225** | **13,4%** | **4 071 137** | **13,1%** | **18,9%** |
| dont CBM | ND | ND | 2 453 860 | 72,3% | 2 895 245 | 71,1% | ND |
| Dont CBI | ND | ND | 940 365 | 27,7% | 1 175 892 | 28,9% | ND |
| **Chaâbi Leasing** | **2 235 131** | **10,8%** | **2 466 451** | **9,7%** | **3 079 330** | **9,9%** | **17,4%** |
| dont CBM | ND | ND | 2 039 455 | 82,7% | 2 451 807 | 79,6% | ND |
| Dont CBI | ND | ND | 426 996 | 17,3% | 627 523 | 20,4% | ND |
| **CDM Leasing** | **807 455** | **3,9%** | **835 867** | **3,3%** | **947 296** | **3,1%** | **8,3%** |
| dont CBM | ND | ND | 693 383 | 83,0% | 784 741 | 82,8% | ND |
| Dont CBI | ND | ND | 142 484 | 17,0% | 162 555 | 17,2% | ND |
| **TOTAL** | **20 686 507** | **100,0%** | **25 324 956** | **100,0%** | **31 013 256** | **100,0%** | **22,4%** |

*Source : APSF*

De 2006 à 2008, l'encours net sectoriel a augmenté de 22,4% en moyenne passant de 20,7Gdh en 2006 à 31 Gdh en 2008.

Les principaux acteurs du crédit-bail sont affiliés à des banques locales. Les parts de marché les plus importantes en termes d'encours sont détenues, à fin 2008, par Wafabail, Sogelease et Maghrebail. Ces 3 établissements réalisent 62% des parts de l'encours global du secteur.

Par contre sur les deux derniers exercices, les parts de marché de Sogelease et de Maghrebail, diminuent au profit de celle de Maroc Leasing, soit 13,7% pour 2008 contre 12,1% en 2006 en lien avec le plan stratégique lancé par Maroc Leasing en 2004 (avec un nouveau management, un plan d'actions et un renforcement commercial).

L'encours de Chaâbi Leasing est en croissance sur la période (17,4%) malgré un léger recul de la part de marché de Chaâbi Leasing (9,9% en 2008 contre 10,8% en 2006).

Enfin, en combiné, la part de marché occupée par Chaâbi Leasing et Maroc Leasing atteint les 23,6% en 2008, plaçant l'ensemble en leader sur le marché en terme

d'encours sectoriel. Cette position est due au fait que les deux sociétés sont en pleine phase d'expansion.

# PARTIE III. PRESENTATION GENERALE DE LA SOCIETE

# I. Renseignements à caractère général

| | |
|---|---|
| **Dénomination sociale** | Maroc Leasing |
| **Siège social** | 57, Boulevard Abdelmoumen angle rue Pinel 20100 – Casablanca |
| **Forme juridique** | Maroc Leasing est une société anonyme de droit privé, régie par la loi n° 17/95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 portant promulgation de la Loi n°20-05. |
| **Téléphone / Fax** | 05 22 42 95 95 – 05 22 75 17 30 |
| **Adresse électronique** | www.marocleasing.ma |
| **Date de constitution** | 21 avril 1965 |
| **Registre du commerce** | Maroc Leasing est immatriculée au Greffe du tribunal de Commerce de Casablanca sous le numéro 29.487 et son régime fiscal est régi par la législation commerciale et fiscale en vigueur applicable aux sociétés de financement. |
| **Durée** | La durée de la société est fixée à 99 ans, à compter du jour de la constitution, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux statuts. |
| **Exercice social** | L'exercice social débute le 1 janvier et se termine le 31 décembre. |
| **Objet social** | L'article 2 des statuts stipule que :<br><br>« Maroc Leasing est agréée en qualité de société de financement pour effectuer les opérations de crédit-bail conformément aux dispositions de l'article 110 du dahir portant loi n°1-93-147 du 15 Moharram 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leurs contrôles. Elle est habilitée à recevoir du public des fonds d'un terme supérieur à deux ans. La société a pour objet le financement par voie de location à bail, de toutes opérations mobilières ou immobilières. Elle peut effectuer, en particulier, l'achat, l'importation, la vente ou la location de tous matériels, ateliers ou usines et, d'une manière générale, toutes opérations industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à cet objet. » |
| **Capital social à fin juin 2009** | 159.495.000 Dh, divisé en 1.594.950 actions |
| **Lieux de consultation des documents juridiques** | Les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales, les procès-verbaux des Conseils d'Administration, les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège de Maroc Leasing. |

| | |
|---|---|
| **Textes législatifs applicables à la société** | Par sa forme juridique, Maroc Leasing est régie par la loi n° 17/95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 portant promulgation de la Loi n°20-05.<br><br>De par son activité, Maroc Leasing est également régie par le Dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi n° 34-03 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et organismes assimilés et de leur contrôle.<br><br>De par son appel public à l'épargne, Maroc Leasing est régie par le règlement général du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières approuvé par l'arrêté du ministre de l'économie et des finances N°822-08 du 7 rabii II 1429 (14 avril 2008).<br><br>Suite à son introduction en bourse, Maroc Leasing est soumise aux dispositions suivantes : Dahir n°1-07-09 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007) portant promulgation de la loi n°44-06 modifiant et complétant le dahir portant loi n°1-93-212 du 4 rabii II 1414 (21 Septembre 1993) relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01.<br><br>• Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca tel que modifié et complété par les lois n°34-96, 29-00 et 52 01 ;<br>• Règlement Général de la Bourse de Casablanca approuvé par l'arrêté du Ministre de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 ;<br>• Dahir portant loi n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de loi n°35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs tel que modifié par la loi n°43-02 ;<br>• Règlement Général du Dépositaire Central approuvé par l'Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des finances, de la privatisation et du tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ;<br>• Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier ;<br>• Règlement général du CDVM tel que approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°822/08 du 14 avril 2008. |
| **Tribunal compétent en cas de litige** | Tribunal de commerce de Casablanca |
| **Régime fiscal** | La société Maroc Leasing est régie par le régime fiscal en application pour les sociétés de crédit bail :<br><br>• Impôt sur les bénéfices 35%<br>• TVA (Sociétés de financement) 20% |

# II. Renseignements sur le capital de la Société

## Capital social

Le capital social de Maroc Leasing s'élève au 30 juin 2009 à 159.495.000 Dh, divisé en 1.594.950 actions, entièrement libérées et d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune.

## Evolution du capital social

La société a été constituée en 1965 sous forme de société anonyme au capital de 5.000.000 Dh. Depuis, les actionnaires ont procédé à plusieurs augmentations de capital. Le détail des opérations réalisées depuis 1997 est présenté dans le tableau suivant :

| Année | Nature de l'opération | Capital avant l'opération | Montant (Dh) de l'augmentation de capital | Nombre d'actions crées | Prix par action en Dh | Valeur nominale en Dh | Capital Social (Dh) après augmentation du capital | Nombre d'actions après l'opération |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1997 | Introduction en Bourse de 20% du capital | 84.000.000 | 21.266.000 | 212.660 | 230 | 100 | 105.266.000 | 1.052.660 |
| 1997 | Augmentation de Capital réservée au personnel | 105.266.000 | 1.064.000 | 10.640 | 196 | 100 | 106.330.000 | 1.063.300 |
| 1999 | Augmentation du Capital par incorporation de réserves | 106.330.000 | 26.582.500 | 265.825 | 0 | 100 | 132.912.500 | 1.329.125 |
| 1999 | Augmentation de Capital par apport en numéraire | 132.912.500 | 26.582.500 | 265.825 | 250 | 100 | 159.495.000 | 1.594.950 |

*Source : Maroc Leasing*

La Société a été constituée initialement par la Banque de Paris et des Pays-Bas et la BNDE.

En 1997, la société est introduite en bourse par augmentation de capital d'un montant de 21,26 Mdh par apport en numéraire. Concomitamment à cette opération, une seconde augmentation de capital est réalisée pour un montant de 1,06 Mdh pour le compte des salariés de la Société.

Le 1er septembre 1999, deux augmentations de capital successives sont réalisées, l'une par incorporation de réserves et distribution d'actions nouvelles, l'autre par apport en numéraire pour des montants respectifs de 26,58 Mdh et 26,58 Mdh.

## Evolution de l'actionnariat

| | 2002 | | 2003 | | 2004 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actionnaires** | **Nb actions** | **% du k** | **Nb actions** | **% du k** | **Nb actions** | **% du k** |
| **BNDE** | 1 145 056 | 71,8% | - | 0,0% | - | 0,0% |
| **FIPAR HOLDING** | 57 605 | 3,6% | 57 605 | 3,6% | 24 005 | 1,5% |
| **TAIC** | - | 0,0% | - | 0,0% | - | 0,00% |
| **CDG** | 78 944 | 5,0% | 1 224 000 | 76,7% | 1 242 630 | 77,9% |
| **FLOTTANT** | 313 345 | 19,6% | 313 345 | 19,6% | 328 315 | 20,6% |
| **TOTAL** | **1 594 950** | **100%** | **1 594 950** | **100%** | **1 594 950** | **100%** |

| | 2005 | | 2006 | | 2007 | | 2008 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actionnaires** | **Nb actions** | **% du k** | **Nb actions** | **% du k** | **Nb actions** | **% du k** | **Nb actions** | **% du k** |
| **BNDE** | | 0,0% | | 0,0% | | 0,0% | | 0,0% |
| **FIPAR HOLDING** | 0 | 0,0% | | 0,0% | | 0,0% | | 0,0% |
| **TAIC** | 159 495 | 10,0% | 159 495 | 10,0% | 159 495 | 10,0% | 159 495 | 10,0% |
| **CDG** | 1 102 057 | 69,1% | 1 102 057 | 69,1% | 1 102 057 | 69,1% | 1 102 057 | 69,1% |
| **FLOTTANT** | 333 398 | 20,9% | 333 398 | 20,9% | 333 398 | 20,9% | 333 398 | 20,9% |
| **TOTAL** | **1 594 950** | **100%** | **1 594 950** | **100,0%** | **1 594 950** | **100,0%** | **1 594 950** | **100,0%** |

*Source : Maroc Leasing*

En 2003, la structure de l'actionnariat de Maroc Leasing a connu un changement majeur, marqué par la sortie de la Banque Nationale de Développement Economique (BNDE) et le renforcement de la CDG dans le capital de l'entreprise suite à l'acquisition des actions cédées par l'actionnaire sortant. Ainsi, au cours de l'année 2003, la CDG a acquis le 26 mai 2003, dans un premier temps, 736 450 titres auprès de la BNDE au prix de 75 dh par action franchissant le seuil des 50%. Dans un deuxième temps, la CDG a acquis, le 29 décembre 2003, 408 606 actions auprès de la BNDE au prix de 85,5 dh par action franchissant ainsi le seuil des 66,66%.

Par ailleurs, au cours de l'année 2004, Fipar Holding a procédé, en plusieurs cessions en bourse, à la vente de 33 600 titres. Ces transactions se sont effectuées au prix du marché.

Au premier semestre 2005, Fipar Holding a cédé en bourse la totalité des titres encore en sa possession, à savoir 24 005 titres.

En juillet 2005, The Arab Investment Company, société saoudienne d'investissement, est entrée dans le capital de Maroc Leasing à hauteur de 10%. L'acquisition s'est faite auprès de la CDG au prix de 270 dhs par action.

Enfin, la CDG a acquis en bourse courant juillet-août 2005, 18 922 titres de la Société à un cours compris entre 270dh et 255dh par action. Suite à ces acquisitions, la CDG détient alors 69,1% actions de la Société.

Aucune opération de prise de participation par ces deux actionnaires de référence (CDG et TAIC) n'a eu lieu depuis 2005.

## Structure de l'actionnariat au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, la ventilation du capital de Maroc Leasing se présente comme suit :

| Actionnaires | Adresses | Nb d'actions détenues | % de capital | Nb de droits de vote détenus | % Droits de vote |
|---|---|---|---|---|---|
| **CDG*** | Place Moulay El Hassan Rabat | 1.132.893 | 71,03% | 1.132.893 | 71,03% |
| **TAIC**** | Riyadh-Saudi Arabia | 159.495 | 10,00% | 159.495 | 10,00% |
| **Flottant en Bourse** | | 302.562 | 18,97% | 302.562 | 18,97% |
| **Total** | | **1.594.950** | **100,0%** | **1.594.950** | **100,0%** |

* Intégrant la participation de 1,93% de la SCR
** The Arab Investment Compagny
*Source : Maroc Leasing*

Au 30 juin 2009, 81,03% du capital social de la Société est réparti entre le groupe CDG (integrant 1,93% détenus en direct par la SCR) et TAIC. Le reliquat, soit 18,97% du capital social de la Société constitue le flottant en bourse.

## Structure de l'actionnariat après l'Opération

Au 30 septembre 2009, suite à la réalisation de l'augmentation de capital, l'actionnariat de la Société se présentera comme suit :

| Actionnaires | Avant l'opération | | | Après l'opération | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nb. de titres | % du capital | % des droits de vote | Nb. de titres | % du capital | % des droits de vote |
| CDG[14] | 1 132 893 | 71,03% | 71,03% | 1 132 893 | 40,80% | 40,80% |
| TAIC | 159 495 | 10,00% | 10,00% | 159 495 | 5,74% | 5,74% |
| Flottant | 302 562 | 18,97% | 18,97% | 302 562 | 10,90% | 10,90% |
| BCP[15] | - | - | - | 1 181 818 | 42,56% | 42,56% |
| **Total** | **1 594 950** | **100%** | **100%** | **2 776 768** | **100%** | **100%** |

[14] La part CDG intègre la détention de la SCR (1,93%) , filiale de réassurance de la CDG,dans Maroc Leasing
[15] Cette participation est conditionnée par la cession, avant l'opération de fusion-absorption, des BPR de leur participation dans la société Chaâbi Leasing à la BCP. Cette cession est normalement prévue le 25 septembre 2009.

## Présentation des actionnaires de référence de Maroc Leasing

### - La Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)

| | |
|---|---|
| **Dénomination sociale** | Caisse de Dépôt et de Gestion |
| **Siège social** | Place Moulay El Hassan, B.P. 408 – Rabat |
| **Forme juridique** | Institution financière, créée sous forme d'établissement public par le Dahir 1-59-074 du 10 février 1959. |
| **Téléphone / Fax** | 05.37.76.55.20 / 05.37.76.38.49 |
| **Adresse électronique** | www.cdg.ma |
| **Date de constitution** | 10 février 1959 |
| **Objet social** | La CDG a pour rôle central de recevoir, conserver et gérer des ressources d'épargne lesquelles, de par leur nature ou leur origine, requièrent une protection spéciale.<br><br>La CDG centralise l'équivalent de 35% du stock de l'épargne institutionnelle et totalise près de 100 milliards de dirhams d'actifs sous gestion. Elle est le principal investisseur en valeurs du Trésor avec 50% environ des actifs gérés. |

Au 31 décembre 2008, les indicateurs financiers de la CDG se présentent comme suit :

| | |
|---|---|
| **Dépôts** | 43,6 Gdh |
| **Portefeuille obligataire** | 27,5 Gdh |
| **Total bilan** | 62,3 Gdh |
| **PNB** | 1,8 Gdh |
| **Résultat net** | 1 545 Mdh |
| **Résultat net consolidé** | 1 652 Mdh |

Les principales filiales de la CDG sont les suivantes :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Med Z | CDG Capital | Casanearshore | Cellulose du Maroc |
| CGPark | CDG Développement | Maroc Leasing | CGI |
| SOFAC | CIH | CMM | Fipar Holding |
| Technopolis Rabatshore | SCR | | |

### - The Arab Investment Company (TAIC)

| | |
|---|---|
| **Dénomination sociale** | The Arab Investment Company |
| **Siège social** | King Abdul Aziz Road, BP. 4009, Riyad – 11491, Arabie Saoudite |
| **Forme juridique** | Société Anonyme |
| **Téléphone / Fax** | +966 1 4760601 / +966 1 4760514 |
| **Adresse électronique** | www.taic.com |
| **Date de constitution** | 1974 |
| **Objet social** | TAIC a pour objectif premier d'investir des fonds de manière à soutenir et développer l'économie arabe. Pour atteindre cet objectif, TAIC poursuit ses activités dans deux secteurs clés :<br><br>• Prise de participation dans les entreprises agricoles, industrielles et de services qui répondent à des projets suivant des critères de viabilité économique ;<br>• Les services bancaires destinés aux entreprises des deux secteurs public et privé à l'intérieur et en dehors des pays arabes. |

La société The Arab Investment Company (TAIC) est une société anonyme établie en 1974 et appartenant à 17 Etats arabes avec un capital autorisé de USD 800 millions et un capital versé de USD 600 millions. TAIC bénéficie de tous les privilèges et concessions prévus par les autorités nationales et les codes d'investissement étrangers des pays actionnaires.

TAIC présente la structure d'actionnariat pays suivante :

| Pays | Montant K USD | % |
|---|---|---|
| L'Arabie Saoudite | 94 066 | 15,68% |
| Le Koweït | 94 066 | 15,68% |
| Le Soudan | 16 066 | 2,68% |
| L'Egypte | 41 807 | 6,97% |
| Le Qatar | 49 158 | 8,19% |
| Les Emirats Arabes Unis (Abou Dhabi) | 94 066 | 15,68% |
| Le Barheïn | 10 259 | 1,71% |
| La Syrie | 41 807 | 6,97% |
| L'Iraq | 62 903 | 10,48% |
| La Jordanie | 1 934 | 0,32% |
| La Tunisie | 10 259 | 1,71% |
| Le Maroc | 10 259 | 1,71% |
| La Lybie | 41 807 | 6,97% |
| Le Sultanat d'Oman | 10 259 | 1,71% |
| Le Yémen | 1 934 | 0,32% |
| Le Liban | 9 675 | 1,61% |
| L'Algérie | 9 675 | 1,61% |
| **Total** | **600 000** | **100%** |

*Source : TAIC*

Les chiffres clés 2008 se présentent comme suit :

- Total bilan : US $ 3 533 millions
- Résultat d'exploitation : US $ 72,4 millions
- Résultat net : US $ 42,4 millions

## Pactes d'actionnaires

A ce jour, il n'existe aucun pacte entre les actionnaires de Maroc Leasing.

Toutefois un pacte d'actionnaires est en cours de négociation entre le groupe Banque Populaires (actionnaire actuel de Chaâbi Leasing) et l'actionnaire de référence de la Société (CDG) et ce, afin de préserver la stabilité et la cohésion du capital de la Société (Post rapprochement stratégique avec Chaâbi Leasing) et de permettre de mener dans l'intérêt de la Société, une politique de développement cohérente.

Le projet de pacte d'actionnaires, dont la signature est prévue au plus tard à la date de réalisation de l'Opération aura pour objet de définir les termes et les conditions de participation du Groupe Banque Populaire et de la CDG aux organes de gestion de la

Société, de régir leurs relations au sein de la Société et de fixer les droits et obligations attachés à leur qualité d'actionnaires.

Le pacte d'actionnaires contiendra notamment :

- Des stipulations relatives à la gouvernance d'entreprise notamment en matière de Direction Générale et de composition des différents comités (Cf parties Conseil d'Administration page 90 et Gouvernement d'entreprise page 96);
- Des stipulations en matière de cession des titres de la société détenus par les signataires du pacte.

## Nantissement d'actions et d'actifs :

A ce jour, les actions de Maroc Leasing détenues par l'actionnaire de référence (CDG) ne font l'objet d'aucun nantissement. Par ailleurs, la Société n'a donné aucun nantissement d'actif.

## Intention des actionnaires

A ce jour, les actionnaires contrôlant le capital de la Société n'ont pas l'intention d'effectuer des opérations significatives sur le capital de la Société.

## Restriction en matière de négociabilité

Il n'existe aucune restriction en matière de négociabilité visant les actions de la Société conformément au Dahir portant loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse de Casablanca et à la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05.

## Déclaration de franchissement de seuil

Les actionnaires de la Société sont tenus de déclarer aux organismes concernés certains franchissements de seuils conformément aux dispositions des articles 68 ter et 68 quater du Dahir portant loi n° 1-93-211 relatif à la Bourse des Valeurs de Casablanca tel que modifié et complété.

L'article 68 ter prévoit que « toute personne physique ou morale qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote d'une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des Valeurs, informe cette société ainsi que le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et la société gestionnaire, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un de ces seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et aux droits de vote qui y sont rattachés. Elle informe en outre dans les mêmes délais le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières des objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des 12 mois qui suivent lesdits franchissements de seuils ».

L'article 68 quater prévoit que « toute personne physique ou morale possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote d'une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont inscrites à la cote de la Bourse des Valeurs, et qui vient à céder tout ou partie de ses actions ou de ses droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le Conseil

Déontologique des Valeurs Mobilières et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68 ter, s'il franchit à la baisse l'un de ces seuils de participation ».

Dans chaque déclaration visée ci-dessus, le déclarant devra certifier que la déclaration faite comprend bien toutes les actions ou les droits de vote détenus ou possédés. Il devra également indiquer la ou les dates d'acquisition ou de cession de ces actions.

## Politique de distribution de dividendes

D'après l'article 41 des statuts de la Société :

- Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions jugées utiles par le Conseil d'Administration, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice ;
- Il est fait sur les bénéfices nets, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de cinq pour cent (5%) affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve excède le dixième du capital social. Il reprend son cours, lorsque pour une cause quelconque, la réserve est descendue au dessous de ce dixième ;
- Le solde est attribué aux actionnaires sous forme de dividendes ;
- Toutefois, sur la proposition de Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, peut décider le prélèvement, sur la portion revenant aux actionnaires à titre de dividendes, des sommes qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves facultatives ;
- L'Assemblée Générale ou, à son défaut, le Conseil d'Administration, fixe les modalités de mise en paiement des dividendes. Cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du Président du Tribunal, statuant en référé, à la demande du Conseil d'Administration ;
- Si les actions sont grevées d'un usufruit, les dividendes sont dus à l'usufruitier ; toutefois, le produit de la distribution de réserves, hors le report à nouveau, est attribué au nu propriétaire ;
- Les dividendes non perçus cinq ans après la date de leur mise en paiement sont prescrits au profit de la société.

## Dividendes payés au cours des trois derniers exercices

Sur la période 2006 à 2008, le détail des distributions de dividendes se présente comme suit :

| | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|---|---|---|
| Résultat net (en Dh) | 44 388 258,58 | 50 557 690,50 | 64 794 577,15 |
| Dividendes distribués en n+1 (en Dh) | 19 139 400,00 | 23 924 250,00 | 31 899 000,00 |
| Taux de distribution (en %) | 43,12% | 47,32% | 49,23% |
| Dividendes par action (en Dh) | 12 | 15 | 20 |

*Source : Maroc Leasing*

Au titre de l'exercice 2005, les dividendes distribués en 2006 s'élèvent à 19 Mdh soit un taux de distribution de 43%.

Au titre de l'exercice 2006, les dividendes distribués en 2007 s'élèvent à 24 Mdh soit un taux de distribution de 47%.

Au titre de l'exercice 2007, les dividendes distribués en 2008 s'élèvent à 32 Mdh soit un taux de distribution de 49%.

Depuis l'apurement de la situation de Maroc Leasing en 2005, la Société s'est donné pour objectif de distribuer 50% de son résultat.

# III. Marché des titres de Maroc Leasing

## Emission de BSF

Au 31 décembre 2008, la société dispose d'un encours de trois lignes de Bons de Sociétés de Financement (BSF) à échoir de 470 millions de dirhams, soit 4 700 titres au nominal unitaire de 100 000 dirhams. Les caractéristiques de ces lignes se présentent comme suit :

| Ligne | Montant (en Kdh) | Taux d'intérêt en % | Date de jouissance | Mode d'amort | Fréquence des intérêts | Date d'échéance | Maturité |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BSF 1 | 50 300 | 4,58 | 29/09/2005 | In fine | Annuelle | 29/09/2009 | 4 ans |
| BSF 2 | 31 000 | 4,85 | 29/09/2005 | In fine | Annuelle | 29/09/2010 | 5 ans |
| BSF 3 | 150 000 | 4,48 | 02/02/2006 | In fine | Annuelle | 02/02/2010 | 4 ans |

*Source : Maroc Leasing*

## Emprunt obligataire

Maroc Leasing a contracté en 2004 un emprunt obligataire. Les caractéristiques des titres émis ainsi que l'échéancier des remboursements se présentent comme suit :

| Jouissance | échéance | Montant émis (en Kdh) | Maturités (Années) | Taux Facial |
|---|---|---|---|---|
| 23/11/2004 | 23/11/2009 | 300 000 | 5 | 5,01% |
| **Total (Kdh)** | | **300 000** | | |

*Source : Maroc Leasing*

| Jouissance | Date anniversaire | Remboursement (en KDH) | Encours à échoir (en KDH) |
|---|---|---|---|
| 23/11/2004 | 23/11/2005 | 60 000 | 240 000 |
| 23/11/2004 | 23/11/2006 | 60 000 | 180 000 |
| 23/11/2004 | 23/11/2007 | 60 000 | 120 000 |
| 23/11/2004 | 23/11/2008 | 60 000 | 60 000 |
| 23/11/2004 | 23/11/2009 | 60 000 | 0 |

*Source : Maroc Leasing*

## Caractéristiques des actions Maroc Leasing :

| | |
|---|---|
| Secteur | Sociétés de Financement & Autre Activités Financières |
| Libellé | Maroc Leasing |
| Ticker | MLE |
| Code ISIN | MA0000010035 |
| Compartiment | Premier compartiment (Marché principal) |
| Mode de cotation | Continu |
| Date de première cotation | 27 février 1997 |

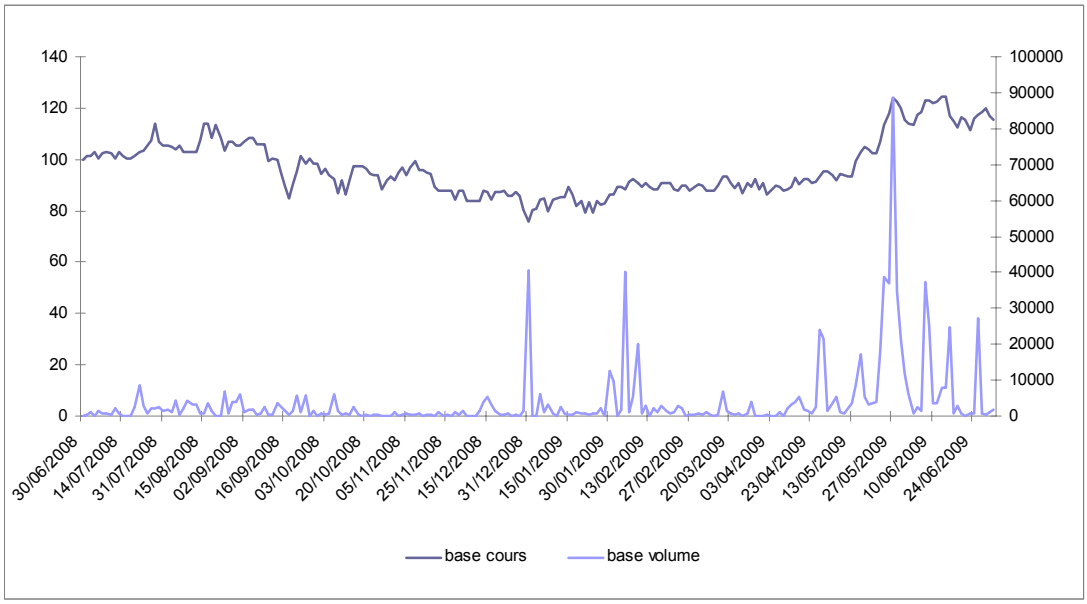
*Source : Bourse de Casablanca*

### Indicateurs boursiers du titre Maroc Leasing sur la période allant du 1 juillet 2008 au 30 juin 2009

| | | | |
|---|---|---|---|
| Cours le plus haut | 424,0 | Nombre de jours de bourse | 250 |
| Cours le plus bas | 258,1 | Taux de cotation | 91,2% |
| Cours moyen | 330,23 | V.L.T[16] | **46,94%** |
| Coefficient de liquidité | 21,52% | V.C.T[17] | **45,73%** |

*Source : CDG Capital*

### Evolution du cours boursier du titre Maroc Leasing sur la période allant du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009




*Source : Bourse de Casablanca*

[16] Pour le calcul de la volatilité long terme, la période, nécessitant 250 jours de cotation du MASI, a été fixée du 25 juin 2008 au 30 juin 2009.

[17] Pour le calcul de la volatilité court terme, nous avons retenu les 20 derniers jours de bourse allant du 3 au 30 juin 2009.

**Evolution mensuelle des indicateurs boursiers du titre Maroc Leasing sur la période allant du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009**

| Evolution mensuelle | Juillet 08 | Août 08 | Sept 08 | Oct 08 | Nov 08 | Dec 08 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Cours le plus haut | 387,95 | 387,95 | 370,00 | 331,90 | 338,00 | 300,00 |
| Cours le plus bas | 342,15 | 350,00 | 290,00 | 295,05 | 287,00 | 258,05 |
| Cours moyen | 351,99 | 363,48 | 339,62 | 317,66 | 314,91 | 290,38 |
| Nombre de titres échangés | 12 014 | 16 131 | 15 555 | 6 634 | 2 840 | 29 588 |
| Nombre de jours traités | 20 | 18 | 21 | 19 | 14 | 18 |

*Source : CDG Capital*

| Evolution mensuelle | Janv 09 | Fev 09 | Mars 09 | Avril 09 | Mai 09 | Juin 09 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Cours le plus haut | 305,00 | 315,00 | 319,00 | 319,00 | 421,90 | 423,95 |
| Cours le plus bas | 270,05 | 295,00 | 296,00 | 294,00 | 313,50 | 380,00 |
| Cours moyen | 284,57 | 305,50 | 306,58 | 307,78 | 353,22 | 402,00 |
| Nombre de titres échangés | 16 375 | 42 914 | 7 933 | 20 057 | 114 064 | 55 982 |
| Nombre de jours traités | 20 | 20 | 17 | 15 | 20 | 22 |

*Source : CDG Capital*

# IV. Notation

A ce jour Maroc Leasing n'a fait l'objet d'aucune notation.

# V. Assemblées des actionnaires

## Dispositions statutaires

L'article 28 des Statuts stipule que l'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires et que ses décisions s'imposent à tous même aux absents, incapables, opposants ou privés de droit de vote.

Selon l'article 29, les Assemblées sont convoquées par le Conseil d'Administration. Elles peuvent être également convoquées :

- Par les Commissaires aux Comptes, qui ne peuvent y procéder qu'après avoir vainement requis sa convocation par le Conseil d'Administration ;
- Par le ou les liquidateurs en cas de dissolution de la société et pendant la période de liquidation ;
- Par un mandataire désigné par le Président du Tribunal statuant en référé, à la demande soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social.

Les convocations, intégrant l'ordre du jour et le texte de projet de résolutions, sont faites trente (30) jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit au moyen d'un avis inséré dans un journal d'annonces légales et au Bulletin Officiel, soit par lettre recommandée avec accusé de réception adressé à chacun des actionnaires si les actions sont nominatives.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins cinq pour cent (5%) du capital social peuvent requérir, au moins vingt jours avant la date de l'Assemblée Générale, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription d'un ou plusieurs projets de résolutions à l'ordre du jour.

L'article 30 stipule que l'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions. Un actionnaire peut se faire représenter par un

autre actionnaire, ou par son tuteur, par son conjoint ou par un ascendant ou descendant, sans qu'il soit nécessaire que ces derniers soient personnellement actionnaires.

Les actionnaires, s'ils sont titulaires d'actions nominatives, peuvent assister à l'Assemblée générale sur simple justification de leur identité, à condition soit d'être inscrits sur les registres sociaux cinq jours au moins avant l'Assemblée.

L'article 30 stipule que chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

L'article 34 stipule que pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Ordinaire doit réunir le quart, au moins, des actions ayant le droit de vote; si elle ne réunit pas ce quorum, une nouvelle Assemblée est convoquée valablement dans un délai de 15 jours francs, pour laquelle aucun quorum n'est requis.

Dans les Assemblées Générales Ordinaires, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

L'article 37 stipule que l'Assemblée Générale Extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne peut valablement délibérer que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant au moins, sur première convocation, la moitié et sur deuxième convocation le quart des actions ayant le droit de vote.

A défaut de réunir le quorum du quart, cette deuxième Assemblée peut être prorogée à une date ultérieure de deux mois au plus à partir du jour auquel elle avait été convoquée et se tenir valablement avec la présence ou la représentation d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins des actions ayant droit de vote.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires, les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

# VI. Conseil d'Administration

## Avant l'Opération au 14 juillet 2009

Le Conseil d'Administration de Maroc Leasing est composé de 6 membres et présidé par Monsieur Ali HARRAJ.

| Fonction | Nom | Date de nomination | Expiration du Mandat | Fonction au sein de la Société |
|---|---|---|---|---|
| **Président** | M. Ali HARRAJ | janv-04 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2009 | Président Directeur Général |
| **Administrateurs** | Caisse de Dépôt et de gestion, représentée par M. Mustapha LAHBOUBI | janv-2004 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2009 | Aucune |
| | M. Mustapha BAKKOURY | déc-07 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2011 | Aucune |
| | Hassan BOUBRIK | Coopté lorsdu CA 29 mai-09[18] | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 | Aucune |
| | M. Fouad BENADADA | Coopté lors du CA 29 mai-09[19] | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 | Aucune |
| | The Arab Investment Company, représentée par M. Zied ARFAOUI. | mai-06 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2011 | Aucune |

*Source : Maroc Leasing*

La composition du Conseil d'Administration, la désignation de ses membres et leur révocation sont prévues par les dispositions de l'article 15 à l'article 26 des statuts de la société Maroc Leasing dont les principales dispositions sont les suivantes:

- La société est administrée par un Conseil composé de trois (3) à 15 (quinze) membres et révocables par l'Assemblée Générale, la durée des fonctions des administrateurs est de six (6) années, sauf les dispositions légales en ce qui concerne les premiers administrateurs ;
- Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser tous actes et opérations de gestion et tous actes de disposition. Tous les actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale par la loi sont de sa compétence.
- Le Conseil d'Administration nomme, parmi ses membres, un Président qui assume, sous sa responsabilité la direction générale de la société et la présente dans ses rapports avec les tiers.

Le Conseil d'Administration compte en son sein trois comités institués :

- Le Comité d'Audit ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité de Crédit.

[18] Cooptation soumise à la ratification de l'AGE du 30 septembre 2009

[19] Cooptation soumise à la ratification de l'AGE du 30 septembre 2009

**Après l'Opération**

Suite à l'Opération, le projet de pacte d'actionnaires stipule les dispositions suivantes :

Le Conseil d'Administration de la Société comprendra dix (10) membres, nommés pour une durée de six (6) ans :

- quatre (4) administrateurs seront désignés par la CDG ;
- quatre (4) administrateurs seront désignés par la BCP ;
- TAIC disposera du droit de proposer la désignation d'un (1) administrateur ; et
- un (1) membre indépendant choisi en considération de sa réputation, de son ethique et de son expérience sera proposé d'un commun accord entre la CDG et la BCP.

La présidence du Conseil d'Administration sera exercée par l'un des membres du Conseil d'Administration désignés sur proposition de la CDG.

La BCP a la faculté de demander la révocation pour juste motif du Président du Conseil d'Administration et chaque Partie s'engage alors à faire le nécessaire en vue de cette révocation notamment à voter en sa faveur.La voix du président ne sera pas prépondérante en cas de partage des voix au sein du Conseil d'Administration.

*Modalités de convocation*

- Les membres du Conseil d'Administration sont convoqués par écrit avec un préavis de quinze (15) jours, sauf renonciation à ce délai, étant précisé que le Conseil pourra se réunir avec un préavis minimal de deux (2) jours ouvrés en cas d'urgence si tous les membres sont présents ou représentés.
- Obligation pour le Président du Conseil d'Administration de convoquer le Conseil d'Administration à la demande d'au moins un administrateur sur l'ordre du jour déterminé dans ladite demande.

*Quorum*

Aucune réunion du Conseil d'Administration ne pourra se tenir si ne sont pas présents au moins deux administrateurs désignés sur proposition de la CDG et deux administrateurs désignés sur proposition de la BCP. Si le Conseil d'Administration ne peut statuer en raison du fait qu'une des deux Parties n'est pas représentée par deux personnes au moins à cette réunion, une seconde réunion du Conseil sur le même ordre du jour sera convoquée dans un délai de huit (8) jours au moins. Au cours de cette deuxième réunion, le Conseil d'Administration pourra valablement délibérer si la moitié au moins de ses membres sont effectivement présents sans autres conditions de quorum.

*Règles de majorité*

Toutes les décisions seront prises à la majorité simple des membres présents ou représentés, à l'exception des Décisions Essentielles[20] qui seront prises à la majorité qualifiée (c'est-à-dire une majorité simple des membres présents ou représentés comprenant le vote positif d'au moins deux (2) des membres désignés sur proposition de la CDG et deux (2) des membres désignés sur proposition de la BCP).

[20] Il s'agit de décisions portant sur des éléments non prévus dans le budget annuel et notamment sur des opérations d'investissement/de désinvestissement, des dépenses et des décisions portant sur toute modification statutaire.

Pour toute les résolutions du Conseil d'Administration autres que celles ayant pour objet l'adoption d'une Décision Essentielle, la CDG et la BCP s'engagent à se concerter en vue de voter dans le même sens lors du vote de la résolution concernée au Conseil d'Administration, étant précisé qu'en l'absence de concertation, les résolutions au Conseil d'Administration seront prises selon les règles de majorité et de quorum légales.

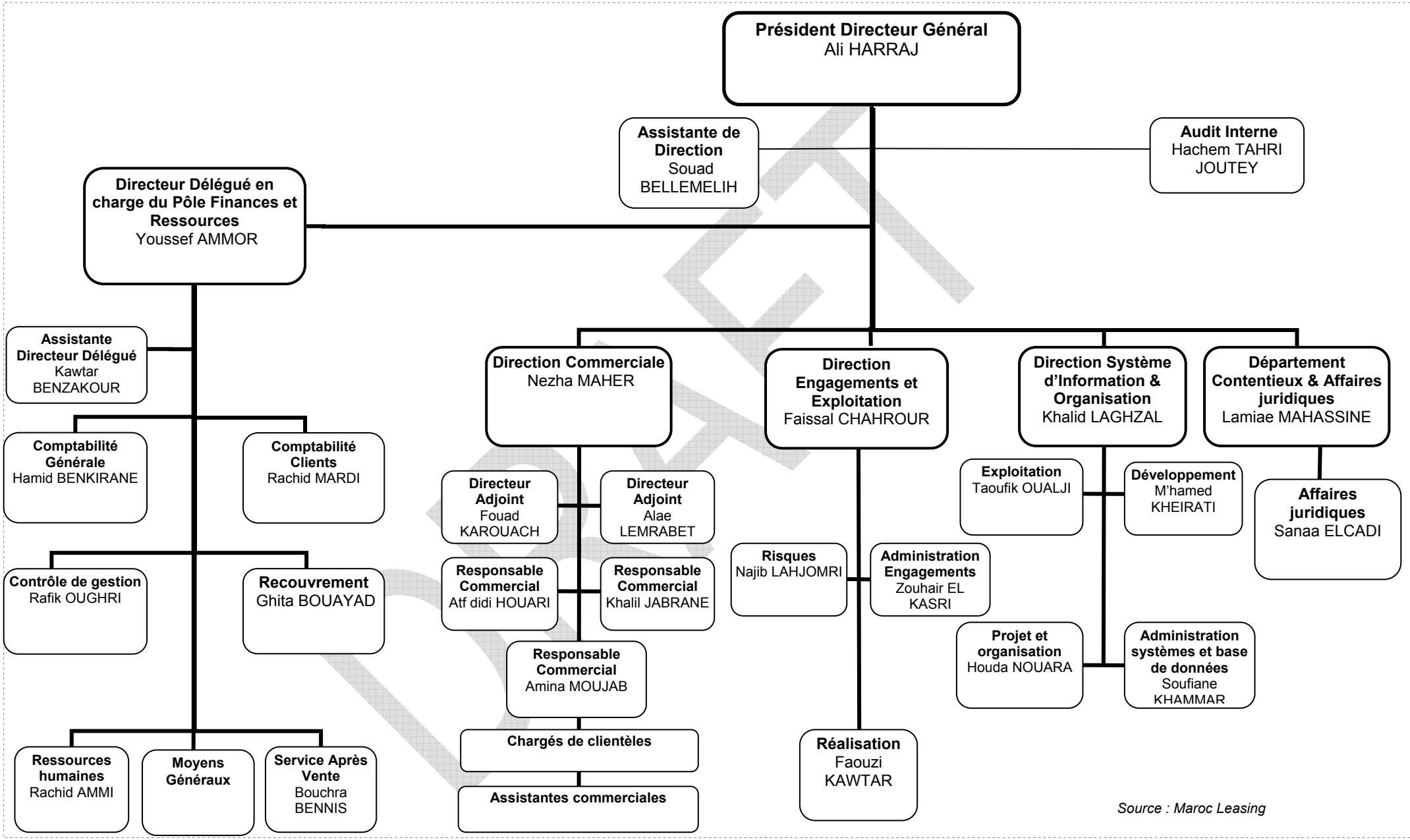
Suite à l'Opération, le Conseil d'Administration sera composé comme suit :

| Fonction | Nom | Date de nomination | Expiration du Mandat |
|---|---|---|---|
| **Président** | Ali HARRAJ | Janvier 2004 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2009 |
| **Administrateurs** [21] | Caisse de Dépôt et de gestion, représentée par M. Mustapha LAHBOUBI | Janvier 2004 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2009 |
| | Banque Centrale Populaire représentée par M. Mohamed BELGHAZI | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | M. Fouad BENADADA | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | Monsieur Aomar YIDAR | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | Monsieur Laidi EL WARDI | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | Monsieur Rachid AGOUMI | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | Monsieur Hassan BOUBRIK | Septembre 2009 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2014 |
| | The Arab Investment Company, représentée par M. Zied ARFAOUI. | Mai 2006 | AGO statuant sur les comptes au 31 décembre 2011 |

# VII. Organes de direction

## VII.1. Organigramme de Maroc Leasing à fin juin 2009

[21] Conformément au pacte d'actionnaires à signer entre les deux actionnaires de référence, un dixième administrateur, dit administrateur indépendant, devra être désigné.


Président Directeur Général
Ali HARRAJ
Assistante de Direction
Souad BELLEMELIH
Audit Interne
Hachem TAHRI
JOUTEY
Directeur Délégué en charge du Pôle Finances et Ressources
Youssef AMMOR
Assistante Directeur Délégué
Kawtar BENZAKOUR
Comptabilité Générale
Hamid BENKIRANE
Comptabilité Clients
Rachid MARDI
Contrôle de gestion
Rafik OUGHRI
Recouvrement
Ghita BOUAYAD
Ressources humaines
Rachid AMMI
Moyens Généraux
Service Après Vente
Bouchra BENNIS
Direction Commerciale
Nezha MAHER
Directeur Adjoint
Fouad KAROUACH
Directeur Adjoint
Alae LEMRABET
Responsable Commercial
Atf didi HOUARI
Responsable Commercial
Khalil JABRANE
Responsable Commercial
Amina MOUJAB
Chargés de clientèles
Assistantes commerciales
Direction Engagements et Exploitation
Faissal CHAHROUR
Risques
Najib LAHJOMRI
Administration Engagements
Zouhair EL KASRI
Réalisation
Faouzi KAWTAR
Direction Système d'Information & Organisation
Khalid LAGHZAL
Exploitation
Taoufik OUALJI
Développement
M'hamed KHEIRATI
Projet et organisation
Houda NOUARA
Administration systèmes et base de données
Soufiane KHAMMAR
Département Contentieux & Affaires juridiques
Lamiae MAHASSINE
Affaires juridiques
Sanaa ELCADI
Source : Maroc Leasing

DRAFT

## VII.2. CV des principaux dirigeants

### M. Ali HARRAJ (50 ans), Président Directeur Général

M. HARRAJ est ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris, lauréat de l'Institut Européen d'Administration des Affaires (INSEAD) et diplômé de l'institut français du pétrole (IFP). En 1981, M. HARRAJ débute sa carrière à l'Office National de Recherches et d'Exploitation Pétrolières (ONAREP) en qualité de Chef du Département Production. En 1988, il occupe le poste de Directeur Général du Groupe Univers Motors. En Février 2002, il intègre le groupe de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) en qualité de Directeur Général de la Loterie Nationale.

En avril 2003, M. HARRAJ est nomme Directeur Général de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE). Il a été nommé Président Directeur Général de Maroc Leasing le 9 janvier 2004.

En mars 2006, M. HARRAJ a été nommé Secrétaire Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion tout en conservant son poste de Président Directeur Général de Maroc Leasing.

**Mandats de M. Harraj au 30 juin 2009 :**

| Société | Fonction |
|---|---|
| Caisse Marocaine des Marchés | Membre du CA |
| Société Centrale de Réassurance | Membre du CA |
| Loterie Nationale | Vice président du CA |
| CDG Développement | Membre du CA |
| Crédit Immobilier et Hôtelier | Directeur Général |
| Consortium Maroco-Kowetien de Développement | Membre du CA |
| Banque Centrale Populaire | Membre du CA |
| Fipar International | Membre du CA |
| Teck Capital Management | Membre du CA |
| Fipar Holding | Membre du CA |
| Crédit Agricole du Maroc | Membre du CA |
| CDG Capital | Membre du CA |
| Massira Capital Management | Membre du CA |
| Sofac | PDG |
| Maroc Leasing | PDG |

### M. Youssef AMMOR (44 ans), Directeur délégué en charge du Pôle Finances et Ressources

Lauréat de l'Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises (ISCAE), M. AMMOR est diplômé expert comptable mémorialiste, titulaire du Certificat Supérieur de Révision Comptable. Il est également titulaire d'un MBA de l'Ecole des Mines de Paris.

M. AMMOR a été successivement auditeur chez le cabinet d'audit AUDICOM, responsable comptable et financier de la Société de Bourse "Maroc Services Intermédiation" (M.S.I.N), Directeur de Mission au sein du cabinet d'Audit et de Conseil DAR AL KHIBRA, Directeur Financier à l'Entreprise Nouvelle Des Ponts et Chaussées (ENPC) et Directeur du Département Comptable de la BNDE.

Il intègre Maroc Leasing en tant que Directeur Administratif et Financier en Avril 2004. M. AMMOR a été nommé directeur délégué en charge du Pôle Finances et Ressources.

### M. Nezha MAHER (58 ans), Directrice Commerciale

Mme MAHER est licenciée en sciences économiques de la faculté de droit de Casablanca.

Mme MAHER débute sa carrière à la Banque Populaire. A partir de 1975, elle intègre Maroc Leasing. A partir de 1987, elle assume la responsabilité de sous directrice commerciale puis est promue directrice commerciale adjointe en 1997.

En juillet 2007, Mme MAHER est nommée directrice commerciale de Maroc Leasing.

### M. Faîssal CHAHROUR (43 ans), Directeur des Engagements et de l'Exploitation

M. CHAHROUR est diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce (Sup de Co) de Marrakech et de l'Institut des Techniques Bancaires. Il est également titulaire d'un MBA de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées/Ecole Hassania des Travaux Publics.

M. CHAHROUR débute sa carrière au sein de ABN AMRO BANK en 1997. Il y occupe différentes fonctions notamment celle de responsable du Département Management Information System (MIS). De 2001 à 2004, il sera chargé d'affaires chez BMCI Leasing et aussi chargé de mission auprès du Secrétaire Général du Groupe BMCI.

Il a rejoint Maroc Leasing en tant que Chef du département Gestion des Risques en Juin 2004.

Depuis mars 2007, M. CHAHROUR occupe le poste de Directeur des Engagements et de l'Exploitation.

### M. Khalid LAGHZAL (41 ans), Directeur des systèmes d'information et de l'organisation

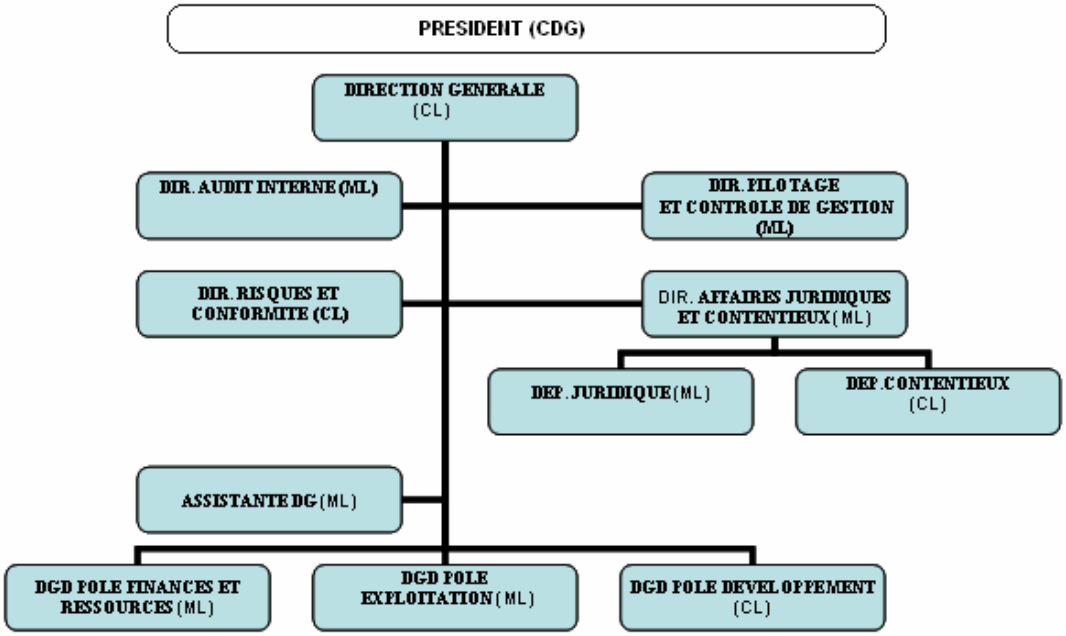
M. LAGHZAL est diplômé de l'Institut Supérieur de Génie Electrique, titulaire d'un DEUG option physico-chimie de l'Université Hassan II et d'un MBA obtenu à l'Université de Sherbrooke. Il débute sa carrière à la SGMB en tant que chef de projet puis rejoint LHYSA MAROC en qualité de responsable informatique.

M. LAGHZAL a été Directeur du système d'information et d'organisation à WAFABAIL. En 2006, il rejoint MAROC LEASING dans laquelle il occupe actuellement la fonction de Directeur des systèmes d'information et de l'organisation.

## VII.3. Organisation cible suite à l'opération

Suite à l'opération de fusion-absorption de Chaâbi Leasing par Maroc Leasing, l'organisation cible prévoit une modification de la structure dirigeante par la séparation des fonctions de Président et de Directeur Général.

L'organigramme cible se présentera comme suit :




Conformément au projet de pacte d'actionnaires, la présidence sera désignée par la CDG et la direction générale nommée par la BCP.

# VIII. Gouvernement d'entreprise

## VIII.1. Comités avant l'opération

Au 30 juin 2009, les comités issus du Conseil d'Administration de la Société sont les suivants :

### Le Comité d'audit

Ce Comité a la composition suivante :

- M. Aboudrar Abdessalam (en cours de remplacement),
- Mme Fatine DINIA, Directrice des participations directes en sa qualité de membre indépendant.
- M. Mustapha LAHBOUBI, Directeur du Pôle Finances de la CDG, en sa qualité d'administrateur non dirigeant.

Les attributions du Comité sont celles prévues par la loi et les circulaires de Bank Al Maghrib.

Ce comité est réuni semestriellement.

### Le Comité ALM

Ce Comité a la composition suivante :

- Le Président Directeur Général de Maroc Leasing ;

- Le Directeur Délégué en charge du pôle Finances et Ressources de Maroc Leasing ;
- Le Directeur Commercial de Maroc Leasing ;
- Le Directeur des Engagements et de l'Exploitation ;
- Le Responsable du Contrôle de Gestion et ALM.

Les principales fonctions exercées par ce Comité sont les suivantes :

- Il fixe la position de la société par rapport à la tendance du marché et les besoins ou excédents de liquidité ;
- Il définit la stratégie à adopter vis-à-vis de la clientèle en matière de taux d'intérêts ;
- Il détermine les choix en matière de collecte des ressources et de politique d'adossement ;
- Il met en œuvre et optimise la gestion des fonds propres ;
- Il procède à une analyse prospective du bilan en étudiant sa dépendance et sa sensibilité par rapport à des hypothèses émises en matière de taux ;
- Il statue sur les besoins spécifiques de financement, notamment ceux relatifs aux projets d'envergure à moyen et long terme.

Ce comité siège trimestriellement.

**Le Comité de Crédit :**

Ce Comité a la composition suivante :

- Le Président Directeur Général de Maroc Leasing ;
- Le Directeur Délégué en charge du pôle Finances et Ressources de Maroc Leasing ;
- Le Directeur Commercial de Maroc Leasing ;
- Le Directeur des Engagements et de l'Exploitation.

Les attributions du Comité sont celles prévues par la loi et les circulaires de Bank Al Maghrib. Ce comité est réuni au moins une fois par semaine.

## VIII.2. Comités après l'opération

Suite à la présente Opération, le pacte d'actionnaires prévoit la création de deux comités au sein du Conseil d'Administration :

- **Un comité d'audit** (4 membres dont 2 BCP et 2 CDG dont le Président du Comité) ; et
- **Un comité de rémunération et de sélection** (4 membres dont 2 BCP et 2 CDG dont le Président du Comité).

**Rémunérations attribuées aux membres du Conseil d'Administration et aux principaux dirigeants :**

Conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 portant promulgation de la Loi n°20-05, les membres du Conseil d'Administration ont perçu au titre des exercices 2006, 2007 et 2008 des jetons de présence d'un montant de 350 KDH, 420 KDH et 420 KDH respectivement.

Les salaires perçus par les directeurs de Maroc Leasing en 2008 totalisent un montant brut de 5,34 millions de dirhams.

**Conventions entre Maroc Leasing, ses administrateurs et ses principaux dirigeants :**

A ce jour, il n'existe aucune convention entre Maroc Leasing, ses administrateurs et ses principaux dirigeants.

**Prêts accordés ou constitués en faveur des membres des organes d'administration et de direction :**

Des prêts au logement et des crédits personnels ont été accordés aux directeurs. L'encours de ces prêts et crédits est de 6,3 millions de dirhams au 31 décembre 2008. Ces prêts et crédits sont accordés aux directeurs des Maroc Leasing aux conditions normales appliquées à l'ensemble du personnel de la société (conditions de marché).

**Intéressement et participation du personnel :**

A ce jour, il n'existe aucun schéma d'intéressement et de participation du personnel au capital de la société.

# PARTIE IV. ACTIVITE DE LA SOCIETE

# I. Historique de la Société

Les principales étapes du développement de la Société sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| **1965** | Introduction du leasing au Maroc par la création de Maroc Leasing par la Banque de Paris et des Pays-Bas et la BNDE. |
| **1997** | Maroc Leasing est la première société de leasing introduite en bourse par augmentation de capital de 22,33 MDH (intégrant une part réservée aux salariés de l'entreprise (10 640 titres)) pour le porter à 106,33 Mdh, prime d'émission incluse. L'introduction en bourse a été effectuée à 130dh par action (96dh/action pour la part réservée aux salariés).<br><br>Première émission de BSF (300 Mdh). |
| **1999** | Augmentation du capital de 53,16 MDH pour le porter à 159,49 Mdh. |
| **2001** | Chute de l'activité au second semestre résultant du désengagement de la BNDE et de problèmes de refinancement. |
| **2002** | Arrêt de l'activité à compter du mois de juillet. |
| **2003** | Prise de contrôle de Maroc Leasing par la CDG :<br><br>Cession à la CDG de 72% du capital détenu par la BNDE.<br><br>Développement de synergies entre Maroc Leasing et les différentes filiales de la CDG.<br><br>Mise en conformité totale avec la circulaire n°19 de Bank Al Maghrib concernant les créances en souffrance et leur approvisionnement.<br><br>Reprise de l'activité en octobre. |
| **2004** | Changement de forme juridique :<br><br>- Passage de la S.A à Directoire et Conseil de Surveillance à la S.A à Conseil d'Administration et nomination d'un nouveau Président.<br><br>Mise en place d'une nouvelle organisation.<br><br>Lancement du plan de développement stratégique triennal 2004–2006 intégrant la refonte du système d'information.<br><br>Lancement avec succès d'une émission obligataire portant sur un montant de 300 Mdh.<br><br>Acquisition d'un nouveau siège social. |

| | |
|---|---|
| **2005** | Mise en production du système d'information Comptable (janvier).<br><br>Mise en place du comité d'Audit.<br><br>Sponsoring de plusieurs événements et salons professionnels.<br><br>Signature d'une convention avec le Crédit Agricole portant sur la commercialisation d'un produit appelé « leasing vert » et consistant à diriger toute la clientèle intéressée par cette forme de financement vers Maroc Leasing en contrepartie d'une commission fixée entre les deux parties.<br><br>Signature d'une convention avec DAR ADDAMAN dans le cadre de la mise à niveau de la Petite et Moyenne Entreprise. Par cette convention, Maroc Leasing obtient de Dar ADDAMAN une garantie (« Force ») portant sur 50% du crédit octroyé.<br><br>Entrée dans le capital de Maroc Leasing de la société d'investissement saoudienne The Arab Investment Company (juillet).<br><br>Lancement avec succès d'une émission de BSF portant sur un montant de 320 Mdh (septembre). |
| **2006** | Mise en production du système d'information Métier (EKIP) le 2 février 2006.<br><br>Lancement avec succès d'une émission de BSF portant sur un montant de 150 Mdh (février).<br><br>Finalisation de l'Outil de Scoring (mars 2006).<br><br>Renforcement des synergies groupe avec la CDG notamment par le biais d'importantes opérations en crédit bail immobilier (CBI). |
| **2007** | Inauguration du nouveau siège de Maroc Leasing le 8 mars 2007.<br><br>Adoption d'une nouvelle identité visuelle. |
| **2008** | Harmonisation du taux de TVA à l'entrée et à la sortie à 20%.<br><br>Remboursement du crédit de TVA structurel engendré par le décalage entre le décaissement immédiat de la TVA par les sociétés de leasing et sa facturation dans les loyers sur la durée moyenne des contrats (48 mois) |
| **1er semestre 2009** | Etude et signature d'un projet de rapprochement avec Chaâbi Leasing ayant découlé sur une décision de fusion. |

*Source : Maroc Leasing*

# II. Appartenance de la Société à un groupe

## Brève présentation du Groupe CDG

La CDG, établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, est une institution financière, créée par le Dahir du 10 février 1959, ayant pour vocation d'une part de conserver, sécuriser et convertir l'épargne institutionnelle en encours à long terme et, d'autre part, concourir à la dynamisation, l'animation et au développement des marchés financiers. La CDG a ainsi pour rôle central de recevoir, conserver et gérer des ressources d'épargne qui, de par leur nature ou leur origine, requièrent une protection spéciale. Le législateur fait obligation à certains déposants institutionnels, principalement la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et la Caisse d'Epargne Nationale (CEN), de confier à la CDG l'excédent de leurs ressources afin de les investir de façon sûre et rentable. Outre les dépôts réglementés de la CNSS, de la CEN et des professions d'auxiliaires de justice, notamment les secrétaires-

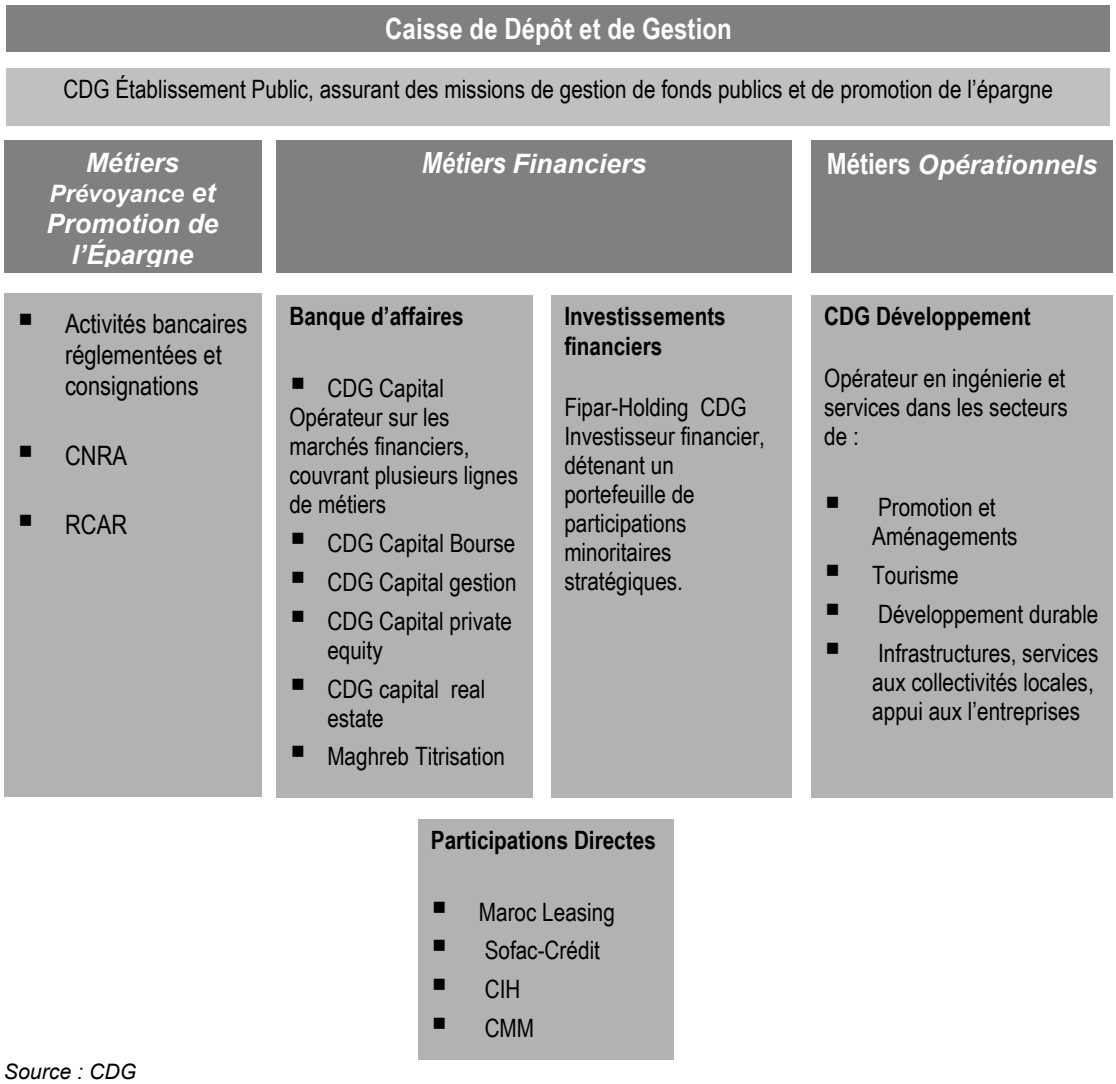
greffiers et les notaires, la CDG reçoit aussi des dépôts « libres » principalement d'entreprises ou institutions publiques ou privées comme ses filiales, des compagnies d'assurance, des caisses mutualistes, des barreaux, etc.

La CDG assure, en outre, la gestion administrative et financière de la Caisse Nationale de Retraites et d'Assurances (CNRA), et, par son biais, du Régime Collectif d'Allocation de Retraite (RCAR)[22]. Il est à noter que la CNRA est un établissement public qui assure une activité traditionnelle de gestion des rentes d'accidents de travail et des maladies professionnelles et une activité plus concurrentielle de vente de produits d'assurance ciblés.

Afin de mieux séparer les activités opérationnelles, des activités de marchés et des investissements financiers et clairement distinguer entre son rôle d'opérateur de son rôle d'investisseur, la CDG s'est dotée au courant de l'année 2004 d'une nouvelle organisation. Cette dernière a permis également de dissocier, au sein des activités opérationnelles, les activités concurrentielles des interventions de "missions d'intérêt général" tout en améliorant la lisibilité du bilan des actions de la CDG et son système de gouvernance.

Cette nouvelle organisation s'articule autour de trois lignes métiers :

[22] *Le RCAR est une institution de prévoyance sociale constituée d'un régime général et d'un régime complémentaire de retraite destinés aux fonctionnaires non titulaires de l'Etat et des collectivités locales et au personnel des entreprises publiques soumises au contrôle financier de l'Etat.*




*Source : CDG*

- **Métiers de Prévoyance et de Promotion de l'Epargne :** la CDG assure la gestion et centralisation des dépôts réglementés assurées par la Direction Activités Bancaires Réglementées et la gestion des consignations administratives et judiciaires ainsi que les cautionnements assurés par la Direction des Consignations. Cette ligne de métier comprend par ailleurs l'activité qui découle de la gestion de la Caisse nationale de retraites et d'assurances (CNRA), et, par son biais, du Régime collectif d'allocation de retraite (RCAR) ainsi que de la gestion des dépôts réglementés. Ces activités sont regroupées au sein du Pôle Prévoyance et Promotion de l'Epargne (PPPE).

- **Métiers Opérationnels** : cette ligne regroupe les métiers opérationnels non financiers, à savoir : la promotion immobilière, l'aménagement de zones (touristiques, urbaines et industrielles), les services à l'immobilier, le tourisme, les infrastructures, les services aux collectivités locales, ainsi que les métiers d'appui aux entreprises et le développement durable. Ces métiers ont tous été logés au sein d'une nouvelle holding créée en 2004, CDG Développement.

- **Métiers financiers :** ce groupe de métiers peut lui-même être scindé en trois segments :

- **Banque d'affaires** qui regroupe les métiers suivants : activités de marché, corporate finance, gestion d'actifs, et services bancaires et financiers, logés au sein de CDG Capital, filiale créée en mars 2006.
- **Investissements financiers** qui s'articulent d'une part autour de l'activité de gestion et de prise de participation minoritaires mais stratégiques, logées dans Fipar-Holding et, d'autre part, autour de la gestion de fonds spécialisés, à savoir le fonds touristique Madaef dans lequel sont logés les actifs hôteliers du Club Med au Maroc, le fonds de capital-risque CDG Capital private equity, ….
- **Participations Financières Directes** comprend l'activité de pilotage et suivi des filiales financières de la CDG, à savoir principalement CIH (après prise de contrôle par la CDG), Sofac-Crédit, Maroc-Leasing, SCR, CMM et Loterie Nationale. Cette activité est assurée par une direction dédiée logée au sein du Pôle Finances de la CDG.

Ainsi, de par son statut et ses missions, la CDG s'impose de fait comme le principal investisseur institutionnel du Royaume, jouant un rôle de premier plan dans divers secteurs stratégiques de l'économie nationale aussi bien par des investissements directs qu'à travers ses filiales et organismes gérés.

A l'horizon 2010, le groupe CDG ambitionne de devenir un acteur de référence à l'échelle nationale, sur toute la chaîne de ses métiers (immobilier, tourisme, finance, prévoyance).

Il ambitionne également d'être un catalyseur des investissements dans le long terme en développant une expertise ainsi qu'un savoir-faire permettant de contribuer à la réalisation de grands projets territoriaux structurants et à la maturité des marchés financiers. La vision stratégique du groupe CDG comporte :

- Une recherche de performances financières maximales dans la gestion des avoirs de ses clients ;
- Un rôle de premier plan pour contribuer à la maturité des marchés financiers ;
- Un positionnement central dans la réforme des retraites ;
- Un rôle d'excellence pour le développement d'opérations d'aménagement urbain et territorial ;
- Une recherche de rentabilité maximale dans le cadre de ses missions de financement de projet, ….

A fin juin 2009, les participations du Groupe CDG se présentent comme suit :

| Dénomination de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Participation au capital en % [1] | Prix d'acquisition global | PROVISIONS AU 31/12/2008 | Valeur comptable nette | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au CPC de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | |
| ATLANTA | Assurance | 596 649 200 | 39,6% | 1 641 789 531,05 | | 1 641 789 531,05 | 31/12/2008 | 1 158 416 533 | 273 343 636 | 99 379 577,50 |
| SANAD | Assurance | 250 000 000 | 0,0% | 500,00 | | 500,00 | 31/12/2008 | 503 183 221 | 73 822 177 | 690,00 |
| Société Centrale de Réassurance | Assurance | 1 000 000 000 | 94,4% | 452 241 000,00 | | 452 241 000,00 | 31/12/2008 | 1 514 743 576 | 311 162 427 | 94 409 500,00 |
| BNDE | Banque | 571 428 500 | 30,0% | 171 428 500,00 | 171 428 500,00 | 0,00 | 31/12/2008 | -63 404 000 | -37 199 664 | |
| Accès Capital Atlantique Maroc SA | Finance | 80 000 000 | 55,6% | 44 450 000,00 | | 44 450 000,00 | 31/12/2008 | 75 253 900 | -10 832 611 | 16 800 000,00 |
| Caisse Marocaine des Marchés | Finance | 70 000 000 | 99,1% | 69 352 000,00 | 14 783 818,00 | 54 568 182,00 | 31/12/2008 | 55 078 047 | 3 892 997 | |
| CDG Capital | Finance | 500 000 000 | 100,0% | 500 000 000,00 | | 500 000 000,00 | 31/12/2008 | 823 505 244 | 153 623 386 | 70 000 000,00 |
| FIPAR Holding | Finance | 1 440 000 000 | 100,0% | 1 691 068 000,00 | | 1 691 068 000,00 | 31/12/2007 | 1 930 555 860 | 307 170 615 | 144 000 000,00 |
| FIPAR International | Finance | 2 023 310 969 | 100,0% | 2 023 310 969,67 | 1 346 717 677,54 | 676 593 292,13 | 31/12/2008 | 939 510 093 | 1 020 612 985 | |
| Fonds Amorçage | Finance | 15 000 000 | 100,0% | 15 000 000,00 | | 15 000 000,00 | 31/12/2008 | 13 367 000 | -1 617 000 | |
| Fonds Cap Mezzanine | Finance | 60 000 000 | 28,6% | 17 141 900,00 | | 17 141 900,00 | 31/12/2008 | 23 080 292 | -4 576 610 | |
| Fonds Carbone | Finance | 5 000 000 | 100,0% | 5 000 000,00 | | 5 000 000,00 | 31/12/2008 | 1 929 368 | -2 532 256 | |
| Fonds JAIDA | Finance | 200 000 000 | 45,0% | 90 000 000,00 | | 90 000 000,00 | 31/12/2008 | 200 408 570 | 906 620 | |
| Fonds Maroc Forêts | Finance | 67 000 000 | 50,0% | 33 500 000,00 | | 33 500 000,00 | | | | |
| Fonds de Garantie des PME | Finance | 100 000 000 | 25,0% | 25 000 000,00 | | 25 000 000,00 | 31/12/2008 | 103 079 829 | 3 079 829 | |
| Fonds Sindibad | Finance | 27 000 000 | 20,8% | 10 000 000,00 | | 10 000 000,00 | 31/12/2008 | 37 902 340 | -2 580 041 | |
| HOLDCO | Finance | 1 492 426 100 | 75,7% | 1 130 419 868,00 | 259 873 805,39 | 870 546 062,61 | 31/12/2008 | 1 007 564 594 | -75 500 806 | |
| Maghreb Titrisation | Finance | 5 000 000 | 33,0% | 1 650 000,00 | | 1 650 000,00 | 31/12/2008 | 8 695 000 | 1 896 668 | 494 940,00 |
| Maroc Leasing | Finance | 159 495 000 | 69,1% | 243 083 106,48 | | 243 083 106,48 | 31/12/2008 | 340 793 000 | 64 795 577 | 16 530 855,00 |
| Massira Capital Management | Finance | 3 193 000 000 | 65,0% | 2 074 191 418,43 | | 2 074 191 418,43 | 31/12/2008 | 3 197 996 701 | -1 349 813 | 74 716 232,40 |
| SOFAC | Finance | 141 666 400 | 41,0% | 171 643 732,81 | | 171 643 732,81 | 31/12/2007 | 261 945 026 | 41 369 929 | 8 916 530,00 |
| Upline Technologies | Finance | 300 000 | 20,0% | 60 000,00 | | 60 000,00 | 31/12/2007 | 56 228 690 | 55 715 311 | 10 800 000,00 |
| CDG Développement | Immobilier | 1 728 956 100 | 100,0% | 1 728 668 885,91 | | 1 728 668 885,91 | 30/06/2008 | 2 706 080 051 | 521 456 691 | 385 699 900,00 |
| Foncière Chellah | Immobilier | 280 000 000 | 100,0% | 310 000 000,00 | | 310 000 000,00 | 31/12/2008 | 310 703 286 | 7 167 323 | |
| Société Civile Immobilière Wifaq | Immobilier | 8 150 400 | 68,0% | 5 540 700,00 | 3 374 538,96 | 2 166 161,04 | 31/12/2008 | 3 384 208 | -1 059 607 | |
| EDS CDG IT Services Maroc | Informatique | 300 000 | 49,0% | 147 000,00 | | 147 000,00 | 31/12/2008 | -12 082 867 | -11 521 285 | |
| Loterie Nationale | Jeux | 5 000 000 | 100,0% | 5 000 000,00 | | 5 000 000,00 | 31/12/2008 | 18 213 000 | -2 869 000 | |
| Fonds MADAEF | Tourisme | 746 003 000 | 100,0% | 745 992 012,09 | | 745 992 012,09 | 31/12/2007 | 752 941 292 | 5 378 834 | |
| Mamounia | Tourisme | 580 000 000 | 12,1% | 84 000 000,00 | | 84 000 000,00 | 31/12/2007 | 803 651 247 | 20 809 254 | |
| TOTAL | | | | 13 289 679 124,44 | 1 796 178 339,89 | 11 493 500 784,55 | | 16 772 723 102,70 | 2 714 565 566,37 | 921 748 224,90 |

*Source : CDG*

*1 Les pourcentages de droits de vote sont équivalents au pourcentage de détention.*

## III. Filiales

A ce jour, la Société ne détient aucune filiale.

## IV. Flux financiers entre la Société et la CDG

A ce jour, Maroc Leasing a contracté 8 lignes de crédit moyen terme auprès de la CDG pour un montant global de 143 567 Kdh.

| Crédit | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Montant (en Kdh) | 17 136 | 30 829 | 20 577 | 6 899 | 7 696 | 33 432 | 16 000 | 11 000 |
| Date de jouissance | 13/10/2005 | 13/10/2005 | 13/10/2005 | 13/10/2005 | 25/11/2005 | 25/11/2005 | 25/11/2005 | 25/11/2005 |
| Date d'échéance | 13/10/2009 | 13/10/2010 | 13/10/2013 | 13/10/2015 | 25/11/2009 | 25/11/2010 | 25/11/2013 | 25/11/2015 |
| Taux d'intérêt en % | 4,55 | 4,73 | 5,17 | 5,41 | 4,56 | 4,74 | 5,17 | 5,41 |
| Remboursement | Mensuel | Mensuel | Mensuel | Mensuel | Mensuel | Mensuel | Mensuel | Mensuel |

*Source : Maroc Leasing*

L'encours de ces lignes au 31 mai 2009 est de 58 178 Kdh.

La Société a octroyé à la CDG deux contrats de Leasing portant sur le financement de deux véhicules pour un encours de 703Kdh. Ces contrats sont réalisés aux conditions de marché.

Par ailleurs, la société a en cours 57 contrats (portant sur du matériel roulant, de l'immobilier et des aménagements mobiliers) avec les filiales de la CDG d'un encours global de 185 Mdh.

Enfin, la Société verse annuellement des dividendes à la CDG.

# V. Activité de la Société

Les différents produits que propose Maroc Leasing sont :

- Le leasing mobilier : le leasing mobilier est un mode de financement à moyen terme de biens d'équipement mobiliers (matériels informatiques, véhicules, machines diverses), Le crédit - bailleur acquiert l'équipement en lieu et place du client (le locataire), et le lui remet en location sur une durée qui dépend de la nature du bien. Avec ce produit, la société cible principalement les Grandes Entreprises, PME/PMI, Professions libérales, Commerçants. Il est à noter que les particuliers ne sont pas éligibles au leasing mobilier.

Ce mode de financement a une durée qui s'échelonne entre 2 à 5 an.

- Le leasing immobilier : le leasing immobilier est un mode de financement à moyen ou long terme de biens immobiliers (terrains, bâtiments existants ou à construire), destiné essentiellement aux entreprises. Le crédit - bailleur acquiert le bien immobilier en lieu et place du client (le locataire), et le lui remet en location sur une durée qui dépend de la nature du bien. Avec ce produit, la Société cible les PME/PMI, les Grandes Entreprises, professions libérales.

L'Usage du bien en CBI est strictement professionnel (commercial ou industriel) et la durée de ce financement de 8 à 12 ans.

- Le lease-back : (ou cession-bail) est la formule par laquelle une entreprise cède à la société de crédit-bail un bien mobilier ou immobilier dont elle est propriétaire pour conclure aussitôt avec elle un contrat de crédit-bail sur ce bien. Grâce au produit de la vente, l'entreprise dispose de fonds nouveaux, et continue - selon le principe même du crédit-bail - à utiliser son bien comme si elle en était toujours propriétaire. En bénéficie toute entreprise, quelque soit son secteur d'activité ou sa taille.

## V.1. Répartition de la production de Maroc Leasing en fonction du type des segments.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la production totale en fonction des segments :

| (en Kdh) | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Production totale** | Nombre de dossiers | 1 660 | 1 841 | 10,9% | 1 984 | 7,8% | 9,3% |
| | Montant global | 1 281 725 | 1 681 963 | 31,2% | 2 268 111 | 34,9% | 33,1% |
| | Moyenne par dossier | 772 | 914 | 18,3% | 1 143 | 25,1% | 21,7% |
| **CBM** | Nombre de dossiers | 1 586 | 1 762 | 11,1% | 1 915 | 8,7% | 9,9% |
| | Montant global | 1 008 242 | 1 219 369 | 20,9% | 1 777 524 | 45,8% | 32,8% |
| | Moyenne par dossier | 636 | 692 | 8,9% | 928 | 34,1% | 20,8% |
| | part dans la production | 79% | 72% | -7,9% | 78% | 8,1% | -0,2% |
| **CBI** | Nombre de dossiers | 74 | 79 | 6,8% | 69 | -12,7% | -3,5% |
| | Montant global | 273 483 | 462 593 | 69,2% | 490 587 | 6,1% | 33,9% |
| | Moyenne par dossier | 3 696 | 5 856 | 58,5% | 7 110 | 21,4% | 38,7% |
| | Part dans la production | 21% | 28% | 29% | 22% | -21,4% | 0,7% |

*Source : Maroc Leasing*

En 2007, la production de Maroc Leasing affiche une croissance de 31,2% par rapport à 2006. En effet, la production a porté sur 1841 dossiers (+ 10,9%) totalisant 1 681 963 Kdh contre 1 281 725 Kdh en 2006. Cette croissance est due principalement à la hausse de la valeur des dossiers CBM et CBI combinée à l'augmentation du nombre de dossiers ouverts.

Il est à noter que la part de CBI a nettement augmenté entre 2006 et 2007 atteignant 463Mdh en 2007 contre 273Mdh en 2008 soit une hausse de 69.2%.

En 2008, la production de Maroc Leasing affiche une croissance de 34,09% par rapport à 2007. En effet, les opérations réalisées en 2008 portent sur 1984 dossiers (+ 7,77%) et ont engendré 2 268 111 Kdh contre 1 681 963 Kdh en 2007. Cette croissance est liée à (i) l'augmentation du nombre de contrats CBM (+8,68%) et surtout à (ii) l'augmentation du montant moyen par contrat (+34,13%).

Bien qu'en 2008 le nombre de contrats CBI réalisés soit en baisse, Maroc Leasing présente une augmentation de la production sur ce segment de +6,05% due à une augmentation du montant moyen des contrats CBI de 21,42%.

Sur la période, la production globale de Maroc Leasing affiche un taux de croissance annuel moyen de 33,03% ventilé de la façon suivante :

- Taux de croissance annuel moyen des CBM sur la période : 32,78% ;
- Taux de croissance annuel moyen des CBI sur la période : 33,93%.

## V.2. Répartition de la production de Maroc Leasing en fonction du type de bien

Le tableau ci-dessous présente la répartition de la production de CBM en fonction du type d'équipement financé :

| Type d'équipement des CBM | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (en Kdh) | déc-06 | % prod | déc-07 | % prod | Δ% | déc-08 | % prod | Δ% | TCAM |
| Machines et équip. Ind. | 243 196 | 24,1% | 210 834 | 17,3% | -13,3% | 375 642 | 21,1% | 78,2% | 24,3% |
| Ord, matériel de bureau | 71 291 | 7,1% | 146 995 | 12,1% | 106,2% | 167 597 | 9,4% | 14,0% | 53,3% |
| Véhicules industriels | 332 788 | 33,0% | 422 127 | 34,6% | 26,9% | 659 544 | 37,1% | 56,2% | 40,8% |
| Voitures de tourisme | 176 935 | 17,5% | 185 912 | 15,2% | 5,1% | 211 935 | 11,9% | 14,0% | 9,4% |
| Matériel BTP | 101 199 | 10,0% | 176 629 | 14,5% | 74,5% | 295 798 | 16,6% | 67,5% | 71,0% |
| Divers[23] | 82 833 | 8,2% | 76 872 | 6,3% | -7,2% | 67 009 | 3,8% | -12,8% | -10,1% |
| **TOTAL CBM** | **1 008 242** | **100,0%** | **1 219 369** | **100,0%** | **20,9%** | **1 777 524** | **100,0%** | **45,8%** | **32,8%** |

*Source : Maroc Leasing*

[23] La rubrique « divers » regroupe essentiellement le matériel médical.

En 2007, le segment CBM affiche une croissance de +20,9% essentiellement due aux croissances significatives des types d'équipements suivants :

- Ordinateurs, matériels de bureau : +106,2%
- Matériels BTP : +74,5%
- Véhicules industriels : +26,9%

Ces croissances sont atténuées par la régression des segments Divers (-7,2%) et machines et équipements industriels (-13,3%). Ces postes régressent principalement (i) du fait qu'il s'agit de matériel spécifique (en ce qui concerne le poste divers) hautement capitalistique et peu récurrent et (ii) du fait de la crise économique internationale ayant poussé les fournisseurs à baisser le prix des matériels industriels.

En 2007, le matériel roulant représente environ 50% de la production globale de Maroc Leasing en CBM avec 34,6% en véhicules industriels. Les Machines et équipements industriels représentent 21,13% et le matériel BTP 16,64%.

En 2008, le segment CBM affiche une croissance de +45,77% essentiellement due aux croissances significatives des types d'équipements suivants :

- Machines et équipements industriels : +78,17%
- Matériels BTP : +67,47%
- Véhicules industriels : +56,24%

Seul le segment Divers, regroupant les équipements du secteur médical, affiche une récession de l'activité avec -12,83%.

En 2008, le matériel roulant représente environ 50% de la production globale de Maroc Leasing en CBM avec 37,10% en véhicules industriels. Les Machines et équipements industriels représentent 21,13% et le matériel BTP 16,64%.

Sur la période 2006-2008, le plus fort taux de croissance annuel moyen est à attribuer au type d'équipement pour le BTP avec 71%, suivi par le segment ordinateur et matériel de bureau avec 53,3%. Il est à noter une constante baisse du chiffre d'affaires du secteur divers avec un taux de croissance annuel moyen sur cette période de -10,1%.

Le tableau ci-dessous présente la répartition de la production de CBI en fonction du type d'équipement financé :

| TYPE D'EQUIPEMENT DES CBI | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (Kdh) | déc-06 | % prod | déc-07 | % prod | Δ% | déc-08 | Δ% | % prod | TCAM |
| Immeubles industriels | 124 562 | 45,5% | 3 000 | 0,6% | -97,6% | 45 335 | NS | 9,2% | -39,7% |
| Magasins | 60 728 | 22,2% | 169 046 | 36,5% | 178,4% | 77 843 | -54,0% | 15,9% | 13,2% |
| Immeubles de bureau | 24 717 | 9,0% | 227 225 | 49,1% | NS | 117 297 | -48,4% | 23,9% | 117,8% |
| Hôtels et loisirs | 21 840 | 8,0% | 4 630 | 1,0% | -78,8% | 91 200 | NS | 18,6% | 104,3% |
| Divers[24] | 41 636 | 15,2% | 58 692 | 12,7% | 41,0% | 158 911 | 170,8% | 32,4% | 95,4% |
| **TOTAL CBI** | **273 483** | **100,0%** | **462 593** | **100,0%** | **69,1%** | **490 587** | **6,1%** | **100,0%** | **33,9%** |

*Source : Maroc Leasing*

En 2007, la production de CBI est de 462 593 Kdh en croissance de +69,1% essentiellement due à la croissance significative de +178,4% des magasins et biens Divers (+41%) à savoir les plateformes logistiques, cliniques, etc.

Ces financements (notamment les biens Divers) sont fortement capitalistiques.

En 2007, les biens financés de type Divers représentent 36,5% de la production totale CBI de Maroc Leasing avec 169 046 Kdh et les immeubles de bureau représentent 49,1% soit 227 225 Kdh.

En 2008, le segment CBI affiche un chiffre d'affaires de 490 587 Kdh et une croissance de +6,1% essentiellement due à la croissance significative de +170,8% des biens financés de Divers à savoir les plateformes logistiques, cliniques, etc. Cependant, Maroc Leasing accuse deux fortes baisses sur les biens financés pour les types magasins (-54%) et immeubles de bureau (-48,4%).

En 2008, les biens financés de type divers représentent 32,4% de la production totale CBI de Maroc Leasing avec 158 911Kdh de chiffre d'affaires. Ils sont suivis par les types immeubles de bureau avec 23,9% et hôtels et loisirs avec 18,6%.

Sur la période 2006-2008, le taux de croissance annuel moyen de la production totale CBI est de 33,9%.

[24] Le poste Divers comporte les plateformes logistiques, les établissements scolaires, les cliniques…

## V.3. Répartition de la production CBM par secteurs.

Le tableau ci-dessous illustre la répartition de la production CBM de Maroc Leasing en fonction des secteurs financés :

| Secteurs financés par CBM | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (Kdh) | déc-06 | % prod | déc-07 | % prod | Δ% | déc-08 | % prod | Δ% | TCAM |
| Services | 282 672 | 28,0% | 411 066 | 33,7% | 45,4% | 450 745 | 25,4% | 9,7% | 26,3% |
| Construction | 181 142 | 18,0% | 280 929 | 23,0% | 55,1% | 360 568 | 20,3% | 28,3% | 41,1% |
| Transports | 155 657 | 15,4% | 199 814 | 16,4% | 28,4% | 403 999 | 22,7% | 102,2% | 61,1% |
| Industrie | 258 394 | 25,6% | 184 547 | 15,1% | -28,6% | 433 986 | 24,4% | 135,2% | 29,6% |
| Négoce | 85 412 | 8,5% | 65 623 | 5,4% | -23,2% | 75 483 | 4,2% | 15,0% | -6,0% |
| Agriculture, Pêche et aquaculture | 44 965 | 4,5% | 77 391 | 6,3% | 72,1% | 52 742 | 3,0% | -31,9% | 8,3% |
| **TOTAL CBM** | **1 008 242** | **100,0%** | **1 219 369** | **100,0%** | **20,9%** | **1 777 524** | **100,0%** | **45,8%** | **32,8%** |

*Source : Maroc Leasing*

En 2007, Maroc Leasing affiche une croissance de 20,9% passant de 1Gdh à 1,2Gdh. Cette croissance est principalement liée à la croissance significative sur les secteurs :

- Des constructions : +55,1%
- Des services : +45,4%

Pour 2007, plus de 80% des CBM accordés par Maroc Leasing concernent seulement 4 secteurs d'activité, à savoir : les services (33,7%), la construction (23%), les transports et communications (16,4%) et l'industrie (15,1%).

En 2008, Maroc Leasing affiche une croissance dans tous les secteurs excepté celui de l'agriculture, pêche et aquaculture, avec une récession de -31,9% par rapport à 2007. Deux secteurs présentent une croissance significative :

- L'industrie : +135,2%
- Les transports et communications : +102,2%

Pour 2008, plus de 90% des CBM accordés par Maroc Leasing concernent seulement 4 secteurs d'activité, à savoir : les services (25,4%), la construction (20,3%), les transports et communications (22,7%) et l'industrie (24,4%).

Il est à noter que le taux de croissance annuel moyen sur cette période 2006-2008 est satisfaisant. En effet, Maroc Leasing affiche un TCAM de 32,8% grâce notamment au secteur des transports et communications dont le Taux de croissance annuel moyen sur cette même période atteint 61,1%. Tous les secteurs présentent un TCAM positif excepté le secteur de négoce dont le taux de croissance annuel moyen est de -6,0%, affaibli par la récession de son activité en 2007.

## V.4. Répartition de la production totale de Maroc Leasing en fonction du portefeuille client.

Le tableau ci-dessous exprime la production totale en fonction du portefeuille client de la société :

| Répartition de la production totale en fonction du client | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2006 | | 2007 | | | 2008 | | | |
| | | Mdh | % prod | Mdh | % prod | Δ% | Mdh | % prod | Δ% | TCAM |
| PME/PMI | | 720 161 | 56,2% | 941 639 | 56,0% | 30,8% | 1 602 110 | 70,6% | 70,1% | 49,2% |
| | *dont CBM* | *557 441* | *55,3%* | *724 713* | *59,4%* | 30,0% | *1 204 092* | *67,7%* | 66,1% | 47,0% |
| | *dont CBI* | *162 720* | *59,5%* | *216 926* | *46,9%* | 33,3% | *398 018* | *81,1%* | 83,5% | 56,4% |
| Groupes d'affaires nationaux | | 259 509 | 20,2% | 350 767 | 20,9% | 35,2% | 323 761 | 14,3% | -7,7% | 11,7% |
| | *dont CBM* | *224 315* | *22,2%* | *254 063* | *20,8%* | 13,3% | *292 659* | *16,5%* | 15,2% | 14,2% |
| | *dont CBI* | *35 194* | *12,9%* | *96 704* | *20,9%* | 174,8% | *31 102* | *6,3%* | -67,8% | -6,0% |
| Grandes entreprises privées | | 108 542 | 8,5% | 108 101 | 6,4% | -0,4% | 190 664 | 8,4% | 76,4% | 32,5% |
| | *dont CBM* | *99 035* | *9,8%* | *83 625* | *6,9%* | -15,6% | *141 918* | *8,0%* | 69,7% | 19,7% |
| | *dont CBI* | *9 507* | *3,5%* | *24 476* | *5,3%* | 157,5% | *48 746* | *9,9%* | 99,2% | 126,4% |
| Filiales groupe CDG | | 59 931 | 4,7% | 112 965 | 6,7% | 88,5% | 12 219 | 0,5% | -89,2% | -54,8% |
| | *dont CBM* | *8 812* | *0,9%* | *3 195* | *0,3%* | -63,7% | *4 640* | *0,3%* | 45,2% | -27,4% |
| | *dont CBI* | *51 119* | *18,7%* | *109 770* | *23,7%* | 114,7% | *7 579* | *1,5%* | -93,1% | -61,5% |
| Autres | | 54 797 | 4,3% | 101 209 | 6,0% | 84,7% | 86 627 | 3,8% | -14,4% | 25,7% |
| | *dont CBM* | *49 571* | *4,9%* | *91 617* | *7,5%* | 84,8% | *84 487* | *4,8%* | -7,8% | 30,6% |
| | *dont CBI* | *5 226* | *1,9%* | *9 592* | *2,1%* | 83,5% | *2 140* | *0,4%* | -77,7% | -36,0% |
| Professions libérales | | 65 796 | 5,1% | 64 032 | 3,8% | -2,7% | 52 455 | 2,3% | -18,1% | -10,7% |
| | *dont CBM* | *65 796* | *6,5%* | *58 907* | *4,8%* | -10,5% | *49 453* | *2,8%* | -16,0% | -13,3% |
| | *dont CBI* | *0* | *0,0%* | *5 125* | *1,1%* | NS | *3 002* | *0,6%* | -41,4% | NS |
| Institutionnels | | 12 989 | 1,0% | 3 249 | 0,2% | -75,0% | 275 | 0,0% | -91,5% | -85,4% |
| | *dont CBM* | *3 272* | *0,3%* | *3 249* | *0,3%* | -0,7% | *275* | *0,0%* | -91,5% | -71,0% |
| | *dont CBI* | *9 717* | *3,6%* | *0* | *0,0%* | -100,0% | *0* | *0,0%* | NS | -100,0% |
| Total | | 1 281 725 | 100,0% | 1 681 962 | 100,0% | 31,2% | 2 268 111 | 100,0% | 34,8% | 33,0% |
| | *dont CBM* | *1 008 242* | *100,0%* | *1 219 369* | *100,0%* | 20,9% | *1 777 524* | *100,0%* | 45,8% | 32,8% |
| | *dont CBI* | *273 483* | *100,0%* | *462 593* | *100,0%* | 69,1% | *490 587* | *100,0%* | 6,1% | 33,9% |

*Source : Maroc Leasing*

Plus 70% de la production totale de Maroc Leasing est réalisée grâce aux PME/PMI. Les deuxièmes plus gros clients sont les groupes d'affaires nationaux[25] avec qui Maroc Leasing réalise 14,3% de son chiffre d'affaires.

Il est à noter que les PME/PMI contractent aussi bien des CBM que des CBI. Cependant, le chiffre d'affaires réalisé par les CBM en fonction des PME/PMI est nettement supérieur à celui réalisé par les CBI.

Seules les filiales du groupe CDG contractent plus de CBI (7 579Kdh) que de CBM (4 640Kdh). D'autre part, nous pouvons remarquer que les institutions ne sont que des clients très occasionnels de Maroc Leasing.

## V.5. Répartition de la production totale en fonction de la zone géographique.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition de la production totale de Maroc Leasing en fonction de la zone géographique pour les exercices 2006 à 2008 :

| REPARTITION DE LA PRODUCTION 2006 PAR ZONE GEOGRAPHIQUE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Kdh | CBM | % | CBI | % | Total | % |
| Agadir | 60 183 | 6,0% | 1 200 | 0,4% | 61 383 | 4,8% |
| Axe Rabat-Casablanca | 819 250 | 81,3% | 262 345 | 95,9% | 1 081 595 | 84,4% |
| Nord / Oriental | 27 583 | 2,7% | 1 024 | 0,4% | 28 607 | 2,2% |
| Fès-Meknès | 37 446 | 3,7% | 3 600 | 1,3% | 41 046 | 3,2% |
| Marrakech | 63 781 | 6,3% | 5 314 | 1,9% | 69 095 | 5,4% |
| **Total** | **1 008 243** | **100%** | **273 483** | **100%** | **1 281 725** | **100%** |

| REPARTITION DE LA PRODUCTION 2007 PAR ZONE GEOGRAPHIQUE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Kdh | CBM | % | CBI | % | Total | % |
| Agadir | 69 324 | 5,7% | 3 100 | 0,7% | 72 424 | 4,3% |
| Axe Rabat-Casablanca | 880 268 | 72,2% | 453 493 | 98,0% | 1 333 761 | 79,3% |
| Nord / Oriental | 45 844 | 3,8% | - | 0,0% | 45 844 | 2,7% |
| Fès – Meknès | 55 602 | 4,6% | - | 0,0% | 55 602 | 3,3% |
| Marrakech | 168 332 | 13,8% | 6 000 | 1,3% | 174 332 | 10,4% |
| **Total** | **1 219 369** | **100%** | **462 593** | **100%** | **1 681 963** | **100%** |

| REPARTITION DE LA PRODUCTION 2008 PAR ZONE GEOGRAPHIQUE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Kdh | CBM | % | CBI | % | Total | % |
| Agadir | 105 181 | 5,9% | 0 | 0,0% | **105 181** | 4,6% |
| Axe Rabat-Casablanca | 1 376 971 | 77,5% | 401 659 | 81,9% | **1 778 629** | 78,4% |
| Nord / Oriental | 145 582 | 8,2% | 10 000 | 2,0% | **155 582** | 6,9% |
| Fès-Meknès | 49 358 | 2,8% | 0 | 0,0% | **49 358** | 2,2% |
| Marrakech | 100 433 | 5,7% | 78 928 | 16,1% | **179 361** | 7,9% |
| **Total** | **1 777 525** | **100,0%** | **490 587** | **100,0%** | **2 268 111** | 100,0% |

*Source : Maroc Leasing*

[25] Les grands groupes nationaux représentent les grandes entreprises d'un chiffre d'affaires de plus de 100Mdh.

En 2008, 78,4% du chiffre d'affaires de Maroc Leasing est réalisé sur l'axe Rabat-Casablanca. Cette zone géographique est aussi bien financée par des CBM que des CBI.

Il est à noter que Maroc Leasing, sur le segment des CBI, n'est pas présent dans certaines zones géographiques du Maroc, comme à Agadir et la zone Fès-Meknès. D'ailleurs, son activité CBM sur ces mêmes zones également faible.

## V.6. Répartition de la production totale de Maroc Leasing en fonction du réseau de distribution

Le tableau ci-dessous ventile la production totale de la société en fonction du réseau de distribution :

| VENTILATION DE LA PRODUCTION 2006 PAR RESEAU DE DISTRIBUTION | | | | |
|---|---|---|---|---|
| (en Kdh) | CBM | CBI | Total | % |
| Réseau Maroc Leasing | 899 933 | 226 929 | **1 126 863** | 87,9% |
| Prescripteurs[26] | 102 812 | 46 554 | **149 366** | 11,7% |
| Réseau CAM | 5 496 | - | **5 496** | 0,4% |
| **Total** | **1 008 242** | **273 483** | **1 281 725** | **100%** |

| VENTILATION DE LA PRODUCTION 2007 PAR RESEAU DE DISTRIBUTION | | | | |
|---|---|---|---|---|
| (en Kdh) | CBM | CBI | Total | % |
| Réseau Maroc Leasing | 1 201 205 | 427 600 | **1 628 805** | 96,8% |
| Prescripteurs | 9 547 | 30 | **9 577** | 0,6% |
| Réseau CAM | 8 618 | 34 963 | **43 581** | 2,6% |
| **Total** | **1 219 369** | **462 593** | **1 681 963** | 100% |

| VENTILATION DE LA PRODUCTION 2008 PAR RESEAU DE DISTRIBUTION | | | | |
|---|---|---|---|---|
| (en Kdh) | CBM | CBI | Total | % |
| Réseau Maroc Leasing | 1 735 632 | 478 200 | **2 213 832** | 97,6% |
| Prescripteurs | 34 202 | 12 387 | **46 589** | 2,1% |
| Réseau CAM | 7 690 | 0 | **7 690** | 0,3% |
| **Total** | **1 777 524** | **490 587** | **2 268 111** | 100% |

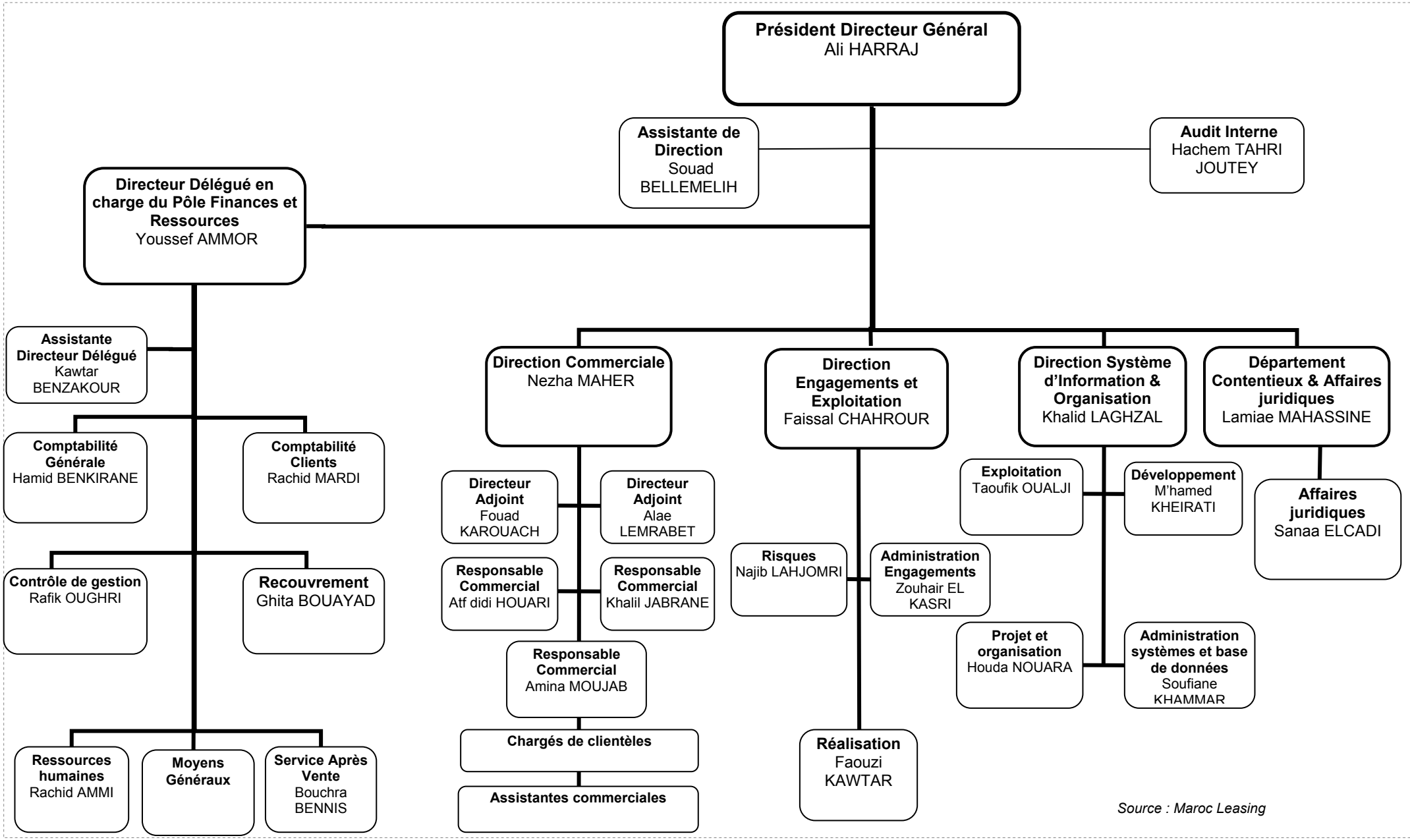
*Source : Maroc Leasing*

La force de vente de Maroc Leasing a réalisé 97,6% de la production totale, la part des prescripteurs et du réseau CAM reste faible (2,3% de la production globale).

[26] Il s'agit de différents apporteurs d'affaires (cabinets de conseil et agents placeurs)

# VI. Moyens humains

## VI.1. Organigramme de Maroc Leasing à fin juin 2009




*Source : Maroc Leasing*

L'organigramme de Maroc Leasing s'articule autour d'une Direction Générale présidée par M. Ali Harraj, de 4 directions (Pôle Finances et Ressources, Système d'Information, Engagements et Exploitation et Commerciale), de 2 départements (Audit Interne, Juridique et Contentieux) rattachés au Président Directeur Général.

### Direction déléguée en charge du pôle Finances et Ressources

La Direction Administrative et Financière a pour mission la gestion des ressources humaines en veillant au respect de la réglementation en vigueur et le suivi des moyens généraux de la société. Elle a aussi pour fonctions la supervision de la comptabilité, la gestion de la trésorerie et des besoins de refinancement, le contrôle de gestion, la préparation des budgets prévisionnels ainsi que le suivi des créances de la société, le recouvrement des créances douteuses et compromises ainsi que la transmission de celles contentieuses au département juridique et contentieux.

### Direction Commerciale

La Direction Commerciale a pour mission l'élaboration et la mise en place de la politique commerciale et marketing de la société sur la base des orientations stratégiques décidées par la Direction Générale. Elle assure l'étude et le suivi des dossiers de crédit en animant et coordonnant l'équipe commerciale et le suivi des tableaux de bord des financements réalisés.

### Direction des Engagements et de l'exploitation

La Direction des Engagements et de l'Exploitation a pour mission l'exploitation, la gestion des risques ainsi que la production des analyses financières nécessaires à la réalisation de l'activité de la société. La gestion des risques consiste notamment en la gestion et la maîtrise du risque en matière d'octroi de crédit et l'élaboration des reportings réguliers destinés à la Direction Générale. Cette gestion concerne aussi le respect des procédures et des réglementations en vigueur lors du traitement des dossiers de crédit.

### Direction des Systèmes d'information et de l'Organisation

La Direction des Systèmes d'information et de l'Organisation a pour mission de garantir le bon fonctionnement, la sécurité optimale et la performance dans sa gestion des systèmes d'information de Maroc Leasing. Elle est en outre engagée dans une veille technologique visant à poursuivre la modernisation des systèmes d'information mis en place.

## VI.2. Stratégie RH

La stratégie de développement dans son volet dédié à la gestion des ressources humaines vise :

- Le renforcement des ressources humaines par le recrutement de cadres supérieurs ;
- L'élaboration d'un plan de formation et de mise à niveau des compétences ;
- La mise en œuvre, en synergie avec le Groupe CDG, des opérations VCH (Valorisation du capital Humain).

Maroc Leasing a donc doté la fonction Ressources Humaines d'outils adaptés et évolutifs permettant d'accompagner le développement de l'entreprise avec efficacité ; une large place étant désormais accordée à la compétence et aux contributions individuelles et collectives.

La société a mis en place, avec l'assistance d'un cabinet spécialisé, plusieurs outils de management de ses ressources humaines. Globalement, ces outils visent une amélioration de l'efficacité et de la motivation de chacun pour atteindre les objectifs fixés.

Par ailleurs, l'instauration d'une nouvelle organisation, mettant en avant les métiers avec les profils adéquats, devrait permettre une amélioration de la gouvernance et une maîtrise des risques liés à l'activité de Maroc Leasing.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'effectif de la Société :

| | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|---|---|---|
| Cadres | 32 | 31 | 39 |
| Employés | 26 | 28 | 28 |
| Effectif Total | 58 | 59 | 67 |
| *Taux d'encadrement* | *55,2%* | *52,5%* | *58,2%* |

*Source : Maroc Leasing*

En 2006, l'entreprise a enregistré 4 départs et a opéré 3 recrutements comme suit:

- 1 nouveau directeur des systèmes d'information et de l'organisation ;
- 1 responsable du contrôle de gestion ;
- 1 responsable de la comptabilité clients.

Au 31 décembre 2007, l'effectif de Maroc Leasing a atteint 59 personnes, contre 58 personnes un an auparavant. Le taux d'encadrement s'élève à 52,5%.

Durant l'exercice 2007, Maroc Leasing a opéré 8 recrutements et a enregistré 9 départs.

En 2008, la Société a opéré 13 recrutements et enregistré 5 départs. La liste des recrutements :

- 1 cadre comptable ;
- 2 agents au service réalisation ;
- 2 chargés de recouvrement ;
- 3 cadres commerciaux ;
- 5 assistantes commerciales et administratives.

Au 31 décembre 2008, l'effectif de Maroc Leasing a atteint 67 personnes, contre 59 personnes en 2007. Le taux d'encadrement s'élève à 58,2%.

A fin juin 2009, la pyramide des âges et d'ancienneté du personnel de la Société se présente comme suit :

| Pyramide des âges | < 25 ans | 26-35 ans | 36-45 ans | 46-55 ans | < 55 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| Effectif | 2 | 40 | 14 | 4 | 4 |
| **Ancienneté** | **< 2 ans** | **2-5 ans** | **5-12 ans** | **12-20 ans** | **> 20 ans** |
| Effectif | 17 | 27 | 10 | 5 | 5 |

*Source : Maroc Leasing*

Le personnel de Maroc Leasing bénéficie d'un traitement conforme à la législation en vigueur, notamment des congés annuels payés, assurance maladie, décès, invalidité et accident de travail et l'affiliation à la CNSS et à la CIMR. Le personnel de Maroc Leasing dispose d'un ensemble d'avantages (crédits personnels, crédits immobiliers, ...).

Par ailleurs, en synergie avec le Groupe CDG, Maroc Leasing a mis en place un système de valorisation du capital humain (VCH), intégrant les principales composantes suivantes :

- Un système de rémunération basé sur le mérite et non sur l'ancienneté ;
- Une meilleure répartition des tâches au sein de la société ;
- Un répertoire des métiers détaillé et formalisé qui permet :
  - Une description des emplois de chaque salarié dans l'entreprise ;
  - Une définition de la mission générale de chaque salarié ;
  - Une définition des responsabilités permanentes ;
  - La description des activités de chaque poste.
- Un référentiel des compétences :
  - Compétences comportementales ;
  - Leadership ;
  - Qualité de coopération interne ;
  - Orientation client ;
  - Orientation qualité ;
  - Esprit d'initiative ;
  - Ouverture au changement ;
  - Compétences générales.
- Une nouvelle classification du personnel basée sur des critères objectifs et de mérite ;
- Un système d'évaluation et d'appréciation qui comprend la préparation, l'administration et le suivi des entretiens d'appréciation avec l'élaboration d'un guide préparatoire à l'entretien.

# VII. Contrôle interne et gestion des risques

Maroc Leasing a entrepris depuis 2004 un ambitieux plan d'action triennal axé principalement sur la refonte du système d'information et visant un renforcement du contrôle interne et de la gestion du risque.

## VII.1. Contrôle interne

Conformément aux dispositions de la Banque Centrale relatives au contrôle interne (circulaire n°06/G/2001) et aux principes de bonne gouvernance, Maroc Leasing a procédé à la mise en place d'une structure organisationnelle du système de contrôle interne.

L'entreprise a ainsi procédé :

- Au recrutement d'un contrôleur interne et d'un gestionnaire des risques ;
- A la création d'une structure chargée du contrôle interne rattachée, à la Présidence ;
- A la désignation d'un Comité d'Audit ;
- A la formalisation de la définition des fonctions et des postes ;
- A la rédaction et à la validation des procédures opérationnelles.

Par ailleurs, Maroc Leasing a finalisé, au terme l'exercice 2006, la conception d'un manuel de contrôle interne et de gestion des risques.

## VII.2. Gestion des risques

Maroc Leasing renforce en permanence ses dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

L'entreprise a mis en place, en 2004, un système de cotation interne des clients. Ce système a été renforcé par l'implémentation du système de scoring dans EKIP en février 2006. Le lancement de la production du scoring et des divers tableaux de bord est effectif depuis mars 2007. Le logiciel de scoring permet de noter les clienrs selon les variables suivantes : secteur d'activité, ancienneté du client, existence du client ; type de matériel financé ; durée du contrat ; fonds de roulement/ chiffre d'affaires ; fonds propres/ total bilan ; délais fournisseurs ; frais financiers/EBE.

Maroc Leasing s'est dotée d'un dispositif de surveillance du risque de taux et de liquidité. La gestion « ALM » a déjà été testée. La mise en place du logiciel intégré est effective depuis juin 2008. Ce dispositif permet notamment la surveillance des risques suivants :

- Risque de concentration ;
- Limites sectorielles ;
- Sinistralité ;
- Risques de taux et de liquidité ;
- Risques opérationnels ;
- Créances en souffrance ;
- Pouvoirs des comités de crédit.

DRAFT

Par ailleurs, la société a défini les limites d'intervention (par produits, par catégorie de clients, ....). L'intégration de ces limites au niveau du système d'intervention a été effectuée courant 2006.

## VIII. Système d'information

Durant l'exercice 2006, Maroc Leasing a parachevé la mise en place d'un nouveau Système d'Information aux standards internationaux. Ce système se décline comme suit :

- Système d'information Métier (Opérationnel depuis février 2006) :
  - Système couvrant tous les besoins actuels et prospectifs de Maroc leasing, répondant aux normes les plus pointues de qualité et orienté vers l'utilisateur ;
  - Système ouvert et offrant de larges fonctionnalités permettant d'augmenter l'efficacité ;
  - Système sécurisé et performant.
- Système d'information Comptable (Opérationnel depuis janvier 2005) :
  - Modernisation de la gestion financière avec l'usage d'outils performants ;
  - Responsabilisation des entités sur les objectifs budgétaires ;
  - Mise en place d'une comptabilité analytique.

## IX. Stratégie commerciale et marketing

Pour réaliser les objectifs qui lui sont assignés en termes d'activité, Maroc Leasing s'est dotée d'une stratégie commerciale et marketing se déclinant comme suit :

- Approche clientèle :
  - Reconquête et fidélisation de la clientèle traditionnelle de Maroc Leasing ;
  - Repositionnement en direction des segments de la clientèle PME/PMI et des activités privées et professionnelles ;
  - Poursuite de l'exploitation des possibilités de synergies avec le Groupe CDG pour une meilleure pénétration du segment des grandes entreprises et des institutionnels.

- Produit :
  - Élaboration de nouveaux produits, en particulier, pour le financement des véhicules de transport (packages comportant l'assurance et autres services) ;
  - Poursuite du développement du leasing immobilier en relation avec les filiales et participations immobilières de la CDG.

- Distribution :

La stratégie de distribution de Maroc Leasing repose sur :

- La mise en place et développement d'un réseau de prescripteurs ;
- L'ouverture de bureaux de représentation dans les principales villes du Royaume (actuellement seule une seule agence à Tanger a été ouverte) ;

- Le développement de partenariats avec les principaux fournisseurs d'équipements, notamment, les concessionnaires automobiles ;
- Le développement de partenariats notamment avec le Crédit Agricole du Maroc.

Principales dispositions de la convention « Leasing vert » signée ente la Société et le Crédit Agricole du Maroc :

Cette convention réside en la signature d'un partenariat visant à orienter les opérations de financement << Leasing Vert >> du groupe Crédit Agricole du Maroc et de sa clientèle vers Maroc Leasing.

Conformément aux termes de cette convention, le Crédit Agricole du Maroc oriente sa clientèle vers Maroc Leasing pour tous les financements souhaités en crédit bail et assortit une caution à tous les financements octroyés. En contrepartie, Maroc Leasing verse au Crédit Agricole du Maroc une commission en fonction du barème suivant :

- Commission flat :
  - Valeur immobilisée < 250Kdh :1,25%
  - 250Kdh< valeur immobilisée < 1 Mdh : 1%
  - valeur immobilisée > 1 Mdh : 0,75% plafonnée à 75Kdh HT
- commission sur aval : 1% de la valeur immobilisée.

- Communication :
  - Elaboration d'une nouvelle stratégie de communication ;
  - Préparation et lancement de campagnes de communication en direction de la clientèle cible et des prescripteurs ;
  - Instauration d'une communication financière périodique ;
  - Mise en place d'une politique de communication interne.

# PARTIE V. SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

# I. Analyse du compte de produits et charges

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du compte de produits et charges sur les exercices 2006 à 2008.

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 257,3 | 268,1 | 4,2% | 274,6 | 2,4% | 3,3% |
| Produits sur titres de propriété | 3 907,0 | 0,0 | -100,0% | 23,0 | - | -92,3% |
| Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 796 704,2 | 1 057 865,0 | 32,8% | 1 411 877,4 | 33,5% | 33,1% |
| Autres produits bancaires | | 4 305,0 | - | | | - |
| **Produits d'exploitation bancaire** | 800 868,4 | 1 062 438,1 | 32,7% | 1 412 175,0 | 32,9% | 32,8% |
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 55 278,0 | 80 065,0 | 44,8% | 127 171,3 | 58,8% | 51,7% |
| Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 0,0 | 121,3 | - | 24,7 | -79,7% | - |
| Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | 31 911,0 | 29 500,4 | -7,6% | 23 872,7 | -19,1% | -13,5% |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 620 590,1 | 839 347,9 | 35,2% | 1 115 557,3 | 32,9% | 34,1% |
| Autres charges bancaires | 2 032,4 | 663,3 | -67,4% | 1 258,4 | 89,7% | -21,3% |
| **Charges d'exploitation bancaire** | 709 811,5 | 949 698,0 | 33,8% | 1 267 884,4 | 33,5% | 33,6% |
| **Produit net bancaire** | 91 056,9 | 112 740,1 | 23,8% | 144 290,6 | 28,0% | 25,9% |
| Produits d'exploitation non bancaire | 0,0 | 1,1 | - | 4 276,4 | - | - |
| Charges de personnel | 19 471,9 | 19 188,2 | -1,5% | 20 553,1 | 7,1% | 2,7% |
| Impôts et taxes | 3 132,3 | 1 020,1 | -67,4% | 864,8 | -15,2% | -47,5% |
| Charges externes | 10 962,1 | 15 707,2 | 43,3% | 20 674,8 | 31,6% | 37,3% |
| Autres charges générales d'exploitation | 1 241,7 | 1 516,1 | 22,1% | 2 035,8 | 34,3% | 28,0% |
| Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 1 272,1 | 2 835,4 | 122,9% | 2 786,3 | -1,7% | 48,0% |
| **Charges générales d'exploitation** | 36 080,2 | 40 267,0 | 11,6% | 46 914,8 | 16,5% | 14,0% |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 22 337,3 | 11 083,8 | -50,4% | 8 231,3 | -25,7% | -39,3% |
| Pertes sur créances irrécouvrables | 624,9 | 38 974,0 | NS | 15 619,0 | -59,9% | NS |
| Autres dotations aux provisions | 785,4 | 2 076,0 | 164,3% | 866,6 | -58,3% | 5,0% |
| **Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables** | 23 747,6 | 52 133,8 | 119,5% | 24 716,9 | -52,6% | 2,0% |
| Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 20 364,9 | 51 736,8 | 154,0% | 25 905,0 | -49,9% | 12,8% |
| Autres reprises de provisions | 775,6 | 12 783,7 | NS | 522,1 | -95,9% | -18,0% |
| **Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties** | 21 140,5 | 64 520,4 | 205,2% | 26 427,1 | -59,0% | 11,8% |
| **Résultat courant** | 52 369,6 | 84 860,8 | NS | 103 362,5 | 21,8% | 40,5% |
| Produits non courants | 867,4 | 5 294,4 | NS | 236,6 | -95,5% | -47,8% |
| Charges non courantes | 1 619,1 | 7 554,2 | NS | 750,5 | -90,1% | -31,9% |
| **Résultat avant impôts sur les résultats** | 51 617,9 | 82 601,0 | 60,0% | 102 848,5 | 24,5% | 41,2% |
| Impôts sur les résultats | 7 229,6 | 32 043,3 | NS | 36 671,1 | 14,4% | 125,2% |
| **Résultat net de l'exercice** | 44 388,3 | 50 557,7 | 13,9% | 66 177,5 | 30,9% | 22,1% |
| Total produits | 822 876,3 | 1 132 254,0 | 37,6% | 1 443 115,0 | 27,5% | 32,4% |
| Total charges | 778 488,0 | 1 081 696,3 | 38,9% | 1 376 937,6 | 27,3% | 33,0% |
| **Résultat net** | 44 388,3 | 50 557,7 | 13,9% | 66 177,5 | 30,9% | 22,1% |

*Source : Maroc Leasing*

## I.1. Produits d'exploitation bancaire

| En Kdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | (a) | 257,3 | 268,1 | 4,2% | 274,6 | 2,4% | 3,3% |
| Produits sur titres de propriété | (b) | 3 907,0 | 0,0 | -100,0% | 23,0 | NS | -92,3% |
| Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | (c) | 796 704,2 | 1 057 865,0 | 32,8% | 1 411 877,4 | 33,5% | 33,1% |
| Autres produits bancaires | (d) | 0,0 | 4 305,0 | NS | 0,0 | -100,0% | NS |
| **Produits d'exploitation bancaire** | **(e) = (a+b+c+d)** | **800 868,4** | **1 062 438,1** | **32,7%** | **1 412 175,0** | **32,9%** | **32,8%** |

*Source : Maroc Leasing*

Maroc Leasing commercialise deux principales catégories de produits, les crédits-bails mobiliers (CBM) et les crédits-bails immobiliers (CBI). Les produits d'exploitation bancaire sont composés majoritairement des remboursements en intérêt et principal (loyers) perçus sur les crédits octroyés à la clientèle. Sur le plan comptable, ces loyers sont inscrits au poste « Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location ».

Durant la période analysée, les produits d'exploitation bancaire de Maroc Leasing ont progressé en moyenne de 33%. Leur évolution est principalement attribuable à la forte appréciation du poste « Produits sur immobilisations en crédit-bail » dont la valeur a presque doublé entre 2006 et 2008 passant 797 Mdh à 1 412 Mdh.

Cette évolution est le fruit d'une stratégie de croissance de Maroc Leasing sur les plans financier, commercial et organisationnel engagée après le plan de restructuration de 2002-2004.

En effet, les différentes actions stratégiques ont permis d'inscrire la performance de la société sur un trend haussier lui permettant notamment de :

- Renforcer davantage son positionnement concurrentiel avec des gains de part de marché en terme de production (PDM[27] : 12% en 2006, 13% en 2007 et 16% en 2008) ;

- Améliorer la qualité et le volume de ses encours crédits (immobilisations données en crédit-bail et en location) avec une évolution moyenne de près de 30% par an. Au 31 décembre 2008, l'encours global s'est hissé à un niveau de 4,3 milliards de dirhams contre 2,5 milliards de dirhams à fin 2006.

[27] *Source : APSF*

## I.2. Charges d'exploitation bancaire

| En Kdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | (a) | 55 278,0 | 80 065,0 | 44,8% | 127 171,3 | 58,8% | 51,7% |
| En % du total | | 7,8% | 8,4% | | 10% | | |
| Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | (b) | 0,0 | 121,3 | NS | 24,7 | -79,7% | - |
| En % du total | | 0% | 0% | | 0% | | |
| Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | (c) | 31 911,0 | 29 500,4 | -7,6% | 23 872,7 | -19,1% | -13,5% |
| En % du total | | 4,5% | 3,1% | | 2% | | |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | (d) | 620 590,1 | 839 347,9 | 35,2% | 1 115 557,3 | 32,9% | 34,1% |
| En % du total | | 87,4% | 88,4% | | 88% | | |
| .Autres charges bancaires | (e) | 2 032,4 | 663,3 | -67,4% | 1 258,4 | 89,7% | -21,3% |
| En % du total | | **0,3%** | **0,1%** | | **0,1%** | | |
| **Total Charges d'exploitation bancaire** | **(f) = (a+b+c+d+e)** | **709 811,5** | **949 698,0** | **33,8%** | **1 267 884,4** | **33,5%** | **33,6%** |

*Source : Maroc Leasing*

Constitué majoritairement des charges sur immobilisations en crédit-bail, le poste charge d'exploitation bancaire a évolué en moyenne de 33,6% depuis 2006.

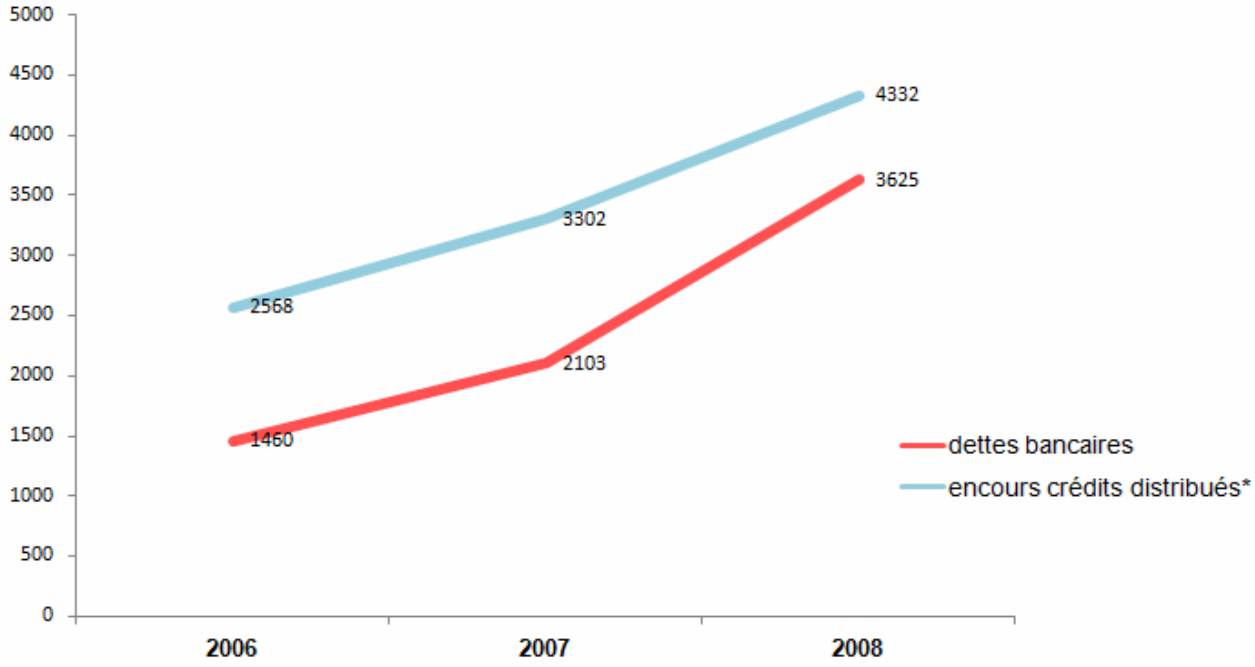
Les charges sur immobilisations en crédit bail reflètent l'amortissement comptable de ces immobilisations. Leur évolution entre 2006 et 2007 de 621 Mdh à 839 Mdh provient de l'augmentation de l'encours des crédits distribués qui sont passés de 2,6 milliards de dirhams à 3,3 milliards de dirhams à fin 2007.

Pour la période 2007-2008, la poursuite de la croissance de Maroc Leasing avec des niveaux de production de plus en plus important (+35% sur l'année) s'est traduite par une appréciation des encours de crédits-bails (+31% à 4,3 Milliards de dirhams). Cette performance s'est répercutée sur le niveau des dotations aux amortissements des immobilisations données en crédit-bail qui est passé de 839 Mdh en 2007 à 1 116 Mdh en 2008.

Les autres postes des charges d'exploitation bancaires concernent principalement :

(i) **Les intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit :** Il s'agit des intérêts versés au titres des dettes contractées par Maroc Leasing auprès des banques pour accompagner son développement en matière de distribution des crédits.

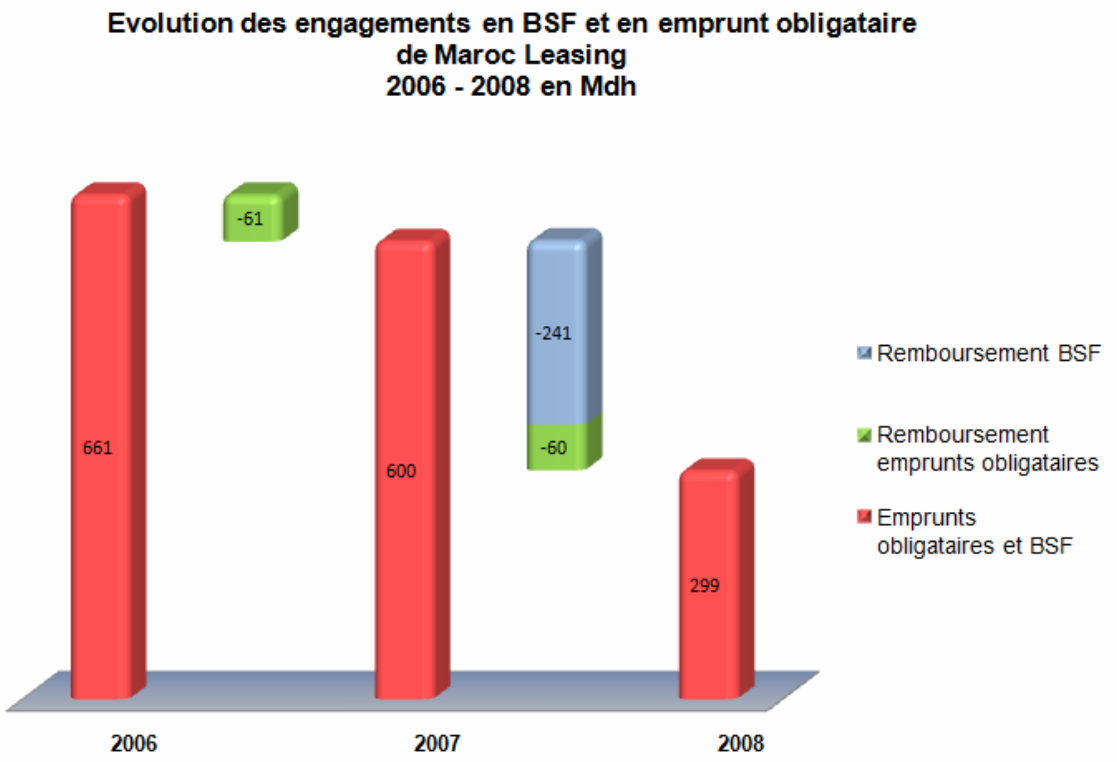
**Evolution comparative des encours crédits auprès des banques et des encours de crédits distribués au clients 2006 - 2008 en Mdh**




(*) Immobilisations données en crédit bail et en location (comptabilisées à l'actif du bilan)

Entre 2006 et 2007, l'augmentation des dettes bancaires passant de 1 460 Mdh à 2 103 Mdh a eu pour effet d'entraîner une hausse des intérêts payés à hauteur de 25 Mdh. Pour faire face à la croissance de son activité en 2008, Maroc Leasing s'est davantage endetté (+1 522 Mdh) auprès des banques. Les intérêts sur les dettes bancaires ont ainsi augmenté passant de 80 Mdh en 2007 à 127 Mdh en 2008.

(ii) **Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis :** Dans un objectif d'optimisation et de diversification des sources de financement, Maroc Leasing a fait appel au marché financier dans le cadre de plusieurs émissions de Bons de Sociétés de Financement (BSF) et d'emprunt obligataire.




En 2008, La baisse de 5,6 Mdh des intérêts versés est due au remboursement des BSF pour un montant de 241 Mdh et de l'amortissement normal de l'emprunt obligataire à hauteur de 60 Mdh.

## I.3. Résultats des opérations de crédit-bail

| En Kdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | (a) | 796 704,2 | 1 057 865,0 | 32,8% | 1 411 877,4 | 33,5% | 33,1% |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | (b) | 620 590,1 | 839 347,9 | 35,2% | 1 115 557,3 | 32,9% | 34,1% |
| Résultat des opérations de crédit bail | (c) = (a-b) | 176 114,1 | 218 517,1 | 24,1% | 296 320,1 | 35,6% | 29,7% |
| Taux de marge sur opérations de crédit bail | (d) = (c/a) | 22,1% | 20,7% | -1,4 pts | 21,0% | + 0,3 pts | |
| **Ratio d'amortissement** | **(e) = (b/a)** | **77,9%** | **79,3%** | **1,4pts** | **79,0%** | **-0,4pts** | |

*Source Maroc Leasing*

### I.3.1. Résultat des opérations de crédit-bail :

Au 31 Décembre 2007, le résultat des opérations de crédit-bail de Maroc Leasing s'est établi à 218,5 Mdh en progression de 24,1% par rapport à 2006. L'année 2008, a été aussi marquée par l'appréciation de ce résultat à 296,3 Mdh en hausse de 35,6%.

Ces améliorations sont expliquées par :

(i) l'augmentation de la production (2,2 Gdh en 2008, 1,7 Gdh en 2007 contre 1,3 Gdh en 2006) entraînant une hausse des produits sur immobilisations données en crédit-bail ;

(ii) le maintien d'un ratio d'amortissement avoisinant les 80% sur la période 2006-2008.

### I.3.2. Ratio d'amortissement[28] :

Après une légère hausse de 1,4% entre 2006 et 2007, le ratio d'amortissement de Maroc Leasing s'est maintenu au même niveau de 79% jusqu'au 31/12/2008, niveau en ligne avec la moyenne sectorielle de 80%[29].

[28] Le ratio d'amortissement se définit par le rapport entre les charges sur immobilisations données en crédit bail et les produits sur immobilisations données en crédit bail. Ce ratio exprime la part de « principal » dans les loyers perçus.

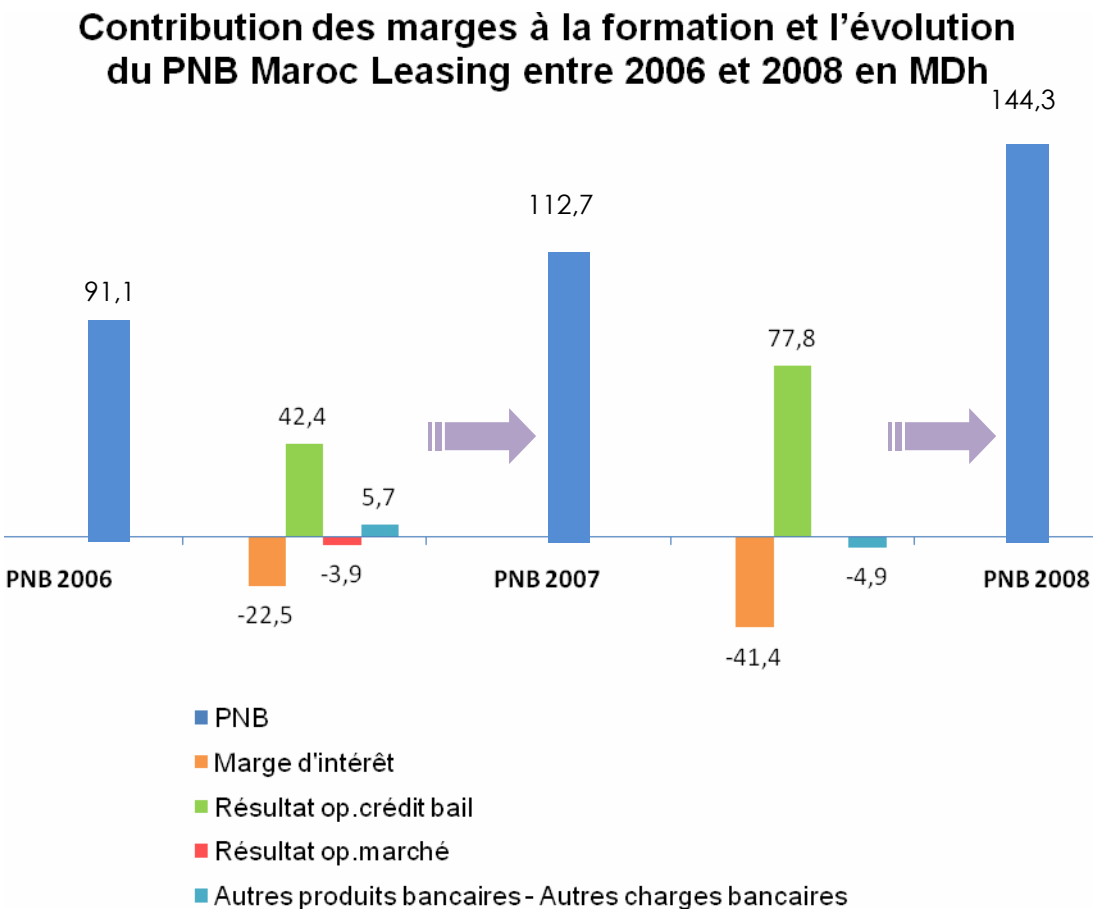
[29] *Source : Maroc Leasing*

## I.4. Produit Net Bancaire

| En Kdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés | (a) | 257 | 268 | 4,2% | 275 | 2,4% | 3,3% |
| Intérêts et charges assimilées | (b) | 87 189 | 109 687 | 25,8% | 151 069 | 37,7% | 31,6% |
| **Marge d'intérêt** | **(c) = (a-b)** | **-86 932** | **-109 419** | **-25,9%** | **-150 794** | **-37,8%** | **-31,7%** |
| Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | (d) | 796 704 | 1 057 865 | 32,8% | 1411 877 | 33,5% | 33,1% |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | (e) | 620 590 | 839 348 | 35,2% | 1115 557 | 32,9% | 34,1% |
| **Résultat des opérations de crédit-bail et de location** | **(f) = (d-e)** | **176 114** | **218 517** | **24,1%** | **296 320** | **35,6%** | **29,7%** |
| Poids par rapport au PNB | | 1,9x | 1,9x | | 2,1x | | |
| Résultat des opérations sur titres de placement | (g) | 3 907 | 0 | | 23 | | -92,3% |
| Résultat des opérations de change | (h) | 0 | 0 | | 0 | | |
| Résultat des opérations sur produits dérivés | (i) | 0 | 0 | | 0 | | |
| **Résultat des opérations de marché** | **(j) = (g+h+i)** | **3 907** | **0** | | **23** | | **-92,3%** |
| Divers autres produits bancaires | (k) | 0 | 4 305 | | 0 | | |
| Diverses autres charges bancaires | (l) | 2 032 | 663 | -67,4% | 1 258 | 89,7% | -21,3% |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **(m) = (c+f+i+k-l)** | **91 057** | **112 740** | **23,8%** | **144 291** | **28,0%** | **25,9%** |

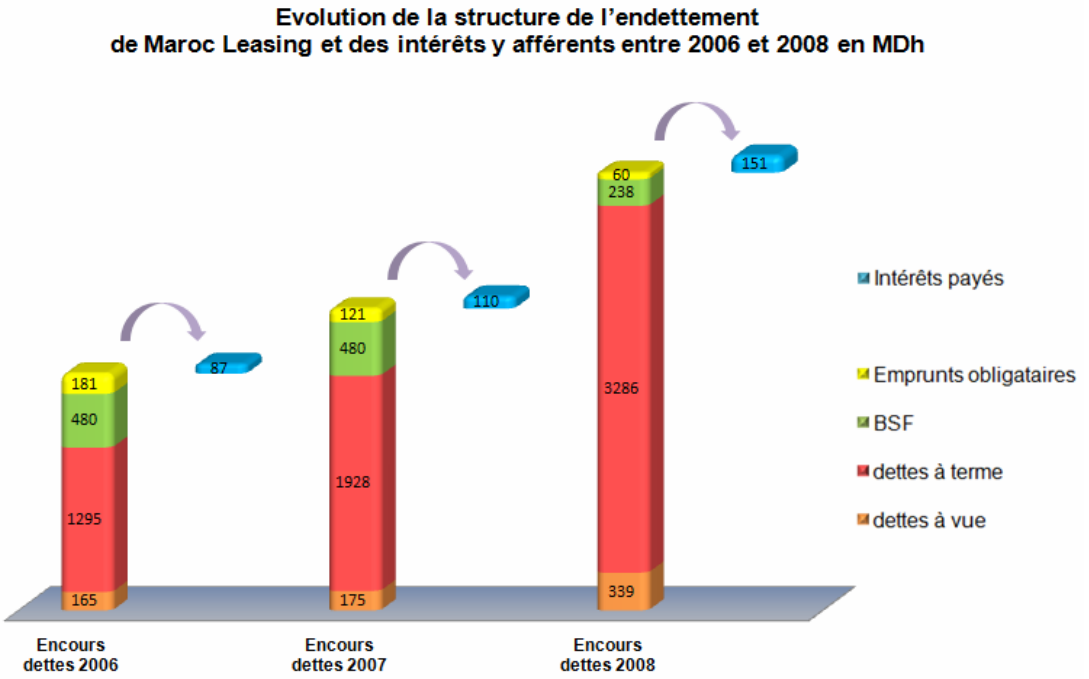
*Source : Maroc Leasing*

## Analyse de la structure du PNB (approche soldes de gestion)




### I.4.1 Marge d'intérêt

Du point de vue comptable, la marge d'intérêt représente l'écart entre d'une part,(i) les intérêts et les produits assimilés (hors ceux sur les immobilisations données en crédits, comptablement enregistrés dans les produits sur immobilisations données en crédit) et (ii) les intérêts payés au titres des dettes contractées par Maroc Leasing pour couvrir ses besoins en matière de distribution des crédits à la clientèle.




Compte tenu du niveau faible des intérêts et produits assimilés reçus, l'évolution négative de la marge d'intérêt est corrélée à celle des intérêts sur dettes.

### I.4.2 Résultat des opérations de crédit-bail et de location

Le résultat des opérations données en crédit bail correspond à la différence entre les produits et les charges sur immobilisations données en crédit bail et en location.

Entre 2006 et 2008, ce résultat a évolué avec un taux de croissance annuel moyen de 29,7% pour atteindre 296 Mdh en 2008 contre 176 Mdh en 2006. Cette performance est principalement attribuée à la hausse plus importante des loyers perçus au titre des crédits octroyés par rapport aux dotations aux amortissements relatives aux immobilisations données en crédit bail.

Sur la période analysée, cette tendance se confirme par le poids croissant de ce résultat (2,1x le PNB en 2008 contre 1,9x le PNB en 2006 et 2007) dans la formation du PNB.

## I.5. Charges générales d'exploitation

| En Kdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges de personnel | (a) | 19 471,9 | 19 188,2 | -1,5% | 20 553,1 | 7,1% | 2,7% |
| *% du total* | | *54,0%* | *47,7%* | | *43,8%* | | |
| Impôts et taxes | (b) | 3 132,3 | 1 020,1 | -67,4% | 864,8 | -15,2% | -47,5% |
| *% du total* | | *8,7%* | *2,5%* | | *1,84%* | | |
| Charges externes | (c) | 10 962,1 | 15 707,2 | 43,3% | 20 674,8 | 31,6% | 37,3% |
| *% du total* | | *30,4%* | *39,0%* | | *44,07%* | | |
| Autres charges générales d'exploitation | (d) | 1 241,7 | 1 516,1 | 22,1% | 2 035,8 | 34,3% | 28,0% |
| *% du total* | | *3,4%* | *3,8%* | | *4,34%* | | |
| Dotations aux amort. et aux prov immob incorporelles et corporelles | (e) | 1 272,1 | 2 835,4 | 122,9% | 2 786,3 | -1,7% | 48,0% |
| *% en total* | | *3,5%* | *7,0%* | | *5,94%* | | |
| **Charges générales d'exploitation** | **(f) = (a+b+c+d+e)** | **36 080,2** | **40 267,0** | **11,6%** | **46 914,7** | **16,5%** | **14,0%** |
| **Produit net bancaire** | **(g)** | **91 056,9** | **112 740,1** | **23,8%** | **144 290,6** | **28,0%** | **25,9%** |
| **Coefficient d'exploitation** | | | | | | | |
| **- Maroc Leasing** | **(h) = (f/g)** | **39,6%** | **35,7%** | **-3,9 pts** | **32,5%** | **-3,2 pts** | |

*Source : Maroc Leasing*

À fin 2007, les charges générales d'exploitation se sont élevées à 40,3 Mdh en hausse de11,6% par rapport à leur niveau en 2006. le détail par poste se décline comme suit :

**1. Charges externes**

Augmentation des charges externes de 4,7 Mdh, elle même expliquée principalement par la hausse des loyers de crédits bail liés au siège de Maroc Leasing, des honoraires et des frais de publicité et de communication (prospection sur le terrain et entrée en relation avec de nouveaux groupes).

**2. Charges de personnel**

Les charges de personnel demeurent stables à moins de 20 Mdh entre 2006 et 2007. Ce poste représente 47,7% du total charges générales d'exploitation en 2007 contre 54% en 2006 soit une baisse de 12% sur une année.

**3. Autres charges générales d'exploitation**

En 2007, le compte « autres charges générales d'exploitation » a progressé de 22% par rapport à 2007 passant de 1,2 Mdh à 1,5 Mdh.

**4. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles**

Entre 2006 et 2007, les dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles ont évolué de 1,3 Mdh à 2,8 Mdh. Cette hausse s'explique par l'augmentation de l'encours des immobilisations incorporelles durant la même période.

Ainsi, en 2007, le coefficient d'exploitation s'est établi à 36% en recul de 4 pts de base par rapport à l'année précédente. Cette amélioration se justifiée par

(i) l'amélioration des performances de Maroc Leasing traduite par l'augmentation du produit net bancaire et ;

(ii) l'impact favorable de la politique de maîtrise des coûts instaurée depuis 2005.

À la clôture de l'exercice 2008, les charges générales d'exploitation ont atteint 46,9 Mdh en hausse de 16,5% par rapport à 2007. Cette augmentation s'explique par les éléments suivants :

**1. Charges externes**

Augmentation des charges externes de 5 Mdh, portée par la hausse des frais d'entretien, ceux de communication et les diverses charges externes.

**2. Charges de personnel**

Hausse de 1,3 Mdh relative à la rémunération du personnel principalement, induite par les nouveaux recrutements dans le cadre du renforcement de l'équipe commerciale et des agents administratifs.

**3. Autres charges générales d'exploitation**

Progression des autres charges générales d'exploitation de 34% passant de 1,5 Mdh à 2 Mdh entre 2007 et 2008.

**4. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles**

Le poste « Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles » demeure stable sur la période 2007 et 2008 à 2,8 Mdh.

Ainsi, appuyé par l'appréciation du produit net bancaire et la poursuite de la politique de maîtrise des coûts, le coefficient d'exploitation affiche en 2008 une nouvelle amélioration de 3 points de base et clôture l'exercice à 32,5% contre 35,7% une année auparavant.

## I.6. Produits d'exploitation non bancaire

Maroc Leasing a comptabilisé en 2008 un produit d'exploitation non bancaire d'une valeur de 4,3 Mdh. Ce produit correspond à une plus-value de cession de l'ancien siège.

## I.7. Dotations aux provisions nettes de reprises et pertes sur créances irrécouvrables :

| En Kdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | (a) | 22 337,30 | 11 083,80 | -50,4% | 8 231,30 | -25,7% | -39,3% |
| Autres dotations aux provisions | (b) | 785,40 | 2 076,00 | 164,3% | 866,60 | -58,3% | 5,0% |
| **Dotations aux provisions** | **(c)=(a+b)** | **23 122,70** | **13 159,80** | **-43,1%** | **9 097,90** | **-30,9%** | **-37,3%** |
| Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | (d) | 20 364,90 | 51 736,80 | 154,0% | 25 905,00 | -49,9% | 12,8% |
| Autres reprises de provisions | (e) | 775,60 | 12 783,70 | NS | 522,10 | -95,9% | -18,0% |
| **Reprises de provisions** | **(f) = (d+e)** | **21 140,50** | **64 520,50** | **NS** | **26 427,10** | **-59,0%** | **11,8%** |
| **Dotations aux provisions nettes de reprises** | **(g) = (c-f)** | **1 982,20** | **-51 360,70** | **NS** | **-17 329,20** | **66,3%** | **NS** |
| Pertes sur créances irrécouvrables | (h) | 624,90 | 38 974,00 | NS | 15 619,00 | -59,9% | NS |
| Récupérations sur créances amorties | (i) | | | | | | |
| **Pertes nettes sur créances irrécouvrables** | **(k) = (h-i)** | **624,90** | **38 974,00** | NS | **15 619,00** | **-59,9%** | **NS** |

*Source : Maroc Leasing*

**Dotations aux provisions**

Le poste « dotation aux provisions » est alimenté majoritairement par les provisions au titre des créances et engagement par signature en souffrance. L'encours des créances en souffrances connaît depuis 2006 une baisse induite par l'impact des actions visant à améliorer la qualité du portefeuille clients.

En 2007, les dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance ont totalisé un montant de 11 Mdh en recul de 50% par rapport à 2006. L'année 2008, confirme la tendance baissière de ce poste avec une nouvelle baisse de 26% à 8,2 Mdh.

Les autres dotations aux provisions couvrent les risques généraux. Entre 2006 et 2007, elles ont évolué de 0,8 Mdh à 2,0 Mh. En 2008, Maroc Leasing a doté une provision pour risques et charges de 0,9 MDH.

**Reprise des provisions**

Le maintien et l'amélioration des efforts en matière de recouvrement par voie amiable et judicaire ont eu pour effet de réduire le niveau des créances en souffrances par voie de reprise sur provisions déjà constatées.

En 2007, Maroc Leasing a enregistré une reprise des provisions à hauteur de 51 Mdh (dont 37 Mdh liés à une perte sur créances irrécouvrables passée en perte) soit une hausse de 31 Mdh par rapport à 2006.

Durant l'exercice 2008, Maroc Leasing a repris sur les provisions pour créances en souffrance l'équivalent de 26 Mdh (dont 16 Mdh de reprises sur dossiers passés en perte) soit une baisse de 50% par rapport à l'année 2007.

Le cumul des provisions sur les créances en souffrance est passé de ce fait de 211 Mdh en 2006 à 170 Mdh en 2007 et puis à 152 Mdh à la clôture de l'exercice 2008.

Les autres reprises de provisions comprennent les reprises sur provisions pour risques et charges généraux ainsi que celles sur les provisions réglementées. en 2007, elles ont atteint 12,7 Mdh contre 0,7 Mdh une année auparavant. A la clôture de l'exercice 2008, les autres reprises de provisions se sont limitées à 0,5 Mdh.

**Pertes sur créances irrécouvrables**

Les pertes sur créances irrécouvrables se sont élevées à 38,9 Mdh en 2007. Il s'agit de créances de plus de huit ans, totalement provisionnées dont la récupération n'était plus envisageable. Ce passage en perte a donné lieu à des reprises de provision à hauteur de 37 MDH. En 2008, le poste pertes sur créances irrécouvrables a baissé de 60% pour s'établir à 15,6 Mdh. A l'instar de l'exercice 2007, une reprise des provisions a été comptabilisée à concurrence du montant de la perte neutralisant par conséquent l'impact sur le résultat.

## I.8. Résultat net

| En Kdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Résultat courant | (a) | 52 369,60 | 84 860,80 | 62,0% | 103 362,50 | 21,8% | 40,5% |
| Produits non courants | (b) | 867,4 | 5 294,40 | NS | 236,6 | -95,5% | -47,8% |
| Charges non courantes | (c) | 1 619,10 | 7 554,20 | NS | 750,5 | -90,1% | -31,9% |
| Résultat non courant | (d) = (b-c) | -751,8 | -2 259,80 | NS | -513,9 | NS | -17,3% |
| Résultat avant impôts | (e) = (a+d) | 51 617,90 | 82 601,00 | 60,0% | 102 848,50 | 24,5% | 41,2% |
| Impôts sur les résultats | (f) | 7 229,60 | 32 043,30 | NS | 36 671,10 | 14,4% | 125,2% |
| **Résultat net de l'exercice** | **(g) = (e-f)** | **44 388,30** | **50 557,70** | **13,9%** | **66 177,50** | **30,9%** | **22,1%** |
| Total produits | | 822 876,30 | 1 132 254,00 | 37,6% | 1 443 115,00 | 27,5% | 32,4% |
| Total charges | | 778 488,00 | 1 081 696,30 | 38,9% | 1 376 937,60 | 27,3% | 33,0% |
| **Résultat net** | | **44 388,30** | **50 557,70** | **13,9%** | **66 177,50** | **30,9%** | **22,1%** |

*Source : Maroc Leasing*

**Résultat courant :**

Entre 2006 et 2007, le résultat courant a marqué une évolution de près de 62% à 84,9 Mdh. En 2008, ce résultat a progressé de 21,8% et passe 103 Mdh.

**Résultat non courant :**

Les produits non courants se sont établis à 5,3 Mdh en 2007 contre 0,9 Mdh à fin 2006. Au 31/12/2007, les produits non courants concernent essentiellement la cession du local situé à Zerktouni qui devait abriter le siège social.

En 2008, ces produits ont enregistré une importante baisse pour s'établissant à 0,2 Mdh.

L'évolution des charges non courantes a été presque similaire à celle des produits non courants. En effet, elles sont passées de 1,6 Mdh en 2006 à 7,5 Mdh en 2007 (essentiellement liées aux départs volontaires) et clôturent à 0,7Mdh en 2008.

En conséquence, le résultat non courant s'est établi en 2008 à -0 ,5 Mdh contre -2,3 Mdh en 2007 et -0,7 Mdh en 2006.

**Résultat net :**

Après déduction de la charge fiscale, le résultat net a marqué aussi une tendance haussière pour se fixer à 50,5 Mdh en 2007 contre 44,4 Mdh en 2006. En 2008, le résultat net de Maroc Leasing s'est de nouveau inscrit en croissance de 31% par rapport à 2007 pour se hisser à 66,2 Mdh.

## I.9. Capacité d'autofinancement

Tableau de passage entre le résultat net et la capacité de financement pour la période 206-2008.

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM 2006-08 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **± RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **44 388,3** | **50 557,7** | 13,90% | **66 177,5** | 30,89% | 22,10% |
| + Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 1272,1 | 2 835,4 | 122,9% | 2 786,3 | -1,7% | 48,0% |
| + Dotations aux provisions pour risques Généraux | 785,4 | 2 076,0 | 164,3% | 866,6 | -58,3% | 5,0% |
| + Dotations aux provisions réglementées | | 1 460,0 | NS | | | |
| + Dotations non courantes | | | | | | |
| - Reprises de provisions | | 3 000,0 | NS | | | |
| - Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | | 7 659,2 | NS | 17 564,2 | 129,3% | NS |
| + Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | | 1 805,9 | NS | 423,5 | -76,5% | NS |
| - Plus-values de cession des Immobilisations financières | | 168,8 | NS | 20,3 | -88,0% | NS |
| + Moins-values de cession des immobilisations financières | | | | 1,4 | NS | NS |
| - Reprises de subventions d'investissement reçues | | | | | | |
| **± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT** | **46 445,8** | **47 907,0** | 3,1% | **52 669,4** | 9,9% | 6,5% |
| - Bénéfices distribués | 15 949,5 | 19139,4 | 20,0% | 23 924,3 | 25,0% | 22,5% |
| **± AUTOFINANCEMENT** | **30 496,3** | **28 767,6** | -5,7% | **28 745,2** | -0,1% | -2,9% |

*Source : Maroc Leasing*

En 2007, la capacité d'autofinancement a évolué de 3,1% passant de 46,4 Mdh à 47,9 Mdh. Cette évolution s'explique par l'impact positif de la hausse du résultat net de 6,1 Mdh entre 2007 et 2006, atténue par le retraitement des plus-values de cession constatées pour un montant de 7,7 Mdh en 2007.

A la clôture de l'exercice 2008, la capacité d'autofinancement de Maroc Leasing s'est située à 52,3 Mdh en hausse de 10% par rapport à 2007. Cette croissance a été portée par la hausse du résultat net (+31%). Cette croissance a été, toutefois, amortie sous l'effet des plus-values de cession réalisées courant l'année.

Après prise en compte des distributions de dividendes à hauteur de 23,9 Mdh en 2008 et 19,1 Mdh en 2007, l'autofinancement s'est établi respectivement à 28,7 Mdh et 28,8 Mdh.

# II. Analyse du bilan

## Actif

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux** | **20** | **17** | **-15,0%** | **2 189** | **NS** | **NS** |
| *Poids en % du total* | *0,0%* | *0,0%* | | *0,0%* | | |
| **2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés** | **18 701** | **356** | **-98,1%** | **242** | **-32,0%** | **-88,6%** |
| *Poids en % du total* | *0,7%* | *0,0%* | | *0,0%* | | |
| . A vue | 18 701 | 356 | -98,1% | 242 | -32,0% | **-88,6%** |
| . A terme | - | - | - | - | - | - |
| **3. Créances sur la clientèle** | **30 862** | **20 413** | **-33,9%** | **28 374** | **39,0%** | **-4,1%** |
| *Poids en % du total* | *1,2%* | *0,6%* | | *0,6%* | | |
| . Crédits de trésorerie et à la Consommation | 2 134 | 1 917 | -10,2% | 2 133 | 11,3% | - |
| . Crédits immobiliers | 7 354 | 4 738 | -35,6% | 4 188 | -11,6% | -24,5% |
| . Autres crédits | 21 374 | 13 758 | -35,6% | 22 053 | 60,3% | 1,6% |
| **4. Autres actifs** | **17 155** | **127 858** | **NS** | **218477** | **70,9%** | **NS** |
| *Poids en % du total* | *0,6%* | *3,7%* | | *4,7%* | | |
| **5. Titres de participation et emplois assimilés**[30] | **302** | **427** | **41,4%** | **302** | **-29,3%** | **-** |
| *Poids en % du total* | *0,0%* | *0,0%* | | *0,0%* | | |
| **6. Immobilisations données en crédit-bail et en location** | **2 568 477** | **3 302 438** | **28,6%** | **4 331 937** | **31,2%** | **29,9%** |
| *Poids en % du total* | *96,8%* | *95,1%* | | *94,1%* | | |
| **7. Immobilisations incorporelles** | **14 384** | **19 904** | **38,4%** | **17 871** | **-10,2%** | **11,5%** |
| *Poids en % du total* | *0,5%* | *0,6%* | | *0,4%* | | |
| **8. Immobilisations corporelles** | **2 550** | **2 796** | **9,7%** | **2 537** | **-9,3%** | **-** |
| *Poids en % du total* | *0,1%* | *0,1%* | | *0,1%* | | |
| **Total de l'Actif** | **2 652 451** | **3 474 209** | **31,0%** | **4 601 929** | **32,5%** | **31,7%** |

*Source : Maroc Leasing*

[30] Il s'agit de parts sociales attribuées lors de la signature de contrats de crédit avec les BPR.

## Passif

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux** | - | - | - | - | - | - |
| **2. Dettes envers les établissements de crédit et** | **1 460 723** | **2 103 364** | **44,0%** | **3 625 151** | **72,4%** | **57,5%** |
| *Poids en % du total* | *55,1%* | *61%* | | *78,8%* | | |
| - A vue | 165 325 | 175 117 | 5,9% | 339 323 | 93,8% | 43,3% |
| *Poids en % du total* | *6,2%* | *5,04%* | | *7,4%* | | |
| - A terme | 1 295 398 | 1 928 247 | 48,9% | 3 285 828 | 70,4% | 59,3% |
| *Poids en % du total* | *48,8%* | *55,5%* | | *71,4%* | | |
| **3. Dépôts de la clientèle** | **43 930** | **38 378** | **-12,6%** | **25 947** | **-32,4%** | **-23,1%** |
| *Poids en % du total* | *1,6%* | *1,1%* | | *0,6%* | | |
| - Autres comptes créditeurs | 43 930 | 38 378 | -12,6% | 25 947 | -32,4% | -23,1% |
| *Poids en % du total* | *1,6%* | *1,1%* | | *0,6%* | | |
| **4. Titres de créance émis** | **660 793** | **600 484** | **-9,1%** | **298 852** | **-50,2%** | **-32,7%** |
| *Poids en % du total* | *25%* | *17,3%* | | *6,5%* | | |
| - Titres de créance négociables | 479 809 | 479 809 | 0,0% | 238 486 | -50,3% | -29,5% |
| *Poids en % du total* | *18,1%* | *13,8%* | | *5,2%* | | |
| - Emprunts obligataires | 180 983 | 120 674 | -33,3% | 60 365 | -50,0% | -42,2% |
| *Poids en % du total* | *6,8%* | *3,5%* | | *1,3%* | | |
| **5. Autres passifs** | **214 738** | **425 492** | **98,1%** | **307 309** | **-27,8%** | **19,6%** |
| *Poids en % du total* | *8,1%* | *12,2%* | | *6,7%* | | |
| **6. Provisions pour risques et charges** | **2 225** | **6 570** | **195,3%** | **2 494** | **-62,0%** | **5,9%** |
| *Poids en % du total* | *0,1%* | *0,2%* | | *0,1%* | | |
| **7. Provisions réglementées** | **3 000** | **1 460** | **-51,3%** | **1 460** | **0,0%** | **-30,2%** |
| *Poids en % du total* | *0,1%* | *0,04%* | | *0,0%* | | |
| **8. Réserves et primes liées au capital** | **63 067** | **78 500** | **24,5%** | **113 500** | **44,6%** | **34,2%** |
| *Poids en % du total* | *2,4%* | *2,26%* | | *2,5%* | | |
| **9. Capital** | **159 495** | **159 495** | **0,0%** | **159 495** | **0,0%** | **0,0%** |
| *Poids en % du total* | *6%* | *4,6%* | | *3,5%* | | |
| **10. Report à nouveau (+/-)** | **94** | **9 910** | **NS** | **1 543** | **-84,4%** | **NS** |
| *Poids en % du total* | | *0,3%* | | *0,0%* | | |
| **11. Résultat net de l'exercice (+/-)** | **44 388** | **50 558** | **13,9%** | **66 178** | **30,9%** | **22,1%** |
| *Poids en % du total* | *1,7%* | *1,5%* | | *1,5%* | | |
| **Total du Passif** | **2 652 451** | **3 474 209** | **31,0%** | **4 601 927** | **32,5%** | **31,7%** |

*Source : Maroc Leasing*

## II.1. Analyse des principaux postes de l'Actif

### II.1.1. Créances sur la clientèle

Avec un TCAM négatif de -4,1% sur la période 2006-2008, le poste « Créances sur la clientèle » se décline comme suit :

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Crédits de trésorerie et à la consommation | 2 133 | 1 917,0 | -10,2% | 2 133 | 11,2% | 0,0% |
| Crédits immobiliers | 7 354 | 4 738 | -35,6% | 4 188 | -11,6% | -24,5% |
| Autres crédits | 21 374 | 13 758 | -35,6% | 22 053 | 60,3% | 1,6% |
| **Créances sur la clientèle** | **30 862** | **20 413** | **-33,9%** | **28 374** | **39,0%** | **-4,1%** |

*Source : Maroc Leasing*

Entre 2006 et 2007, le poste « créances sur la clientèle » a affiché une baisse de 33,9% en passant de 30,9 Mdh à 20,4 Mdh. Cette baisse est attribuable à :

- La diminution des crédits de trésorerie et à la consommation, composés de crédit au personnel et qui ont reculé de 10,2% s'élevant en 2007 à 1,9 Mdh contre 2 Mdh en 2006 ;
- La décroissance des crédits immobiliers octroyés au personnel qui ont enregistré une baisse de 35,6% passant de 7,3 Mdh en 2006 à 4,7 Mdh en 2007.
- Le repli des autres crédits à 13,7 Mdh en 2007 contre 21,3 Mdh en 2006. Il s'agit essentiellement des prêts personnel et de crédits hypothécaires accordés au personnel pour un montant de 6,7 Mdh, de créances saines autres que loyers, taxes urbaine/ d'édilité pour 11 Mdh et enfin d'autres créances à encaisser pour un montant de 3 Mdh.

Durant l'exercice 2008, les créances sur la clientèle ont repris leur croissance pour atteindre 28 Mdh en hausse de 39,0% par rapport l'année précédente.

Cette hausse est essentiellement portée par le poste des « autres crédits » qui a atteint 22 Mdh contre 13,7 Mdh en 2007, soit une progression de 60,3%.

### II.1.2. Autres actifs

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Autres actifs** | **17 155** | **127 858** | **NS** | **218 477** | **70,87%** | **NS** |

*Source : Maroc Leasing*

Les autres actifs de Maroc Leasing sont passés de 17,2 Mdh en 2006 à 127,9 Mdh en 2007. Cette progression (+111 Mdh) est principalement attribuée à (i) la croissance de l'encours des débiteurs divers (dont 92 Mdh dus par l'Etat dont 87 Mdh au titre de la TVA pour) et (ii) l'augmentation du compte de régularisation (+18 Mdh).

A l'instar de 2007, la croissance des autres actifs en 2008 (+91 Mdh) a été entraînée par l'augmentation des sommes dues par l'Etat (+83 Mdh au titre de la TVA pour 59 Mdh et des acomptes d'IS pour 25 Mdh) et des comptes de régularisation (+ 8 Mdh).

### II.1.3. Immobilisations données en crédit-bail et en location

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations brutes données en crédit-bail et en location | 4 183 700 | 5 409 079 | 29,3% | 7 012 215 | 29,6% | 29,5% |
| Cumul Amortissements | 1 404 682 | 1 936 754 | 37,9% | 2 528 065 | 30,5% | 34,2% |
| Cumul Provisions | 210 540 | 169 887 | -19,3% | 152 213 | -10,4% | -15,0% |
| **Immobilisations données en crédit-bail et en location** | **2 568 477** | **3 302 438** | **28,6%** | **4 331 937** | **31,2%** | **29,9%** |

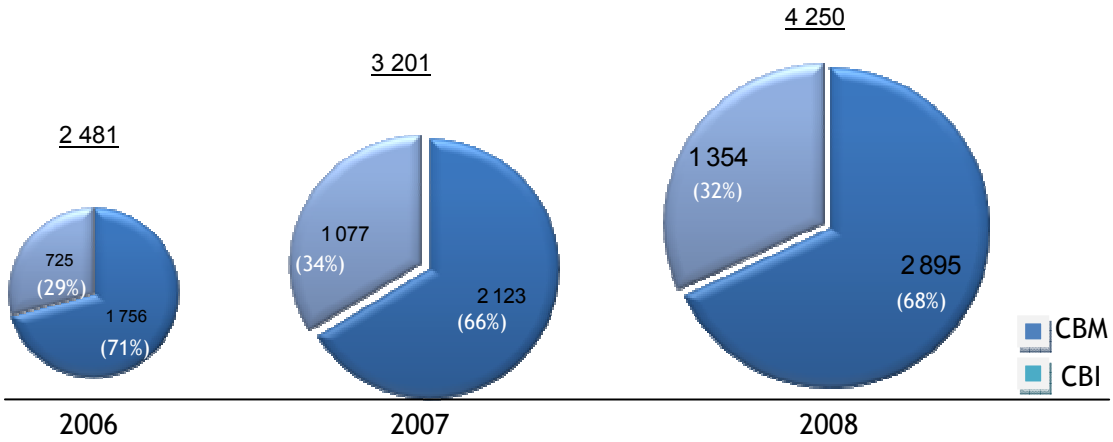
*Source : Maroc Leasing*

Principale composante des actifs de Maroc Leasing (en moyenne 95% du total bilan entre 2006 et 2008), les immobilisations données en crédit-bail et en location sont constituées par les valeurs nettes comptables des biens acquis par la société et mis à la disposition de la clientèle dans le cadre des contrats de crédit-bail. Leur évolution s'explique par les effets combinés des éléments suivants :

- Les acquisitions d'immobilisations affectées aux crédits ;
- La cession d'immobilisations données en crédit bail en fin ou en cours de contrat ;
- Les amortissements comptables nets des biens en leasing sur leur durée de contrat ;et
- Les provisions pour créances en souffrance

Les immobilisations données en crédit-bail et en location sont classées selon leur nature en crédit-bail immobilier (CBI) ou en crédit-bail mobilier (CBM).

**Evolution des encours des CBI et CBM de Maroc Leasing entre 2006 et 2008 en Mdh[31]**




[31] La différence entre le montant des encours CBM+CBI et le montant des immobilisations données en crédit bail est liés à la comptabilisation dans cette rubrique des loyers courus à recevoir, des loyers impayés et des créances en souffrance.

a) Analyse de l'évolution des crédits-bails mobiliers :

Conséquence de la croissance de la production en CBM, principalement celle destinés aux industriels (véhicules, machines et équipements) et du maintien du ratio d'amortissement (cf. analyse CPC I.3.2), l'encours des CBM a progressé avec une cadence moyenne de 28% par an depuis 2006. Il est passé de 1 756 Mdh en 2006 à 2 123 Mdh en 2007 pour atteindre 2 895 Mdh à fin 2008.

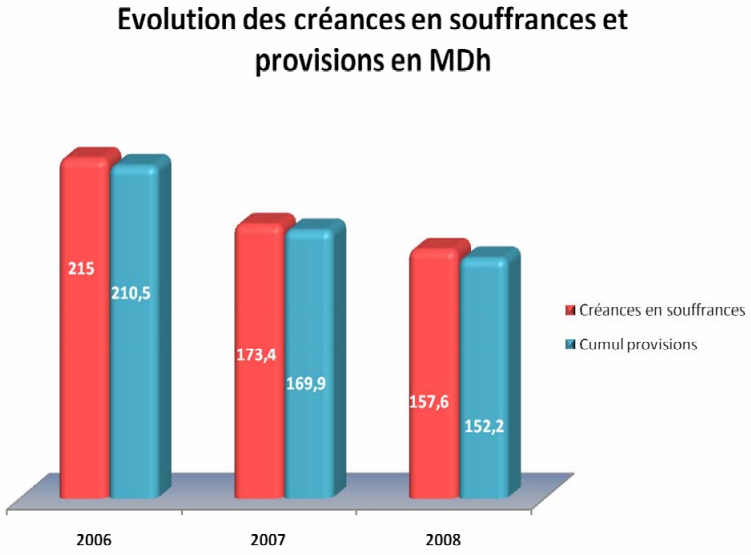
b) Analyse de l'évolution des crédits-bails immobilier :

Porté par la croissance de la production sur des secteurs porteurs tels que les plate-formes logistiques et les dépôts de stockage ainsi que les financements destinés aux immeubles industriels et aux hôteliers, l'encours des CBI s'est apprécié avec un TCAM de 37% entre 2006 et 2008.

En 2007, l'encours des CBI a marqué une hausse 49% par rapport à 2006, passant de 725 Mdh à 1 077 Mdh. L'année 2008 s'est caractérisée aussi par une nouvelle augmentation de l'encours des CBI qui a atteint 1 354 Mdh en hausse de 26% par rapport à 2007.

c) Créances en souffrances (CES) :

La valeur brute comptable des créances en souffrance s'est élevée à 173,4 Mdh au terme de l'exercice 2007, soit une baisse de 19% par rapport à 2006. En 2008, le maintien des efforts en matière de recouvrement par voie amiable et judicaire a permis à Maroc Leasing de compresser les créances en souffrance de 9% qui se sont établies à 157,6 Mdh en fin d'année.




Avec un taux de provisionnement de 98%, la valeur nette comptable des créances en souffrance a atteint en 2007 3,5 Mdh contre 4,5 Mdh à fin 2006. L'année 2008 a été marqué par une hausse de 1,9 Mdh, portant le montant des CES à 5,4 Mdh.

### II.1.4. Immobilisations corporelles et incorporelles

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles** | **14 384** | **19 904** | **38,4%** | **17 871** | **-10,2%** | **11,5%** |
| **Immobilisations corporelles** | **2 550** | **2 796** | **9,7%** | **2 537** | **-9,3%** | **-0,3%** |
| **Total** | **16 934** | **22 700** | **34,1%** | **20 408** | **-10,1%** | **9,8%** |

Les immobilisations incorporelles et incorporelles ont évolué entre 2006 et 2008 à un taux de croissance moyen annuel de 10%.

La croissance en 2007 est portée par l'augmentation des immobilisations incorporelles d'exploitation avec une valeur brute d'investissement de 7,8 Mdh. En 2008, la baisse de 10% des immobilisations corporelles et incorporelles est due à l'impact des amortissements comptables de l'exercice.

## II.2. Passif

### II.2.1. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A vue | 165 325,2 | 175 117,4 | 5,9% | 339 322,7 | 93,8% | 43,3% |
| A terme | 1 295 397,6 | 1 928 246,6 | 48,9% | 3 285 827,9 | 70,4% | 59,3% |
| **Dettes envers les établissements de crédit et assimilés** | **1 460 722,8** | **2 103 364,0** | **44,0%** | **3 625 150,6** | **72,4%** | **57,5%** |
| ***% Du Total Bilan*** | ***55,1%*** | ***61,0%*** | | ***78,8%*** | | |

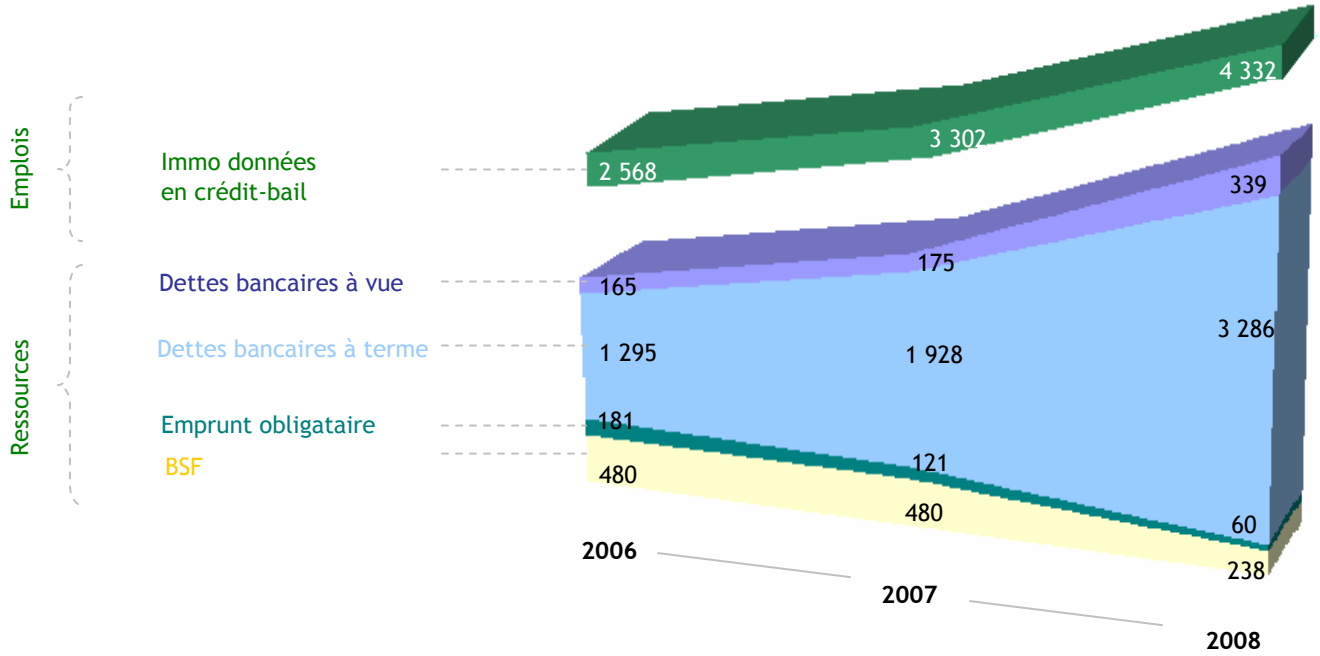
*Source : Maroc Leasing*

Pour accompagner la croissance organique de Maroc Leasing tout en permettant une meilleure optimisation des ressources financières, la société fait appel aux financements externes notamment auprès des banques locales.

Deux modes de financements bancaires sont utilisés par la société; les crédits à court terme ou à vue dans une proportion autour de 10%, le reste est levé sous forme de dettes à terme.

Durant la période analysée, les dettes bancaires de Maroc Leasing ont progressé au rythme de l'activité (croissance de la production et des encours des immobilisations données en crédit-bail).

**Evolution comparée de l'endettement financier de Maroc Leasing et des immobilisations données en crédit-bail (en Mdh)**




Le graphique ci-dessus montre l'évolution corrélée des dettes bancaires à celle des encours des crédits distribués. Les dettes bancaires à terme ont ainsi évolué de 1 295 Mdh en 2006 à 1 928 en 2007. En 2008, les dettes à terme se sont élevées à 3 286 en hausse de 70% par rapport l'année précédente suite au recours exclusif au financement bancaire.

Les dettes à vue contractées auprès des banques se sont aussi appréciées pour atteindre 339 Mdh à la fin de l'année 2008, contre 175 Mdh en 2007 et 165 Mdh en 2006.

## II.2.2. Dépôts de la clientèle

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres comptes créditeurs | 43 929 | 38 378 | -12,6% | 25 947 | -32,4% | -23,1% |
| **Dépôts de la clientèle** | **43 929** | **38 378** | **-12,6%** | **25 947** | **-32,4%** | **-23,1%** |

*Source : Maroc Leasing*

Le poste « dépôt de la clientèle », ne représente pas de véritables dépôts tels que gérés par les banques, il s'agit en effet, de la traduction comptable de diverses dettes vis-à-vis de la clientèle, constatées à la clôture de l'exercice dans le compte autres comptes créditeur en contrepartie du trop perçus à restituer.

Le poste autres comptes créditeurs est en effet un compte où sont logés les loyers perçus d'avance qui donneront lieu à restitution au client ou à impact sur les loyers à venir. Sur les trois derniers exercices, la Société a entrepris un effort d'apurement de ces décalages.

### II.2.3. Titres de créance émis

Enregistrant un TCAM négatif de 32,7% sur la période 2006-2008, le poste des « Titres de créances émis » se décline comme suit :

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | 2008 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Titres de créance négociables | 479 809 | 479 809 | 0,0% | 238 486 | -50,3% | -29,5% |
| Emprunts obligataires | 180 983 | 120 674 | -33,3% | 60 365 | -50,0% | -42,2% |
| **Titres de créance émis** | **660 792** | **600 483** | **-9,1%** | **298 851** | **-50,2%** | **-32,7%** |

*Source : Maroc Leasing*

En complément des financements par les ressources propres et les crédits bancaires, Maroc Leasing a fait appel au marché financier selon les besoins pour la levée de bons de société de financement (BSF) et d'emprunt obligataire.

En l'absence de sortie de Maroc Leasing sur le marché financier, l'encours (ICNE[32] compris) des BSF est demeuré stable entre 2006 et 2007 à 479,8 Mdh.

En 2008, le remboursement de 241,3 Mdh ( dont 238,7 Mdh de principal) au titre des BSF émis en 2005 au taux d'intérêt de 4,3% pour une durée de 3 ans, s'est traduit par la baisse des engagements de Maroc Leasing de 479,8 Mdh à 238,5 Mdh.

L'encours de l'emprunt obligataire a évolué à la baisse compte tenu des remboursements constants en principal à hauteur de 60 Mdh par année. Le capital restant dû en fin d'année s'est établi ainsi à 180 Mdh en 2006, 120 Mdh en 2007 et 60 Mdh en 2008 qui seront remboursés en totalité le 23/11/2009.

Depuis 2006, la société n'a procédé à aucune nouvelle émission d'emprunt obligataire ou de BSF.

### II.2.4. Autres postes du passif

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres passifs | 214 738 | 425 492 | 98,1% | 307 309 | -27,8% | 19,6% |

*Source : Maroc Leasing*

Les autres passifs ont presque doublé entre 2006 et 2007 passant de 214,7 Mdh à 425,5 Mdh. Cette croissance est principalement attribuable à la hausse des dettes vis-à-vis des fournisseurs de biens et services de 190 Mdh. L'apurement en 2008 des dettes fournisseurs a contribué à la réduction de l'encours des autres passifs qui s'est élevé au 31/12/2008 à 307,3 Mdh en baisse de 27,8% par rapport à l'année précédente.

[32] Intérêts courus non échus

### II.2.5. Capitaux propres

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Réserves et primes liées au capital | 63 066 | 78 499 | 24,5% | 113 499 | 44,6% | 34,2% |
| *Dont Réserve légale* | 14 516 | 15 950 | 9,9% | 15 950 | 0,0% | 4,8% |
| *Dont Primes liées au capital* | 21 300 | 21 300 | 0,0% | 21 300 | 0,0% | 0,0% |
| *Dont Autres réserves* | 27 250 | 41 250 | 51,4% | 76 250 | 84,8% | 67,3% |
| Capital | 159 495 | 159 495 | 0,0% | 159 495 | 0,0% | 0,0% |
| Report à nouveau (+/-) | 94 | 9 910 | NS | 1 543 | 84,4% | NS |
| Résultat net de l'exercice (+/-) | 44 388 | 50 558 | 13,9% | 66 178 | 30,9% | 22,1% |
| **Total Capitaux Propres** | **267 043** | **298 462** | **11,8%** | **340 715** | **14,2%** | **12,9%** |

*Source : Maroc Leasing*

L'évolution des capitaux propres de Maroc Leasing reflète l'impact combiné du résultat net et de la politique de distribution des dividendes aux actionnaires.

Entre 2006 et 2007, les capitaux propres ont évolué de 31,4 Mdh passant de 267 Mdh à 298,4 Mdh. Cette croissance s'explique par :

(i) + 50,5 Mdh au titre du résultat net de l'exercice 2007 ;

(ii) -19,1 Mdh distribués sous forme de dividendes au titre du résultat de l'année 2006.

En 2008, les capitaux propres se sont à nouveau appréciés de 42,2 Mdh dont :

(i) + 66,1 Mdh au titre du résultat net de l'exercice 2008 ;

(ii) -23,9 Mdh distribués sous forme de dividendes au titre du résultat de l'année 2007.

## II.3. Hors bilan

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Engagements donnés | 200 334 | 221 029 | 10,33% | 277 921 | 25,74% | 17,78% |
| Engagements reçus | | 424 636 | NS | 22 846 | -94,6% | NS |

*Source : Maroc Leasing*

### II.3.1. Engagements donnés :

L'évolution favorable de l'activité de Maroc Leasing s'est traduite aussi par une augmentation des engagements de financements donnés en faveur de la clientèle et constatés à la clôture de chaque exercice. Au 31/12/2008, leur valeur a atteint 277,9 Mdh contre 221 Mdh en 2007 et 200 Mdh en 2006.

### II.3.2. Engagement reçus :

Ces engagements se sont établis à 424,6 Mdh en 2007 dont 400 Mdh reçus des établissements de crédits et 24,6 Mdh reçus de l'Etat et d'organisme de garantie divers. En 2008, ils se sont établis à 22,8 Mdh reçus uniquement de l'Etat et d'organismes de garantie divers.

## III. Tableau des flux de trésorerie

| En Kdh | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% |
|---|---|---|---|---|---|
| 1.Produits d'exploitation bancaire Perçus | 800 868 | 1 062 438 | 32,7% | 1 412 175 | 32,9% |
| 2.Récupérations sur créances Amorties | - | - | - | - | - |
| 3.Produits d'exploitation non bancaire perçus | 867 | 5 295 | - | 4 513 | - |
| 4.Charges d'exploitation bancaire Versées | -89 221 | -110 229 | 23,6% | -152 302 | 38,2% |
| 5.Charges d'exploitation non bancaire Versées | -2 244 | -46 528 | NS | -16 369 | NS |
| 6.Charges générales d'exploitation Versées | -34 808 | -37 432 | 7,5% | -44 128 | 17,9% |
| 7.Impôts sur les résultats versés | -7 230 | -32 043 | - | -36 671 | - |
| **I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges** | **668 233** | **841 502** | **25,9%** | **1 167 217** | **38,7%** |
| Variation de : | | | | | |
| 8.Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| 9.Créances sur la clientèle | -18 888 | 10 448 | NS | -7 961 | NS |
| 10.Titres de transaction et de placement | | | - | | - |
| 11.Autres actifs | -5 765 | -110 702 | NS | -90 619 | NS |
| 12.Immobilisations données en crédit-bail et en location | -1 301 691 | -1 519 298 | 16,7% | -2 136 023 | 40,6% |
| 13.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 427 394 | 632 849 | 48,1% | 1 357 581 | 114,5% |
| 14.Dépôts de la clientèle | 2 547 | -5 551 | NS | -12 431 | NS |
| 15.Titres de créance émis | 95 816 | -60 309 | NS | -301 632 | NS |
| 16.Autres passifs | 87 413 | 210 754 | 141,1% | -118 183 | -156,1% |
| **II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation** | **-713 174** | **-841 809** | **-18,1%** | **-1 309 267** | **-55,5%** |
| **III.Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (I + II)** | **-44 942** | **-307** | **99,3%** | **-142 051** | **NS** |
| 17.Produit des cessions d'immobilisations financières | | | | | |
| 18.Produit des cessions d'immo incorp. et corpo. | | | | 5 600 | |
| 19.Acquisition d'immobilisations financières | | -125 | - | -125 | - |
| 20.Acquisition d'immobilisations Incorporelles et corporelles | -9 450 | -8 568 | 9,3% | -1 898 | 77,9% |
| 21.Intérêts perçus | | | - | | - |
| 22.Dividendes perçus | | | | | |
| **IV.Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement** | **-9 450** | **-8 694** | **8,0%** | **3 828** | **NS** |
| 23.Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus | | | | | |
| 24.Emission de dettes subordonnées | | | | | |
| 25. Emission d'actions | | | | | |
| 26.Remboursement des capitaux propres et assimilés | | | | | |
| 27.Intérêts versés | | | - | | - |
| 28.Dividendes versés | -15 950 | -19 139 | -20,0% | -23 924 | -25,0% |
| **V.Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement** | **-15 950** | **-19 139** | **-20,0%** | **-23 924** | **-25,0%** |
| **VI.Variation nette de la trésorerie (III+ IV +V)** | **-70 341** | **-28 140** | **60,0%** | **-162 148** | **NS** |
| **VII.Trésorerie à l'ouverture de l'exercice** | **-76 263** | **-146 604** | **-92,3%** | **-174 744** | **-19,2%** |
| **VIII.Trésorerie à la clôture de l'exercice** | **-146 604** | **-174 744** | **-19,2%** | **-336 892** | **-92,8%** |

*Source : Maroc Leasing*

En 2007, les flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges ont atteint 841,5 Mdh, en progression de 25,9% par rapport à 2006, reflétant principalement l'évolution favorable des produits d'exploitation bancaire perçus par Maroc Leasing (+32,7%).

Le solde des variations des actifs et passifs d'exploitation a atteint -841,8 Mdh à fin 2007, soit un recul de 18% comparé aux réalisations de l'exercice 2006. Cette diminution s'explique principalement par une variation des immobilisations données en crédit-bail (1 519 Mdh : variation en emplois) plus importante que celle relative aux dettes envers les établissements de crédit et assimilés (633 Mdh : variation en ressource).

Il en résulte que le solde des variations des actifs et passifs d'exploitation a été couvert par les flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges avec un léger déficit de -0,3 Mdh observé au 31/12/2007.

Par ailleurs, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont baissé à -8,7 Mdh, sous l'effet des investissements en immobilisations incorporelles.

Enfin, après déduction des dividendes versés aux actionnaires pour un montant de 19,1 Mdh, la trésorerie nette de Maroc Leasing s'est dégradée à -174,7 Mdh en baisse de 28,1 Mdh par rapport à 2006.

Durant l'exercice 2008, les flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges se sont élevés à 1 197,2 Mdh, en progression de 39% par rapport à l'année précédente. Cette hausse est justifiée par l'évolution positive des produits d'exploitation bancaire (+33%).

Le solde des variations des actifs et passifs d'exploitation s'est dégradé -1 309,3 Mdh à fin 2008, en recul de 55% par rapport à 2007. Cette baisse s'explique principalement par une variation des immobilisations données en crédit-bail (-2 136 Mdh en emplois) plus importante que celle relative aux dettes envers les établissements de crédit et assimilés (+ 1 357,6 Mdh en ressource).

De ce fait, les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation se sont affaiblis pour s'établir – 142 Mdh au titre de l'exercice 2008 contre -0,3 Mdh en 2007.

En terme d'investissement, l'absence d'engagements importants en 2008 (1,9 Mdh) conjuguée à la réalisation d'une cession (5,6 Mdh) a permis de dégager un flux de trésorerie nets positif provenant des activités d'investissement à hauteur de 3,8 Mdh.

Enfin et en tenant compte des 23,9 Mdh de dividendes versés aux actionnaires, la trésorerie nette de Maroc Leasing est passé de -174,7 Mdh en 2007 à -336,9 Mdh en 2008, en baisse de 162,1 Mdh.

# IV. Indicateurs financiers

## IV.1. Structure de financement

Le tableau d'évolution des ressources de financement et du levier financier de Maroc Leasing.

| Mdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Capitaux propres** | **(a)** | **267** | **298** | **11,6%** | **341** | **14,4%** | **13,0%** |
| + réserves et primes liées au capital | | 63 | 79 | 24,6% | 114 | 44,6% | 34,2% |
| + capital social | | 159 | 159 | 0,0% | 159 | 0,0% | 0,0% |
| ± report à nouveau | | 0,1 | 10 | NS | 2 | -84,4% | NS |
| ± résultat net de l'exercice | | 44 | 51 | 15,0% | 66 | 30,4% | 22,5% |
| **Dettes financières nettes**[33] | **(b)** | **2 102** | **2 704** | **28,6%** | **3 922** | **45,0%** | **36,6%** |
| + dettes bancaires à vue | | 165 | 175 | 6,1% | 339 | 93,7% | 43,3% |
| + dettes bancaires à terme | | 1 295 | 1 928 | 48,9% | 3 286 | 70,4% | 59,3% |
| + titres de créances émis | | 661 | 600 | -9,2% | 299 | -50,2% | -32,7% |
| - créances sur étab. de crédit | | 19 | 0,3 | -98,1% | 0,2 | -32,0% | -88,6% |
| - valeur en caisse, banques centrales, Trésor public, service des chèques postaux | | 0 | 0 | NS | 2,1 | NS | NS |
| **Ressources de financement** | **(c)=(a+b)** | **2 369** | **3 002** | **26,7%** | **4 263** | **42,0%** | **34,2%** |
| **Levier financier** | **(d) = (b/a)** | **7,87x** | **9,07x** | 1,2 pts | **11,50x** | 2,4 pts | |

*Source : Maroc Leasing*

Entre 2006 et 2008, les ressources de financement de Maroc Leasing ont augmenté à un rythme en moyenne annuelle de 34,2% passant de 2,4 milliards de dirhams en 2006 à 4,3 milliards de dirhams en 2008. Cette évolution reflète l'appréciation de 13% des capitaux propres (impact résultats non distribués) et l'accroissement des dettes financières nettes de 36,6%, conséquence de l'intense activité observée durant cette période.

En 2007, les dettes financières nettes de Maroc Leasing ont représentée 9 fois la valeur des capitaux propres contre 8 fois en 2006. Cette évolution s'explique par une combinaison de deux éléments majeurs :

(i) Le recours à des financements bancaires principalement en dettes à terme (+49%) destinées à couvrir les besoins d'activités en terme de distribution de crédits dont l'amortissement est étalé sur plusieurs années ;

(ii) L'appréciation de 12% des capitaux propres durant l'exercice 2007.

En 2008, le levier financier s'est établi à 11x en hausse de 2,4 pts par rapport à 2007. Les raisons de cette évolution demeurent identiques à celles observées en 2007.

[33] Dettes financières nettes = dettes bancaires + titres de créances émis – valeur en caisses, banque central, Trésor public et service des chèques postaux – créances sur les établissements de crédit.

En effet, et malgré le remboursement de près de 300 Mdh sur les dettes de marché (emprunt obligataire et BSF) courant 2008, les dettes financières ont augmenté de 45% suite aux recours à l'endettement bancaire (+1,3 milliards de dirhams).

Les fonds propres se sont appréciés quand à eux de 14% entre 2007 et 2008 passant de 298 Mdh à 341 Mdh.

## Ratio de solvabilité

Maroc Leasing veille en permanence au strict respect des ratios prudentiels instaurés par Bank Al Maghrib et destinés à préserver les équilibres financiers des établissements de crédit et couvrir leurs risques.

| | 2006 | 2007 | Var% | 2008 | Var% |
|---|---|---|---|---|---|
| **Fonds propres (en Mdh)** | **267** | **298** | **11,8%** | **341** | **14,1%** |
| **Encours pondérés (en Mdh)** | **2 341** | **2 999** | **28,1%** | **4 018** | **33,9%** |
| **Ratio de solvabilité**[34] | **11,4%** | **9,9%** | **-1,5 pts** | **8,5%** | **-1,4 pts** |

*Source : Maroc Leasing*

Le ratio de solvabilité de Maroc Leasing a atteint 9,9% au 31 décembre 2007, en baisse par rapport à 2006, résultant d'une progression plus importante de l'encours net (28%) par rapport aux fonds propres (11,8%).

Le ratio de solvabilité de Maroc Leasing a atteint 8,48% au 31 décembre 2008, en baisse par rapport à 2007, résultant d'une progression plus importante de l'encours net (33,9%) par rapport aux fonds propres (14,1%).

Ce ratio de solvabilité reste conforme au ratio minimum de solvabilité (8%) tel que prescrit par les autorités monétaires, mais devrait être rehaussé courant 2009/2010 afin de satisfaire les exigences de BAM (ratio à 10% en 2009 et de 12% en 2010 pour les sociétés de financement).

La non-conformité au ratio prudentiel tel que stipulé par BAM correspondrait au fait que la société ne dispose pas de la proportion requise de fonds propres par rapport au volume des encours et exposerait ainsi la société à des risques et défaut de crédit.

[34] Ratio de solvabilité correspond au ratio fonds propres et Encours net pondérés + HB pondéré

## IV.2. Marge d'intermédiation

L'évolution de la marge d'intermédiation sur la période 2006- 2008 se présente comme suit :

| En % | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux de placement moyen de l'encours[35] | 8,85% | 8,44% | - 41 pb | 8,18% | - 26 pb |
| Taux de refinancement moyen de l'encours[36] | 4,86% | 4,32% | - 54 pb | 4,66% | + 34 pb |
| **Marge d'intermédiation[37]** | **3,99%** | **4,12%** | **+ 13 pb** | **3,52%** | **- 60 pb** |

*Source : Maroc Leasing*

La marge d'intermédiation étant par définition la différence entre le taux moyen de placement et le taux moyen de refinancement accuse au titre de l'exercice 2007 d'une hausse de 13 points de base et s'établit à 4,12% contre 3,99% en 2006.

En 2008, la marge d'intermédiation enregistre une baisse de 60 points de base en raison de la baisse du taux de placement de l'encours de 26 points et la hausse du taux de refinancement des banques de 34 points.

Cette situation s'explique par deux facteurs importants :

(i) Un marché concurrentiel se traduisant par une pression sur les taux de sortie pour les crédits distribués ;

(ii) Une politique bancaire de resserrement des crédits.

[35] Le Taux de placement moyen de l'encours correspond au taux de sortie moyen des crédits distribués par Maroc Leasing.

[36] Le Taux de refinancement moyen de l'encours correspond au coût moyen pondéré des ressources financières (dettes bancaires et titres de créance émis).

[37] La marge d'intermédiation correspond au différentiel entre le taux de placement et le taux de refinancement

## IV.3. Créances en souffrance (CES)

Tableau d'évolution des créances en souffrance brutes entre 2006 et 2008.

| En Kdh | | 2006 | 2007 | Δ% | 2008 | Δ% | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Créances pré-douteuses | (a) | 2 076 | 2 068 | -0,4% | 2 413 | 16,7% | 7,8% |
| Créances douteuses | (b) | 2 300 | 2 643 | 14,9% | 5 914 | 123,8% | 60,4% |
| Créances compromises | (c) | 210 668 | 168 721 | -19,9% | 149 299 | -11,5% | -15,8% |
| **CES brutes** | **(e) = (a+b+c)** | **215 044** | **173 432** | -19,4% | **157 626** | -9,1% | -14,4% |
| Cumul provisions | (d) | 210 540 | 169 887 | -19,3% | 152 213 | -10,4% | -15,0% |
| **Taux de couverture** | **(f) = (d/e)** | **97,91%** | **97,96%** | 0 pts | **96,57%** | -1,4 pts | |
| CES nettes | (g) = (e-d) | 4 504 | 3 545 | -21,3% | 5 412,6 | 52,7% | 9,6% |
| Encours net immobilisations données en crédit-bail | (h) | 2 568 477 | 3 302 438 | 28,6% | 4 331 937 | 31,2% | 29,9% |
| **Taux de contentieux** | **(i) = (e/h)** | **8,37%** | **5,25%** | -3,1 pts | **3,64%** | -1,6 pts | |

*Source : Maroc Leasing*

### CES brutes

Entre 2006 et 2008, les créances en souffrance brutes ont connu une baisse moyenne de l'ordre 14,4% en dépit de la croissance de l'encours des immobilisations données en crédit-bail sur cette même période. Les CES brutes ont, en effet, atteint 157,6 Mdh en 2008 contre 173,4 Mdh en 2007 et 215 Mdh en 2006.

Cette évolution reflète l'amélioration en amont des procédures d'octroi de crédit par le biais du scoring ainsi que le renforcement des procédures de recouvrement avec notamment une gestion pro-active des impayés accompagnée d'un suivi rigoureux des dossiers contentieux.

### Taux de couverture

Depuis 2003, Maroc Leasing s'est engagé dans un processus visant à assoire les bases de sa comptabilité sur le respect des normes réglementaires notamment en matière de classification des créances en souffrances conformément aux exigences de Bank Al Maghrib (circulaire n°19/G/2002).

Le taux de couverture des créances en souffrance par des provisions constituées est demeuré presque stable s'établissant à 96,6% en 2008, 97,9% en 2007 et 2006.

### Taux de contentieux

Une situation d'impayé peut être provoquée par de nombreux facteurs dont, entre autres, une faillite du client ou un resserrement de trésorerie.

Pour maîtriser les risques d'insolvabilité éventuelle des clients et minimiser le taux des créances en souffrance, Maroc Leasing s'assure en amont de la capacité normale et récurrente de remboursement des bénéficiaires de crédits ainsi que du suivi rigoureux des dossiers encours.

Le taux du contentieux, correspondant au rapport des créances en souffrances brutes sur l'encours net des immobilisations données en crédit-bail, est passé de 8,37% en 2006 à 5,27% en 2007 et à 3,64% en 2008. Cette diminution se justifiée par la combinaison les deux facteurs suivants :

- Recul de l'encours des créances en souffrance avec un TCAM de 14% entre 2006 et 2008 ;
- Hausse des immobilisations données en crédit-bail avec un TCAM de 29,9% entre 2006 et 2008.

## IV.4. Rentabilité des capitaux propres (ROE) de Maroc Leasing

Le tableau suivant représente l'évolution la rentabilité des capitaux propres.

| En Kdh | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|---|---|---|
| Réserves et primes liées au capital | 63 067 | 78 500 | 113 500 |
| Capital | 159 495 | 159 495 | 159 495 |
| Report à nouveau (+/-) | 94 | 9 910 | 1 543 |
| Résultat net de l'exercice (+/-) | 44 388 | 50 558 | 66 178 |
| **Total capitaux propres** | **267 044** | **298 463** | **340 716** |
| **Total capitaux propres hors RN** | **222 656** | **247 905** | **274 538** |
| **ROE** [38] | **19,93%** | **20,39%** | **24,10%** |

*Source : Maroc Leasing + calcul*

Au 31 décembre 2008, le résultat net de Maroc Leasing a atteint 66 Mdh, en progression moyenne de 22% par rapport à 2006. La rentabilité des capitaux propres s'est ainsi améliorée passant de 19,93% en 2006 à 24,10% en 2008.

## IV.5. Rentabilité des actifs économiques (ROA)

Tableau de calcul de la rentabilité des actifs économiques

| En Kdh | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|---|---|---|
| + Résultat courant | 52 369 | 84 860 | 103 363 |
| + Intérêts et charges assimilés [39] | 87 189 | 109 565 | 151 044 |
| - Impôts sur les résultats | 7 230 | 32 043 | 36 671 |
| - Excédent d'impôt lié aux intérêts et charges assimilées | 34 004 | 38 348 | 55 886 |
| = Résultat courant retraité, net d'impôt | 98 324 | 124 034 | 161 904 |
| **Total Bilan** | **2 652 451** | **3 474 209** | **4 601 927** |
| **ROA** [40] | **3,71%** | **3,57%** | **3,51%** |

*Source : Maroc Leasing + calcul*

Entre 2006 et 2007, la rentabilité des actifs économiques (ROA) de Maroc Leasing a diminué de 0,14 pts du fait de l'augmentation du total bilan qui a augmenté de 31% durant la même période.

[38] ROE (Return on Equity) : Résultat net de l'année / fonds propres hors résultat.

[39] Intérêts et charges sur les crédits bancaires, emprunt obligataire et BSF. Ces intérêts ont fait l'objet de retraitement pour ne pas tenir compte de l'impact de la structure du financement sur la rentabilité économique réelle de Maroc Leasing.

[40] ROA = Résultat courant retraité, net d'impôt / total bilan

En 2008, le ROA s'est quasiment maintenu au même niveau qu'en 2007 à environ 3,51% et ce, compte tenu d'une croissance plus corrélée du résultat courant (+22%) à la moyenne du total bilan (+32%).

# PARTIE VI. PERSPECTIVES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

**Avertissement**

**Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de l'émetteur.**

# I. Perspectives de développement du marché du crédit bail

Dans un contexte économique et social marqué par (i) l'essor avéré des secteurs industriel et agricole et (ii) le développement du marché de l'investissement, et malgré les incertitudes qui pèsent sur les marchés financiers, le secteur du crédit bail offre des perspectives de développement prometteuses.

Après une année 2007 difficile, l'activité économique en 2008 a bénéficié d'une bonne campagne agricole. Globalement, le PIB marocain soutenu par ce mouvement a augmenté de 6,5% en 2008 avec un niveau d'inflation en hausse qui s'établit à 3,9% pour 2008 (contre 1,9% en 2007). A horizon 2009, malgré les incertitudes qui pèsent sur les marchés financiers à travers le monde ainsi que, dans une moindre mesure, sur la Bourse de Casablanca, les prévisions de croissance pour le Maroc, réalisées par le FMI, présentent un PIB qui maintient un niveau satisfaisant de croissance de 5,5% sur l'année. Dans un contexte international incertain, le marché du crédit bail marocain demeure robuste.

Après 2006 (+30% en production) et 2007 (+18%en production), le marché du Crédit bail marocain a connu une nouvelle année dynamique en 2008 avec une croissance de la production de 15% et représente désormais 30% des encours destinés au financement de l'économie marocaine. Le Crédit bail immobilier reste le segment le plus porteur puisque après avoir progressé de 37% en 2007 (contre 15% pour le CBM) il a continué de progresser de 22% en 2008 (contre 19% pour le CBM). Le marché du Crédit Bail marocain n'est donc pas encore mature. En comparaison des pays européens, à horizon 2012, le marché du crédit bail devrait continuer à se développer pour atteindre un taux de pénétration[41] proche de 20% dans un contexte où la FBCF[42] continuera à représenter près de 30% du PIB marocain.

Les perspectives de développement du marché du Crédit Bail laissent donc encore entrevoir une période de développement (environ 66% de croissance en cumulé attendus au cours des 5 prochaines années) avec un tassement progressif des positions d'ici 5 à 10 ans.

Toutefois et afin de tirer pleinement profit de ces opportunités, le secteur marocain devrait monter en compétitivité pour pouvoir faire face à la demande croissante et à la diversification auquel il sera appelé.

[41] Marché actuel du Crédit Bail / Marché potentiel du Crédit Bail

[42]: la Formation Brute du Capital Fixe est l'agrégat qui mesure en comptabilité nationale l'investissement (acquisitions de biens de production) en capital fixe des différents agents économiques résidents. Le capital fixe est l'ensemble des actifs corporels ou incorporels destinés à être utilisés dans le processus de production pendant au moins un an (ce sont des biens durables).

Ainsi, les mesures à appliquer devraient porter notamment sur :

- la concentration des acteurs sur le secteur ;
- la différenciation des produits offerts ;
- la maîtrise des chaînes de coûts pour dégager des économies d'échelle.

# II. Orientations stratégiques du nouvel ensemble

Depuis 2004, la Société a enclenché un processus de restructuration dans lequel l'opération de fusion absorption s'intègre pleinement, qui devrait lui permettre d'affronter dans les meilleures conditions la compétition accrue afférente au secteur du crédit bail au niveau national.

Cette restructuration se fonde sur une vision stratégique globale ciblant à la fois les niveaux : commercial (organisation de la production), humain, logistique, financier (réduction des coûts de refinancement).

## II.1. Emergence d'un leader du crédit bail au Maroc

L'objectif de cette opération de fusion-absorption entre la Société et Chaâbi Leasing est de constituer un acteur leader du crédit bail au Maroc. Il s'agit d'une étape importante dans le développement de la Société.

Cette transaction de fusion-absorption devrait permettre au nouvel ensemble d'atteindre une taille critique, une place de leader, en terme de part de marché avec environ 24,1% en terme d'encours du marché du crédit bail au Maroc. Ce critère est devenu indispensable dans un contexte de d'accélération de la concurrence et permettra de donner naissance à un acteur de référence dans le paysage économique national.

Le rapprochement a été motivé par la création de valeur du fait de l'existence de nombreuses synergies entre les deux sociétés, en l'occurrence :

- La complémentarité au niveau des portefeuilles clients (positionnement PME-PMI pour Chaâbi Leasing contre un positionnement grandes entreprises pour Maroc Leasing) ;
- Redéploiement du portefeuille client sur tout le territoire marocain via le réseau des BPR;
- La qualité et la réactivité du service offert ;
- La mise en œuvre de partenariats notamment avec les BPR (convention de partenariat ) ;
- La maîtrise de la chaîne de coûts (refinancement, industrialisation des process de Back office et de middle office).
- La meilleure répartition des charges de structure afin d'accroître l'efficience de l'ensemble.

**Principales dispositions de la convention de partenariat de Maroc Leasing avec la BCP et les BPR**

La Banque Centrale Populaire, agissant pour son compte ainsi que pour le compte des Banques Populaires Régionales, et la société Maroc Leasing ont décidé de conclure une convention de synergie pour la distribution et la commercialisation des produits de Maroc Leasing au niveau du réseau des Banques Populaires Régionales. Cette convention est conclue pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction d'année en année. Dans le cadre de cette synergie, il a été convenu de

mettre en place des offres commerciales et un produit BP Lease. Les offres commerciales comportent des lignes de crédit et un Produit BP Direct. Maroc Leasing devra donc étudier la possibilité de la mise en place d'une ligne de crédit bail à une clientèle présentant une situation financière saine et équilibrée et un intérêt commercial certain pour le groupe. Quant au Produit BP Lease, il est destiné au financement de l'acquisition de matériel de toutes les branches de l'activité économique, qu'il s'agisse de matériel local ou importé. La promotion et la commercialisation de ce produit seront assurées par la BCP et les BPR. Toutes les opérations engagées par les soins de la BCP et les BPR, dans le cadre de cette convention, devront correspondre à celles habituellement traitées par Maroc Leasing, au regard des règles d'amortissement admises fiscalement pour le crédit bail. La durée de ces opérations dépend de la durée d'amortissement du matériel et varie entre 30 et 60 mois.

Cette convention comporte un risque pour les deux parties. Le risque de Maroc Leasing est constitué par le montant total des loyers hors taxes dus et la valeur résiduelle. Par contre, la participation de la BCP et les BPR au risque sera matérialisée par l'émission d'une caution correspondant à 50% du prix d'achat hors taxes du matériel pour chaque opération initiée par la BCP et les BPR. En contrepartie de sa participation au risque, la BCP et les BPR recevront de Maroc Leasing une commission de 1% hors TVA par an sur le montant du restant du cautionné par elle.

## II.2. Axes stratégiques

Le nouvel ensemble entend consolider et développer son positionnement à travers les axes stratégiques ci-après :

- Devenir durablement un acteur de référence du secteur en termes de niveau d'activité et d'innovation en consolidant une position de leader sur le marché du CBM qui bénéficie d'un gisement important de croissance dans les années à venir (plan de développement régional du Royaume) et en capitalisant sur l'expertise acquise sur le CBI;
- Diversifier le portefeuille de clients en répartissant la production à 60% sur le marché des PME-PMI et à 30% sur le marché des Grandes Entreprises, les 10% restants étant constitués par la clientèle de Professionnels ;
- Développer l'activité au-delà de l'axe Rabat-Casablanca en visant une production répartie à 60% sur l'axe Casablanca-Rabat et à 40% sur le reste du Maroc ;
- Maintenir un avantage concurrentiel en terme de maîtrise des risques et de rentabilité notamment par des objectifs de marge d'intermédiation (4%), de taux de CES (3%), de rentabilité des fonds propres (20%) à atteindre et de coefficient d'exploitation (25%) à ne pas dépasser.

Cette opération de fusion-absorption devrait pérenniser le nouvel ensemble et lui donner les moyens de se développer. L'ensemble nouvellement constitué sera mieux à même de saisir des opportunités stratégiques qui se présenteront à lui.

Le nouvel ensemble va mettre en place une stratégie de développement basée sur le respect des cultures des deux actionnaires de référence et l'optimisation de la satisfaction des clients.

# III. Business plan du nouvel ensemble

Le business plan ci-dessous présente l'activité du nouvel ensemble (Maroc Leasing post rapprochement stratégique avec Chaâbi Leasing).

Aucun taux de croissance n'est présenté entre 2008 et 2009 puisque le 31/12/2008 correspond uniquement à l'activité de Maroc Leasing.

## III.1. Hypothèses d'exploitation

Les hypothèses d'exploitation retenues pour le nouvel ensemble à créer se présentent comme suit pour la période prévisionnelle 2009e -2012e :

### III.1.1. Emplois prévisionnels

En terme d'encours d'immobilisations données en crédit bail, l'objectif fixé pour l'entité cible sera de surperformer la croissance de ses concurrents de 4 à 5 points aussi bien en CBM qu'en CBI afin de consolider une position de leader sur le marché du crédit bail au Maroc. Cette politique se décline en une consolidation de sa position sur l'axe Casablanca-Rabat et un développement prononcé (via le réseau des BPR) sur l'ensemble du territoire marocain.

Les projections d'emplois se présentent comme suit pour la période prévisionnelle 2009e-2012e :

| En milliers de Dirhams | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeurs en caisse, Banque centrales, Trésor public, SCP | 2189 | 0 | 0 | 0 | 0 | NS |
| **Créances sur les étab. de crédit et assimilés** | **242** | **310 659**[43] | **337 767** | **450 281** | **664 045** | *28,8%* |
| *A Vue* | *242* | *310 659* | *337 767* | *450 281* | *664 045* | *28,8%* |
| *A Terme* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *NS* |
| **Créances sur la clientèle** | **28 374** | **48 041** | **75 910** | **121 701** | **197 307** | **60,1%** |
| Crédits de trésorerie et à la consommation | 2 133 | 2 294 | 2 509 | 2 745 | 3 003 | 9,4% |
| Crédits immobiliers | 4 188 | 7 193 | 8 863 | 10 920 | 13 454 | 23,2% |
| Autres crédits | 22 053 | 38 554 | 64 538 | 108 036 | 180 850 | 67,4% |
| **Autres titres de créance** | **0** | **244** | **244** | **244** | **244** | **0,0%** |
| Titres de transaction et de placement | 0 | 244 | 244 | 244 | 244 | 0,0% |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | 8 000 | 14 000 | 10 000 | 6 000 | -9,1% |
| Autres actifs | 218 476 | 218 476 | 218 476 | 218 476 | 218 476 | 0,0% |
| Titres de participation et emplois ass. | 302 | 12 641 | 12 641 | 12 641 | 12 641 | 0,0% |
| **Immo. données en crédit-bail en location** | **4 331 937** | **8 476 717** | **9 597 631** | **11 265 811** | **12 953 802** | **15,2%** |
| *Variation* | | | *13,2%* | *17,4%* | *15,0%* | |
| *En % du total bilan* | *94,1%* | *92,3%* | *92,7%* | *92,6%* | *91,7%* | |
| Immobilisations incorporelles | 17 871 | 105 262 | 90 697 | 76 132 | 61 566 | -16,4% |
| Immobilisations corporelles | 2 537 | 5 340 | 5 340 | 5 340 | 5 340 | 0,0% |
| TOTAL ACTIF | 4 601 928 | 9 185 380 | 10 352 706 | 12 160 625 | 14 119 422 | 15,5% |

*Source : Maroc Leasing, Chaâbi Leasing et CDG Capital*

[43] Le solde du compte de créances sur les établissements de crédit à vue provient principalement de Chaâbi Leasing dont le solde de ce compte au 31/12/2008 était de 208 Mdh.

Les encours d'immobilisations données en crédit bail (environ 93% du total actif) affichent un taux de croissance annuel moyen de 15,2% sur la période prévisionnelle 2009e-2012e. Cette progression des encours est la résultante du développement de la production en CBM et en CBI sur la période considérée comme suit :

| | 2008 agrégé[44] | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e |
|---|---|---|---|---|---|
| **Production totale** | **3 691 266** | **3 946 379** | **4 958 692** | **6 249 268** | **7 529 095** |
| *Variation* | | | *25,7%* | *26,0%* | *20,5%* |
| *Dont CBM* | 3 027 995 | 3 179 647 | 3 990 754 | 5 022 739 | 6 044 108 |
| *Variation* | | | *25,5%* | *25,9%* | *20,3%* |
| *Dont CBI* | 653 271 | 766 733 | 967 938 | 1 226 530 | 1 484 987 |
| *Variation* | | | *26,2%* | *26,7%* | *21,1%* |

*Source : Eurogroup*

Au cours de la période prévisionnelle considérée, la production devrait progresser en moyenne de 24% et de 25% respectivement sur les marchés du CBM et du CBI. Cet objectif a été fixé afin de maintenir le positionnement de leader du nouvel ensemble en terme d'encours de crédit bail compte tenu de l'expérience acquise par les entités Maroc Leasing et Chaâbi Leasing sur la place.

### III.1.2. Ressources prévisionnelles

Les prévisions de ressources à disposition de la nouvelle structure sont en nette progression sur la période 2009e-2012e. Cette progression est liée exclusivement à la nécessité de refinancer l'essor en terme de production attendu sur la période prévisionnelle.

| En milliers de dhs | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Banque Centrales, Trésor public, SCP** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **NS** |
| A Vue | 339 323 | | | | | |
| A Terme | 3 285 828 | 6 484 688 | 7 342 188 | 8 618 345 | 9 909 658 | 15,2% |
| **Dettes envers les établissements de crédit et ass.** | **3 625 151** | **6 484 688** | **7 342 188** | **8 618 345** | **9 909 658** | 15,2% |
| *Variation* | | | *13,2%* | *17,4%* | *15,0%* | |
| **Dépôts de la clientèle** | **25 947** | **381 452** | **431 893** | **506 961** | **582 921** | 15,2% |
| *Variation* | | | *13,2%* | *17,4%* | *15,0%* | |
| **Titres de créance négociable** | **298 851** | **762 905** | **863 787** | **1 013 923** | **1 165 842** | 15,2% |
| *Variation* | | | *13,2%* | *17,4%* | *15,0%* | |
| **Autres passifs** | **307 309** | **678 137** | **767 811** | **901 265** | **1 036 304** | 15,2% |
| **Provisions pour risques et charges** | **2 494** | **28 205** | **23 920** | **19 635** | **15 349** | -18,4% |
| **Provisions réglementées** | **1 460** | **1 460** | **1 460** | **1 460** | **1 460** | 0,0% |
| Réserves et primes liées au capital | 113 500 | 361 845 | 406 668 | 470 479 | 541 078 | 14,4% |
| Capital | 159 495 | 277 677 | 377 677 | 377 677 | 477 677 | 19,8% |
| Augmentation de capital | | 100 000 | 0 | 100 000 | 210 000 | 28,1% |
| Report a nouveau | 1 543 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Résultat net de l'exercice | 66 177 | 109 010 | 127 621 | 141 199 | 169 450 | 23,6% |
| **Capitaux propres** | **340 715** | **829 168** | **911 966** | **1 089 354** | **1 398 205** | 19,0% |
| **Total Passif** | **4 601 927** | **9 185 380** | **10 352 706** | **12 160 625** | **14 119 422** | **15,5%** |

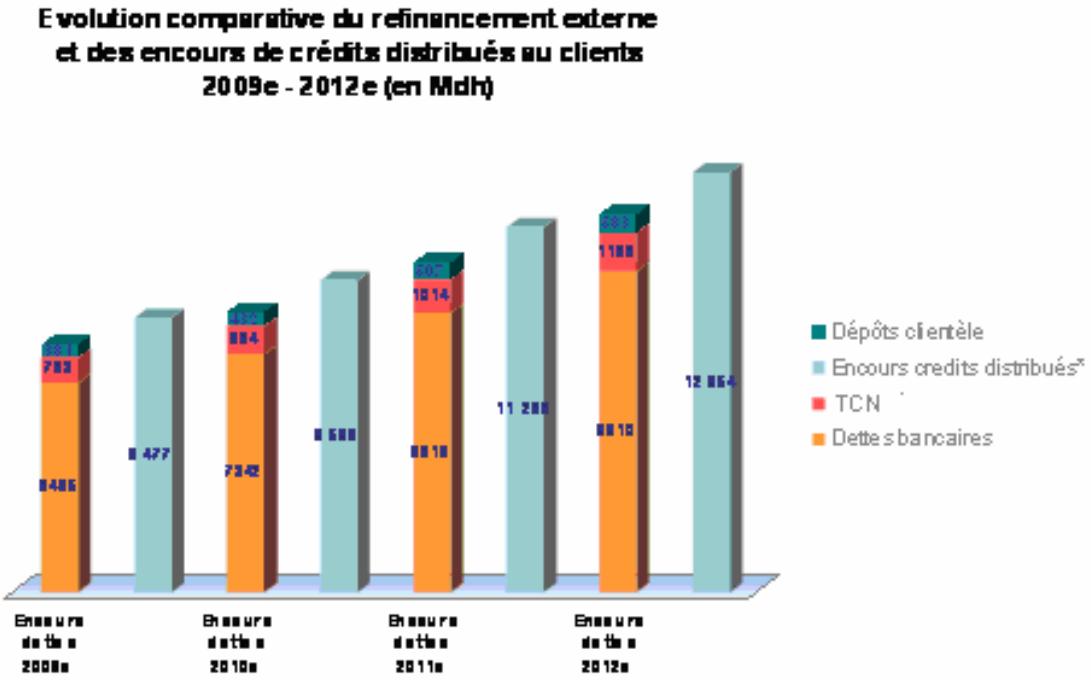
*Source : Maroc Leasing, Chaâbi Leasing et CDG Capital*

[44] Somme des productions de Maroc Leasing et de Chaâbi Leasing en 2008.

Les hypothèses retenues en terme de structure de refinancement pour la période, sont les suivantes et reposent sur des observations du secteur :

| En millers de dhs | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e |
|---|---|---|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit et ass. | 3 625 151 | 6 484 688 | 7 342 188 | 8 618 345 | 9 909 658 |
| en% de l'encours à financer | 83,7% | 76,5% | 76,5% | 76,5% | 76,5% |
| Dépôts de la clientèle[45] | 25 947 | 381 452 | 431 893 | 506 961 | 582 921 |
| en% de l'encours à financer | 0,6% | 4,5% | 4,5% | 4,5% | 4,5% |
| Titres de créance négociable | 298 851 | 762 905 | 863 787 | 1 013 923 | 1 165 842 |
| en% de l'encours à financer | 6,9% | 9,0% | 9,0% | 9,0% | 9,0% |
| **Total refinancement externe** | **3 949 949** | **7 629 045** | **8 637 868** | **10 139 230** | **11 658 422** |
| en% de l'encours à financer | 91,2% | 90,0% | 90,0% | 90,0% | 90,0% |

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, la structure de refinancement est principalement (76,5%) basée sur du refinancement bancaire (plus accessible) avec cependant un accroissement de la part de l'encours de titres de créances négociables (émissions obligataires et/ou BSF).




Le reliquat de refinancement sera à couvrir par les fonds propres de la Société qui augmenteront de 829 Mdh en 2009e (suite à l'augmentation de capital prévue pour rémunérer l'apport d'actif de Chaâbi Leasing) à 1,4 Gdh en 2012e afin de se conformer aux directives de BAM en terme de ratio de solvabilité.

[45] 1er loyers majorés et avances

Sur la période prévisionnelle, la marge d'intermédiation se présentera comme suit :

| En % | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e |
|---|---|---|---|---|---|
| Taux de placement moyen de l'encours[46] | 8,18% | 8,8% | 10,3% | 10,3% | 10,3% |
| Taux de refinancement moyen de l'encours[47] | 4,66% | 4,28% | 4,28% | 4,28% | 4,28% |
| **Marge d'intermédiation[48]** | **3,52%** | **4,52%** | **6,02%** | **6,02%** | **6,02%** |

Entre 2009e et 2012e, la marge augmentera pour atteindre 6,02% du fait de :

- la hausse du taux de placement de l'encours, et
- la baisse du taux de refinancement notamment grâce au refinancement Groupe CPM.

**Fonds propres** :

| En millers de dhs | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e |
|---|---|---|---|---|
| Capitaux propres | *829 168* | *911 966* | *1 089 354* | *1 398 205* |
| *Total des risques* | *8 476 717* | *9 597 631* | *11 265 811* | *12 953 802* |
| *Total des risques pondérés[49]* | *7 629 045* | *8 637 868* | *10 139 230* | *11 658 422* |
| ***Coefficient de solvabilité théorique*** | ***10,9%*** | ***10,6%*** | ***10,7%*** | ***12,0%*** |

Au cours de la période de référence, pour des nécessités réglementaires, trois augmentations de capital par apport en numéraire sont budgétées :

(i) une augmentation de capital de 100 Mdh budgétée en 2009 ;

(ii) une 2nde augmentation de capital de 100 Mdh budgétée en 2011e ;et

[46] Le Taux de placement moyen de l'encours correspond au taux de sortie moyen des crédits distribués par Maroc Leasing.

[47] Le Taux de refinancement moyen de l'encours correspond au coût moyen pondéré des ressources financières (dettes bancaires et titres de créance émis).

[48] La marge d'intermédiation correspond au différentiel entre le taux de placement et le taux de refinancement

[49] Pour le besoin des projections, nous avons estimés que 90% des encours donnés à la clientèle représentent des encours à risque.

(iii) une 3ème augmentation de capital de 210 Mdh budgétée en 2012e afin de se conformer à la réglementation suite au passage du ratio de solvabilité de 10% à 12%.

Par ailleurs, il est à préciser que sur la période 2009e- 2012e, le taux de distribution de dividendes est maintenu à 50%.

La croissance des encours de crédits baux octroyés et leur refinancement est le reflet de la mise en application de la stratégie d'expansion voulue par les deux groupes BCP et CDG et s'inscrit dans une perspective d'atteinte et de consolidation d'une position de leader pour l'ensemble à créer.

## III.2. CPC prévisionnel

Le tableau ci–après présente l'évolution sur la période 2009-2012 des principaux agrégats du compte de résultat de Maroc Leasing à l'issue de l'Opération :

| En milliers de Dirhams | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit net bancaire | 144 291 | 263 540 | 347 969 | 400 477 | 463 576 | 20,7% |
| *Variation* | | | *32%* | *15%* | *16%* | |
| Charges générales d'exploitation hors éléments de Goodwill | 46 915 | 85 744 | 97 431 | 112 134 | 129 801 | 14,8% |
| *Variation* | | | *13,6%* | *15,1%* | *15,8%* | |
| Charges générales d'exploitation | | 96 040 | 107 727 | 122 430 | 140 098 | 13,4% |
| *Variation* | | | *12,2%* | *13,6%* | *14,4%* | |
| Résultat brut d'exploitation | 101 652 | 210 188 | 240 241 | 278 047 | 323 479 | 15,5% |
| *Variation* | | | *14,3%* | *15,7%* | *16,3%* | |
| Dotations nettes aux provisions | 926 | 34 779 | 33 291 | 49 545 | 50 133 | 13,0% |
| *Variation* | | | *-4,3%* | *48,8%* | *1,2%* | |
| Résultat courant | 103 362 | 175 408 | 206 950 | 228 503 | 273 345 | 15,9% |
| *Variation* | | | *18,0%* | *10,4%* | *19,6%* | |
| Résultat non courant | 514 | 2 377 | 4 377 | 4 377 | 4 377 | 22,6% |
| *Variation* | | | *84,1%* | *0,0%* | *0,0%* | |
| Résultat avant impôts | 102 848 | 173 031 | 202 573 | 224 126 | 268 968 | 15,8% |
| *Variation* | | | *17,1%* | *10,6%* | *20,0%* | |
| Impôts sur les résultats | 36 671 | 64 022 | 74 952 | 82 926 | 99 518 | 15,8% |
| *Variation* | | | *17,1%* | *10,6%* | *20,0%* | |
| Résultat Net | 66 177 | 109 010 | 127 621 | 141 199 | 169 450 | 15,8% |
| *Variation* | | | *17,1%* | *10,6%* | *20,0%* | |

*Source : CDG Capital*

### III.2.1. Produit Net Bancaire

Le produit net bancaire de la Société s'établirait à 263 Mdh en 2009. Entre 2010 et 2012, ce poste passerait respectivement de 348 Mdh à 464 Mdh, soit un TCAM de 20,7%.

Le détail du produit net bancaire prévisionnel se présenterait comme suit :

| En milliers de Dirhams | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e |
|---|---|---|---|---|---|
| Produits d'exploitation bancaire | 1 412 175 | 3 063 872 | 3 266 172 | 3 768 770 | 4 373 471 |
| Charges d'exploitation bancaire | 1 267 884 | 2 757 644 | 2 918 203 | 3 368 293 | 3 909 895 |
| **Produit Net Bancaire** | **144 291** | **263 540** | **347 969** | **400 477** | **463 576** |

*Source : CDG Capital*

Par nature, le PNB se présente comme suit :

### a) Produit d'exploitation bancaire

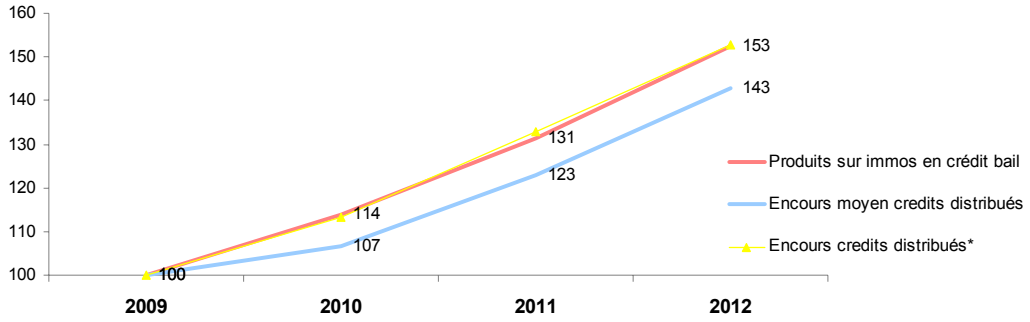
| En milliers de Dirhams | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 0 | 1 518 | 1 518 | 1 518 | 1 518 | 0,0% |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 275 | 10 704 | 11 239 | 11 801 | 12 391 | 5,0% |
| Produits sur titres de propriété | 23 | 32 | 32 | 32 | 32 | 0,0% |
| Produits sur immobilisations en crédit-bail en location | 1 411 877 | 2 857 089 | 3 253 383 | 3 755 420 | 4 359 530 | 15,1% |
| *Variation* | | | *13,9%* | *15,4%* | *16,1%* | |
| *en % du Produit d'exploitation bancaire* | *99,6%* | *99,6%* | *99,6%* | *99,7%* | *99,6%* | |
| **Produits d'exploitation bancaire** | **1 412 175** | **2 869 343** | **3 266 172** | **3 768 770** | **4 373 471** | **15,1%** |

*Source : CDG Capital*

Les produits d'exploitation bancaires sont constitués quasi exclusivement des loyers perçus sur les crédits baux octroyés à la clientèle.

Sur la période prévisionnelle, compte tenu de l'accroissement des encours de bien donnés en crédit-bail, ces produits augmentent de 15,1% en moyenne pour atteindre les 4,4Gdh en 2012.

**Evolution comparative des encours crédits bail et des produits sur immos en crédit bail 2009e - 2012e en Mdh (Base 100)**




*(*) Il s'agit des encours fin de mois.*

### b) Charges d'exploitation bancaire

| En milliers de Dirhams | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 127 171 | 319 938 | 345 672 | 399 013 | 463 200 | 13,1% |
| *en % des charges d'exploitation bancaire* | *10,0%* | *12,3%* | *11,8%* | *11,8%* | *11,8%* | |
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle | 25 | 39 | 39 | 39 | 39 | 0,0% |
| Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis | 23 873 | 54 294 | 40 667 | 46 943 | 54 494 | 0,1% |
| *en % des charges d'exploitation bancaire* | *1,9%* | *2,1%* | *1,4%* | *1,4%* | *1,4%* | |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 115 557 | 2 230 117 | 2 530 409 | 2 920 882 | 3 390 746 | 12,5% |
| | | | *13,5%* | *15,4%* | *16,1%* | |
| *en % des charges d'exploitation bancaire* | *88,0%* | *85,6%* | *86,7%* | *86,7%* | *86,7%* | |
| Autres charges bancaires | 1 258 | 1 416 | 1 416 | 1 416 | 1 416 | 0,0% |
| **Charges d'exploitation bancaire** | **1 267 884** | **2 605 803** | **2 918 203** | **3 368 293** | **3 909 895** | 14,5% |

*Source : CDG Capital*

Les charges d'exploitation bancaire représentent :

(i) la charge liée au refinancement de l'encours de crédit bail. Sur la période prévisionnelle, ces charges augmenteront en moyenne de 14,5% et ce compte tenu de la structure de refinancement basée principalement sur le recours au sources de financement externes et plus spécifiquement au financement bancaire (environ 76,5% du refinancement) ;

(ii) la charge liée à l'amortissement des biens donnés en crédit bail en croissance du fait de l'accroissement des encours d'immobilisation données en crédit bail et du maintien du ratio de pilotage appelé ratio d'amortissement[50] à environ 78% sur la période prévisionnelle.

[50] Ratio calculé comme suit : (charges sur immobilisations/produits sur immobilisations). Il s'agit d'un ratio de pilotage d'activité devant être proche des 80% (consensus secteur selon le management de Maroc Leasing).

### III.2.2. Résultat des opérations de crédit bail

| En Kdh | | 2008 | 2009e | 2010 | 2011 | 2012 | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | (a) | 1 411 877 | 2 857 089 | 3 253 383 | 3 755 420 | 4 359 530 | 15,1% |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | (b) | 1 115 557 | 2 230 117 | 2 530 409 | 2 920 882 | 3 390 746 | 15,0% |
| Résultat des opérations de crédit bail | (c) = (a-b) | 296 320 | 626 972 | 722 974 | 834 538 | 968 784 | 15,6% |
| Taux de marge sur opérations de crédit bail | (d) = (c/a) | 21,0% | 21,9% | 22,2% | 22,2% | 22,2% | 0,4% |
| **Ratio d'amortissement** | **(e) = (b/a)** | **79,0%** | **78,1%** | **77,8%** | **77,8%** | **77,8%** | |

*Source : Maroc Leasing*

En 2009, le résultat des opérations de crédit-bail de Maroc Leasing s'établirait à 627 Mdh. Ce résultat devrait augmenter de 15,6% par an en moyenne sur la période prévisionnelle.

Ces améliorations sont expliquées par :

(i) l'augmentation de la production entraînant une hausse des produits sur immobilisations données en crédit-bail ;

(ii) le maintien d'un ratio d'amortissement avoisinant les 80% sur la période prévisionnelle.

### III.2.3. Charges Générales d'Exploitation

A fin 2009e, les charges générales d'exploitation s'établiraient à 96 Mdh. Ces charges passeraient de 108 Mdh en 2010 à 140 Mdh en 2012, soit un TCAM de 13,4%.

Ci-après la décomposition de ce poste :

| En milliers de Dirhams | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 20 553 | 42 872 | 48 716 | 56 067 | 64 901 | 20,7% |
| *Part dans les charges gales d'exploitation* | *43,8%* | *44,6%* | *45,2%* | *45,8%* | *46,3%* | |
| Impôts et Taxes | 865 | 2 572 | 2 923 | 3 364 | 3 894 | 20,7% |
| *Part dans les charges gales d'exploitation* | *1,8%* | *2,7%* | *2,7%* | *2,7%* | *2,8%* | |
| Charges externes | 20 675 | 30 868 | 35 075 | 40 368 | 46 728 | 20,7% |
| *Part dans les charges gales d'exploitation* | *44,1%* | *32,1%* | *32,6%* | *33,0%* | *33,4%* | |
| Autres charges générales d'exploitation | 2 036 | 3 430 | 3 897 | 4 485 | 5 192 | 20,7% |
| *Part dans les charges gales d'exploitation* | *4,3%* | *3,6%* | *4,0%* | *4,0%* | *4,0%* | |
| Dotations nettes aux amortissements et aux provisions des immo. Incorporelles et corporelles | 2 786 | 16 298 | 17 116 | 18 146 | 19 382 | 7,8% |
| *Part dans les charges gales d'exploitation* | *5,9%* | *17,0%* | *15,9%* | *14,8%* | *13,8%* | |
| **Charges générales d'exploitation hors éléments de goodwill** | **46 915** | **73 791** | **97 431** | **112 134** | **129 801** | **20,7%** |
| ***Variation*** | *N/A* | *N/A* | *13,6%* | *15,1%* | *15,8%* | |
| Amortissement du Goodwill | - | 14 565 | 14 565 | 14 565 | 14 565 | |
| Reprise de la provision sur plus-value de fusion | - | *4 269* | *4 269* | *4 269* | *4 269* | |
| **Charges générales d'exploitation** | **46 915** | **84 087** | **107 727** | **122 430** | **140 098** | **18,5%** |
| *Coefficient d'exploitation[51] hors impact goodwill* | *32,5%* | *28,0%* | *28,0%* | *28,0%* | *28,0%* | |
| *Coefficient d'exploitation y compris impact goodwill* | | *31,9%* | *31,0%* | *30,6%* | *30,2%* | |

*Source : CDG Capital*

Les charges d'exploitation se composent comme suit :

(i) les charges de personnel : elles constituent une part importante dans les charges d'exploitation de la société. Ainsi, sur la période 2009e-2012e, ce poste représenterait en moyenne 45,5% du total des charges d'exploitation. Compte tenu du maintien des effectifs de Maroc Leasing et de Chaâbi Leasing, ces charges de personnel constitueront une part quasi égale (légèrement en hausse du fait de la revalorisation annuelle des salaires) des charges d'exploitation ;

(ii) les charges externes : constituées en majorité de charges liées à la publicité et aux loyers, ces charges augmenteront de manière significative sur la

[51] Le coefficient d'exploitation est la consommation du PNB par les charges générale d'exploitation. Il renseigne sur la productivité globale de la Société.

période (+20,7%) et ce du fait du développement de l'effort commercial prévu en raison du déploiement du réseau sur tout le territoire marocain ;

(iii) les dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles pour un montant de 16 Mdh en 2009 atteignant 19 Mdh en 2012 ;

(iv) l'amortissement du goodwill pour un montant de 14,6 Mdh (goodwill amorti sur 7 ans, durée d'un cycle économique moyen pour une société de crédit bail) et une reprise de provision pour impôt différé lié à la survaleur pour 4,3 Mdh.

La baisse continue du coefficient d'exploitation (coefficient hors impact goodwill cible sur la période à 28% contre 32% en 2008) reflète une progression plus importante du PNB compte tenu des perspectives de développement et de réduction des coûts (économies d'échelles, etc) comparativement à l'évolution des charges générales d'exploitation.

### III.2.4. Provisions sur CES

| En milliers de Dirhams | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e |
|---|---|---|---|---|---|
| Créances en souffrance | 157 626 | 254 302 | 287 929 | 337 974 | 388 614 |
| *Variation* | | *16,0%* | *13,2%* | *17,4%* | *15,0%* |
| Taux de contentieux | 3,64% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | 3,0% |
| Cumul des Provisions | 152 213 | 251 758 | 285 050 | 334 595 | 384 728 |
| *Variation* | | *16%* | *13%* | *17%* | *15%* |
| *Taux de couverture* | *96,57%* | *99,0%* | *99,0%* | *99,0%* | *99,0%* |
| Dotation nette aux provisions | | 34 779 | 33 291 | 49 545 | 50 133 |
| *Variation* | | | *-4,3%* | *48,8%* | *1,2%* |

Sur la période prévisionnelle, l'entité cible a pour objectif d'atteindre un taux de CES maximum de 3%. Cet objectif se base sur le fait que le portefeuille des deux entités Chaâbi Leasing et Maroc Leasing est relativement apuré (taux de CES respectifs de 1% et 3,6% en 2008) et devrait être maintenu sain compte tenu des techniques de gestion de risque (notamment avec le système scoring) et la maîtrise par les commerciaux de leur portefeuille client.

Conformément aux directives de BAM, le taux de couverture des CES par les provisions est fixé à 99%. Compte tenu de la hausse de l'encours donnée en crédit bail sur la période, le cumul des provisions augmente par conséquent de manière notable sur la période prévisionnelle.

### III.2.5. Résultat Net

Le résultat net s'établirait à 109 Mdh en 2009e et devrait croître en moyenne de 15,8% pour atteindre 170 Mdh en 2012e.

| En milliers de Dirhams | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e | TCAM |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produit net bancaire | 144 291 | 263 540 | 347 969 | 400 477 | 463 576 | 20,7% |
| Produit net non bancaire | 4 276 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Charges générales d'exploitation | 46 915 | 84 087 | 107 727 | 122 430 | 140 098 | 18,5% |
| **Résultat brut d'exploitation** | **101 652** | **179 452** | **240 241** | **278 047** | **323 479** | **21,7%** |
| *Variation* | | | *33,9%* | *15,7%* | *16,3%* | |
| Marge d'exploitation[52] | 7,20% | 6,3% | 7,4% | 7,4% | 7,4% | |
| Dotations nettes aux provisions | 926 | 34 779 | 33 291 | 49 545 | 50 133 | **13,0%** |
| *Variation* | | | *-4,3%* | *48,8%* | *1,2%* | |
| **Résultat courant** | **102 578** | **144 673** | **206 950** | **228 503** | **273 345** | **23,6%** |
| *Variation* | | | *43,0%* | *10,4%* | *19,6%* | |
| Produits non courants | 237 | 374 | 374 | 374 | 374 | 0,0% |
| Charges non courantes | 751 | 2 751 | 4 751 | 4 751 | 4 751 | 20,0% |
| **Résultat non courant** | **514** | **2 377** | **4 377** | **4 377** | **4 377** | **22,6%** |
| *Variation* | | | *84,1%* | *0,0%* | *0,0%* | |
| **Résultat avant impôts** | **102 064** | **142 296** | **202 573** | **224 126** | **268 968** | **23,6%** |
| *Variation* | | | *42,4%* | *10,6%* | *20,0%* | |
| Impôts sur les résultats | 36 671 | 52 649 | 74 952 | 82 926 | 99 518 | 23,6% |
| Taux d'IS | 35,70% | 37% | 37% | 37% | 37% | |
| **Résultat net** | **65 393** | **89 646** | **127 621** | **141 199** | **169 450** | **23,6%** |
| *Marge (RN/PNB)* | *45,32%* | *34,02%* | *36,68%* | *35,26%* | *36,55%* | |

*Source : CDG Capital*

#### a) Résultat brut d'exploitation

Le résultat d'exploitation est attendu en forte hausse sur la période 2009e-2012e passant de 179 Mdh à 324 Mdh, soit un taux de croissance annuel moyen de 21,7% sur l'horizon prévisionnel considéré. Cette progression s'explique mécaniquement par le levier favorable dont devrait bénéficier l'ensemble à constituer du fait du ralentissement des charges (TCAM à 18,5%) face au PNB (TCAM 20,7%).

#### b) Résultat courant

Le résultat courant est en nette progression sur la période considérée passant de 145 Mdh en 2009e à 273 Mdh en 2012e soit un taux de croissance annuel moyen de 23,6%. Cette évolution est due notamment à l'amélioration du résultat brut d'exploitation atténuée par les dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance.

#### c) Résultat non courant

Le résultat non courant tient compte sur la période prévisionnelle des éléments suivants :

- L'amortissement des charges activées (10Mdh en 2009 et 10Mdh en 2010) relatives au transfert de l'activité de Chaâbi Leasing vers Maroc Leasing

[52] La marge d'exploitation est calculée comme suit : résultat brut d'exploitation / Produit d'exploitation bancaire. Elle définit la marge nette de la société. Cette marge est en hausse sur la période passant de 6,3% en 2009e à 7,4% en 2012e.

(intégration des bases de données, migration informatique et comptable, mise en adéquation des procédures, aménagement des locaux, etc) et à l'opération de fusion absorption.

## III.3. Tableau de flux de trésorerie prévisionnel

Le tableau de flux prévisionnel de la cible se présente comme suit :

| En milliers de Dirhams | 2008 | 2009e | 2010e | 2011e | 2012e |
|---|---|---|---|---|---|
| Produits d'exploitation bancaire perçus | 1 412 175 | 2 869 343 | 3 266 172 | 3 768 770 | 4 373 471 |
| Récupérations sur créances amorties | | | | | |
| Produits d'exploitation non bancaire perçus | 4 513 | 374 | 374 | 374 | 374 |
| Charges d'exploitation bancaire versées | -152 302 | -375 647 | -387 755 | -447 372 | -519 110 |
| Charges d'exploitation non bancaire versées | -16 370 | -2 751 | -4 751 | -4 751 | -4 751 |
| Charges générales d'exploitation versées | -44 129 | -58 329 | -80 315 | -93 988 | -110 419 |
| Impôts sur les résultats versés | -36 671 | -52 649 | -74 952 | -82 926 | -99 518 |
| **I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges** | **1 167 216** | **2 380 340** | **2 718 773** | **3 140 107** | **3 640 047** |
| **Variation de :** | | | | | |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| Créances sur la clientèle | -7 960 | -19 667 | -46 184 | -73 660 | -121 397 |
| Titres de transaction et de placement | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres actifs | -90 618 | 0 | 142 253 | 0 | 0 |
| Immobilisations données en crédit-bail et en location | -2 136 023 | -3 380 939 | -3 841 406 | -4 624 938 | -5 098 518 |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 1 357 581 | 171 872 | 857 499 | 1 276 157 | 1 291 313 |
| Dépôts de la clientèle | -12 431 | 353 246 | 50 441 | 75 068 | 75 960 |
| Titres de créance émis | -301 633 | 464 054 | 100 882 | 150 136 | 151 919 |
| Autres passifs | -118 183 | 234 551 | 89 673 | 133 454 | 135 039 |
| **II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation** | **-1 309 267** | **-2 021 468** | **-2 637 160** | **-3 063 782** | **-3 565 683** |
| **III. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (I + II)** | **-142 051** | **375 498** | **71 931** | **76 324** | **74 364** |
| Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 5 600 | | | | |
| Acquisition d'immobilisations financières | 125 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | -1 898 | | | | |
| **IV. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement** | **3 827** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| Augmentation de capital | | 100 000 | | 100 000 | 210 000 |
| Dividendes versés | -23 924 | -31 895 | -44 823 | -63 810 | -70 600 |
| **V. Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement** | **-23 924** | **68 105** | **-44 823** | **36 190** | **139 400** |
| **VI. Variation nette de la trésorerie (III+ IV +V)** | **-162 148** | **443 603** | **27 108** | **112 514** | **213 764** |
| **VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice** | **-174 744** | **-132 944** | **310 659** | **337 767** | **450 281** |
| **VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice** | **-336 892** | **310 659** | **337 767** | **450 281** | **664 045** |

*Source : CDG Capital*

En 2009, les flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges devraient atteindre 2,4 Gdh. Sur la période prévisionnelle, ces flux devront progresser de 17,9% par rapport à 2009, reflétant principalement l'évolution favorable des produits d'exploitation bancaire perçus par Maroc Leasing (+14,7%).

Le solde des variations des actifs et passifs d'exploitation atteindra -2 Gdh en 2009 et devrait accuser un recul de 20,8% sur la période prévisionnelle. Cette diminution s'explique principalement par une variation des immobilisations données en crédit-bail plus importante que celle relative aux dettes envers les établissements de crédit et assimilés.

Il en résulte que le solde des variations des actifs et passifs d'exploitation sera couvert par les flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges.

Enfin, après déduction des dividendes versés aux actionnaires qui représentent 50% du résultat net sur la période et les 3 augmentations de capital prévues sur la période, la trésorerie nette de Maroc Leasing cible s'améliorera sur la période pour atteindre 664 Mdh en 2012$^{e}$ contre 310 Mdh en 2009$^{e}$.

# PARTIE VII. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

# I. Faits exceptionnels et contentieux

A la date d'établissement du présent dossier d'information, la société Maroc Leasing ne connaît pas de faits exceptionnels ou d'affaires contentieuses, hors créances en souffrance liées à l'activité de l'entreprise, susceptibles d'affecter de façon significative sa situation nette.

Au 31 décembre 2008, les créances contentieuses ont atteint 135,8 millions de dirhams, entièrement provisionnées.

# Partie VIII. Facteurs de risques

# I. Facteurs de risque

## Risque de contrepartie

Les événements pouvant provoquer une situation d'impayés au niveau d'un client sont nombreux, dont notamment :

- faillite du client ;
- problèmes de trésorerie.

Pour minimiser ce risque, Maroc Leasing s'assure, avant la signature du contrat de bail, de la solvabilité de l'entreprise et sélectionne avec soin les secteurs d'activité éligibles.

Le nouveau management a comme principal objectif d'assurer une meilleure maîtrise du risque de contrepartie à travers le renforcement des grilles de scoring, en collaboration avec le cabinet international Experian Scoring.

Parallèlement, le management a procédé à une réorganisation du recouvrement et du contentieux, conformément au plan triennal 2004-2006.

Ces différentes actions ont pour objectif de limiter au maximum le taux d'impayés relatif aux productions à venir et de minimiser le taux de créances en souffrance du portefeuille.

## Risque concurrentiel

Le secteur du crédit-bail est fortement concurrentiel. Dans ce contexte, Maroc Leasing, grâce aux différentes actions menées dans le cadre de son plan stratégique, a les moyens de renforcer ses parts de marché.

Par ailleurs, la baisse tendancielle des marges des sociétés de crédit-bail pourrait induire certains opérateurs à rechercher l'effet de volume par une croissance non maîtrisée de la production qui s'accompagne inévitablement d'un accroissement des risques.

La société Maroc Leasing a choisi quant à elle la voie de la progression maîtrisée des encours en privilégiant la gestion optimisée des risques et la recherche de nouveaux produits et segments de marché à même de lui permettre d'asseoir une croissance saine.

## Risque règlementaire

Dans la nouvelle loi bancaire, le Gouverneur de BAM fixe les proportions à respecter au niveau des ratios prudentiels.

Ces règles prudentielles en chiffres sont :

- Un coefficient de liquidité fixé à 100%, donné par le rapport entre, d'une part, les éléments d'actifs disponibles et réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, leurs exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés ;
- Un coefficient de solvabilité fixé à un minimum de 10%, défini comme étant le rapport entre, d'une part, le total des fonds propres et, d'autre part, des éléments d'actif affectés d'un taux de pondération en fonction du degré de risque ; et

- Un coefficient maximum de division des risques de 20%, correspondant au rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction du degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets.

Un durcissement des règles prudentielles supposerait une gestion plus rigide des risques liés à une insuffisance des ressources liquides des sociétés, à une insolvabilité et à la concentration des crédits sur un seul bénéficiaire ou même groupe de bénéficiaires.

### Risque de baisse de la rentabilité en raison de la baisse du TMIC

Le TMIC (taux maximum des intérêts conventionnels), ex TEG, est calculé par les autorités monétaires semestriellement sur la base du taux d'intérêt moyen pondéré (TIMP) du semestre précédent qui est affecté d'un coefficient de marge.

Le taux maximum qui peut être appliqué aujourd'hui par la profession est de 14,17% (en vigueur depuis avril 2007) contre 20,42% en 1997. La baisse enregistrée au cours de ses dernières années a un impact significatif sur la rentabilité du secteur.

Dans ce contexte, Maroc Leasing a les moyens de s'adapter à la baisse du TMIC grâce, notamment :

- A la diversification et à la baisse du TMP de ses sources de financement, notamment à travers le programme d'émission institué depuis 2004/2005 ;

- Au développement de l'activité commerciale à la fois par le lancement de nouveaux produits et par l'amélioration permanente de la productivité des équipes.

### Risque de taux et de liquidité

A l'instar de tous les établissements financiers, Maroc Leasing se trouve exposé au risque de taux d'intérêt et de liquidité. Une attention particulière doit être accordée, de ce fait, à la gestion des actifs et des passifs notamment par une politique d'adossement appropriée.

La gestion de ces risques de taux et de liquidité a été renforcée en 2006 par la mise en place d'une application (ALM) permettant une gestion active de ses actifs et passifs. Cette application contribue à la maîtrise des résultats de l'établissement par l'évaluation et la prise en compte de l'impact des fluctuations des taux d'intérêt sur sa rentabilité.

### Risque fiscal

Conformément à la législation fiscale au Maroc, les déclarations fiscales de la Société au titre de l'Impôt sur les Sociétés (IS) des exercices 2005 à 2008, celles relatives à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et celles établies au titre de l'Impôt sur le Revenu pour ces exercices, peuvent faire l'objet d'un contrôle fiscal qui peut donner lieu à d'éventuels redressements.

### Risque lié à l'opération de fusion

Le risque associé à l'opération de fusion est non négligeable. Les exigences des actionnaires ainsi que les attentes des clients et des salariés exercent une forte pression sur les dirigeants menant cette opération. Au-delà du risque financier (matérialisé par de faibles synergies), la Société est exposée au risque de choc des cultures et des pratiques de travail des deux entreprises fusionnées.

Néanmoins, ce risque est limité compte tenu d'une grande similitude entre les deux entités concernées par ladite opération de fusion-absorption, en termes d'activités exercées, d'appartenance à un groupe, etc.

### Risque de non-réalisation du Business Plan

Les prévisions du Business Plan de Maroc Leasing (post-rapprochement stratégique avec Chaâbi Leasing) sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de Maroc Leasing (post-rapprochement stratégique avec Chaâbi Leasing).

# PARTIE IX. ANNEXES

DRAFT

# I. Principes et méthodes comptables Maroc Leasing

## I.1. Contrat de Crédit-bail

La durée d'un contrat de crédit-bail varie selon le type de matériel entre 24 et 180 mois.

A l'issue de la première période de location, le locataire peut, soit racheter le matériel au prix de rachat fixé dans le contrat, soit le rendre à la société de crédit-bail.

Au cours de la période du contrat, les redevances sont périodiques (généralement mensuelles).

Les redevances sont basées sur le prix de revient hors taxes de l'immobilisation majoré des frais financiers et d'une marge bénéficiaire pour la société. Les taxes, assurances, frais d'entretien et réparation des biens sont à la charge du locataire.

## I.2. Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise

### Immobilisations corporelles

***Immobilisations en leasing***

Les opérations de leasing sont considérées par la Société comme des contrats de location-exploitation, c'est-à-dire qu'elle enregistre dans ses livres le coût de l'actif donné en location et prend en charge les amortissements correspondants.
Les immobilisations sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition hors taxes et les amortissements sont calculés sur la base de la valeur d'acquisition de l'immobilisation. Conformément à la législation fiscale marocaine en vigueur, les sociétés de crédit-bail sont autorisées à pratiquer l'amortissement linéaire accéléré.

***Immobilisations exploitées par la Société***

Ces immobilisations sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire à des taux déterminés en fonction de la durée de vie estimée pour chaque catégorie d'immobilisation.

### Provisions pour créances en souffrance

Les règles de la circulaire N°19, entrée en vigueur en 2003, relatives aux créances en souffrance ont été totalement appliquées par notre société.

# II. Principes et méthodes comptables Chaâbi Leasing

## II.1. Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise

***Les immobilisations destinées à la location sont enregistrées comme suit :***
Les valeurs brutes des éléments de l'actif immobilisé correspondent à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

***Les immobilisations exploitées par la Société***

Les immobilisations propres sont amorties selon le mode linéaire :

a) Agencements, installations et aménagements divers :10 ans

b) Mobilier de bureau : 10 ans

c) Matériel informatique : 4 ans

d) Logiciel informatique : 5 ans

e) Frais d'établissement : 5 ans

f) Autres immobilisations incorporelles : 2 ans

***Provisions***

- Constatation d'une provision portant sur les terrains immobilisés en Crédit Bail destinée à couvrir le risque de perte de terminaison le jour de la cession des contrats de crédit-bail immobilier.

- Les créances en souffrance ont été provisionnées à hauteur de 70% des impayés douteux et prédouteux et 100% des impayés compromis majorés de la différence entre la valeur nette comptable et la valeur marchande au 31 décembre 2008 et déduction faite des garanties prises.

***Engagements hors bilan***

Les engagements hors bilan ont été enregistrées pour la valeur figurant sur les actes juridiques y afférents.

# III. Etats financiers de Maroc Leasing

## III.1. Bilans des trois derniers exercices

### Bilan au 31 décembre 2006

| ACTIF | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux** | **20 093,29** | **13 070,46** |
| **2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés** | **18 700 853,49** | **90 776,86** |
| . A vue | 18 700 853,49 | 90 776,86 |
| . A terme | | |
| **3.Créances sur la clientèle** | **30 861 987,44** | **11 974 308,69** |
| . Crédits de trésorerie et à la consommation | 2 133 670,85 | 1 249 806,23 |
| . Crédits à l'équipement | | |
| . Crédits immobiliers | 7 354 023,28 | 7 348 817,86 |
| . Autres crédits | 21 374 293,31 | 3 375 684,60 |
| **4.Créances acquises par affacturage** | | |
| **5.Titres de transaction et de placement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| . Titres de propriété | | |
| **6.Autres actifs** | **17 155 160,25** | **11 390 170,14** |
| **7.Titres d'investissement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| **8.Titres de participation et emplois assimilés** | **301 500,00** | **301 500,00** |
| **9.Créances subordonnées** | | |
| **10.Immobilisations données en crédit-bail et en location** | **2 568 477 348,82** | **1 889 343 200,50** |
| **11.Immobilisations incorporelles** | **14 383 911,75** | **6 078 236,63** |
| **12.Immobilisations corporelles** | **2 549 935,47** | **2 682 774,16** |
| **Total de l'Actif** | **2 652 450 790,51** | **1 921 874 037,44** |

| PASSIF | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux** | | |
| **2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés** | **1 460 722 794,35** | **944 370 067,18** |
| . A vue | 165 325 200,03 | 76 366 783,51 |
| . A terme | 1 295 397 594,32 | 868 003 283,67 |
| **3.Dépôts de la clientèle** | **43 929 489,09** | **41 382 806,78** |
| . Comptes à vue créditeurs | | |
| . Comptes d'épargne | | |
| . Dépôts à terme | | |
| . Autres comptes créditeurs | 43 929 489,09 | 41 382 806,78 |
| **4.Titres de créance émis** | **660 792 466,37** | **564 976 783,22** |
| . Titres de créance négociables | 479 809 133,04 | 323 674 183,22 |
| . Emprunts obligataires | 180 983 333,33 | 241 302 600,00 |
| . Autres titres de créance émis | | |
| **5.Autres passifs** | **214 737 927,85** | **127 324 822,50** |
| **6.Provisions pour risques et charges** | **2 224 684,93** | **2 214 888,42** |
| **7.Provisions réglementées** | **3 000 000,00** | **3 000 000,00** |
| **8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie** | | |
| **9.Dettes subordonnées** | | |
| **10.Ecarts de réévaluation** | | |
| **11.Réserves et primes liées au capital** | **63 066 544,85** | **49 064 860,73** |
| **12.Capital** | **159 495 000,00** | **159 495 000,00** |
| **13.Actionnaires.Capital non versé (-)** | | |
| **14.Report à nouveau (+/-)** | **93 624,49** | **11 126,20** |
| **15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)** | | |
| **16.Résultat net de l'exercice (+/-)** | **44 388 258,58** | **30 033 682,41** |
| **Total du Passif** | **2 652 450 790,51** | **1 921 874 037,44** |

## Bilan au 31 décembre 2007

| ACTIF | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|---|---|
| **1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux** | **17 057,15** | **20 093,29** |
| **2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés** | **355 869,56** | **18 700 853,49** |
| . A vue | 355 869,56 | 18 700 853,49 |
| . A terme | | |
| **3.Créances sur la clientèle** | **20 413 538,62** | **30 861 987,44** |
| . Crédits de trésorerie et à la consommation | 1 917 018,08 | 2 133 670,85 |
| . Crédits à l'équipement | | |
| . Crédits immobiliers | 4 738 178,41 | 7 354 023,28 |
| . Autres crédits | 13 758 342,13 | 21 374 293,31 |
| **4.Créances acquises par affacturage** | | |
| **5.Titres de transaction et de placement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| . Titres de propriété | | |
| **6.Autres actifs** | **127 857 521,58** | **17 155 160,25** |
| **7.Titres d'investissement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| **8.Titres de participation et emplois assimilés** | **426 660,00** | **301 500,00** |
| **9.Créances subordonnées** | | |
| **10.Immobilisations données en crédit-bail et en location** | **3 302 438 414,84** | **2 568 477 348,82** |
| **11.Immobilisations incorporelles** | **19 903 574,12** | **14 383 911,75** |
| **12.Immobilisations corporelles** | **2 796 485,94** | **2 549 935,47** |
| **Total de l'Actif** | **3 474 209 121,81** | **2 652 450 790,51** |

| PASSIF | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|---|---|
| **1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux** | | |
| **2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés** | **2 103 363 954,33** | **1 460 722 794,35** |
| . A vue | 175 117 367,69 | 165 325 200,03 |
| . A terme | 1 928 246 586,64 | 1 295 397 594,32 |
| **3.Dépôts de la clientèle** | **38 378 140,64** | **43 929 489,09** |
| . Comptes à vue créditeurs | | |
| . Comptes d'épargne | | |
| . Dépôts à terme | | |
| . Autres comptes créditeurs | 38 378 140,64 | 43 929 489,09 |
| **4.Titres de créance émis** | **600 483 516,37** | **660 792 466,37** |
| . Titres de créance négociables | 479 809 133,04 | 479 809 133,04 |
| . Emprunts obligataires | 120 674 383,33 | 180 983 333,33 |
| . Autres titres de créance émis | | |
| **5.Autres passifs** | **425 491 971,35** | **214 737 927,85** |
| **6.Provisions pour risques et charges** | **6 569 820,70** | **2 224 684,93** |
| **7.Provisions réglementées** | **1 460 000,00** | **3 000 000,00** |
| **8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie** | | |
| **9.Dettes subordonnées** | | |
| **10.Ecarts de réévaluation** | | |
| **11.Réserves et primes liées au capital** | **78 499 500,00** | **63 066 544,85** |
| **12.Capital** | **159 495 000,00** | **159 495 000,00** |
| **13.Actionnaires.Capital non versé (-)** | | |
| **14.Report à nouveau (+/-)** | **9 909 527,92** | **93 624,49** |
| **15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)** | | |
| **16.Résultat net de l'exercice (+/-)** | **50 557 690,50** | **44 388 258,58** |
| **Total du Passif** | **3 474 209 121,81** | **2 652 450 790,51** |

## Bilan au 31 décembre 2008

| ACTIF | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| **1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux** | **2 188 754,22** | **17 057,15** |
| **2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés** | **241 857,54** | **355 869,56** |
| . A vue | 241 857,54 | 355 869,56 |
| . A terme | | |
| **3.Créances sur la clientèle** | **28 374 178,95** | **20 413 538,62** |
| . Crédits de trésorerie et à la consommation | 2 132 599,31 | 1 917 018,08 |
| . Crédits à l'équipement | | |
| . Crédits immobiliers | 4 188 158,31 | 4 738 178,41 |
| . Autres crédits | 22 053 421,33 | 13 758 342,13 |
| **4.Créances acquises par affacturage** | | |
| **5.Titres de transaction et de placement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| . Titres de propriété | | |
| **6.Autres actifs** | **218 476 610,29** | **127 857 521,58** |
| **7.Titres d'investissement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| **8.Titres de participation et emplois assimilés** | **301 500,00** | **426 660,00** |
| **9.Créances subordonnées** | | |
| **10.Immobilisations données en crédit-bail et en location** | **4 331 937 177,01** | **3 302 438 414,84** |
| **11.Immobilisations incorporelles** | **17 870 579,95** | **19 903 574,12** |
| **12.Immobilisations corporelles** | **2 536 745,34** | **2 796 485,94** |
| **Total de l'Actif** | **4 601 927 403,30** | **3 474 209 121,81** |

| PASSIF | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| **1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux** | | |
| **2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés** | **3 625 150 621,92** | **2 103 363 954,33** |
| . A vue | 339 322 725,95 | 175 117 367,69 |
| . A terme | 3 285 827 895,97 | 1 928 246 586,64 |
| **3.Dépôts de la clientèle** | **25 947 377,32** | **38 378 140,64** |
| . Comptes à vue créditeurs | | |
| . Comptes d'épargne | | |
| . Dépôts à terme | | |
| . Autres comptes créditeurs | 25 947 377,32 | 38 378 140,64 |
| **4.Titres de créance émis** | **298 851 518,79** | **600 483 516,37** |
| . Titres de créance négociables | 238 486 085,46 | 479 809 133,04 |
| . Emprunts obligataires | 60 365 433,33 | 120 674 383,33 |
| . Autres titres de créance émis | | |
| **5.Autres passifs** | **307 308 861,11** | **425 491 971,35** |
| **6.Provisions pour risques et charges** | **2 494 077,74** | **6 569 820,70** |
| **7.Provisions réglementées** | **1 460 000,00** | **1 460 000,00** |
| **8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie** | | |
| **9.Dettes subordonnées** | | |
| **10.Ecarts de réévaluation** | | |
| **11.Réserves et primes liées au capital** | **113 499 500,00** | **78 499 500,00** |
| **12.Capital** | **159 495 000,00** | **159 495 000,00** |
| **13.Actionnaires.Capital non versé (-)** | | |
| **14.Report à nouveau (+/-)** | **1 542 968,42** | **9 909 527,92** |
| **15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)** | | |
| **16.Résultat net de l'exercice (+/-)** | **66 177 478,00** | **50 557 690,50** |
| **Total du Passif** | **4 601 927 403,30** | **3 474 209 121,81** |

## III.2.CPC

### Comptes de produits et de charges au 31 décembre 2006

| | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **800 868 438,45** | **592 027 933,58** |
| 1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 0,00 | 13 135,74 |
| 2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 257 251,07 | 235 612,29 |
| 3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | 0,00 | 852 928,23 |
| 4.Produits sur titres de propriété | 3 907 018,39 | |
| 5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 796 704 168,99 | 590 926 257,32 |
| 6.Commissions sur prestations de service | | |
| 7.Autres produits bancaires | | |
| **II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **709 811 527,16** | **529 822 151,87** |
| 8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 55 278 028,67 | 41 276 919,27 |
| 9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | | |
| 10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | 31 911 023,15 | 20 051 450,22 |
| 11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 620 590 084,17 | 467 743 963,84 |
| 12.Autres charges bancaires | 2 032 391,17 | 749 818,54 |
| **III.PRODUIT NET BANCAIRE** | **91 056 911,29** | **62 205 781,71** |
| 13.Produits d'exploitation non bancaire | 0,00 | 269 077,25 |
| 14.Charges d'exploitation non bancaire | 0,00 | 0,00 |
| **IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION** | **36 080 163,13** | **30 059 145,19** |
| 15.Charges de personnel | 19 471 870,84 | 14 960 812,95 |
| 16.Impôts et taxes | 3 132 299,97 | 3 408 398,42 |
| 17.Charges externes | 10 962 138,79 | 10 164 534,80 |
| 18.Autres charges générales d'exploitation | 1 241 703,66 | 990 921,91 |

| | | |
|---|---|---|
| 19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 1 272 149,87 | 534 477,11 |
| **V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES** | **23 747 601,73** | **41 644 814,28** |
| 20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 22 337 311,39 | 33 641 185,36 |
| 21.Pertes sur créances irrécouvrables | 624 889,03 | 6 402 487,31 |
| 22.Autres dotations aux provisions | 785 401,31 | 1 601 141,61 |
| **VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES** | **21 140 481,97** | **41 151 980,94** |
| 23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 20 364 877,17 | 41 151 980,94 |
| 24.Récupérations sur créances amorties | | |
| 25.Autres reprises de provisions | 775 604,80 | 0,00 |
| **VII.RESULTAT COURANT** | **52 369 628,40** | **31 922 880,43** |
| 26.Produits non courants | 867 353,44 | 2 364 490,90 |
| 27. Charges non courantes | 1 619 112,49 | 1 293 549,25 |
| **VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS** | **51 617 869,35** | **32 993 822,08** |
| 28.Impôts sur les résultats | 7 229 610,77 | 2 960 139,67 |
| **IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **44 388 258,58** | **30 033 682,41** |
| **TOTAL PRODUITS** | 822 876 273,86 | 635 813 482,67 |
| **TOTAL CHARGES** | 778 488 015,28 | 605 779 800,26 |
| **RESULTAT NET** | **44 388 258,58** | **30 033 682,41** |

## Comptes de produits et de charges au 31 décembre 2007

| | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|---|---|
| **I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **1 062 438 133,29** | **800 868 438,45** |
| 1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | | |
| 2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 268 108,72 | 257 251,07 |
| 3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | | |
| 4.Produits sur titres de propriété | 0,00 | 3 907 018,39 |
| 5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 057 865 010,78 | 796 704 168,99 |
| 6.Commissions sur prestations de service | | |
| 7.Autres produits bancaires | 4 305 013,79 | 0,00 |
| **II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **949 697 985,75** | **709 811 527,16** |
| 8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 80 065 038,12 | 55 278 028,67 |
| 9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 121 329,26 | |
| 10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | 29 500 390,00 | 31 911 023,15 |
| 11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 839 347 939,99 | 620 590 084,17 |
| 12.Autres charges bancaires | 663 288,38 | 2 032 391,17 |
| **III.PRODUIT NET BANCAIRE** | **112 740 147,54** | **91 056 911,29** |
| 13.Produits d'exploitation non bancaire | 1 080,99 | 0,00 |
| 14.Charges d'exploitation non bancaire | 0,00 | 0,00 |
| **IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION** | **40 267 020,83** | **36 080 163,13** |
| 15.Charges de personnel | 19 188 231,83 | 19 471 870,84 |
| 16.Impôts et taxes | 1 020 052,04 | 3 132 299,97 |
| 17.Charges externes | 15 707 229,76 | 10 962 138,79 |
| 18.Autres charges générales d'exploitation | 1 516 075,20 | 1 241 703,66 |
| 19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 2 835 432,00 | 1 272 149,87 |
| **V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES** | **52 133 797,05** | **23 747 601,73** |
| 20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 11 083 783,16 | 22 337 311,39 |
| 21.Pertes sur créances irrécouvrables | 38 974 011,85 | 624 889,03 |
| 22.Autres dotations aux provisions | 2 076 002,04 | 785 401,31 |

| | | |
|---|---|---|
| **VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES** | **64 520 419,97** | **21 140 481,97** |
| 23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 51 736 763,68 | 20 364 877,17 |
| 24.Récupérations sur créances amorties | | |
| 25.Autres reprises de provisions | 12 783 656,29 | 775 604,80 |
| **VII.RESULTAT COURANT** | **84 860 830,62** | **52 369 628,40** |
| 26.Produits non courants | 5 294 353,28 | 867 353,44 |
| 27. Charges non courantes | 7 554 198,70 | 1 619 112,49 |
| **VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS** | **82 600 985,20** | **51 617 869,35** |
| 28.Impôts sur les résultats | 32 043 294,70 | 7 229 610,77 |
| **IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **50 557 690,50** | **44 388 258,58** |
| **TOTAL PRODUITS** | 1 132 253 987,53 | 822 876 273,86 |
| **TOTAL CHARGES** | 1 081 696 297,03 | 778 488 015,28 |
| **RESULTAT NET** | **50 557 690,50** | **44 388 258,58** |

## Comptes de produits et de charges au 31 décembre 2008

| | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| **I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **1 412 175 033,39** | **1 062 438 133,29** |
| 1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | | |
| 2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 274 617,22 | 268 108,72 |
| 3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | | |
| 4.Produits sur titres de propriété | 22 971,76 | 0,00 |
| 5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 411 877 444,41 | 1 057 865 010,78 |
| 6.Commissions sur prestations de service | | |
| 7.Autres produits bancaires | 0,00 | 4 305 013,79 |
| **II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **1 267 884 388,77** | **949 697 985,75** |
| 8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 127 171 324,72 | 80 065 038,12 |
| 9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 24 655,55 | 121 329,26 |
| 10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | 23 872 726,50 | 29 500 390,00 |
| 11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 115 557 330,66 | 839 347 939,99 |
| 12.Autres charges bancaires | 1 258 351,34 | 663 288,38 |
| **III.PRODUIT NET BANCAIRE** | **144 290 644,62** | **112 740 147,54** |
| 13.Produits d'exploitation non bancaire | 4 276 357,93 | 1 080,99 |
| 14.Charges d'exploitation non bancaire | 0,00 | 0,00 |
| **IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION** | **46 914 752,10** | **40 267 020,83** |
| 15.Charges de personnel | 20 553 096,14 | 19 188 231,83 |
| 16.Impôts et taxes | 864 757,96 | 1 020 052,04 |
| 17.Charges externes | 20 674 810,63 | 15 707 229,76 |
| 18.Autres charges générales d'exploitation | 2 035 812,13 | 1 516 075,20 |
| 19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 2 786 275,24 | 2 835 432,00 |
| **V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES** | **24 716 883,93** | **52 133 797,05** |

| | | |
|---|---|---|
| 20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 8 231 293,24 | 11 083 783,16 |
| 21.Pertes sur créances irrécouvrables | 15 618 996,65 | 38 974 011,85 |
| 22.Autres dotations aux provisions | 866 594,04 | 2 076 002,04 |
| **VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES** | **26 427 093,44** | **64 520 419,97** |
| 23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 25 905 011,44 | 51 736 763,68 |
| 24.Récupérations sur créances amorties | | |
| 25.Autres reprises de provisions | 522 082,00 | 12 783 656,29 |
| **VII.RESULTAT COURANT** | **103 362 459,96** | **84 860 830,62** |
| 26.Produits non courants | 236 555,20 | 5 294 353,28 |
| 27. Charges non courantes | 750 480,00 | 7 554 198,70 |
| **VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS** | **102 848 535,16** | **82 600 985,20** |
| 28.Impôts sur les résultats | 36 671 057,16 | 32 043 294,70 |
| **IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **66 177 478,00** | **50 557 690,50** |
| **TOTAL PRODUITS** | 1 443 115 039,96 | 1 132 253 987,53 |
| **TOTAL CHARGES** | 1 376 937 561,96 | 1 081 696 297,03 |
| **RESULTAT NET** | **66 177 478,00** | **50 557 690,50** |

## III.3.Tableaux des flux de trésorerie des trois derniers exercices

### Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2006

| | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| 1.Produits d'exploitation bancaire perçus | 800 868 438,45 | 591 175 005,35 |
| 2.Récupérations sur créances amorties | | |
| 3.Produits d'exploitation non bancaire perçus | 867 353,44 | 2 633 568,15 |
| 4.Charges d'exploitation bancaire versées | -89 221 442,99 | -62 078 188,03 |
| 5.Charges d'exploitation non bancaire versées | -2 244 001,52 | -7 696 036,56 |
| 6.Charges générales d'exploitation versées | -34 808 013,26 | -29 524 668,08 |
| 7.Impôts sur les résultats versés | -7 229 610,77 | -2 960 139,67 |
| **I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges** | **668 232 723,35** | **491 549 541,16** |
| **Variation de :** | | |
| 8.Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | |
| 9.Créances sur la clientèle | 18 887 678,75 | -313 071,32 |
| 10.Titres de transaction et de placement | 0,00 | 0,00 |
| 11.Autres actifs | 5 764 990,11 | 2 422 442,85 |
| 12.Immobilisations données en crédit-bail et en location | 1 301 691 428,22 | 1 021 407 091,98 |
| 13.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | -427 394 310,65 | -301 494 827,82 |
| 14.Dépôts de la clientèle | -2 546 682,31 | 6 659 357,57 |
| 15.Titres de créance émis | -95 815 683,15 | -159 571 450,22 |
| 16.Autres passifs | -87 413 105,35 | -64 615 735,06 |
| **II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation** | **713 174 315,62** | **504 493 807,98** |
| **III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)** | **-44 941 592,27** | **-12 944 266,81** |
| 17.Produit des cessions d'immobilisations financières | | |
| 18.Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| 19.Acquisition d'immobilisations financières | | |
| 20.Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | 9 450 224,79 | 5 569 627,75 |
| 21.Intérêts perçus | 0,00 | 852 928,23 |
| 22.Dividendes perçus | | |
| **IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT** | **-9 450 224,79** | **-4 716 699,52** |
| 23.Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus | | |
| 24.Emission de dettes subordonnées | | |
| 25.Emission d'actions | | |
| 26.Remboursement des capitaux propres et assimilés | | |
| 27.Intérêts versés | | |
| 28.Dividendes versés | -15 949 500,00 | |
| **V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT** | **-15 949 500,00** | **0,00** |
| **VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)** | **-70 341 317,06** | **-17 660 966,33** |
| **VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE** | **-76 262 936,19** | **-58 601 969,86** |
| **VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE** | **-146 604 253,25** | **-76 262 936,19** |

## Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2007

| | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|---|---|
| 1.Produits d'exploitation bancaire perçus | 1 062 438 133,29 | 800 868 438,45 |
| 2.Récupérations sur créances amorties | | |
| 3.Produits d'exploitation non bancaire perçus | 5 295 434,27 | 867 353,44 |
| 4.Charges d'exploitation bancaire versées | 110 228 716,50 | 89 221 442,99 |
| 5.Charges d'exploitation non bancaire versées | 46 528 210,55 | 2 244 001,52 |
| 6.Charges générales d'exploitation versées | 37 431 588,83 | 34 808 013,26 |
| 7.Impôts sur les résultats versés | 32 043 294,70 | 7 229 610,77 |
| **I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges** | **841 501 756,98** | **668 232 723,35** |
| **Variation de :** | | |
| 8.Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | |
| 9.Créances sur la clientèle | -10 448 448,82 | 18 887 678,75 |
| 10.Titres de transaction et de placement | | |
| 11.Autres actifs | 110 702 361,33 | 5 764 990,11 |
| 12.Immobilisations données en crédit-bail et en location | 1 519 297 846,08 | 1 301 691 428,22 |
| 13.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | -632 848 992,32 | -427 394 310,65 |
| 14.Dépôts de la clientèle | 5 551 348,45 | -2 546 682,31 |
| 15.Titres de créance émis | 60 308 950,00 | -95 815 683,15 |
| 16.Autres passifs | -210 754 043,50 | -87 413 105,35 |
| **II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation** | **841 809 021,22** | **713 174 315,62** |
| **III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)** | **-307 264,24** | **-44 941 592,27** |
| 17.Produit des cessions d'immobilisations financières | | |
| 18.Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| 19.Acquisition d'immobilisations financières | 125 160,00 | 0,00 |
| 20.Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | 8 568 363,49 | 9 450 224,79 |
| 21.Intérêts perçus | | |
| 22.Dividendes perçus | | |
| **IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT** | **-8 693 523,49** | **-9 450 224,79** |
| 23.Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus | | |
| 24.Emission de dettes subordonnées | | |
| 25.Emission d'actions | | |
| 26.Remboursement des capitaux propres et assimilés | | |
| 27.Intérêts versés | | |
| 28.Dividendes versés | -19 139 400,00 | -15 949 500,00 |
| **V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT** | **-19 139 400,00** | **-15 949 500,00** |
| **VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)** | **-28 140 187,73** | **-70 341 317,06** |
| **VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE** | **-146 604 253,25** | **-76 262 936,19** |
| **VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE** | **-174 744 440,98** | **-146 604 253,25** |

## Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2008

| | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| 1.Produits d'exploitation bancaire perçus<br>2.Récupérations sur créances amorties | 1 412 175 033,39 | 1 062 438 133,29 |
| 3.Produits d'exploitation non bancaire perçus | 4 512 913,13 | 5 295 434,27 |
| 4.Charges d'exploitation bancaire versées | 152 302 402,56 | 110 228 716,50 |
| 5.Charges d'exploitation non bancaire versées | 16 369 476,65 | 46 528 210,55 |
| 6.Charges générales d'exploitation versées | 44 128 476,86 | 37 431 588,83 |
| 7.Impôts sur les résultats versés | 36 671 057,16 | 32 043 294,70 |
| **I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges** | **1 167 216 533,29** | **841 501 756,98** |
| **Variation de :** | | |
| 8.Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | |
| 9.Créances sur la clientèle | -7 960 640,33 | 10 448 448,82 |
| 10.Titres de transaction et de placement | | |
| 11.Autres actifs | -90 619 088,71 | -110 702 361,33 |
| 12.Immobilisations données en crédit-bail et en location | -2 136 023 208,18 | -1 519 297 846,08 |
| 13.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 1 357 581 309,33 | 632 848 992,32 |
| 14.Dépôts de la clientèle | -12 430 763,32 | -5 551 348,45 |
| 15.Titres de créance émis | -301 631 997,58 | -60 308 950,00 |
| 16.Autres passifs | -118 183 110,24 | 210 754 043,50 |
| **II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation** | **-1 309 267 499,03** | **-841 809 021,22** |
| **III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)** | **-142 050 965,74** | **-307 264,24** |
| 17.Produit des cessions d'immobilisations financières | | |
| 18.Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 5 600 000,00 | |
| 19.Acquisition d'immobilisations financières | -125 160,00 | 125 160,00 |
| 20.Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | 1 897 617,47 | 8 568 363,49 |
| 21.Intérêts perçus | 0,00 | 0,00 |
| 22.Dividendes perçus | | |
| **IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT** | **3 827 542,53** | **-8 693 523,49** |
| 23.Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus | | |
| 24.Emission de dettes subordonnées | | |
| 25.Emission d'actions | | |
| 26.Remboursement des capitaux propres et assimilés | | |
| 27.Intérêts versés | | |
| 28.Dividendes versés | 23 924 250,00 | 19 139 400,00 |
| **V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT** | **-23 924 250,00** | **-19 139 400,00** |
| **VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)** | **-162 147 673,21** | **-28 140 187,73** |
| **VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE** | **-174 744 440,98** | **-146 604 253,25** |
| **VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE** | **-336 892 114,19** | **-174 744 440,98** |

## III.4.Etats des soldes de gestion des trois derniers exercices

### ESG au 31 décembre 2006

| | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| 1.+ Intérêts et produits assimilés | 257 251,07 | 1 101 676,26 |
| 2.- Intérêts et charges assimilées | 87 189 051,82 | 61 328 369,49 |
| **MARGE D'INTERET** | **-86 931 800,75** | **-60 226 693,23** |
| 3.+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 796 704 168,99 | 590 926 257,32 |
| 4.- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 620 590 084,17 | 467 743 963,84 |
| **Résultat des opérations de crédit-bail et de location** | **176 114 084,82** | **123 182 293,48** |
| 5.+ Commissions perçues | | |
| 6. - Commissions servies | | |
| **Marge sur commissions** | | |
| 7.± Résultat des opérations sur titres de transaction | | |
| 8.± Résultat des opérations sur titres de placement | 3 907 018,39 | 0,00 |
| 9. ± Résultat des opérations de change | | |
| 10. ± Résultat des opérations sur produits dérivés | | |
| **Résultat des opérations de marché** | **3 907 018,39** | **0,00** |
| 11.+ Divers autres produits bancaires | 0,00 | 0,00 |
| 12. - Diverses autres charges bancaires | 2 032 391,17 | 749 818,54 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **91 056 911,29** | **62 205 781,71** |
| 13. ± Résultat des opérations sur immobilisations financières | | |
| 14. + Autres produits d'exploitation non bancaire | 0,00 | 269 077,25 |
| 15. - Autres charges d'exploitation non bancaire | | |
| 16. - Charges générales d'exploitation | 36 080 163,13 | 30 059 145,19 |
| **RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | **54 976 748,16** | **32 415 713,77** |
| 17. ± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 2 597 323,25 | -1 108 308,27 |
| 18. ± Autres dotations nettes de reprises aux provisions | 9 796,51 | 1 601 141,61 |
| **RESULTAT COURANT** | **52 369 628,40** | **31 922 880,43** |
| **RESULTAT NON COURANT** | **-751 759,05** | **1 070 941,65** |
| 19. - Impôts sur les résultats | 7 229 610,77 | 2 960 139,67 |
| **RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **44 388 258,58** | **30 033 682,41** |

## Capacité d'autofinancement au 31 décembre 2006

| | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **44 388 258,58** | **30 033 682,41** |
| 20.+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 1 272 149,87 | 534 477,11 |
| 21.+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières | | |
| 22.+ Dotations aux provisions pour risques généraux | 785 401,31 | 1 601 141,61 |
| 23.+ Dotations aux provisions réglementées | | |
| 24.+ Dotations non courantes | | |
| 25. - Reprises de provisions | | |
| 26. - Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| 27. + Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| 28. - Plus-values de cession des immobilisations financières | | |
| 29. + Moins-values de cession des immobilisations financières | | |
| 30. - Reprises de subventions d'investissement reçues | | |
| **+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT** | **46 445 809,76** | **32 169 301,13** |
| 31.- Bénéfices distribués | 15 949 500,00 | 0,00 |
| **+ AUTOFINANCEMENT** | **30 496 309,76** | **32 169 301,13** |

## ESG au 31 décembre 2007

| | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|---|---|
| 1.+ Intérêts et produits assimilés | 268 108,72 | 257 251,07 |
| 2.- Intérêts et charges assimilées | 109 686 757,38 | 87 189 051,82 |
| **MARGE D'INTERET** | **-109 418 648,66** | **-86 931 800,75** |
| 3.+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 057 865 010,78 | 796 704 168,99 |
| 4.- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 839 347 939,99 | 620 590 084,17 |
| **Résultat des opérations de crédit-bail et de location** | **218 517 070,79** | **176 114 084,82** |
| 5.+ Commissions perçues | | |
| 6. - Commissions servies | | |
| **Marge sur commissions** | | |
| 7.+ Résultat des opérations sur titres de transaction | | |
| 8.+ Résultat des opérations sur titres de placement | 0,00 | 3 907 018,39 |
| 9. + Résultat des opérations de change | | |
| 10. + Résultat des opérations sur produits dérivés | | |
| **Résultat des opérations de marché** | **0,00** | **3 907 018,39** |
| 11.+ Divers autres produits bancaires | 4 305 013,79 | 0,00 |
| 12. - Diverses autres charges bancaires | 663 288,38 | 2 032 391,17 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **112 740 147,54** | **91 056 911,29** |
| 13. + Résultat des opérations sur immobilisations financières | | |
| 14. + Autres produits d'exploitation non bancaire | 1 080,99 | 0,00 |
| 15. - Autres charges d'exploitation non bancaire | | |
| 16. - Charges générales d'exploitation | 40 267 020,83 | 36 080 163,13 |
| **RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | **72 474 207,70** | **54 976 748,16** |
| 17. + Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | -1 678 968,67 | 2 597 323,25 |
| 18. + Autres dotations nettes de reprises aux provisions | -10 707 654,25 | 9 796,51 |
| **RESULTAT COURANT** | **84 860 830,62** | **52 369 628,40** |
| **RESULTAT NON COURANT** | **-2 259 845,42** | **-751 759,05** |
| 19. - Impôts sur les résultats | 32 043 294,70 | 7 229 610,77 |
| **RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **50 557 690,50** | **44 388 258,58** |

## Capacité d'autofinancement au 31 décembre 2007

| | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|---|---|
| **+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **50 557 690,50** | **44 388 258,58** |
| 20.+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 2 835 432,00 | 1 272 149,87 |
| 21.+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières | | |
| 22.+ Dotations aux provisions pour risques généraux | 2 076 002,04 | 785 401,31 |
| 23.+ Dotations aux provisions réglementées | 1 460 000,00 | 0,00 |
| 24.+ Dotations non courantes | | |
| 25. - Reprises de provisions | 3 000 000,00 | |
| 26. - Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | 7 659 217,28 | 0,00 |
| 27. + Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | 1 805 910,59 | |
| 28. - Plus-values de cession des immobilisations financières | 168 782,00 | |
| 29. + Moins-values de cession des immobilisations financières | | |
| 30. - Reprises de subventions d'investissement reçues | | |
| **+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT** | **47 907 035,85** | **46 445 809,76** |
| 31.- Bénéfices distribués | 19 139 400,00 | 15 949 500,00 |
| **+ AUTOFINANCEMENT** | **28 767 635,85** | **30 496 309,76** |

## ESG au 31 décembre 2008

| | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| 1.+ Intérêts et produits assimilés | 274 617,22 | 268 108,72 |
| 2.- Intérêts et charges assimilées | 151 068 706,77 | 109 686 757,38 |
| **MARGE D'INTERET** | **-150 794 089,55** | **-109 418 648,66** |
| 3.+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 411 877 444,41 | 1 057 865 010,78 |
| 4.- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 115 557 330,66 | 839 347 939,99 |
| **Résultat des opérations de crédit-bail et de location** | **296 320 113,75** | **218 517 070,79** |
| 5.+ Commissions perçues | | |
| 6. - Commissions servies | | |
| **Marge sur commissions** | | |
| 7.+ Résultat des opérations sur titres de transaction | | |
| 8.+ Résultat des opérations sur titres de placement | 22 971,76 | 0,00 |
| 9. + Résultat des opérations de change | | |
| 10. + Résultat des opérations sur produits dérivés | | |
| **Résultat des opérations de marché** | **22 971,76** | **0,00** |
| 11.+ Divers autres produits bancaires | 0,00 | 4 305 013,79 |
| 12. - Diverses autres charges bancaires | 1 258 351,34 | 663 288,38 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **144 290 644,62** | **112 740 147,54** |
| 13. + Résultat des opérations sur immobilisations financières | | |
| 14. + Autres produits d'exploitation non bancaire | 4 276 357,93 | 1 080,99 |
| 15. - Autres charges d'exploitation non bancaire | | |
| 16. - Charges générales d'exploitation | 46 914 752,10 | 40 267 020,83 |
| **RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | **101 652 250,45** | **72 474 207,70** |
| 17. + Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | -2 054 721,55 | -1 678 968,67 |
| 18. + Autres dotations nettes de reprises aux provisions | 344 512,04 | -10 707 654,25 |
| **RESULTAT COURANT** | **103 362 459,96** | **84 860 830,62** |
| **RESULTAT NON COURANT** | **-513 924,80** | **-2 259 845,42** |
| 19. - Impôts sur les résultats | 36 671 057,16 | 32 043 294,70 |
| **RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **66 177 478,00** | **50 557 690,50** |

## Capacité d'autofinancement au 31 décembre 2008

| | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| **± RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **66 177 478,00** | **50 557 690,50** |
| 20.+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 2 786 275,24 | 2 835 432,00 |
| 21.+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières | | |
| 22.+ Dotations aux provisions pour risques généraux | 866 594,04 | 2 076 002,04 |
| 23.+ Dotations aux provisions réglementées | 0,00 | 1 460 000,00 |
| 24.+ Dotations non courantes | | |
| 25. - Reprises de provisions | 0,00 | 3 000 000,00 |
| 26. - Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | 17 564 177,05 | 7 659 217,28 |
| 27. + Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles | 423 535,34 | 1 805 910,59 |
| 28. - Plus-values de cession des immobilisations financières | 20 289,76 | 168 782,00 |
| 29. + Moins-values de cession des immobilisations financières | 1 384,28 | |
| 30. - Reprises de subventions d'investissement reçues | | |
| **± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT** | **52 669 415,81** | **47 907 035,85** |
| 31.- Bénéfices distribués | 23 924 250,00 | 19 139 400,00 |
| **± AUTOFINANCEMENT** | **28 745 165,81** | **28 767 635,85** |

## III.5.Etat des dérogations 2008

AU 31 DECEMBRE 2008

| INDICATIONS DES DEROGATIONS | JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS | INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS |
|---|---|---|
| **I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux** | N E A N T | N E A N T |
| **II. Dérogations aux méthodes d'évaluation** | N E A N T | N E A N T |
| **III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse** | N E A N T | N E A N T |

## III.6.Etat des changements de méthode 2008

AU 31 DECEMBRE 2008

| NATURE DES CHANGEMENTS | JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS | INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS |
|---|---|---|
| **I. Changements affectant les méthodes d'évaluation** | N E A N T | N E A N T |
| **II. Changements affectant les règles de présentation** | N E A N T | N E A N T |

## III.7.Tableau des immobilisations 2008

| Nature | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements et/ou provisions | | | | Montant net à la fin de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice | Dotation au titre de l'exercice | Montant des amortissements sur immobilisations sorties | Cumul | |
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | **23 257 192,57** | **266 338,80** | **0,00** | **23 523 531,37** | **3 353 618,45** | **2 299 332,97** | **0,00** | **5 652 951,42** | **17 870 579,95** |
| - Droit au bail | | | | | | | | | |
| - Immobilisations en recherche et développement | | | | | | | | | |
| - Autres immobilisations incorporelles d'exploitation | 23 257 192,57 | 266 338,80 | 0,00 | 23 523 531,37 | 3 353 618,45 | 2 299 332,97 | | 5 652 951,42 | 17 870 579,95 |
| - Immobilisations incorporelles hors exploitation | | | | | | | | | |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | | | | | | |
| - Immeubles d'exploitation | **3 879 200,00** | **0,00** | **3 879 200,00** | **0,00** | **2 516 418,00** | **0,00** | **2 516 418,00** | **0,00** | **0,00** |
| . Terrain d'exploitation | | | | | | | | | |
| . Immeubles d'exploitation. Bureaux | 3 879 200,00 | | 3 879 200,00 | 0,00 | 2 516 418,00 | 0,00 | 2 516 418,00 | 0,00 | 0,00 |
| . Immeubles d'exploitation. Logements de fonction | | | | | | | | | |
| - Mobilier et matériel d'exploitation | **6 407 864,32** | **922 843,30** | **28 690,00** | **7 302 017,62** | **5 368 711,99** | **452 621,86** | **0,00** | **5 821 333,85** | **1 480 683,77** |
| . Mobilier de bureau d'exploitation | 1 374 708,03 | 113 695,00 | | 1 488 403,03 | 1 136 243,41 | 24 250,72 | | 1 160 494,13 | 327 908,90 |
| . Matériel de bureau d'exploitation | 748 006,85 | 51 444,25 | | 799 451,10 | 582 750,35 | 46 305,58 | | 629 055,93 | 170 395,17 |
| . Matériel Informatique | 3 988 002,67 | 750 598,79 | 28 690,00 | 4 709 911,46 | 3 427 539,47 | 308 255,03 | | 3 735 794,50 | 974 116,96 |
| . Matériel roulant rattaché à l'exploitation | 297 146,77 | 7 105,26 | 0,00 | 304 252,03 | 222 178,76 | 73 810,53 | 0,00 | 295 989,29 | 8 262,74 |
| . Autres matériels d'exploitation | | | | | | | | | |
| - Autres immobilisations corporelles d'exploitation | **1 809 190,32** | **708 435,37** | **0,00** | **2 517 625,69** | **1 414 638,71** | **70 015,41** | **23 090,00** | **1 461 564,12** | **1 056 061,57** |
| - Immobilisations corporelles hors exploitation | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| . Terrains hors exploitation | | | | | | | | | |
| . Immeubles hors exploitation | | | | | | | | | |
| . Mobiliers et matériel hors exploitation | | | | | | | | | |
| . Autres immobilisations corporelles hors exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | **35 353 447,21** | **1 897 617,47** | **3 907 890,00** | **33 343 174,68** | **12 653 387,15** | **2 821 970,24** | **2 539 508,00** | **12 935 849,39** | **20 407 325,29** |

DRAFT

## III.8.Tableau des +/- values sur les immobilisations en 2008

| Date de cession ou de retrait | Libellé de la rubrique | Montant brut | Amortissements cumulés | Valeur comptable nette | Produits de cession | Plus-values de cession | Moins-values de cession |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2008 | Immobilisations corporelles hors exploitation | 3 879 200,00 | 2 516 418,00 | 1 362 782,00 | 5 600 000,00 | 4 237 218,00 | |

## III.9. Tableaux des titres de participations des trois derniers exercices

Au 31 décembre 2006

| Dénomination de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Participation au capital en % | Prix d'acquisition global | Valeur comptable nette | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au CPC de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | |
| **Participations dans les entreprises liées** | | | | | | | | | |
| **Autres titres de participation** | | | | | | | | | |
| Banque Populaire | bancaire | | | 301 500,00 | 301 500,00 | | | | |
| **TOTAL** | | | | 301 500,00 | 301 500,00 | | | | |

DRAFT

Au 31 décembre 2007

| Dénomination de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Participation au capital en % | Prix d'acquisition global | Valeur comptable nette | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au CPC de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | |
| **Participations dans les entreprises liées** | | | | | | | | | |
| **Autres titres de participation** | | | | | | | | | |
| Banque Populaire | bancaire | | | 301 500,00 | 301 500,00 | | | | |
| Salafin | Crédit | | | 125 160,00 | 125 160,00 | | | | |
| **TOTAL** | | | | **426 660,00** | **426 660,00** | | | | |

Au 31 décembre 2008

| Dénomination de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Participation au capital en % | Prix d'acquisition global | Valeur comptable nette | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au CPC de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | |
| **Participations dans les entreprises liées** | | | | | | | | | |
| **Autres titres de participation** | | | | | | | | | |
| Banque Populaire | bancaire | | | 301 500,00 | 301 500,00 | | | | |
| **TOTAL** | | | | 301 500,00 | 301 500,00 | | | | |

## III.10. Tableaux des provisions des trois derniers exercices

Au 31 décembre 2006

| PROVISIONS | Encours 31/12/05 | Dotations | Reprises | Autres variations | Encours 31/12/06 |
|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:** | **208 567 710,21** | **22 337 311,39** | **20 364 877,17** | **0,00** | **210 540 144,43** |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| Créances sur la clientèle | | | | | |
| Titres de placement | | | | | |
| Titres de participation et emplois assimilés | | | | | |
| Immobilisations en crédit-bail et en location | 208 567 710,21 | 22 337 311,39 | 20 364 877,17 | 0,00 | 210 540 144,43 |
| Autres actifs | | | | | |
| **PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF** | **5 214 888,42** | **785 401,31** | **775 604,80** | **0,00** | **5 224 684,93** |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par Signature | | | | | |
| Provisions pour risques de change | | | | | |
| Provisions pour risques généraux | | | | | |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations Similaires | | | | | |
| Provisions pour autres risques et charges | 2 214 888,42 | 785 401,31 | 775 604,80 | | 2 224 684,93 |
| Provisions réglementées | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | | 3 000 000,00 |
| **TOTAL GENERAL** | **213 782 598,63** | **23 122 712,70** | **21 140 481,97** | **0,00** | **215 764 829,36** |

DRAFT

Au 31 décembre 2007

| PROVISIONS | Encours 31/12/06 | Dotations | Reprises | Autres variations | Encours 31/12/07 |
|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:** | **210 540 144,43** | **11 083 783,16** | **51 736 763,68** | **0,00** | **169 887 163,91** |
| créances sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| créances sur la clientèle | | | | | |
| titres de placement | | | | | |
| titres de participation et emplois assimilés | | | | | |
| immobilisations en crédit-bail et en location | 210 540 144,43 | 11 083 783,16 | 51 736 763,68 | 0,00 | 169 887 163,91 |
| autres actifs | | | | | |
| **PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF** | **5 224 684,93** | **6 590 537,08** | **3 785 401,31** | **0,00** | **8 029 820,70** |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par Signature | | | | | |
| Provisions pour risques de change | | | | | |
| Provisions pour risques généraux | | | | | |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations Similaires | | | | | |
| Provisions pour autres risques et charges | 2 224 684,93 | 5 130 537,08 | 785 401,31 | | 6 569 820,70 |
| Provisions réglementées | 3 000 000,00 | 1 460 000,00 | 3 000 000,00 | | 1 460 000,00 |
| **TOTAL GENERAL** | **215 764 829,36** | **17 674 320,24** | **55 522 164,99** | **0,00** | **177 916 984,61** |

Au 31 décembre 2008

| PROVISIONS | Encours 31/12/07 | Dotations | Reprises | Autres variations | Encours 31/12/08 |
|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:** | **169 887 163,91** | **8 231 293,24** | **25 905 011,44** | **0,00** | **152 213 445,71** |
| créances sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| créances sur la clientèle | | | | | |
| titres de placement | | | | | |
| titres de participation et emplois assimilés | | | | | |
| immobilisations en crédit-bail et en location | 169 887 163,91 | 8 231 293,24 | 25 905 011,44 | 0,00 | 152 213 445,71 |
| autres actifs | | | | | |
| **PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF** | **8 029 820,70** | **866 594,04** | **4 942 337,00** | **0,00** | **3 954 077,74** |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par Signature | | | | | |
| Provisions pour risques de change | | | | | |
| Provisions pour risques généraux | | | | | |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations Similaires | | | | | |
| Provisions pour autres risques et charges | 6 569 820,70 | 866 594,04 | 4 942 337,00 | | 2 494 077,74 |
| Provisions réglementées | 1 460 000,00 | 0,00 | 0,00 | | 1 460 000,00 |
| **TOTAL GENERAL** | **177 916 984,61** | **9 097 887,28** | **30 847 348,44** | **0,00** | **156 167 523,45** |

## III.11. Tableaux des sûretés réelles 2008

| Valeurs et sûretés reçues en garantie | Valeur comptable nette | Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés | Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts |
|---|---|---|---|
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | | | |
| Autres titres | | | |
| Hypothèques | | Immobilisations données en crédit-bail et en location | 212 074 372,61 |
| Autres valeurs et sûretés réelles | | | |
| **TOTAL** | | | **212 074 372,61** |

| Valeurs et sûretés données en garantie | Valeur comptable nette | Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus | Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts |
|---|---|---|---|
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | | | |
| Autres titres | **NEANT** | **NEANT** | **NEANT** |
| Hypothèques | | | |
| Autres valeurs et sûretés réelles | | | |

DRAFT

## III.12. Tableau des engagements 2008

| | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| **ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES** | **277 920 888,62** | **221 028 960,69** |
| **Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés** | | |
| Crédits documentaires import | | |
| Acceptations ou engagements de payer | | |
| Ouvertures de crédit confirmés | | |
| Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| Engagements irrévocables de crédit-bail | | |
| Autres engagements de financement donnés | | |
| **Engagements de financement en faveur de la clientèle** | **277 920 888,62** | **221 028 960,69** |
| Crédits documentaires import | | |
| Acceptations ou engagements de payer | | |
| Ouvertures de crédits confirmés | | |
| Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| Engagements irrévocables de crédit-bail | 277 920 888,62 | 221 028 960,69 |
| Autres engagements de financement donnés | | |
| **Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés** | | |
| Crédits documentaires export confirmés | | |
| Acceptations ou engagements de payer | | |
| Garanties de crédits données | | |
| Autres cautions, avals et garanties donnés | | |
| Engagements en souffrance | | |
| **Engagements de garantie d'ordre de la clientèle** | | |
| Garanties de crédits données | | |
| Cautions et garanties en faveur de l'administration publique | | |
| Autres cautions et garanties données | | |
| Engagements en souffrance | | |
| **ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS** | **22 845 544,00** | **424 636 264,00** |
| **Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés** | **0,00** | **400 000 000,00** |
| Ouvertures de crédit confirmés | 0,00 | 400 000 000,00 |
| Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| Autres engagements de financement reçus | | |
| **Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés** | | |
| Garanties de crédits | | |
| Autres garanties reçues | | |
| **Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie** | **22 845 544,00** | **24 636 264,00** |
| **Divers** | | |
| Garanties de crédits | 22 845 544,00 | 24 636 264,00 |
| Autres garanties reçues | | |

## III.13. Répartition du Capital Social 2008

Montant du capital: 159 495 000,00

Montant du capital social souscrit et non appelé:

Valeur nominale des titres: 100,00

| Nom des principaux actionnaires ou associés | Adresse | Nombre de titres détenus | | Part du capital détenue % |
|---|---|---|---|---|
| | | Exercice précédent | Exercice actuel | |
| CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION | PLACE MOULAY EL HASSAN RABAT | 1 102 541 | 1 132 893 | 71,03% |
| THE ARAB INVESTISMENT COMPAGNY | RIYADH-SAUDI ARABIA | 159 495 | 159 495 | 10,00% |
| FLOTTANT EN BOURSE | | 332 914 | 302 562 | 18,97% |

DRAFT

## III.14. Tableaux des affectations de résultat des trois derniers exercices

Au 31 décembre 2006

| | Montants | | Montants |
|---|---|---|---|
| **A- Origine des résultats affectés** | | **B- Affectation des résultats** | |
| | | Prime d'émission | |
| Report à nouveau | 11 126,20 | Réserve légale | 1 501 684,12 |
| Résultats nets en instance d'affectation | 30 033 682,41 | Réserve facultative | 12 500 000,00 |
| Résultat net de l'exercice | | Dividendes | 15 949 500,00 |
| Prélèvement sur les bénéfices | | Report à nouveau | 93 624,49 |
| Autres prélèvements | | | |
| **TOTAL A** | **30 044 808,61** | **TOTAL B** | **30 044 808,61** |

Au 31 décembre 2007

| | Montants | | Montants |
|---|---|---|---|
| **A- Origine des résultats affectés** | | **B- Affectation des résultats** | |
| | | Prime d'émission | |
| Report à nouveau | 93 624,49 | Réserve légale | 1 432 955,15 |
| Résultats nets en instance d'affectation | 44 388 258,58 | Réserve facultative | 14 000 000,00 |
| Résultat net de l'exercice | | Dividendes | 19 139 400,00 |
| Prélèvement sur les bénéfices | | Report à nouveau | 9 909 527,92 |
| Autres prélèvements | | | |
| **TOTAL A** | **44 481 883,07** | **TOTAL B** | **44 481 883,07** |

Au 31 décembre 2008

| | Montants | | Montants |
|---|---|---|---|
| **A- Origine des résultats affectés** | | **B- Affectation des résultats** | |
| | | Prime d'émission | |
| Report à nouveau | 9 909 527,92 | Réserve légale | 0,00 |
| Résultats nets en instance d'affectation | 50 557 690,50 | Réserve facultative | 35 000 000,00 |
| Résultat net de l'exercice | | Dividendes | 23 924 250,00 |
| Prélèvement sur les bénéfices | | Report à nouveau | 1 542 968,42 |
| Autres prélèvements | | | |
| **TOTAL A** | **60 467 218,42** | **TOTAL B** | **60 467 218,42** |

DRAFT

## III.15. Datations et événements postérieurs à 2008

### a. DATATION

Date de clôture (1) : **31 DECEMBRE 2008**

Date d'établissement des états de synthèse (2): **13 MARS 2009**

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

### b. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA PREMIÈRE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

| Indications des événements | |
|---|---|
| Favorables | Néant |
| Défavorables | Néant |

# IV. Etats financiers de Chaâbi Leasing

## IV.1. Bilans des trois derniers exercices

### Bilan au 31 décembre 2006

| ACTIF | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux** | | |
| **2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés** | **174 773,17** | **69 505,00** |
| . A vue | 174 773,17 | 69 505,00 |
| . A terme | | |
| **3.Créances sur la clientèle** | **3 713 506,77** | **2 328 364,58** |
| . Crédits de trésorerie et à la consommation | 3 713 506,77 | 2 328 364,58 |
| . Crédits à l'équipement | | |
| . Crédits immobiliers | | |
| . Autres crédits | | |
| **4.Créances acquises par affacturage** | | |
| **5.Titres de transaction et de placement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| . Titres de propriété | | |
| **6.Autres actifs** | **28 838 452,30** | **25 498 790,95** |
| **7.Titres d'investissement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| **8.Titres de participation et emplois assimilés** | **6 153 000,00** | **6 153 000,00** |
| **9.Créances subordonnées** | | |
| **10.Immobilisations données en crédit-bail et en location** | **2 240 675 143,92** | **1 859 153 679,18** |
| **11.Immobilisations incorporelles** | **1 102 117,83** | **1 129 838,38** |
| **12.Immobilisations corporelles** | **1 699 697,25** | **1 883 473,30** |
| **Total de l'Actif** | **2 282 356 691,24** | **1 896 216 651,39** |

| PASSIF | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux** | | |
| **2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés** | **1 995 067 383,21** | **1 657 401 638,30** |
| . A vue | 218 727 600,63 | 62 804 216,29 |
| . A terme | 1 776 339 782,58 | 1 594 597 422,01 |
| **3.Dépôts de la clientèle** | **1 194 175,66** | **1 907 867,73** |
| . Comptes à vue créditeurs | | |
| . Comptes d'épargne | | |
| . Dépôts à terme | | |
| . Autres comptes créditeurs | 1 194 175,66 | 1 907 867,73 |
| **4.Titres de créance émis** | | |
| . Titres de créance négociables | | |
| . Emprunts obligataires | | |
| . Autres titres de créance émis | | |
| **5.Autres passifs** | **96 762 063,96** | **67 210 048,69** |
| **6.Provisions pour risques et charges** | **113 240,80** | **113 240,80** |
| **7.Provisions réglementées** | | |
| **8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie** | | |
| **9.Dettes subordonnées** | | |
| **10.Ecarts de réévaluation** | | |
| **11.Réserves et primes liées au capital** | **25 015 086,56** | **15 778 430,09** |
| **12.Capital** | **100 000 000,00** | **100 000 000,00** |
| **13.Actionnaires.Capital non versé (-)** | | |
| **14.Report à nouveau (+/-)** | **32 568 769,31** | **27 568 769,31** |
| **15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)** | | |
| **16.Résultat net de l'exercice (+/-)** | **31 635 971,74** | **26 236 656,47** |
| **Total du Passif** | **2 282 356 691,24** | **1 896 216 651,39** |

## Bilan au 31 décembre 2007

| ACTIF | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|---|---|
| **1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux** | | |
| **2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés** | **24 270 582,52** | **174 773,17** |
| . A vue | 24 270 582,52 | 174 773,17 |
| . A terme | | |
| **3.Créances sur la clientèle** | **3 261 075,78** | **3 713 506,77** |
| . Crédits de trésorerie et à la consommation | 3 261 075,78 | 3 713 506,77 |
| . Crédits à l'équipement | | |
| . Crédits immobiliers | | |
| . Autres crédits | | |
| **4.Créances acquises par affacturage** | | |
| **5.Titres de transaction et de placement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| . Titres de propriété | | |
| **6.Autres actifs** | **123 181 092,69** | **28 838 452,30** |
| **7.Titres d'investissement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| **8.Titres de participation et emplois assimilés** | **2 767 109,86** | **6 153 000,00** |
| **9.Créances subordonnées** | | |
| **10.Immobilisations données en crédit-bail et en location** | **2 640 258 253,30** | **2 240 675 143,92** |
| **11.Immobilisations incorporelles** | **678 620,28** | **1 102 117,83** |
| **12.Immobilisations corporelles** | **1 565 373,80** | **1 699 697,25** |
| **Total de l'Actif** | **2 795 982 108,23** | **2 282 356 691,24** |

| PASSIF | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux** | | |
| **2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés** | **2 443 421 822,45** | **1 995 067 383,21** |
| . A vue | 4 494 283,94 | 218 727 600,63 |
| . A terme | 2 438 927 538,51 | 1 776 339 782,58 |
| **3.Dépôts de la clientèle** | **2 467 069,26** | **1 194 175,66** |
| . Comptes à vue créditeurs | | |
| . Comptes d'épargne | | |
| . Dépôts à terme | | |
| . Autres comptes créditeurs | 2 467 069,26 | 1 194 175,66 |
| **4.Titres de créance émis** | | |
| . Titres de créance négociables | | |
| . Emprunts obligataires | | |
| . Autres titres de créance émis | | |
| **5.Autres passifs** | **120 679 552,44** | **96 762 063,96** |
| **6.Provisions pour risques et charges** | **113 240,80** | **113 240,80** |
| **7.Provisions réglementées** | | |
| **8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie** | | |
| **9.Dettes subordonnées** | | |
| **10.Ecarts de réévaluation** | | |
| **11.Réserves et primes liées au capital** | **46 651 058,30** | **25 015 086,56** |
| **12.Capital** | **100 000 000,00** | **100 000 000,00** |
| **13.Actionnaires.Capital non versé (-)** | | |
| **14.Report à nouveau (+/-)** | **42 568 769,31** | **32 568 769,31** |
| **15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)** | | |
| **16.Résultat net de l'exercice (+/-)** | **40 080 595,67** | **31 635 971,74** |
| **Total du Passif** | **2 795 982 108,23** | **2 282 356 691,24** |

## Bilan au 31 décembre 2008

| ACTIF | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| **1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux** | **73,54** | |
| **2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés** | **208 641 700,37** | **24 270 582,52** |
| . A vue | 208 641 700,37 | 24 270 582,52 |
| . A terme | | |
| **3.Créances sur la clientèle** | **1 352 168,30** | **3 261 075,78** |
| . Crédits de trésorerie et à la consommation | 1 352 168,30 | 3 261 075,78 |
| . Crédits à l'équipement | | |
| . Crédits immobiliers | | |
| . Autres crédits | | |
| **4.Créances acquises par affacturage** | | |
| **5.Titres de transaction et de placement** | **243 772,32** | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | 243 772,32 | |
| . Titres de propriété | | |
| **6.Autres actifs** | **142 253 183,20** | **123 181 092,69** |
| **7.Titres d'investissement** | | |
| . Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| . Autres titres de créance | | |
| **8.Titres de participation et emplois assimilés** | **2 767 109,86** | **2 767 109,86** |
| **9.Créances subordonnées** | | |
| **10.Immobilisations données en crédit-bail et en location** | **3 064 063 080,70** | **2 640 258 253,30** |
| **11.Immobilisations incorporelles** | **880 381,94** | **678 620,28** |
| **12.Immobilisations corporelles** | **2 803 058,59** | **1 565 373,80** |
| **Total de l'Actif** | **3 423 004 528,82** | **2 795 982 108,23** |

| PASSIF | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| **1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux** | | |
| **2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés** | **3 031 681 622,91** | **2 443 421 822,45** |
| . A vue | 4 694 056,70 | 4 494 283,94 |
| . A terme | 3 026 987 566,21 | 2 438 927 538,51 |
| **3.Dépôts de la clientèle** | **2 258 964,23** | **2 467 069,26** |
| . Comptes à vue créditeurs | | |
| . Comptes d'épargne | | |
| . Dépôts à terme | | |
| . Autres comptes créditeurs | 2 258 964,23 | 2 467 069,26 |
| **4.Titres de créance émis** | | |
| . Titres de créance négociables | | |
| . Emprunts obligataires | | |
| . Autres titres de créance émis | | |
| **5.Autres passifs** | **114 276 522,21** | **120 679 552,44** |
| **6.Provisions pour risques et charges** | **113 240,80** | **113 240,80** |
| **7.Provisions réglementées** | | |
| **8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie** | | |
| **9.Dettes subordonnées** | | |
| **10.Ecarts de réévaluation** | | |
| **11.Réserves et primes liées au capital** | **68 655 088,08** | **46 651 058,30** |
| **12.Capital** | **100 000 000,00** | **100 000 000,00** |
| **13.Actionnaires.Capital non versé (-)** | | |
| **14.Report à nouveau (+/-)** | **60 645 335,20** | **42 568 769,31** |
| **15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)** | | |
| **16.Résultat net de l'exercice (+/-)** | **45 373 755,39** | **40 080 595,67** |
| **Total du Passif** | **3 423 004 528,82** | **2 795 982 108,23** |

## IV.2. CPC

### Comptes de produits et de charges au 31 décembre 2006

| | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **848 023 331,49** | **691 208 242,54** |
| 1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 240 476,48 | 1 721 885,63 |
| 2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 11 141 973,67 | 11 102 283,44 |
| 3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | | |
| 4.Produits sur titres de propriété | 8 950,50 | 8950,5 |
| 5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 836 625 797,11 | 677 988 022,40 |
| 6.Commissions sur prestations de service | 6133,73 | 33165,86 |
| 7.Autres produits bancaires | 0 | 353934,71 |
| **II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **777 607 122,04** | **629 822 336,87** |
| 8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 89 764 534,69 | 83 837 476,32 |
| 9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 60854 | 1324295,32 |
| 10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | | |
| 11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 687 755 613,49 | 544 628 465,71 |
| 12.Autres charges bancaires | 26 119,86 | 32 099,52 |
| **III.PRODUIT NET BANCAIRE** | **70 416 209,45** | **61 385 905,67** |
| 13.Produits d'exploitation non bancaire | 218345,86 | 40 618,18 |
| 14.Charges d'exploitation non bancaire | 12929,66 | 0 |
| **IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION** | **16 380 565,71** | **17 113 143,82** |
| 15.Charges de personnel | 9 095 240,43 | 8 829 164,89 |
| 16.Impôts et taxes | 304 541,40 | 265 237,40 |
| 17.Charges externes | 5 890 882,24 | 6 323 885,08 |
| 18.Autres charges générales d'exploitation | 147 410,64 | 811 621,57 |
| 19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 942 491,00 | 883 234,88 |
| **V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES** | **8 542 958,00** | **6 463 771,98** |
| 20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 8 542 958,00 | 6 463 771,98 |
| 21.Pertes sur créances irrécouvrables | | |
| 22.Autres dotations aux provisions | 785 401,31 | 1 601 141,61 |
| **VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES** | **3 097 880,00** | **2 593 097,00** |

| | | |
|---|---|---|
| 23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 3 097 880,00 | 2 593 097,00 |
| 24.Récupérations sur créances amorties | | |
| 25.Autres reprises de provisions | | |
| **VII.RESULTAT COURANT** | **48 795 981,94** | **40 442 705,05** |
| 26.Produits non courants | 0,17 | 8,65 |
| 27. Charges non courantes | 0,98 | 0,00 |
| **VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS** | **48 795 981,13** | **40 442 713,70** |
| 28.Impôts sur les résultats | 17 160 009,39 | 14 206 057,23 |
| **IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **31 635 971,74** | **26 236 656,47** |

## Comptes de produits et de charges au 31 décembre 2007

| | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **1 032 591 658,71** | **848 023 331,49** |
| 1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 310 533,02 | 240 476,48 |
| 2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 12 193 251,21 | 11 141 973,67 |
| 3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | | |
| 4.Produits sur titres de propriété | 8 950,49 | 8950,5 |
| 5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 020 078 923,99 | 836 625 797,11 |
| 6.Commissions sur prestations de service | 0 | 6133,73 |
| 7.Autres produits bancaires | | |
| **II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **945 175 970,29** | **777 607 122,04** |
| 8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 106 643 349,57 | 89 764 534,69 |
| 9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 313611,49 | 60854 |
| 10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | | |
| 11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 838 103 340,34 | 687 755 613,49 |
| 12.Autres charges bancaires | 115 668,89 | 26 119,86 |
| **III.PRODUIT NET BANCAIRE** | **87 415 688,42** | **70 416 209,45** |
| 13.Produits d'exploitation non bancaire | 58129,31 | 218 345,86 |
| 14.Charges d'exploitation non bancaire | 0 | 12929,66 |
| **IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION** | **16 304 617,63** | **16 380 565,71** |
| 15.Charges de personnel | 9 458 560,53 | 9 095 240,43 |
| 16.Impôts et taxes | 502 389,80 | 304 541,40 |
| 17.Charges externes | 5 384 722,69 | 5 890 882,24 |
| 18.Autres charges générales d'exploitation | 8 126,00 | 147 410,64 |
| 19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 950 818,61 | 942 491,00 |
| **V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES** | **9 774 269,14** | **8 542 958,00** |
| 20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 6 388 379,00 | 8 542 958,00 |
| 21.Pertes sur créances irrécouvrables | | |
| 22.Autres dotations aux provisions | 3 385 890,14 | |
| **VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES** | **4 655 440,00** | **3 097 880,00** |
| 23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 4 655 440,00 | 3 097 880,00 |
| 24.Récupérations sur créances amorties | | |
| 25.Autres reprises de provisions | | |
| **VII.RESULTAT COURANT** | **66 050 370,96** | **48 795 981,94** |

| | | |
|---|---|---|
| 26.Produits non courants | 361 937,35 | 0,17 |
| 27. Charges non courantes | 0,00 | 0,98 |
| **VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS** | **66 412 308,31** | **48 795 981,13** |
| 28.Impôts sur les résultats | 26 331 712,64 | 17 160 009,39 |
| **IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **40 080 595,67** | **31 635 971,74** |

## Comptes de produits et de charges au 31 décembre 2008

| | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **1 174 903 280,21** | **1 032 591 658,71** |
| 1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 1 518 009,54 | 310 533,02 |
| 2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 9 919 679,43 | 12 193 251,21 |
| 3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance | | |
| 4.Produits sur titres de propriété | 8 950,50 | 8950,49 |
| 5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 163 456 640,74 | 1 020 078 923,99 |
| 6.Commissions sur prestations de service | | |
| 7.Autres produits bancaires | | |
| **II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE** | **1 085 346 358,48** | **945 175 970,29** |
| 8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 119 547 303,78 | 106 643 349,57 |
| 9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 13883,85 | 313611,49 |
| 10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis | | |
| 11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 965 626 846,23 | 838 103 340,34 |
| 12.Autres charges bancaires | 158 324,62 | 115 668,89 |
| **III.PRODUIT NET BANCAIRE** | **89 556 921,73** | **87 415 688,42** |
| 13.Produits d'exploitation non bancaire | 0 | 58 129,31 |
| 14.Charges d'exploitation non bancaire | 6113,59 | 0 |
| **IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION** | **17 916 191,98** | **16 304 617,63** |
| 15.Charges de personnel | 9 820 801,06 | 9 458 560,53 |
| 16.Impôts et taxes | 315 286,60 | 502 389,80 |
| 17.Charges externes | 6 418 105,18 | 5 384 722,69 |
| 18.Autres charges générales d'exploitation | 509 021,43 | 8 126,00 |
| 19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 852 977,71 | 950 818,61 |
| **V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES** | **3 996 235,00** | **9 774 269,14** |
| 20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 3 996 235,00 | 6 388 379,00 |
| 21.Pertes sur créances irrécouvrables | | |
| 22.Autres dotations aux provisions | | 3 385 890,14 |
| **VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES** | **4 692 398,00** | **4 655 440,00** |
| 23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 4 692 398,00 | 4 655 440,00 |
| 24.Récupérations sur créances amorties | | |
| 25.Autres reprises de provisions | | |

| | | |
|---|---|---|
| **VII.RESULTAT COURANT** | **72 330 779,16** | **66 050 370,96** |
| 26.Produits non courants | 136 869,09 | 361 937,35 |
| 27. Charges non courantes | 25,09 | 0,00 |
| **VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS** | **72 467 623,16** | **66 412 308,31** |
| 28.Impôts sur les résultats | 27 093 867,77 | 26 331 712,64 |
| **IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **45 373 755,39** | **40 080 595,67** |

## IV.3. Etats des soldes de gestion des trois derniers exercices

### ESG au 31 décembre 2006

| | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| + Intérêts et produits assimilés | 11 382 450,15 | 12 824 169,07 |
| - Intérêts et charges assimilées | 89 825 388,69 | 85 161 771,64 |
| **Marge d'intérêts** | **-78 442 938,54** | **-72 337 602,57** |
| + Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 836 625 797,11 | 677 988 022,40 |
| - Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 687 755 613,49 | 544 628 465,71 |
| **Résultat des opérations de crédit-bail et de location** | **148 870 183,62** | **133 359 556,69** |
| + Commissions perçues | 6 133,73 | 33 165,86 |
| - Commissions servies | 26 119,86 | 32 099,52 |
| **Marge sur commissions** | **-19 986,13** | **1 066,34** |
| ± Résultat des opérations sur titres de transaction | 0,00 | 0,00 |
| ± Résultat des opérations sur titres de placement | 0,00 | 0,00 |
| ± Résultat des opérations de change | 0,00 | 0,00 |
| ± Résultat des opérations sur produits dérivés | 0,00 | 0,00 |
| **Résultat des opérations de marché** | **0,00** | **0,00** |
| + Divers autres produits bancaires | 8 950,50 | 362 885,21 |
| - Diverses autres charges bancaires | 0,00 | 0,00 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **70 416 209,45** | **61 385 905,67** |
| ± Résultat des opérations sur immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| + Autres produits d'exploitation non bancaire | 218 345,86 | 40 618,18 |
| - Autres charges d'exploitation non bancaire | 12 929,66 | 0,00 |
| - Charges générales d'exploitation | 16 380 565,71 | 17 113 143,82 |
| **RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | **54 241 059,94** | **44 313 380,03** |
| ± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 5 445 078,00 | 3 870 674,98 |
| ± Autres dotations nettes des reprises aux provisions | 0,00 | 0,00 |
| **RESULTAT COURANT** | **48 795 981,94** | **40 442 705,05** |
| **RESULTAT NON COURANT** | -0,81 | 8,65 |
| - Impôts sur les résultats | 17 160 009,39 | 14 206 057,23 |
| **RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **31 635 971,74** | **26 236 656,47** |

## Capacité d'autofinancement au 31 décembre 2006

| | 31/12/2006 | 31/12/2005 |
|---|---|---|
| **± RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **31 635 971,74** | **26 236 656,47** |
| + Dotations aux amortissements et aux provisions des Immobilisations incorporelles et corporelles | 942 491,00 | 883 234,88 |
| + Dotations aux provisions pour dépréciation des Immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| + Dotations aux provisions pour risques généraux | 0,00 | 0,00 |
| + Dotations aux provisions réglementées | 0,00 | 0,00 |
| + Dotations non courantes | 0,00 | 0,00 |
| - Reprises de provisions | 0,00 | 0,00 |
| - Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles | 0,00 | 0,00 |
| + Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles | 12 929,66 | 0,00 |
| - Plus-values de cession sur immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| + Moins-values de cession sur immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| - Reprises de subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 |
| **± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT** | **32 591 392,40** | **27 119 891,35** |
| - Bénéfices distribués | 12 000 000,00 | 5 000 000,00 |
| **± AUTOFINANCEMENT** | **20 591 392,40** | **22 119 891,35** |

## ESG au 31 décembre 2007

| | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|---|---|
| + Intérêts et produits assimilés | 12 503 784,23 | 11 382 450,15 |
| - Intérêts et charges assimilées | 106 956 961,06 | 89 825 388,69 |
| **Marge d'intérêts** | **-94 453 176,83** | **-78 442 938,54** |
| + Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 020 078 923,99 | 836 625 797,11 |
| - Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 838 103 340,34 | 687 755 613,49 |
| **Résultat des opérations de crédit-bail et de location** | **181 975 583,65** | **148 870 183,62** |
| + Commissions perçues | 0,00 | 6 133,73 |
| - Commissions servies | 115 668,89 | 26 119,86 |
| **Marge sur commissions** | **-115 668,89** | **-19 986,13** |
| ± Résultat des opérations sur titres de transaction | 0,00 | 0,00 |
| ± Résultat des opérations sur titres de placement | 0,00 | 0,00 |
| ± Résultat des opérations de change | 0,00 | 0,00 |
| ± Résultat des opérations sur produits dérivés | 0,00 | 0,00 |
| **Résultat des opérations de marché** | **0,00** | **0,00** |
| + Divers autres produits bancaires | 8 950,49 | 8 950,50 |
| - Diverses autres charges bancaires | 0,00 | 0,00 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **87 415 688,42** | **70 416 209,45** |
| ± Résultat des opérations sur immobilisations financières | -3 385 890,14 | 0,00 |
| + Autres produits d'exploitation non bancaire | 58 129,31 | 218 345,86 |
| - Autres charges d'exploitation non bancaire | 0,00 | 12 929,66 |
| - Charges générales d'exploitation | 16 304 617,63 | 16 380 565,71 |
| **RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | **67 783 309,96** | **54 241 059,94** |
| ± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | 1 732 939,00 | 5 445 078,00 |
| ± Autres dotations nettes des reprises aux provisions | 0,00 | 0,00 |
| **RESULTAT COURANT** | **66 050 370,96** | **48 795 981,94** |
| **RESULTAT NON COURANT** | 361 937,35 | -0,81 |
| - Impôts sur les résultats | 26 331 712,64 | 17 160 009,39 |
| **RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **40 080 595,67** | **31 635 971,74** |

## Capacité d'autofinancement au 31 décembre 2007

| | 31/12/2007 | 31/12/2006 |
|---|---|---|
| **± RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **40 080 595,67** | **31 635 971,74** |
| + Dotations aux amortissements et aux provisions des Immobilisations incorporelles et corporelles | 950 818,61 | 942 491,00 |
| + Dotations aux provisions pour dépréciation des Immobilisations financières | 3 385 890,14 | 0,00 |
| + Dotations aux provisions pour risques généraux | 0,00 | 0,00 |
| + Dotations aux provisions réglementées | 0,00 | 0,00 |
| + Dotations non courantes | 0,00 | 0,00 |
| - Reprises de provisions | 0,00 | 0,00 |
| - Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles | 0,00 | 0,00 |
| + Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles | 0,00 | 12 929,66 |
| - Plus-values de cession sur immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| + Moins-values de cession sur immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| - Reprises de subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 |
| **± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT** | **44 417 304,42** | **32 591 392,40** |
| - Bénéfices distribués | 0,00 | 12 000 000,00 |
| **± AUTOFINANCEMENT** | **44 417 304,42** | **20 591 392,40** |

## ESG au 31 décembre 2008

| | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| + Intérêts et produits assimilés | 11 437 688,97 | 12 503 784,23 |
| - Intérêts et charges assimilées | 119 561 187,63 | 106 956 961,06 |
| **Marge d'intérêts** | **-108 123 498,66** | **-94 453 176,83** |
| + Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location | 1 163 456 640,74 | 1 020 078 923,99 |
| - Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location | 965 626 846,23 | 838 103 340,34 |
| **Résultat des opérations de crédit-bail et de location** | **197 829 794,51** | **181 975 583,65** |
| + Commissions perçues | 0,00 | 0,00 |
| - Commissions servies | 158 324,62 | 115 668,89 |
| **Marge sur commissions** | **-158 324,62** | **-115 668,89** |
| ± Résultat des opérations sur titres de transaction | 0,00 | 0,00 |
| ± Résultat des opérations sur titres de placement | 0,00 | 0,00 |
| ± Résultat des opérations de change | 0,00 | 0,00 |
| ± Résultat des opérations sur produits dérivés | 0,00 | 0,00 |
| **Résultat des opérations de marché** | **0,00** | **0,00** |
| + Divers autres produits bancaires | 8 950,50 | 8 950,49 |
| - Diverses autres charges bancaires | 0,00 | 0,00 |
| **PRODUIT NET BANCAIRE** | **89 556 921,73** | **87 415 688,42** |
| ± Résultat des opérations sur immobilisations financières | 0,00 | -3 385 890,14 |
| + Autres produits d'exploitation non bancaire | 0,00 | 58 129,31 |
| - Autres charges d'exploitation non bancaire | 6 113,59 | 0,00 |
| - Charges générales d'exploitation | 17 916 191,98 | 16 304 617,63 |
| **RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION** | **71 634 616,16** | **67 783 309,96** |
| ± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance | -696 163,00 | 1 732 939,00 |
| ± Autres dotations nettes des reprises aux provisions | | |
| **RESULTAT COURANT** | **72 330 779,16** | **66 050 370,96** |
| **RESULTAT NON COURANT** | 136 844,00 | 361 937,35 |
| - Impôts sur les résultats | 27 093 867,77 | 26 331 712,64 |
| **RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **45 373 755,39** | **40 080 595,67** |

## Capacité d'autofinancement au 31 décembre 2008

| | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| **± RESULTAT NET DE L'EXERCICE** | **45 373 755,39** | **40 080 595,67** |
| + Dotations aux amortissements et aux provisions des Immobilisations incorporelles et corporelles | 852 977,71 | 950 818,61 |
| + Dotations aux provisions pour dépréciation des Immobilisations financières | 0,00 | 3 385 890,14 |
| + Dotations aux provisions pour risques généraux | 0,00 | 0,00 |
| + Dotations aux provisions réglementées | 0,00 | 0,00 |
| + Dotations non courantes | 0,00 | 0,00 |
| - Reprises de provisions | 0,00 | 0,00 |
| - Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles | 0,00 | 0,00 |
| + Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles | 6 113,59 | 0,00 |
| - Plus-values de cession sur immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| + Moins-values de cession sur immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| - Reprises de subventions d'investissement reçues | 0,00 | 0,00 |
| **± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT** | **46 232 846,69** | **44 417 304,42** |
| - Bénéfices distribués | 0,00 | 0,00 |
| **± AUTOFINANCEMENT** | **46 232 846,69** | **44 417 304,42** |

## IV.4. Etat des dérogations 2008

AU 31 DECEMBRE 2008

| INDICATIONS DES DEROGATIONS | JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS | INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS |
|---|---|---|
| **I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux** | N E A N T | N E A N T |
| **II. Dérogations aux méthodes d'évaluation** | N E A N T | N E A N T |
| **III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse** | N E A N T | N E A N T |

## IV.5. Etat des changements de méthode 2008

AU 31 DECEMBRE 2008

| NATURE DES CHANGEMENTS | JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS | INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS |
|---|---|---|
| **I. Changements affectant les méthodes d'évaluation** | N E A N T | N E A N T |
| **II. Changements affectant les règles de présentation** | N E A N T | N E A N T |

## IV.6. Tableau des immobilisations 2008

| Immobilisations | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut à la fin de l'exercice | Amortissements et/ou provisions | | | | Montant net à la fin de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice | Dotations au titre de l'exercice | Montant des amortissements sur immobilisations sorties | Cumul | |
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | **3 087 526,61** | **564 244,00** | **0,00** | **3 651 770,61** | **2 408 906,33** | **362 482,34** | **0,00** | **2 771 388,67** | **880 381,94** |
| - Droit au bail | | | | | | | | | |
| - Immobilisations en recherche et développement | | | | | | | | | |
| - Autres immobilisations incorporelles d'exploitation | 3 087 526,61 | 564 244,00 | | 3 651 770,61 | 2 408 906,33 | 362 482,34 | | 2 771 388,67 | 880 381,94 |
| - Immobilisations incorporelles hors exploitation | | | | | | | | | |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | **4 210 366,91** | **3 016 293,75** | **1 489 960,00** | **5 736 700,66** | **2 644 993,11** | **490 495,37** | **201 846,41** | **2 933 642,07** | **2 803 058,59** |
| - IMMEUBLES D'EXPLOITATION | | | | | | | | | |
| . Terrain d'exploitation | | | | | | | | | |
| . Immeubles d'exploitation. Bureaux | | | | | | | | | |
| . Immeubles d'exploitation. Logements de fonction | | | | | | | | | |
| **- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION** | **2 839 776,00** | **320 320,00** | **209 960,00** | **2 950 136,00** | **1 911 202,92** | **333 786,22** | **201 846,41** | **2 043 142,73** | **906 993,27** |
| . Mobilier de bureau d'exploitation | 1 047 315,91 | 19 900,00 | 0,00 | 1 067 215,91 | 639 682,11 | 105 626,67 | | 745 308,78 | 321 907,13 |
| . Matériel de bureau d'exploitation | 218 107,75 | 62 880,00 | 11 425,00 | 269 562,75 | 123 994,30 | 22 635,30 | 8 166,55 | 138 463,05 | 131 099,70 |
| . Matériel Informatique | 1 533 568,50 | 237 540,00 | 198 535,00 | 1 572 573,50 | 1 114 127,20 | 201 800,24 | 193 679,86 | 1 122 247,58 | 450 325,92 |
| . Matériel roulant rattaché à l'exploitation | 27 152,18 | 0,00 | 0,00 | 27 152,18 | 24 794,79 | 2 357,11 | | 27 151,90 | 0,28 |
| . Autres matériels d'exploitation | 13 631,66 | 0,00 | 0,00 | 13 631,66 | 8 604,52 | 1 366,90 | | 9 971,42 | 3 660,24 |
| **- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION** | **1 362 774,25** | **31 452,00** | **0,00** | **1 394 226,25** | **729 555,04** | **129 796,05** | **0,00** | **859 351,09** | **534 875,16** |
| **- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION** | **7 816,66** | **2 664 521,75** | **1 280 000,00** | **1 392 338,41** | **4 235,15** | **26 913,10** | **0,00** | **31 148,25** | **1 361 190,16** |
| . Terrains hors exploitation | | 2 079 009,06 | 1 280 000,00 | 799 009,06 | | | | 0,00 | 799 009,06 |
| . Immeubles hors exploitation | | 585 512,69 | | 585 512,69 | | 25 345,48 | | 25 345,48 | 560 167,21 |
| . Mobilier et matériel hors exploitation | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| . Autres immobilisations corporelles hors exploitation | 7 816,66 | 0,00 | 0,00 | 7 816,66 | 4 235,15 | 1 567,62 | 0,00 | 5 802,77 | 2 013,89 |
| **Total** | **7 297 893,52** | **3 580 537,75** | **1 489 960,00** | **9 388 471,27** | **5 053 899,44** | **852 977,71** | **201 846,41** | **5 705 030,74** | **3 683 440,53** |

DRAFT

## I.1. Tableau des +/- values sur les immobilisations en 2008

| Immobilisations cédées | Valeur comptable brute | Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation | Valeur comptable nette | Produit de la cession | Plus-value de cession | Moins-value de cession |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **A - Opérations de cession avec le groupe** | | | | | | |
| **B - Opérations de cession hors groupe** | | | | | | |
| CHARPENTE METALIQUE | 5 611 500,00 | 5 555 385,00 | 56 115,00 | 56 115,00 | 0,00 | 0,00 |
| CLIMATISATION ET REFROIDISSEMENT | 10 833 422,04 | 10 725 087,82 | 108 334,22 | 108 334,22 | 0,00 | 0,00 |
| COMPRESSEURS | 301 000,00 | 297 990,00 | 3 010,00 | 3 010,00 | 0,00 | 0,00 |
| DIVERS | 54 973 803,62 | 54 424 065,59 | 549 738,03 | 549 738,03 | -0,00 | -0,00 |
| IMMEUBLE BUREAU | 1 883 859,65 | 494 706,71 | 1 389 152,94 | 1 653 720,49 | 264 567,55 | 0,00 |
| LABORATOIRE DE PHOTOS | 900 000,00 | 891 000,00 | 9 000,00 | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| LOCAL COMMERCIAL | 6 132 475,58 | 2 196 905,09 | 3 935 570,49 | 4 731 244,45 | 795 673,96 | 0,00 |
| MACHINES OUTILS | 5 234 131,05 | 5 181 789,75 | 52 341,30 | 52 341,30 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL DE BOULANGERIE PATISSERIE | 724 181,80 | 716 939,98 | 7 241,82 | 7 241,82 | -0,00 | -0,00 |
| MATERIEL DE BUANDERIE | 589 900,44 | 584 001,44 | 5 899,00 | 5 899,00 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL DE BUREAU | 11 787 111,39 | 11 669 240,27 | 117 871,12 | 117 871,12 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL DE CHARGEMENT | 1 285 000,00 | 1 272 150,00 | 12 850,00 | 12 850,00 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL DE CONCASSAGE | 8 555 600,00 | 8 470 044,00 | 85 556,00 | 85 556,00 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL DE LABORATOIRE | 530 611,96 | 525 305,84 | 5 306,12 | 5 306,12 | -0,00 | -0,00 |
| MATERIEL DE MANUTENTION | 16 448 285,29 | 16 268 052,44 | 180 232,85 | 180 232,85 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL DE NETTOYAGE | 2 187 677,00 | 2 165 800,23 | 21 876,77 | 21 876,77 | 0,00 | 0,00 |

DRAFT

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| MATERIEL DE PLASTIC ET CAOUTCHOUC | 9 367 357,00 | 9 273 683,43 | 93 673,57 | 93 673,57 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL DE PRODUCTION | 74 845 698,05 | 74 097 241,07 | 748 456,98 | 727 061,52 | 0,00 | 21 395,46 |
| MATERIEL DE STOCKAGE | 14 833 823,05 | 14 685 484,82 | 148 338,23 | 148 338,23 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL DE TELECOM | 1 991 002,18 | 1 971 092,16 | 19 910,02 | 19 910,02 | -0,00 | -0,00 |
| MATERIEL DE TEXTIL | 2 509 640,40 | 2 225 879,14 | 283 761,26 | 326 519,16 | 42 757,90 | 0,00 |
| MATERIEL DE TEXTIL | 24 374 768,70 | 24 131 021,02 | 243 747,68 | 243 747,68 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL DE TP BATIMENTS | 195 443 774,96 | 193 489 333,24 | 1 954 441,72 | 1 954 441,72 | -0,00 | -0,00 |
| MATERIEL D'IMPRIMERIE | 11 137 265,24 | 11 025 892,59 | 111 372,65 | 111 372,65 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE | 4 175 040,66 | 4 133 290,25 | 41 750,41 | 41 750,41 | 0,00 | 0,00 |
| MATERIEL INFORMATIQUE | 91 013 307,48 | 90 132 348,32 | 880 959,16 | 880 959,16 | -0,00 | -0,00 |
| MATERIEL MEDICAL | 759 750,00 | 507 726,76 | 252 023,24 | 268 934,68 | 16 911,44 | 0,00 |
| MATERIEL MEDICAL | 41 842 247,43 | 40 863 824,94 | 978 422,49 | 978 422,49 | -0,00 | -0,00 |
| PLATEAU DE BUREAU | 626 315,80 | 201 999,72 | 424 316,08 | 521 572,33 | 97 256,25 | 0,00 |
| ROULANT CARROSSERIE | 4 039 434,22 | 3 999 039,88 | 40 394,34 | 40 394,34 | 0,00 | 0,00 |
| ROULANT POIDS LOURD | 7 364 011,99 | 5 137 166,07 | 2 226 845,92 | 2 670 999,48 | 444 153,56 | 0,00 |
| ROULANT POIDS LOURD | 1 749 832,99 | 1 144 924,76 | 604 908,23 | 522 770,25 | 0,00 | 82 137,98 |
| ROULANT POIDS LOURD | 157 131 314,69 | 154 771 751,82 | 2 359 562,87 | 2 359 562,87 | -0,00 | 0,00 |
| ROULANT SEMI-REMORQUES | 8 803 526,40 | 8 715 491,13 | 88 035,27 | 88 035,27 | 0,00 | -0,00 |
| ROULANT TOURISME | 19 460 878,39 | 13 089 415,30 | 6 371 463,09 | 7 278 663,18 | 907 200,09 | 0,00 |
| ROULANT TOURISME | 13 875 279,45 | 9 864 339,92 | 4 010 939,53 | 3 299 650,66 | 0,00 | 711 288,87 |
| ROULANT TOURISME | 169 245 243,09 | 167 532 836,43 | 1 712 406,66 | 1 712 406,66 | 0,00 | 0,00 |
| ROULANT UTILITAIRE | 3 179 637,74 | 2 690 776,03 | 488 861,71 | 860 900,45 | 372 038,74 | 0,00 |
| ROULANT UTILITAIRE | 388 737,33 | 321 059,76 | 67 677,57 | 60 777,79 | 0,00 | 6 899,78 |
| ROULANT UTILITAIRE | 38 935 730,10 | 38 459 699,55 | 476 030,55 | 476 030,55 | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | **1 025 072 177,16** | **993 903 782,24** | **31 168 394,92** | **33 287 232,30** | **2 940 559,47** | **821 722,09** |

## I.2. Tableaux des titres de participations des trois derniers exercices

Au 31 décembre 2006

| Dénomination ou raison sociale de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Part du capital détenue | Valeur comptable brute | Valeur comptable nette | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au compte de produits et charges de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | |
| **T043** A - Participations dans les entreprises liées | | 20 000 000,00 | | 6 153 000,00 | 6 153 000,00 | | | | |
| BANQUE POPULAIRE DE CASABLANCA | Banque | | | 153 000,00 | 153 000,00 | | | | |
| CHAABI LLD | Location Longue Durée | 20 000 000,00 | 30% | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | | | | |
| **T044** B - Autres titres de participation | | | | | | | | | |
| **T045** C - Emplois assimilés | | | | | | | | | |
| **T046** **Total Général** | | | | 6 153 000,00 | 6 153 000,00 | | | | |

Au 31 décembre 2007

| Dénomination ou raison sociale de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Part du capital détenue | Valeur comptable brute | Valeur comptable nette | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au compte de produits et charges de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | |
| **T043** A - Participations dans les entreprises liées | | 20 000 000,00 | | 6 153 000,00 | 2 767 109,86 | | 9 348 521,38 | -3 826 712,23 | -3 376 939,65 |
| BANQUE POPULAIRE DE CASABLANCA | Banque | | | 153 000,00 | 153 000,00 | | | | 8 950,49 |
| CHAABI LLD | Location Longue Durée | 20 000 000,00 | 30% | 6 000 000,00 | 2 614 109,86 | 31/12/2007 | 9 348 521,38 | -3 826 712,23 | -3385890,14 |
| **T044** B - Autres titres de participation | | | | | | | | | |
| **T045** C - Emplois assimilés | | | | | | | | | |
| **T046** **Total Général** | | | | 6 153 000,00 | 2 767 109,86 | | 9 348 521,38 | -3 826 712,23 | -3 376 939,65 |

Au 31 décembre 2008

| Dénomination ou raison sociale de la société émettrice | Secteur d'activité | Capital social | Part du capital détenue | Valeur comptable brute | Valeur comptable nette | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice | | | Produits inscrits au compte de produits et charges de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Date de clôture de l'exercice | Situation nette | Résultat net | |
| **T043** A - Participations dans les entreprises liées | | 20 000 000,00 | | 6 153 000,00 | 6 153 000,00 | | 9 809 013,11 | 906 021,67 | 8 950,50 |
| BANQUE POPULAIRE DE CASABLANCA | Banque | | | 153 000,00 | 153 000,00 | | | | 8 950,50 |
| CHAABI LLD | Location Longue Durée | 20 000 000,00 | 30% | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 31/12/2008 | 9 809 013,11 | 906 021,67 | |
| **T044** B - Autres titres de participation | | | | | | | | | |
| **T045** C - Emplois assimilés | | | | | | | | | |
| **T046 Total Général** | | | | 6 153 000,00 | 6 153 000,00 | | 9 809 013,11 | 906 021,67 | 8 950,50 |

## I.3. Tableaux des provisions des trois derniers exercices

Au 31 décembre 2006

| Nature | Montant au début de l'exercice | Dotations au titre de l'exercice | Reprises de provisions utilisées | Reprises de provisions devenues disponibles | Montant à la fin de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF** | **32 936 512,33** | **16 147 176,51** | **3 097 880,00** | | **45 985 808,84** |
| Provisions pour créances en souffrance sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur la clientèle | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des titres de placement | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur titres | | | | | |
| Provisions pour instruments optionnels achetés | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des valeurs et emplois divers | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des titres d'investissement | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur titres d'investissement | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des titres de participation | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des participations dans les entreprises liées | | | | | |
| Provisions pour dépréciation de l'activité de portefeuille | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des dotations diverses | | | | | |
| Provisions pour créances subordonnées en souffrance | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations en crédit-bail | 21 587 561,57 | 10 600 716,51 | 462 058,00 | | 31 726 220,08 |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations en location simple | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur opérations de crédit-bail | 11 348 950,76 | 5 546 460,00 | 2 635 822,00 | | 14 259 588,76 |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles | | | | | |
| **PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF** | **113 240,80** | **0,00** | **0,00** | | **113 240,80** |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature | | | | | |
| Provisions pour risques de change | | | | | |
| Provisions pour risques généraux | | | | | |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires | | | | | |
| Provisions pour autres risques et charges | 113 240,80 | 0,00 | 0,00 | | 113 240,80 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| **Total** | **33 049 753,13** | **16 147 176,51** | **3 097 880,00** | | **46 099 049,64** |

DRAFT

Au 31 décembre 2007

| Nature | Montant au début de l'exercice | Dotations au titre de l'exercice | Reprises de provisions utilisées | Reprises de provisions devenues disponibles | Montant à la fin de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF** | **45 985 808,84** | **18 146 629,51** | **4 655 440,00** | | **59 476 998,35** |
| Provisions pour créances en souffrance sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur la clientèle | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des titres de placement | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur titres | | | | | |
| Provisions pour instruments optionnels achetés | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des valeurs et emplois divers | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des titres d'investissement | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur titres d'investissement | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des titres de participation | 0,00 | 3 385 890,14 | | | 3 385 890,14 |
| Provisions pour dépréciation des participations dans les entreprises liées | | | | | |
| Provisions pour dépréciation de l'activité de portefeuille | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des dotations diverses | | | | | |
| Provisions pour créances subordonnées en souffrance | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations en crédit-bail | 31 726 220,08 | 9 110 023,37 | 1 195 000,00 | | 39 641 243,45 |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations en location simple | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur opérations de crédit-bail | 14 259 588,76 | 5 650 716,00 | 3 460 440,00 | | 16 449 864,76 |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles | | | | | |
| **PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF** | **113 240,80** | **0,00** | **0,00** | | **113 240,80** |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature | | | | | |
| Provisions pour risques de change | | | | | |
| Provisions pour risques généraux | | | | | |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires | | | | | |
| Provisions pour autres risques et charges | 113 240,80 | 0,00 | 0,00 | | 113 240,80 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| **Total** | **46 099 049,64** | **18 146 629,51** | **4 655 440,00** | | **59 590 239,15** |

Au 31 décembre 2008

| Nature | Montant au début de l'exercice | Dotations au titre de l'exercice | Reprises de provisions utilisées | Reprises de provisions devenues disponibles | Montant à la fin de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF** | **59 476 998,35** | **13 366 464,07** | **4 692 398,00** | | **68 151 064,42** |
| Provisions pour créances en souffrance sur les établissements de crédit et assimilés | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur la clientèle | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des titres de placement | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur titres | | | | | |
| Provisions pour instruments optionnels achetés | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des valeurs et emplois divers | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des titres d'investissement | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur titres d'investissement | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des titres de participation | 3 385 890,14 | 0,00 | | | 3 385 890,14 |
| Provisions pour dépréciation des participations dans les entreprises liées | | | | | |
| Provisions pour dépréciation de l'activité de portefeuille | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des dotations diverses | | | | | |
| Provisions pour créances subordonnées en souffrance | | | | | |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations en crédit-bail | 39 641 243,45 | 9 640 163,07 | 453 055,00 | | 48 828 351,52 |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations en location simple | | | | | |
| Provisions pour créances en souffrance sur opérations de crédit-bail | 16 449 864,76 | 3 726 301,00 | 4 239 343,00 | | 15 936 822,76 |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles | | | | | |
| **PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF** | **113 240,80** | **0,00** | **0,00** | | **113 240,80** |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature | | | | | |
| Provisions pour risques de change | | | | | |
| Provisions pour risques généraux | | | | | |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires | | | | | |
| Provisions pour autres risques et charges | 113 240,80 | 0,00 | 0,00 | | 113 240,80 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| **Total** | **59 590 239,15** | **13 366 464,07** | **4 692 398,00** | | **68 264 305,22** |

## I.4. Tableaux des sûretés réelles 2008

| Valeurs et sûretés reçues en garantie | Valeur comptable nette | Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts |
|---|---|---|
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | | |
| Autres titres | | |
| Hypothèques | 2800 | |
| Nantissements de Fonds de commerce | 5 270 | |
| Autres valeurs et sûretés réelles | 2 369 583 | |
| **TOTAL** | 2 377 653 | |

| Valeurs et sûretés données en garantie | Valeur comptable nette | Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus | Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts |
|---|---|---|---|
| Bons du Trésor et valeurs assimilées | | | |
| Autres titres | **NEANT** | **NEANT** | **NEANT** |
| Hypothèques | | | |
| Autres valeurs et sûretés réelles | | | |

DRAFT

## I.5. Tableau des engagements 2008

| | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|---|---|
| **ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES** | | |
| **Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés** | **11 898** | **4690** |
| Crédits documentaires import | | |
| Acceptations ou engagements de payer | | |
| Ouvertures de crédit confirmés | | |
| Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| Engagements irrévocables de crédit-bail | 11 898 | 4690 |
| Autres engagements de financement donnés | | |
| **Engagements de financement en faveur de la clientèle** | **89 478** | **105 960** |
| Crédits documentaires import | | |
| Acceptations ou engagements de payer | | |
| Ouvertures de crédits confirmés | | |
| Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| Engagements irrévocables de crédit-bail | 89 478 | 105 960 |
| Autres engagements de financement donnés | | |
| **Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés** | | |
| Crédits documentaires export confirmés | | |
| Acceptations ou engagements de payer | | |
| Garanties de crédits données | | |
| Autres cautions, avals et garanties donnés | | |
| Engagements en souffrance | | |
| **Engagements de garantie d'ordre de la clientèle** | **16 759** | **21 911** |
| Garanties de crédits données | | |
| Cautions et garanties en faveur de l'administration publique | | |
| Autres cautions et garanties données | 16 759 | 21 911 |
| Engagements en souffrance | | |
| **ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS** | **1 101 884** | **621 155** |
| **Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés** | **484 000** | **180 000** |
| Ouvertures de crédit confirmés | 484 000 | 180 000 |
| Engagements de substitution sur émission de titres | | |
| Autres engagements de financement reçus | | |
| **Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés** | **617 884** | **441 155** |
| Garanties de crédits | 617 884 | 441 155 |
| Autres garanties reçues | | |
| **Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie** | | |
| **Divers** | | |
| Garanties de crédits | | |
| Autres garanties reçues | | |

## I.6. Répartition du Capital Social 2008

Montant du capital: 100 000 000,00

Montant du capital social souscrit et non appelé:

Valeur nominale des titres: 100,00

| Nom et prénom ou dénomination sociale | Adresse personnelle ou du siège social | Activité | Nombre d'actions ou de parts sociales détenues | Pourcentage du capital détenu | Pourcentage des droits de vote détenu |
|---|---|---|---|---|---|
| **A - ACTIONNAIRES MAROCAINS** | | | | | |
| Banque Centrale Populaire | 101, Bd Zerktouni, Casablanca | Etablissement de Crédit | 300 000 | 30,00% | 30,00% |
| BPR Casablanca | 4, Avenue Moulay Rachid | Etablissement de Crédit | 150 000 | 15,00% | 15,00% |
| BPR Tanger-Tétouan | 76, Avenue Mohamed V | Etablissement de Crédit | 50 000 | 5,00% | 5,00% |
| BPR Fès –Taza | Angle rues Allal Loudyi et Abdelali Benchekroun | Etablissement de Crédit | 50 000 | 5,00% | 5,00% |
| BPR Mèknes | 4, rue d'Alexandrie | Etablissement de Crédit | 50 000 | 5,00% | 5,00% |
| BPR Marrakech - Beni Mellal | Avenue Abdelkrim El Khattabi | Etablissement de Crédit | 70 000 | 7,00% | 7,00% |
| BPR Centre Sud | Avenue Hassan II | Etablissement de Crédit | 50 000 | 5,00% | 5,00% |
| BPR Rabat – Kénitra | 3, Avenue Trabless | Etablissement de Crédit | 70 000 | 7,00% | 7,00% |
| BPR Oujda | 34, Boulevard Derfoufi | Etablissement de Crédit | 25 000 | 2,50% | 2,50% |
| BPR Nador - EL Hoceima | 113, Boulevard Al Massira | Etablissement de Crédit | 25 000 | 2,50% | 2,50% |
| BPR El Jadida – SAFI | 7, Avenue de la Ligue Arabe | Etablissement de Crédit | 20 000 | 2,00% | 2,00% |
| BPR Laayoune | 9, Boulevard Mohamed V | Etablissement de Crédit | 40 000 | 4,00% | 4,00% |
| | | | **900 000** | **90,00%** | **90,00%** |
| **B - ACTIONNAIRES ETRANGERS** | | | | | |
| Natexis Lease (Bail Banque Populaire France) | 4, place de la Coupole, 94676 Charenton-le-pont Cedex France | Etablissement de Crédit | 100 000 | 10,00% | 10,00% |
| **T069 Total** | | | **1 000 000** | **100,00%** | **100,00%** |

DRAFT

## IV.7. Tableaux des affectations de résultat des trois derniers exercices

Au 31 décembre 2006

Manquant

Au 31 décembre 2007

| En Kdh | Montants | | Montants |
|---|---|---|---|
| **A- Origine des résultats affectés** | | **B- Affectation des résultats** | |
| | | Prime d'émission | |
| Report à nouveau | | Réserve légale | 1582 |
| Résultats nets en instance d'affectation | | Réserve facultative | |
| Résultat net de l'exercice | 31 636 | Dividendes | 0 |
| Prélèvement sur les bénéfices | | Report à nouveau | 10 000 |
| Autres prélèvements | | Autres Affectation | 20 054 |
| **TOTAL A** | **31 636** | **TOTAL B** | **31 636** |

Au 31 décembre 2008

| En Kdh | Montants | | Montants |
|---|---|---|---|
| **A- Origine des résultats affectés** | | **B- Affectation des résultats** | |
| | | Prime d'émission | |
| Report à nouveau | | Réserve légale | 2 004 |
| Résultats nets en instance d'affectation | | Réserve facultative | 0 |
| Résultat net de l'exercice | 40 081 | Dividendes | 0 |
| Prélèvement sur les bénéfices | | Report à nouveau | 18 077 |
| Autres prélèvements | | Autres Affectations | 20 000 |
| **TOTAL A** | **40 081** | **TOTAL B** | **40 081** |

DRAFT

## IV.8. Datations et événements postérieurs à 2008

### c. DATATION

Date de clôture (1) : **31 DECEMBRE 2008**

Date d'établissement des états de synthèse (2): **17 FEVRIER 2009**

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

### d. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA PREMIÈRE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

| Indications des événements | |
|---|---|
| Favorables | Néant |
| Défavorables | Néant |

# V. Rapport des commissaires aux comptes de Maroc Leasing sur la fusion

Aux Actionnaires

MAROC LEASING SA

Casablanca

Mesdames, Messieurs,

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 SEPTEMBRE 2009 SUR LE PROJET DE FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE CHAÂBI LEASING S.A. PAR LA SOCIETE MAROC LEASING S.A.**

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société et conformément aux dispositions de l'article 233 alinéa 3 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée par la loi 20-05, nous vous présentons notre rapport sur le projet de fusion-absorption par la Société MAROC LEASING (l'absorbante) de la Société CHAÂBI LEASING (l'absorbée); opération de fusion-absorption sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'Administration est chargé selon ladite loi notamment d'arrêter le projet de fusion et d'en justifier les motifs, et les modalités dans un rapport écrit qui est mis à votre disposition. Notre mission consiste à vérifier que la valeur relative attribuée aux actions des deux Sociétés par votre Conseil d'Administration est pertinente et que le rapport d'échange est équitable. Nous avons effectué notre mission conformément aux diligences requises en la matière.

Ainsi, nous avons examiné le procès-verbal du Conseil d'Administration de MAROC LEASING en date du 14 juillet 2009 ayant proposé l'opération de fusion-absorption susmentionnée ainsi que le rapport du Conseil d'Administration de MAROC LEASING destiné à votre Assemblée Générale Extraordinaire laquelle aura pour objet de valider la dite opération de fusion-absorption. Nous avons également examiné le traité de fusion signé par les deux Sociétés en date du 14 juillet 2009 au terme duquel la Société CHAÂBI LEASING fera apport à la Société MAROC LEASING de l'universalité de son patrimoine tel que décrit et énumèré en annexe au traité de fusion.

La fusion-absorption sera réalisée sur la base des comptes de chacune des sociétés arrêtés au 31 décembre 2008 tels qu'ils ont été approuvés par leurs Assemblées Générales Ordinaires respectives et après prise en compte des opérations suivantes :

- Distribution de dividendes par CHAÂBI LEASING pour DH 22.000.000 ;
- Augmentation de capital de CHAÂBI LEASING de DH 150.000.000.

La fusion absorption sera réalisée avec pour date d'effet le 1er janvier 2009 et sera conclue sous les conditions suspensives énoncées au niveau du traité de fusion et qui sont les suivantes :

- l'obtention de l'avis du Ministre de 1'Economie et des Finances sur la Fusion conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi n°39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé,

- l'obtention d'un nouvel agrément de Bank Al-Maghrib, au titre de la Fusion, conformément aux dispositions de l'article 35 de la Loi n°34-03 dans les formes et conditions prévues a l'article 27 de ladite Loi n°34-03 après avis du Comité

- l'obtention du visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (le « CDVM ») sur le projet de note d'information relative à la Fusion,

- l'approbation de la Fusion par les Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires des deux sociétés,

- l'obtention des accords des tiers (banques, etc...) requis pour la réalisation de la Fusion et des mainlevées sur les actifs a transférer par CHAÂBI LEASING à MAROC LEASING, le cas échéant.

Nous avons également revu les méthodes d'évaluation des deux Sociétés et leurs valorisations par des experts évaluateurs indépendants mandatés à cet effet par votre Société ainsi que le rapport d'échange qui en découle lesquels sont décrits dans le rapport de votre Conseil d'Administration. Il ressort de ce rapport notamment ce qui suit :

- Les titres des deux sociétés ont été évalués sur la base des méthodes patrimoniales bancaires et de la méthode des comparables boursiers. Sur ces bases, les méthodes de valorisation utilisant l'actif net et les comparables boursiers aboutissent à des résultats convergents. La valeur des titres a été arrêtée d'un commun accord par les organes de gestion des deux sociétés sur la base de la méthode des comparables boursiers.

- la valeur de l'action de la Société MAROC LEASING a été évaluée à DH 282,14 et celle de l'action de la Société CHAÂBI LEASING à DH 333,44, soit un rapport d'échange de 11 actions de CHAÂBI LEASING pour 13 actions de MAROC LEASING,

- les éléments d'actif et de passif de la Société CHAÂBI LEASING seront apportés pour leur valeur nette comptable au 31 décembre 2008, à l'exception du fond de commerce qui a fait l'objet d'une évaluation conventionnelle. Le montant total de l'actif et du passif de la Société CHAÂBI LEASING dont la transmission est prévue a la Société MAROC LEASING s'élève ainsi respectivement à DH 3 533 651 213,31 et a DH 3 200 213 031,31, soit un montant d'actif net apporté par la Société CHAÂBI LEASING de DH 333 438 182,

- en rémunération de la transmission par la Société CHAÂBI LEASING de l'ensemble de son patrimoine évalué à DH 333 438 182, la Société MAROC LEASING créera 1 181 818 actions nouvelles d'une valeur nominale de DH 100 chacune, à attribuer aux actionnaires de la Société CHAÂBI LEASING, suivant le rapport d'échange susmentionné,

- en conséquence, la différence entre le montant de l'augmentation de capital de la Société MAROC LEASING pour DH 118 181 800 et le montant de rapport d'actif net fait par la Société CHAÂBI LEASING pour DH 333 438 182, soit DH 215 256 382, représentera le montant de la prime de fusion.

En conclusion, les vérifications auxquelles nous avons procédé nous ont permis de constater que la valeur attribuée aux actions des deux Sociétés participants à cette opération de fusion-absorption est pertinente et que le rapport d'échange est équitable. Nous avons également vérifié que le montant de l'actif net apporte par la Société CHAÂBI LEASING est au moins égal au montant de l'augmentation de capital prévu par la Société MAROC LEASING.

Le 28 juillet 2009

**Les Commissaires aux Comptes**

| | |
|---|---|
| PriceWaterhouse | Deloitte Audit |
| Aziz Bidah | Faouzi Britel |
| Associé | Assoicié |

# VI. Rapport des commissaires aux comptes de Chaâbi Leasing sur la fusion

Aux Actionnaires

Chaâbi Leasing

Casablanca

Mesdames, Messieurs,

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 SEPTEMBRE 2009 SUR LE PROJET DE FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE CHAÂBI LEASING S.A. PAR LA SOCIETE MAROC LEASING S.A.**

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société et conformément aux dispositions de l'article 233 alinéa 3 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée par la loi 20-05, nous vous présentons notre rapport sur le projet de fusion-absorption par la Société MAROC LEASING (l'absorbante) de la Société CHAÂBI LEASING (l'absorbée); opération de fusion-absorption sur laquelle vous êtes appelés a vous prononcer.

Votre Directoire est chargé selon ladite loi notamment d'arrêter le projet de fusion et d'en justifier les motifs, et les modalités dans un rapport écrit qui est mis à votre disposition. Notre mission consiste à vérifier que la valeur relative attribuée aux actions des deux Sociétés par votre Directoire est pertinente et que le rapport d'échange est équitable. Nous avons effectué notre mission conformément aux diligences requises en la matière.

Ainsi, nous avons examine le procès-verbal du Directoire de CHAABI LEASING en date du 29 mai 2009 ayant proposé l'opération de fusion-absorption susmentionnée ainsi que le rapport du Directoire de CHAABI LEASING destiné à votre Assemblée Générale Extraordinaire laquelle aura pour objet de valider la dite opération de fusion-absorption. Nous avons également examiné le traité de fusion signé par les deux Sociétés en date du 14 juillet 2009 au terme duquel la Société CHAÂBI LEASING fera apport à la Société MAROC LEASING de l'universalité de son patrimoine tel que décrit et énumèré en annexe au traité de fusion.

La fusion-absorption sera réalisée sur la base des comptes de chacune des sociétés arrêtés au 31 décembre 2008 tels qu'ils ont été approuvés par leurs Assemblées Générales Ordinaires respectives et après prise en compte des opérations suivantes :

- Distribution de dividendes par CHAÂBI LEASING pour DH 22.000.000 ;
- Augmentation de capital de CHAÂBI LEASING de DH 150.000.000.

La fusion absorption sera réalisée avec pour date d'effet le 1er janvier 2009 et sera conclue sous les conditions suspensives énoncées au niveau du traité de fusion et qui sont les suivantes :

- l'obtention de l'avis du Ministre de l'Economie et des Finances sur la Fusion conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi n°39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé,
- l'obtention d'un nouvel agrément de Bank Al-Maghrib, au titre de la Fusion, conformément aux dispositions de l'article 35 de la Loi n°34-03 dans les formes et conditions prévues à l'article 27 de ladite Loi n°34-03 après avis du Comité

- l'obtention du visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (le « CDVM ») sur le projet de note d'information relative à la Fusion,

- l'approbation de la Fusion par les Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires des deux sociétés,

- l'obtention des accords des tiers (banques, etc...) requis pour la réalisation de la Fusion et des mainlevées sur les actifs à transférer par CHAÂBI LEASING à MAROC LEASING, le cas échéant.

Nous avons également revu les méthodes d'évaluation des deux Sociétés et leurs valorisations par des experts évaluateurs indépendants mandatés à cet effet par votre Société ainsi que le rapport d'échange qui en découle lesquels sont décrits dans le rapport de votre Directoire. Il ressort de ce rapport notamment ce qui suit :

- Les titres des deux sociétés ont été évalués sur la base des méthodes patrimoniales bancaires et de la méthode des comparables boursiers. Sur ces bases, les méthodes de valorisation utilisant l'actif net et les comparables boursiers aboutissent à des résultats convergents. La valeur des titres a été arrêtée d'un commun accord par les organes de gestion des deux sociétés sur la base de la méthode des comparables boursiers.

- la valeur de l'action de la Société MAROC LEASING a été évaluée à DH 282,14 et celle de l'action de la Société CHAÂBI LEASING à DH 333,44, soit un rapport d'échange de 11 actions de CHAÂBI LEASING pour 13 actions de MAROC LEASING,

- les éléments d'actif et de passif de la Société CHAÂBI LEASING seront apportés pour leur valeur nette comptable au 31 décembre 2008, à l'exception du fond de commerce qui a fait l'objet d'une évaluation conventionnelle. Le montant total de l'actif et du passif de la Société CHAÂBI LEASING dont la transmission est prévue à la Société MAROC LEASING s'élève ainsi respectivement à DH 3 533 651 213,31 et à DH 3 200 213 031,31, soit un montant d'actif net apporté par la Société CHAÂBI LEASING de DH 333 438 182,

- en rémunération de la transmission par la Société CHAÂBI LEASING de l'ensemble de son patrimoine évalué à DH 333 438 182, la Société MAROC LEASING créera 1 181 818 actions nouvelles d'une valeur nominale de DH 100 chacune, à attribuer aux actionnaires de la Société CHAÂBI LEASING, suivant le rapport d'échange susmentionné,

- en conséquence, la différence entre le montant de l'augmentation de capital de la Société MAROC LEASING pour DH 118 181 800 et le montant de rapport d'actif net fait par la Société CHAÂBI LEASING pour DH 333 438 182, soit DH 215 256 382, représentera le montant de la prime de fusion.

En conclusion, les vérifications auxquelles nous avons procédé nous ont permis de constater que la valeur attribuée aux actions des deux Sociétés participants à cette opération de fusion-absorption est pertinente et que le rapport d'échange est équitable. Nous avons également vérifié que le montant de l'actif net apporte par la Société CHAÂBI LEASING est au moins égal au montant de l'augmentation de capital prévu par la Société MAROC LEASING.

Le 28 juillet 2009

**Les Commissaires aux Comptes**

| | |
|---|---|
| PriceWaterhouse | Mazars Masnaoui |
| Aziz Bidah | Kamal Mokdad |
| Associé | Assoicié |